

VILLE DE TOURNAI

Procès-verbal du Conseil communal du 26 octobre 2015

Présents : M. R. DEMOTTE - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction maïorale,
M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE - Echevins;
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes M.C. MARGHEM, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, ~~J.-L. VIEREN~~, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE - Conseillers communaux, M. B. DOCHY - Conseiller communal remplaçant;
M. T. LESPLINGART - Directeur général adjoint.

Le Conseil communal est réuni sur convocation du Collège communal remise à domicile le jeudi 15 octobre 2015.

1. Communications.

* Le **Président** d'assemblée ouvre la séance publique à 19 heures 41 et dépose sur le bureau du Conseil communal le procès-verbal de la séance publique du 22 septembre 2015, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance.

* Il précise ensuite que deux questions orales ont été déposées en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal :

- 1) "Rallye de Tournai des 10 et 11 octobre 2015", déposée par Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE. Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin PS Tarik BOUZIANE.
- 2) "Nuisances causées par la société STAROUTE à Vaulx" déposée par Monsieur le Conseiller communal ECOLO Guillaume DENONNE. Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin MR Robert DELVIGNE.

* Le Conseil communal prend ensuite connaissance du résultat de la consultation populaire du 25 octobre 2015 relative au Pont des Trous.

- chiffre de la population au 25 septembre 2015 : 69.204
- nombre de participants convoqués : 57.541
- nombre de participants ayant voté : 11.366, soit 16,422% de la population (et 19,75% des participants convoqués)
- nombre de personnes ayant répondu oui à la première question (parement en pierre) et non à la deuxième (structure en acier) : 8.946

- nombre de personnes ayant répondu non à la première et oui à la deuxième : 978
 - bulletins blancs : 19
 - bulletins nuls : 1.423 dont
- * 218 bulletins auxquels il a été répondu par "oui" et par "non" à une même question, dont les formes et dimensions ont été altérées, dont l'auteur s'est identifié ou qui n'ont pas été estampillés par le bureau de vote
 - * 75 bulletins auxquels il a été répondu oui aux deux questions
 - * 730 bulletins auxquels il a été répondu non aux deux questions
 - * 338 bulletins auxquels il a été répondu uniquement à la première question (oui à la pierre)
 - * 6 bulletins auxquels il a été répondu uniquement à la première question (non à la pierre)
 - * 40 bulletins auxquels il a été répondu uniquement à la deuxième question (oui à l'acier)
 - * 6 bulletins auxquels il a été répondu uniquement à la deuxième question (non à l'acier).

Le **Président** d'assemblée fait ensuite la déclaration suivante :

"Mesdames, Messieurs les Conseillers,

Laissez-moi d'abord remercier, au nom de l'ensemble du Conseil communal, les Tournaisiens qui, nombreux, se sont exprimés en participant à la consultation populaire. Un Tournaisien sur cinq en âge de voter s'est déplacé et huit sur dix ont choisi la pierre.

A titre personnel, et en qualité de père de ce mécanisme de consultation élaboré à l'échelle wallonne, j'en suis fier.

Je tiens également à remercier en notre nom à tous, les membres du personnel et tous les citoyens qui ont été associés aux travaux qui accompagnent cette consultation.

Mesdames, Messieurs les Conseillers,

C'est le Conseil communal qui a choisi de s'engager dans la consultation populaire.

C'est donc en ma qualité de Président du Conseil communal que je reçois les résultats validés légalement, ce matin, par le Collège et vous les communique.

Je considère et vous demande de les considérer comme traduisant clairement la volonté des Tournaisiens. A ce titre, les résultats de la consultation sont, à n'en pas douter, la position officielle de la Ville de Tournai. La population a parlé et doit être entendue.

Au nom du Conseil communal, je transmettrai très fidèlement au Ministre PREVOT les résultats du scrutin que je propose être la position du Conseil. Par ailleurs, je veillerai à ce que le Ministre soit pleinement informé des observations émises lors de l'enquête publique qui s'achève fin novembre. Mais je l'ai dit hier : j'entends le constat des Tournaisiens. Je demande aux instances wallonnes de revoir leur proposition architecturale de transformation du Pont des Trous.

A l'occasion de cette consultation populaire, votants ou non, lors des débats et dans les diverses expressions, beaucoup ont estimé insuffisante la qualité architecturale du projet présenté initialement aux Tournaisiens. Nous ne pouvons nous contenter d'un «peut mieux faire !»

Dès hier matin, j'ai eu des contacts avec le Ministre Président wallon Paul MAGNETTE et, ce matin, avec le Ministre Maxime PREVOT.

Je leur ai demandé de traiter Tournai et son patrimoine avec le plus grand respect. Comme la pierre est choisie, ADN patrimonial de Tournai, il est tout aussi clair que le projet architectural doit être réexaminé pour lui faire atteindre l'excellence.

Dans ce but, tout en étant attentif au rétroplanning administratif, aux règles administratives diverses et aux procédures ayant trait au certificat de patrimoine, ainsi qu'aux règles de cofinancement européen, je leur ai demandé et leur réexprime ce jour le souhait de faire lancer un concours architectural international qui exalte la pierre, qui rende hommage au génie des architectes d'antan qui ont élevé ce bâtiment au rang de nos emblèmes.

J'ai aussi demandé au Ministre PREVOT et au Ministre Président MAGNETTE que l'agenda des travaux de la traversée de Tournai débute comme prévu, par le Luchet d'Antoing vers le quai Sakharov, en

d'autres termes par les éléments constitutifs de la traversée de Tournai avant de toucher au Pont des Trous."

Après cette intervention, le **Président** d'assemblée propose au Conseil communal de s'exprimer et de voter sur les points suivants :

1. Le Conseil communal prend acte que le choix des Tournaisiens s'est porté sur la pierre et un rythme ternaire des arches du Pont des Trous
2. Le Conseil communal demande que les autorités wallonnes élèvent la qualité architecturale de l'esquisse en appelant à un concours international d'architecture à cette fin.

Il cède ensuite la parole aux Conseillers communaux.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, s'exprime en premier :

"Je suis interpellé à présent par la tournure des événements. A titre personnel, j'ai constaté hier que chacun était devenu un ardent défenseur de la consultation populaire, à l'exception de Monsieur l'Echevin délégué à la fonction majeure qui, lui, n'a pas changé pas d'avis. En début d'intervention, on ne pouvait que partager votre proposition. Le premier point ne nous pose pas de problème. En ce qui concerne le concours d'architecture, ce qui nous gêne dans ce que vous proposez, c'est que votre proposition va plus loin que l'avis de la population. Je le ressens plus comme le souhait du premier magistrat de Tournai que comme celui du Conseil communal. Le cdH a toujours été clair au sujet de la consultation populaire. Nous avons été les premiers à demander aux Tournaisiens de se prononcer sur la pierre ou sur le métal. L'aspect architectural ne faisait pas l'objet de notre demande. Vous allez plus loin. Or, nous ne savons pas, au moment où le Conseil communal doit décider, si les délais d'obtention des subsides européens ou d'autres pourront coller avec les exigences qui sont soumises au Conseil communal. Ecrire au Gouvernement wallon qu'on exige certaines choses en ne sachant pas si c'est réaliste. Cela nous surprend. Nous pouvons donc être d'accord avec la première partie mais pas avec la dernière qui va au-delà de ce qui a été soumis à la consultation populaire. La population a voté pour la pierre. Nous devons donc élaborer le projet avec ce matériau, pour qu'il puisse se réaliser et que Tournai puisse en bénéficier."

Le **Président** d'assemblée fait observer qu'aucune esquisse en pierre n'a été approuvée pour le moment. S'adressant aux représentants du cdH, il poursuit :

"Sommes-nous d'accord sur une élévation de la qualité architecturale ?

Est-ce que vous renoncez a priori à ce que si l'on respecte les délais européens, on exclue un concours international ? Est-ce bien ça que je dois comprendre ?"

Le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, rappelle son point de vue que le concours international ne doit pas porter préjudice au projet d'une manière ou d'une autre.

Le **Président** d'assemblée signale que cette nuance figure dans la proposition qui est faite au Conseil communal. Il rappelle les étapes essentielles de la procédure liée au changement de matériau, notamment le certificat de patrimoine, et les contraintes liées aux financements européens. Il ajoute : "Nous exprimons le souhait de lancer un concours international, comme nous demandons aussi que ce soit la pierre et le rythme ternaire qui soient repris dans le cahier des charges. Ce serait dommage de ne pas profiter du souffle donné par la consultation populaire !"

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, prend alors la parole :

"Hier, citoyens et citoyennes de Tournai, qu'ils soient jeunes ou pas, ont montré leur attachement au patrimoine tournaisien. Nous les en remercions."

Aujourd'hui, nous entendons une proposition précise dans un cadre précis. Nous nous en réjouissons. Nous pensons effectivement qu'élever la qualité architecturale par un concours international, cela représente la victoire des citoyens."

Le Conseiller communal PS, **Geoffroy HUEZ**, est ensuite invité à s'exprimer :

"Un peu d'ambition pour Tournai, s'il vous plaît ! On sait qu'on va devoir refaire des choses et vite. Essayons de les faire bien. La population tournaïsiennne a voté clairement pour la pierre. Maintenant, il faut aller plus loin. La principale critique entendue portait sur le manque d'ambition du projet pour Tournai. Aujourd'hui, je pense qu'on peut avoir de l'ambition. Nous serons peut-être confrontés à des réalités, à des décisions ministérielles. Mais il nous appartient de relayer chacun au sein de nos formations politiques, la volonté des Tournaïsiens d'avoir de la pierre mais aussi un projet ambitieux pour Tournai."

Madame la Conseillère communale MR, **Marie Christine MARGHEM**, prend la parole à son tour :

"La voix des Tournaïsiens s'est exprimée de façon très claire, dans le cadre d'un exercice inédit et finalement très intéressant. Les Tournaïsiens se sont mobilisés en masse pour dire ce qu'ils voulaient. Le choix qui leur était soumis était réduit. Ils se sont manifestés clairement pour deux choses : l'utilisation de la pierre et un pont en trois arches. 8.946 Tournaïsiens ont choisi cette configuration. Nous devons transmettre ce que les Tournaïsiens ont demandé de façon rigoureuse au Ministre PREVOT qui nous a écrit le 31 juillet. Nous devons lui dire que nous n'optons pas pour la résille mais pour la pierre et pour 3 arches, pour notre Pont des Trous. Pour le reste, il n'y a aucun problème à ce que l'on cherche à accroître la qualité architecturale du projet et à faire en sorte qu'on ait une réflexion approfondie sur la configuration finale de ce Pont des Trous, par un concours ou autre chose. Un certificat de patrimoine devra être instruit. Ce n'est pas le rôle des fonctionnaires qui vont se charger de la procédure d'établir le projet final. Ils vont donner leurs exigences en matière de patrimoine. Ils vont examiner tous les éléments du dossier, y compris les études architecturales qui pourraient être choisies. Tous ces délais sont longs. Il faudra aussi mobiliser les moyens budgétaires. Un concours demande en effet des moyens."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, reprend la parole :

"Madame MARGHEM a dit "un concours ou autre chose". Je rappelle que nous devons respecter les délais d'obtention des subventions européennes. C'est là notre inquiétude. La manière d'optimiser ce projet ne doit pas avoir pour effet de nous empêcher d'obtenir des subsides. Nous voulons bien soutenir la demande auprès du Ministre, pour autant que nous respectons les délais d'obtention des subsides."

A l'issue de ce débat, le Conseil communal, à l'unanimité, prend acte que le choix des Tournaïsiens s'est porté sur la pierre et un rythme ternaire des arches du Pont des Trous. Le Président d'assemblée en informera le Ministre PREVOT, en charge du patrimoine.

Par ailleurs, à la majorité de ses membres, le Conseil communal souhaite que le projet actuel en pierre soit revu pour le porter vers l'excellence en organisant un concours international qui exalte la pierre, tout en étant attentif aux règles de cofinancement européen.

Les conseillers communaux cdH s'abstiennent sur ce point.

Ces décisions seront notifiées au Ministre PREVOT, en réponse à sa lettre du 31 juillet 2015.

2. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, avenue Delmée : création d'un emplacement de stationnement pour les bus scolaires.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande de l'athénée royal Robert Campin pour la création d'un emplacement réservé au stationnement des bus scolaires le long de son pignon (section fondamentale), avenue Delmée à Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans l'avenue Delmée à Tournai, le long du pignon de l'athénée royal Robert Campin (section fondamentale), le stationnement est réservé aux bus scolaires, du lundi au vendredi, de 8 heures à 17 heures, sur une distance de 15m.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9d avec un panneau additionnel reprenant les mentions "BUS SCOLAIRE", "DU LUNDI AU VENDREDI DE 8 HEURES A 17 HEURES".

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue de la Marnière : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.
--

Madame l'Echevine Laetitia LIENARD, Madame la Conseillère communale Marie Christine MARGHEM, Monsieur le Conseiller communal Didier SMETTE sortent de séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue de la Marnière, 62 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé;

Considérant que le stationnement est interdit du côté des numéros pairs et que l'emplacement sera placé côté opposé, face au n°49;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue de la Marnière à Tournai, face au n° 49, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

4. Tournai, commune pilote Wallonie cyclable. Aménagements cyclables et piétons. Modifications. Approbation.

Madame l'Echevine Laetitia LIENARD rentre en séance.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, se réjouit des avancées en matière de mobilité cyclable, même si certains points doivent encore être améliorés, comme par exemple le carrefour du Viaduc.

Il constate que la commission cycliste s'est réunie à deux reprises. Il s'en réjouit et invite l'échevin de la mobilité à accentuer le nombre de réunions qui permettent de recueillir l'avis des acteurs de terrain.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO remplaçant, **Benoît DOCHY**, regrette le retard enregistré par la Ville en matière de mobilier vélo.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, relève des points noirs comme le rond-point de l'Europe et les traversées cyclo-piétonnes sur les boulevards et les grands axes.

A l'instar de son collègue Xavier DECALUWE, elle se réjouit néanmoins des progrès enregistrés par ce projet.

Le **Président** d'assemblée regrette, lui aussi, le manque de mobilier vélo.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu sa délibération du 1er juin 2015 d'approuver les mode et conditions de passation du marché relatif aux travaux d'aménagement cyclables et piétons à Tournai, commune pilote Wallonie cyclable :

- DIVISION 1 : travaux de signalisation et de balisage des itinéraires cyclables - phase 2
- DIVISION 2 : Kain : avenue d'Audenarde : amélioration de la liaison cyclable
- DIVISION 3 : fourniture et pose d'arceaux vélos et abris sécurisés - phase 2
- DIVISION 4 : aménagement d'une liaison cyclable chaussée Romaine, chemin Vert et avenue des Peupliers
- DIVISION 5 : aménagement des sens uniques limités sur Blandain, Froyennes, Kain, Tournai extra-muros
- DIVISION 6 : aménagement d'une liaison cyclable quai Donat Casterman;

Considérant que la nouvelle estimation s'élève à 549.629,04€ hors TVA, soit 665.051,14€ TVA comprise;

Considérant, qu'entre-temps également, de nouvelles recommandations ont été formulées par le service mobilité, outre celles formulées par le ministère subsidiant;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver le nouvel estimatif au montant de 665.051,14€ TVA comprise et les modifications apportées au cahier spécial des charges relatif à Tournai, commune pilote Wallonie Cyclable :

Objet : TOURNAI, WACY – Plans d'actions infrastructures 2012-2013

Fiches A8.1 et A.8.2 : Travaux de signalisation et de balisage des itinéraires cyclables - Phase 2

Remarques du pouvoir subsidiant :

Les panneaux repris dans le CSC ne sont pas corrects. Les couleurs utilisées sont le blanc et le vert, pas le noir.

- Dans le précédent cahier des charges, les flèches de direction étaient de couleur noire au lieu du blanc.

La couleur a été modifiée dans le nouveau cahier des charges.

Remarques du pouvoir subsidiant :

La flèche «tout droit» doit être positionnée au centre du panneau (cfr exemple ci-dessous). Les panneaux doivent être décrits dans le CSC : RAL, dimensions.

- Dans le précédent cahier des charges, la flèche « tout droit » était positionnée sur la droite des panneaux au lieu d'être centrée
- La couleur RAL du vert des panneaux n'était pas stipulée dans le cahier des charges
- Les dimensions des panneaux n'étaient pas mentionnées.

Le nouveau cahier des charges précises ces différents points.

Remarques du pouvoir subsidiant :

Il y a lieu d'indiquer la distance par rapport à la destination.

- Les panneaux ont aussi été modifiés et les distances sont maintenant indiquées.

Le panneau «RAVeL 1» a disparu par rapport à la version précédente. Est-ce un oubli ? Il n'y a pas d'itinéraire vers le RAVeL 1

- Ce n'est pas un oubli, aucun panneau n'indique une direction vers le Ravel 1

Suivant les remarques de Madame Dullaert du pouvoir subsidiant, il y a lieu d'utiliser :

- le modèle de panneau F34b2, prévu au code de la route, mais révisé et adapté à l'usage spécifique des cyclistes.

- la référence de la couleur verte du panneau est le Pantone 348 C (équivalent RAL 6024) - la fabrication et la pose des panneaux seront effectuées selon les prescriptions du cahier des charges type Qualiroute C.53 «Matériaux de signalisation verticale» utiliser le film rétro-réfléchissant de type II.

Les remarques ont été prises en compte.

Les panneaux décrits dans le nouveau cahier des charges est conforme aux prescriptions.

Fiche A4.24 : Aménagement d'une liaison cyclable Quai Donat Casterman (2013)

Remarques du pouvoir subsidiant :

Le plan reprend des traits de coupes mais il n'y a pas de profil annexé.

Les questions posées dans le précédent courrier n'ont pas reçu de réponse.

Il ne s'agit pas de traits de coupes mais de lignes de repères.

Remarques du pouvoir subsidiant :

La zone tampon entre le marquage de la piste cyclable et la bordure du trottoir sera de 20cm minimum ou de la largeur du filet d'eau.

Les nouveaux plans ont été cotés et des détails ont été dessinés afin de pallier aux remarques du pouvoir subsidiant.

Remarques du pouvoir subsidiant :

D'après Google Earth, la signalisation en place (B17) qui indique la priorité de droite est applicable. Par conséquent, la PC et la bande suggérée doivent être interrompues au niveau des carrefours (rue Pasquier Grenier, rue des Roitiers).

Les nouveaux plans ont été modifiés pour répondre aux remarques du pouvoir subsidiant.

Remarques du pouvoir subsidiant :

La piste cyclable vers la rue de Maire s'arrêtera avant le croisement avec l'accès au réseau autonome de voies lentes (RAVeL) (au niveau de l'îlot).

Les nouveaux plans ont été modifiés pour répondre aux remarques du pouvoir subsidiant.

Remarques du pouvoir subsidiant :

La Piste Cyclable n'est pas protégée du stationnement dans le virage rue de la Borgnette (accotement très large). Des bordures pourraient être placées. Ligne de séparation entre PC et voirie : La largeur de cette bande sera de 0,25m si la chaussée est séparée en bandes de circulation ou de 0,20m sans bande

de circulation. On est dans le cas où la chaussée n'est pas séparée en bandes de circulation; par conséquent la largeur de la bande de séparation entre PC et voirie est de 0,20m.

Le détail de marquage indique une bande de 10cm de largeur à droite du marquage de la PC (?). A supprimer, sans objet. Ce détail correspond à une zone bien spécifique où il y a démontage d'anciens rails de chemin de fer et la «bande» de 10 cm correspond en fait à la limite de la zone d'intervention. Zone de dépose minute : si elle doit être maintenue, il y a lieu d'interrompre la PC sur la longueur de l'arrêt. Supprimer les chevrons au sol.

Pour une meilleure visibilité, la PC (ou la bande suggérée) peut être colorée en rouge au niveau des accès carrossables aux entreprises riveraines.

Bande cyclable suggérée

Les pictos et chevrons peuvent être plus espacés (entre 7 et 10m) Distance entre bordures et marquages de la bande suggérée 20cm minimum ou largeur du filet d'eau.

Autres aménagements

L'îlot directionnel est déjà existant. Quel est l'objet des postes au mètre le concernant ? (les postes au mètre concernent les îlots localisés au carrefour de la rue d'Amiens et quai Donat Casterman et délimitent le stationnement : ces aménagements ne peuvent pas être pris en charge par le plan Wallonie cyclable).

Le mètre reprend le marquage d'un passage pour piétons non indiqué sur le plan. A supprimer. Ce passage est localisé au niveau du repère 1/1 à proximité du carrefour rue de la Borgnette/rue de Maire.

L'aménagement de zones de stationnement n'est pas subsidiable dans le plan Wallonie cyclable (Wacy). (confirme le commentaire par rapport à l'aménagement de l'îlot ci-dessus).

Par rapport aux plans figurants au précédent cahier des charges, les nouveaux plans ont été cotés et des coupes de principes ont été dessinées.

Fiche A4.3 : Amélioration d'une liaison cyclable avenue d'Audenarde à Kain (2013). Voir si cet aménagement est encore justifiable vu les restrictions imposées.

Remarques du pouvoir subsidiant :

On ne peut pas ajouter un marquage de PC en traits discontinus sur une PC séparée (D7).

Quelle est la largeur de la voirie, de la PC ? Les plans ne sont pas cotés. Une PC séparée unidirectionnelle doit présenter une largeur standard de 1,75m. La largeur du trottoir est de 1,50m minimum. La piste fait une largeur allant de 1,25 à 1,40 m et la largeur des trottoirs est très variable.

Le revêtement existant de la PC devrait être réfectionné. (indiquer les zones d'intervention)

Même si le code de la route autorise le marquage de la PC en carrefour le long d'une voie non prioritaire, ce type d'aménagement est déconseillé (le cycliste sur la PC serait prioritaire mais pas la voiture ?). Il y a lieu de vous référer aux vade-mecum vélos du service public de Wallonie (SPW) Ok La PC sera interrompue aux carrefours.

Les remarques déjà émises n'ont pas été prises en compte.

La proposition n'améliore en rien la situation des cyclistes, ni en sécurité ni en confort puisqu'il n'y pas de réfection du revêtement prévu ou d'élargissement de la PC.

Un nouveau projet et donc de nouveaux plan, a été mis en place.

Il n'y aura plus de que des marquages aux croisements avec les voiries « annexes ».

Des pictogrammes vélos seront placés à l'entrée et à la sortie de chaque morceau de la piste cyclable.

Fiche A5.4 : Aménagement d'une liaison cyclable Chaussée Chemin vert entre la chaussée de Lille et le Vieux chemin Willems. (+ revêtement spécifique) (2013)

Remarques du pouvoir subsidiant :

Le tronçon examiné est le chemin Vert situé entre le Vieux Chemin Willems et la chaussée de Lille. L'avenue des Peupliers ne présente pas les mêmes caractéristiques. La zone d'intervention est à clarifier. La zone d'intervention actuelle est le tronçon compris entre le Vieux chemin Willems et la chaussée de Lille et comprend l'avenue des Peupliers et le chemin des Peupliers. (Il y a lieu de modifier les titres des plans et métrés) Il faudrait également envisager d'intervenir pour une réfection du revêtement.

Quel est le statut du chemin ? S'agit-il d'un chemin réservé ? Il n'y a pas de signalisation prévue dans le métré. Il s'agira d'un chemin réservé à la circulation des véhicules agricoles, piétons, cyclistes et cavaliers (Prévoir cette signalisation au métré).

F99c F101c

Quels sont les usagers autorisés ?

Les plans et cahiers des charges ont été modifiés en fonction des remarques du pouvoir subsidiant. Soit :

La zone d'intervention a été bien redéfinie sur les nouveaux plans.

Le statut du chemin a été défini ainsi que les usagers autorisés (*Chemin réservé à la circulation des véhicules agricoles, piétons, cyclistes et cavaliers.*)

La signalisation a été prévue dans le nouveau cahier des charges ainsi que sur les plans.

Des marquages de chevrons et pictos vélos sont prévus au métré mais pas sur les plans.

Le poste a été supprimé du cahier des charges.

Aménagement du chemin

Remarques du pouvoir subsidiant :

Bi-bande : les 2 bandes de béton présenteront une largeur de 1,10m (minimum pour un vélo + remorque) avec une bande centrale enherbée de 0,80m (minimum pour un cavalier).

Une surélévation de la bande centrale aux accès du chemin peut permettre le passage de tracteurs mais pas des voitures (si aucun accès aux parcelles riveraines n'est nécessaire). Pas possible, l'accès aux parcelles riveraines étant nécessaire (arrière propriété et bâtiment ORES.

Les panneaux F99 et F101 reprenant les usagers concernés seront placés aux entrées de l'itinéraire.

Par ailleurs, afin d'empêcher un éventuel trafic de transit automobile, un dispositif (potelets, barrières,...) sera placé soit aux entrées (après les habitations) soit au milieu de l'itinéraire. La traversée de la voirie régionale devra être traitée. La traversée de la chaussée de Douai a déjà été sécurisée. Il y aura lieu de sécuriser la traversée au niveau de la chaussée de Lille. (prendre contact avec le SPW).

Les bandes de béton avaient une largeur de 1,20 m sur les anciens plans.

Le pouvoir subsidiant a demandé que la largeur de ces bandes soient de 1,10 m et non 1,20 m.

Un plateau a été implanté au carrefour avec les chemins de la Marlière et la rue du Moulin du Diable afin de permettre la circulation jusqu'au bâtiment ORES.

Les nouveaux plans et le cahier des charges ont été modifiés pour répondre aux remarques du pouvoir subsidiant.

Fiches S2 et S3 : Fourniture et pose d'arceaux vélos et abris sécurisés – Phase 2 (2013)

Remarques du pouvoir subsidiant :

Les types de stationnement doivent être décrits dans le CSC : matériaux, RAL, type de fixation en fonction du revêtement, etc. A compléter.

Des photos des sites doivent accompagner les plans d'implantation.

Les nouveaux plans et le cahier des charges ont été modifiés pour répondre aux remarques du pouvoir subsidiant.

Fiche A9 : Aménagement des sens uniques limités sur Blandain, Froyennes, Kain, Tournai extra-muros (2013)

Remarques du pouvoir subsidiant :

La mise en œuvre des SUL sera réalisée en conformité avec les recommandations reprises dans le vade-mecum vélo en Région wallonne «Marquage et signalisation dans les contresens cyclables».

*Les panneaux entrées et sorties de SUL sont inversés C1+M2 entrée de SUL F19+M4 : sortie de SUL
Les représentations des panneaux ne sont pas correctes (dimensions).*

Le choix de type de marquage au sol du SUL (piste cyclable marquée ou bande suggérée) se fera en fonction de la largeur disponible de la voirie que ce soit en sortie ou en entrée du SUL. Si la largeur est suffisante, une PC marquée sera privilégiée.

Une zone tampon de 30cm doit être prévue entre le bord du marquage et la bordure du trottoir/bande de stationnement.

Le revêtement sur lequel sera apposé le marquage devra être en bon état. Au besoin prévoir des réparations de la voirie.

Sortie de SUL dans un carrefour où le cycliste bénéficie de la priorité de droite :

Pour une bonne visibilité du SUL, il est recommandé de placer l'amorce de la PC ou picto vélo le plus près possible de la limite de la zone circulée de la voirie sécante (pages 7 et 8 du vade-mecum SUL). Lorsque la visibilité en sortie n'est pas optimale, un picto vélo complémentaire peut être apposé en carrefour (voir page 9 du vade-mecum SUL).

Carrefour où le cycliste n'est pas prioritaire en sortie de SUL:

Dans ce cas, il y a lieu d'indiquer la perte de priorité : B1 et marquage au sol («dents de requins»).
Le SUL du chemin Willems n'a pas été approuvé.

Tous les SUL proposés ne sont pas repris dans le règlement complémentaire de police. Il a été demandé de transmettre à l'administration une copie de tous les règlements complémentaires (SUL déjà existants et à créer).

Sollicité une réglementation pour les SUL suivants :

- Police Tournai : chemin 34
- Police Templeuve :
- Blandain : place de la Gare et rue Alexandre Joveneau
- Froyennes : rue Taverne de Maire

Dimensions des pictos vélo : voir remarque dans le point «Métré».

Les plans et le cahier des charges ont été modifiés pour répondre aux remarques du pouvoir subsidiant.

Les règlements complémentaires de police ont été transmis à l'administration.

5. Directeur général. Appel. Approbation.

Madame la Conseillère communale Marie Christine MARGHEM rentre en séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, constate que le Collège a choisi la promotion. Or, le règlement prévoit qu'il peut être également procédé par recrutement et par mobilité. "Le Collège communal a choisi la promotion. Pourquoi n'a-t-il pas voulu élargir cette possibilité ?" interroge-t-elle.

Tout en rappelant que le Conseil communal est libre de choisir la formule de son choix, le **Président** d'assemblée justifie la proposition du Collège par le fait que des agents communaux peuvent répondre aux besoins, ce que confirme Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale. Il en veut pour preuve l'organisation par l'administration de la consultation populaire.

Par 34 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, J.-M.

VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L.

CLAUX, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G.

HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D.

CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE,

Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE,

M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président

d'assemblée.

Se sont abstenus : Mme M.-C. LEFEBVRE, MM. G. DENONNE, B. DOCHY.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant sa décision du 30 juin 2014 d'accepter, avec effet au 31 août 2015, la démission présentée par Monsieur Didier COUPEZ en qualité de directeur général et de l'autoriser à faire valoir ses droits à la pension à partir du 1er septembre 2015;

Considérant que l'article L1124-2. § 1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation dispose qu'il doit être pourvu à l'emploi dans les six mois de la vacance;

Considérant sa décision du 27 avril 2015, modifiée par sa décision du 22 septembre 2015, établissant le règlement d'accès au grades de directeur général, directeur général adjoint et directeur financier;

Considérant que le règlement fixant les conditions d'accès aux grades de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier ainsi que les modalités afférentes au stage et à l'exercice de la fonction prévoit qu'en cas de vacance d'emploi, il appartient au Conseil communal de déterminer si l'appel aura lieu par voie de recrutement et/ou de promotion et/ou par mobilité;

Considérant que le règlement prévoit notamment les modalités suivantes :

- si l'appel a lieu par voie de recrutement et/ou par mobilité, il y a lieu de prévoir la publication dans au moins deux organes de presse et l'affichage aux valves de la commune pendant toute la période où les candidatures peuvent être introduites;

- si l'appel a lieu par promotion, la vacance est portée à la connaissance des agents par avis diffusé dans tous les services de la Commune par note de service et affiché aux valves pendant toute la période durant laquelle les candidatures peuvent être introduites;
- peuvent être dispensés de l'examen écrit : par promotion, les agents qui ont subi avec succès un examen ou un concours d'accession à un grade au moins égal à celui de chef de bureau et disposant de cinq années d'ancienneté dans ce niveau, les candidats par mobilité;

Considérant que quinze agents sont dans les conditions pour postuler à l'emploi par promotion;
Sur proposition du Collège communal;

Par 34 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE:

de déterminer que l'appel aura lieu par voie de promotion.

L'appel sera ensuite lancé, avec un délai d'introduction des candidatures de 15 jours minimum à dater de la publication, selon les modalités reprises dans le règlement fixant les conditions d'accès aux grades de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier ainsi que les modalités afférentes au stage et à l'exercice de la fonction.

**6. Adhésion de la Ville de Tournai au parc naturel des plaines de l'Escaut.
Convention de partenariat avec l'ASBL «Commission de gestion du parc naturel
des plaines de l'Escaut» et l'agence intercommunale de développement (IDETA).
Approbation.**

Monsieur le Conseiller communal Didier SMETTE rentre en séance.

Après avoir rappelé les objectifs poursuivis à travers l'adhésion de la Ville de Tournai au parc naturel des plaines de l'Escaut, le **Président** d'assemblée cède la parole au Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT** :

"Selon moi, la Ville de Tournai n'a pas besoin d'adhérer à un parc naturel pour valoriser le potentiel de sa couronne verte pour les raisons suivantes :

- elle est dotée d'un PCDR, plan communal de développement rural, qu'elle peut à sa guise renforcer, faire évoluer et de manière tout à fait autonome;
- Tournai a un statut de ville, de chef-lieu de la Wallonie picarde; elle dispose de services administratifs et autres compétences et expertises diverses;
- nous devons également prendre en compte la spécificité de notre ville et de ses 29 villages avec les zones d'activités commerciales, économiques et industrielles, dont certaines proches de l'Escaut, la présence du bassin carrier et cimentier, d'une zone portuaire longeant l'Escaut;
- les préoccupations en matière de patrimoine naturel et environnemental des habitants des villages de Maulde, Béclers, Thimougies et Vezon - les collines dites tournaisiennes - sont bien différentes et éloignées de celles des habitants du centre-ville ou encore de celles des villages frontaliers tels qu'Esplechin, Lamain, Blandain ou encore Templeuve;
- l'adhésion de Tournai au parc naturel des plaines de l'Escaut entraînerait une perte d'autonomie;
- lorsqu'on adhère au parc naturel, de nouvelles contraintes urbanistiques et d'aménagement du territoire sont ajoutées dans un contexte qui n'est déjà pas facile; il suffit de demander l'avis de n'importe quel architecte qui travaille dans notre région;
- une telle adhésion entraînerait une surcharge administrative pour le service de l'urbanisme, déjà très surchargé;
- l'avis préalable du parc naturel des plaines de l'Escaut serait obligatoire dans beaucoup de dossiers de demandes de permis d'urbanisme ou d'exploiter;
- des contraintes et charges environnementales supplémentaires seraient imposées aux agriculteurs et éleveurs qui exploitent des terres de culture ou prairies qui feraient partie de ce parc, sans parler

de ces agriculteurs et fermiers qui ont des projets de construction ou d'aménagement de bâtiments agricoles;

- une telle adhésion entraînerait un coût annuel non négligeable de l'ordre d'un euro par habitant, coût bien évidemment récurrent; pour preuve, quelque 70.000,00€ sont budgétisés pour 2016, sans parler du coût des études pour les démarches préalables à cette adhésion, soit 30.000,00€ supplémentaires;
- l'expérience d'une telle adhésion s'est révélée peu intéressante pour certaines communes;
- il est difficile d'en sortir;
- la compétence de certains organes composant le parc naturel des plaines de l'Escaut peut être mise en question.

Pour toutes ces raisons, Tournai Plus est totalement défavorable à l'adhésion de la Ville au parc naturel des plaines de l'Escaut ainsi qu'à entamer les études et démarches pour évaluer cette opportunité."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, est ensuite invité à s'exprimer :

"Techniquement, est-il possible d'adhérer à deux parcs naturels ? Le Collège confirme-t-il que c'est bien son intention ?"

Monsieur le Conseiller communal remplaçant ECOLO, **Benoît DOCHY**, prend ensuite la parole :

"Nous sommes d'accord avec la convention. Mais il ne faut pas confondre avec le PCDR qui est un autre instrument de valorisation du territoire rural. Ce dernier est actuellement en roue libre à Tournai. Le parc naturel des plaines de l'Escaut a montré tout son dynamisme depuis sa création, en lien avec son homologue du nord de la France. J'ai participé à des réunions préparatoires. Sa volonté était de ne pas être associé avec Tournai pour préserver les spécificités locales et ne pas être absorbé par la grande ville. Maintenant, à l'inverse, le parc est suffisamment fort pour collaborer, tout en gardant son autonomie et son caractère propre.

L'adhésion d'un certain nombre de communes va permettre d'apporter un regard plus abouti sur la conservation de la nature. Tournai s'est peu impliquée dans cette matière, sauf dans le PCDN. Ce sera l'occasion de nous montrer plus volontaires, plus actifs. Au-delà de cela, le parc a une expérience en matière de conseils dans le développement touristique, de préservation des spécificités de l'habitat, du caractère patrimonial. Il y a des atouts dont nous pouvons bénéficier par ce biais là."

Le **Président** d'assemblée répond à ces interventions :

"L'intention initiale, reprise dans le programme de politique générale, était la double adhésion. Après examen avec les autorités des parcs, il est possible techniquement pour une même commune d'adhérer à deux parcs pour autant que les anciennes communes constitutives du Grand Tournai ne soient pas doublement affiliées. Nous avons négocié à l'époque avec le ministre en charge du développement rural la possibilité d'une double adhésion. Mais cela semblait relativement compliqué au niveau des procédures. C'est la raison pour laquelle nous utilisons un autre outil. Il consiste à étendre le parc des plaines de l'Escaut jusqu'à sa limite avec les collines tournaisiennes, en faisant la jonction sur Béclers, Thimougies, Quartes, avec le parc des collines.

Sur la question de l'adhésion, nous choisirons l'adhésion à un seul parc. Mais ceci permettra territorialement l'introduction de dossiers communs, puisque les parcs sont désormais gérés par l'intercommunale IDETA.

Sur le fond, ayant été l'un des membres pionniers du parc des collines, j'ai entendu les mêmes questions légitimes que lors du débat de ce soir. Cela n'a pas empêché, sur le territoire, d'encourager les différentes formes d'agriculture, même à vocation semi-industrielle, la construction de bâtiments multiples à usage agricole et l'épanouissement des agriculteurs dans des activités diversifiées. Les parcs ont joué un rôle d'amplificateur d'initiative et les agriculteurs aujourd'hui ne s'en plaignent pas.

A propos des règles urbanistiques, j'invite les membres du Conseil à ne pas craindre l'adhésion à un parc. Ce n'est pas une couche de contrainte supplémentaire, ni une contrainte architecturale de plus. Nous ne sommes pas devant une conception de parcs uniquement orientés vers la dimension environnementaliste. Il y a une dimension économique dans ces parcs.

En ce qui concerne le développement rural, l'adhésion à un parc ne remplace pas la politique rurale de la ville. Elle est un adjuvant. On doit s'en servir comme un élément d'amplification mais qui doit se baser sur le substrat premier.

Nous avons beaucoup débattu du patrimoine urbain. Tournai est une ville riche de ses pierres, de son minéral. Je remercie la population de Tournai qui s'est déplacée pour le Pont des Trous y compris dans les villages qui n'ont pas la même possibilité de valoriser leur patrimoine.

Il faut se mobiliser aussi pour les villages et faire en sorte que les efforts qui ont commencé à être faits, comme l'entretien des routes, se poursuivent à l'avenir."

Par 35 voix pour et 2 voix contre, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes M. C. MARGHEM, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, D. SMETTE, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, MM. A. MELLOUK, B. DOCHY, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. A. PESIN, B. MAT.

Monsieur le Conseiller communal **Guillaume DENONNE** ne participe pas à la délibération.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la volonté exprimée dans le programme de politique générale de valoriser le potentiel de la couronne verte de Tournai (page 25), notamment en s'inscrivant dans la démarche des parcs naturels;

Considérant que l'ancrage des villages dans le parc naturel des plaines de l'Escaut représente un enjeu important de positionnement pour l'entité en venant renforcer la dynamique relative au programme communal de développement rural (PCDR);

Considérant la participation de Tournai, depuis plusieurs années, à la dynamique relative au programme communal de développement rural visant à mettre en œuvre, sur son territoire, des actions de développement, d'aménagement et de réaménagement en milieu rural dans un but de revitalisation et de restauration, dans le respect de ses caractères propres et de manière à améliorer les conditions des Tournaisiens résidant dans les villages;

Considérant que la démarche du programme communal de développement rural serait renforcée en adhérant au parc naturel, sachant que les principes d'adhésion ont pour objet de privilégier le patrimoine naturel et culturel par une gestion adaptée des milieux et des paysages, de contribuer à l'aménagement du territoire, de contribuer au développement économique, social, culturel et à la qualité de vie, d'assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public et de réaliser des actions expérimentales dans les domaines déclinés ci-avant;

Considérant que la démarche des parcs naturels se fonde, notamment, sur les principes de développement durable et qu'afin d'appréhender au mieux ces principes, les politiques mises en œuvre doivent se décliner en bassin de vie au-delà des frontières communales;

Considérant que, dans ce contexte et dans le respect de son programme de politique générale, la Ville de Tournai a, par courrier du 11 mars 2013, manifesté auprès du pouvoir organisateur du parc naturel des plaines de l'Escaut et du Gouvernement wallon, son intention d'intégrer le territoire du parc naturel des plaines de l'Escaut aujourd'hui constitué par les communes de Rumes, Brunehaut, Antoing, Péruwelz, Beloeil et Bernissart;

Considérant que, conformément aux dispositions du décret régional wallon du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels (Moniteur belge du 12 décembre 1985) tel que modifié par le décret du 25 février 1999 (M.B. du 6 mars 1999), du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (M.B. du 8 juin 1999), du 31 mai 2007 relatif à la participation du public en matière d'environnement (M.B. du 10 juillet 2007) et du 3 juillet 2008 (M.B. du 1er août 2008), ledit parc est juridiquement représenté par un pouvoir organisateur, en l'occurrence l'agence intercommunale de développement (IDETA) ainsi que par une commission de gestion, à savoir l'ASBL Commission de gestion du parc naturel des plaines de l'Escaut;

Considérant que la volonté du Collège communal est de constituer le dossier en mobilisant l'ensemble des acteurs via une démarche participative (les citoyens résidant sur le territoire du parc naturel, les associations ainsi que les diverses entités actrices du développement économique, naturel et environnemental);

Considérant que d'un point de vue institutionnel, le territoire d'un parc naturel wallon est susceptible d'être étendu à une ou plusieurs communes, selon que l'initiative vienne des autorités administrant le parc ou de la/des commune(s) candidate(s) adhérente(s), et qu'une proposition d'extension territoriale doit être transmise et examinée par l'exécutif wallon, seul habilité à entériner ladite proposition;

Considérant que la présente convention a pour objet de définir la manière dont les parties entendent collaborer et, notamment, définir leurs obligations respectives, leurs droits ainsi que leurs responsabilités, dans le cadre de la méthodologie participative visant à solliciter l'adhésion de la Ville de Tournai au sein du parc naturel des plaines de l'Escaut;

Considérant que la procédure d'adhésion implique l'émission d'une proposition à destination de l'exécutif wallon matérialisée par la rédaction d'un dossier introduit conjointement par les parties;

Considérant que cette proposition sera établie dans le respect des principes du plan de gestion 2013-2022 du parc naturel des plaines de l'Escaut décliné en quatre ambitions, et ce, tout en tenant compte des spécificités et notamment de son périmètre urbain :

- un territoire transfrontalier où les patrimoines naturels, ruraux, paysagers fédèrent l'identité d'une région singulière;
- un territoire transfrontalier où une économie rurale dynamique s'appuie sur les ressources locales et contribue à un environnement de qualité;
- un territoire rural en mutation, résilient face aux défis;
- un territoire transfrontalier qui se mobilise autour de l'écocitoyenneté, la solidarité, l'innovation, l'expérimentation, l'exemplarité;

Considérant que cette adhésion sera mise en perspective avec les projets de territoire : Wallonie picarde : «Wapi 2025» et Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai : «Eurométropole 2020»;

Considérant qu'il revient au Conseil communal d'approuver les termes de la convention de partenariat à conclure entre l'ASBL "Commission de gestion du parc naturel des plaines de l'Escaut", l'agence intercommunale de développement IDETA et la Ville;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

Par 35 voix pour et 2 voix contre;

DECIDE

de marquer son accord sur les termes de la convention de partenariat relative aux démarches à effectuer en vue de permettre l'adhésion de la Ville de Tournai au parc naturel des plaines de l'Escaut, dont les termes suivent:

Entre :

La **Ville de Tournai dont le siège social est établi au 52, rue Saint-Martin – 7500 Tournai.**

Laquelle est ici dûment représentée par :

- Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale
- Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint

Ci-après dénommée «**La Ville de Tournai**».

Et,

L'AGENCE INTERCOMMUNALE DE DEVELOPPEMENT en abrégé **IDETA**, dont le siège social est sis Quai Saint-Brice, 35 - 7500 Tournai.

Registre des personnes morales – Banque carrefour des entreprises – TVA : 241.098.844

Intercommunale régie par la loi du vingt-deux décembre mil neuf cent quatre-vingt-six relative aux intercommunales et le décret du Conseil régional wallon du cinq novembre mil neuf cent quatre-vingt-sept relatif aux intercommunales dont le ressort ne dépasse pas les limites de la Région wallonne constituée le seize mars mil neuf cent nonante et dont la modification des statuts a été publiée, pour la dernière fois, le vingt-six août deux mil quatorze aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 0160167,

Laquelle est ici dûment représentée par :

- Monsieur Pierre WACQUIER, Président
- Monsieur Pierre VANDEWATTYNE, Directeur général,

Ci-après dénommée «**le Pouvoir organisateur**»,

Et,

L'ASBL «Commission de gestion du parc naturel des plaines de l'Escaut», association sans but lucratif constituée conformément aux dispositions de la loi du vingt-sept juin mil neuf cent vingt et un relative aux associations sans but lucratif par acte sous seing privé en date du quatorze octobre deux mil onze tel que publié aux annexes du Moniteur belge du dix novembre deux mil onze sous le numéro 0170708 – RPM.BCE.TVA 0840.684.746 dont le siège est établi au 31, rue des sapins – 7603 Bon-Secours,

Laquelle est ici dûment représentée par :

- Monsieur Pierre WACQUIER, Président
- Monsieur Reinold LEPLAT, Directeur administratif,

Ci-après dénommée «**Parc naturel des plaines de l'Escaut ou PNPE**»

Toutes trois ci-désignées comme étant «**Les parties**»

Après qu'il ait été préalablement exposé que :

Dans le cadre de la politique régionale de la Wallonie, la Ville de Tournai est inscrite, depuis plusieurs années, dans la dynamique relative au programme communal de développement rural (PCDR) visant à mettre en œuvre sur son territoire des actions de développement, d'aménagement et de réaménagement situées en milieu rural.

Egalement, le programme de politique générale indique très précisément qu'«*en termes d'aménagement et de marketing territorial, l'ancrage des villages du nord de Tournai au sein du Parc naturel du Pays des collines, de même que l'ancrage des villages du sud dans le Parc naturel des plaines de l'Escaut, représentent un enjeu important de positionnement pour l'entité, à l'interconnexion des deux parcs naturels de Wallonie picarde.*»

Dans ce contexte et dans le respect du programme de politique générale, la Ville de Tournai a, par courrier du 11 mars 2013, manifesté auprès du pouvoir organisateur du Parc naturel des plaines de l'Escaut et du Gouvernement wallon, son intention d'intégrer le territoire du Parc naturel «des plaines

de l'Escaut» aujourd'hui constitué par les communes de Rumes, Brunehaut, Antoing, Péruwelz, Beloeil et Bernissart.

Conformément aux dispositions du décret régional wallon du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels (M.B. du 12 décembre 1985) tel que modifié par le décret du 25 février 1999 (M.B. du 6 mars 1999), du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (M.B. du 8 juin 1999), du 31 mai 2007 relatif à la participation du public en matière d'environnement (M.B. du 10 juillet 2007) et du 3 juillet 2008 (M.B. du 1er août 2008), ledit parc est juridiquement représenté par un pouvoir organisateur, en l'occurrence l'intercommunale IDETA ainsi que par une commission de gestion, à savoir l'ASBL commission de gestion du Parc naturel des plaines de l'Escaut.

Dès lors que le territoire d'un parc naturel wallon est susceptible d'être étendu à une ou plusieurs communes, selon que l'initiative vienne des autorités administrant le parc ou de la/des commune(s) candidate(s) adhérente(s), une proposition d'extension territoriale doit être transmise et examinée par l'exécutif wallon, seul habilité à entériner ladite proposition.

A cette fin, les parties susnommées doivent convenir de leurs droits, devoirs et responsabilités respectives propres à la présentation de cette proposition et du dossier subséquent.

Article 1er – Objet

La présente convention a pour objet de définir la manière dont les parties entendent collaborer et, notamment, définir leurs obligations respectives, leurs droits ainsi que leurs responsabilités, dans le cadre de la procédure d'adhésion de la Ville de Tournai au parc naturel des plaines de l'Escaut.

En l'occurrence, la procédure d'adhésion implique l'émission d'une proposition à destination de l'exécutif wallon matérialisée par la rédaction d'un dossier introduit conjointement par les parties. Cette proposition devra être établie dans le respect des principes du plan de gestion 2013-2022 du parc naturel des plaines de l'Escaut (tel que repris sous annexe 1) décliné en 4 ambitions et ce, tout en tenant compte des spécificités et notamment de son périmètre urbain :

- un territoire transfrontalier où les patrimoines naturels, ruraux, paysagers fédèrent l'identité d'une région singulière;
- un territoire transfrontalier où une économie rurale dynamique s'appuie sur les ressources locales et contribue à un environnement de qualité;
- un territoire rural en mutation, résilient face aux défis;
- un territoire transfrontalier qui se mobilise autour de l'écocitoyenneté, la solidarité, l'innovation, l'expérimentation, l'exemplarité.

Cette adhésion devra être mise en perspective avec les projets de territoire «Wapi 2025» et «Eurométropole 2020».

Article 2 – Obligations des parties

2.1. Quant à la commission de gestion

La commission de gestion employant du personnel disposant de l'expertise requise en matière d'ingénierie territoriale s'engage à effectuer, au bénéfice de la Ville de Tournai, une mission d'accompagnement, sur base des moyens budgétaires qui lui seront octroyés par la Ville de Tournai, tels que repris au tableau joint en annexe 2 à la présente, déclinée en deux phases telles que ci-décrites :

Première phase :

- analyser les conséquences de l'adhésion du territoire de la Ville de Tournai sur base des 4 ambitions du plan de gestion du parc tel qu'évoqué en l'article 1er (Voir Annexe 1);
- analyser le périmètre du territoire tournaisien à prendre en considération pour son intégration au parc naturel des plaines de l'Escaut (PNPE);
- analyser l'intégration du territoire de la Ville de Tournai au parc naturel en articulation avec les différents outils existants (schéma de structure communal (SSC), plan communal de développement rural (PCDR), plan communal de développement naturel (PCDN),...);

- analyser l'impact de l'extension du territoire sur le plan de gestion actuel du parc naturel des plaines de l'Escaut;
- préparer la phase 2 en y associant les services communaux de la Ville de Tournai ainsi que la commission communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) et la commission locale de développement rural (CLDR).

Cette phase intégrera une étape de mobilisation du Collège et des services administratifs de la Ville.

Au terme de la phase 1, le dossier de demande d'adhésion sera présenté en séance du Collège par le parc naturel des plaines de l'Escaut et l'IDETA et ce, au plus tard pour le 30 juin 2016.

Seconde phase :

- sur base des résultats de la première phase, la commission de gestion organisera la mobilisation de l'ensemble des acteurs (les citoyens demeurant au droit du territoire du parc naturel, les associations ainsi que les diverses entités actrices du développement économique, naturel et environnemental) qui sont impactés par les dynamiques territoriales.
- la commission de gestion s'engage également à pourvoir à l'organisation de rencontres citoyennes structurées comme suit :
- *présentation du parc naturel des plaines de l'Escaut et de son plan de gestion;*
- *définition des enjeux de l'adhésion du territoire de la Ville de Tournai;*
- *échanges avec les participants;*
- *élaboration de supports de communication nécessaires.*

2.2. Quant à la Ville de Tournai

La Ville de Tournai s'engage, aux côtés de la commission de gestion et du pouvoir organisateur à :

- missionner ses services administratifs dans le cadre d'une démarche de support aux actions menées conjointement par la commission de gestion et le pouvoir organisateur;
- pourvoir à l'organisation de la logistique permettant la mise en place des rencontres citoyennes en veillant à :
 - *l'envoi des correspondances ad hoc;*
 - *l'apposition des affiches et/ou la publication d'annonces officielles par voie de presse ou via le portail internet de la Ville;*
 - *la réservation (voire la location à ses frais si d'aventure les réunions de rencontres citoyennes ne peuvent se tenir au sein de ses propres locaux) des salles destinées à l'accueil des rencontres citoyennes;*
- diffusion des supports de communication élaborés en concertation avec la commission de gestion et le pouvoir organisateur via, notamment, les outils propres de la Ville de Tournai;
- désignation d'un animateur, en parfaite concertation avec la commission de gestion et le pouvoir organisateur. L'animateur sera chargé de l'animation des réunions citoyennes afin d'assurer des échanges constructifs et l'expression des participants, sur base des objectifs et contenus de ces réunions définis par le parc naturel des plaines de l'Escaut, en concertation avec les autres parties.

2.3. Quant au pouvoir organisateur

Le pouvoir organisateur effectuera une mission de support cantonnée en la co-présidence du comité d'accompagnement, dont question en l'article 3, avec la Ville de Tournai afin de mener à bien les réflexions liées à la candidature du territoire de la Ville de Tournai au parc naturel des plaines de l'Escaut.

Article 3. Mise en place d'un comité d'accompagnement

3.1. Constitution

Afin de permettre un encadrement du projet d'adhésion de la Ville de Tournai au parc naturel des plaines de l'Escaut, les parties conviennent, dès après l'approbation de la présente convention, de constituer un comité d'accompagnement vis-à-vis duquel elles feront état de l'avancement du dossier.

Ce comité sera composé de :

- représentants du parc naturel avec au moins l'un des 6 bourgmestres des communes composant actuellement la commission de gestion du parc naturel;
- représentants de la Ville (Collège et administration);

- représentants d'IDETA en sa qualité de pouvoir organisateur;
- représentant de la commission consultative communale d'aménagement du territoire (CCATM);
- représentant de la commission locale de développement rural (CLDR) ;
- représentant du SPW (département de la nature et des forêts, direction du développement rural du département de la ruralité et des cours d'eau et département de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme).

Le Comité désignera en son sein deux co-présidents dont les fonctions seront respectivement exercées par un représentant de la Ville de Tournai et par un représentant du pouvoir organisateur. Le comité désignera également un secrétaire-rapporteur chargé de dresser un procès-verbal des réunions, lequel sera adressé à chacun des membres au plus tard dans les quinze jours de calendrier suivant la date de tenue des réunions.

3.2. Désignation des membres

Le pouvoir organisateur et la commission de gestion veilleront à ce que les représentants identifiés ci-dessus puissent être désignés dans les meilleurs délais à compter de la date de prise d'effet de la présente convention, en adressant les correspondances officielles sollicitant la désignation des mandataires des organes cités. Concernant les représentants de la CCATM et de la commission locale de développement rural, la Ville de Tournai se chargera de solliciter la désignation des membres concernés.

La désignation de l'ensemble des représentants devra être actée au plus tard dans les deux semaines qui suivront la date d'approbation de la présente par le Conseil communal de la Ville de Tournai.

3.3. Organisation

Le comité d'accompagnement se réunira pour la première fois au plus tard le 1er février 2016 et, ultérieurement, selon un calendrier qu'il définira mais, au minimum, en respectant une fréquence bimensuelle. Les convocations aux réunions seront conjointement adressées par la Ville de Tournai et le pouvoir adjudicateur, au minimum huit jours calendrier avant la date retenue pour la réunion. Les convocations contiendront l'ordre du jour, les documents utiles aux prises de décision ainsi que, le cas échéant, le procès-verbal de la précédente réunion.

3.4. Missions

Les missions du comité d'accompagnement sont d'examiner et de donner son avis sur les démarches menées par les représentants des parties voire de confier des tâches spécifiques en fonction des débats menés en son sein et, notamment, en matière de :

- respect de la démarche menée au regard des prescrits du plan de gestion du territoire 2013-2022;
- respect de la démarche menée au regard des projets de territoire «Wapi 2025» et «Eurométropole 2020»;
- synergies à étudier avec d'autres acteurs territoriaux et/ou environnementaux dont, notamment, les parcs naturels voisins du territoire considéré.

Article 4 - Durée

La présente convention prendra effet à compter de sa complète approbation par l'ensemble des parties. Cette approbation complète sera sollicitée lors de l'/du :

- Conseil communal de la Ville de Tournai du 26 octobre 2015;
- Assemblée générale de la commission de gestion du parc naturel des plaines de l'Escaut du 22 octobre 2015.

Le pouvoir organisateur ayant déjà entériné la teneur de la présente et désigné les mandataires disposant de la capacité de la signer.

Elle prendra fin de plein droit lors de la date de publication au Moniteur belge de l'arrêté du Gouvernement wallon portant adhésion de la Ville de Tournai au parc naturel des plaines de l'Escaut. Toutefois, chacune des parties pourra mettre un terme anticipatif à la présente convention et ce, moyennant sa dénonciation écrite par envoi postal recommandé moyennant le respect d'un préavis

de trois mois, en cas de manquement avéré aux obligations découlant de la présente convention tant dans le chef de la Ville que dans celui du pouvoir organisateur ou de la commission de gestion. La Ville se réserve le droit de mettre à tout moment fin à la présente convention moyennant préavis de six mois notifié par voie recommandée.

Article 5 – Clause de juridiction

A défaut de concertation entre les parties, toutes contestations ou litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention seront soumis exclusivement aux tribunaux de l'arrondissement judiciaire dont dépend Tournai.

Fait à , le

En trois exemplaires originaux, dont un pour chacune des parties.

7. Administration communale de Tournai. Mise à disposition de locaux. Accord de coopération entre l'office national des pensions, l'institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants et la Ville. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Madame la Conseillère communale **Marie-Christine LEFEBVRE** ne participe pas à la délibération.

Considérant qu'à l'heure actuelle, l'office national des pensions (ONP) et l'institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI) organisent des permanences au sein de l'administration communale à raison de :

- deux demi-journées par mois, de 9 heures à 12 heures (ONP)
- une demi-journée par mois, de 9 heures à 12 heures (INASTI);

Considérant qu'aux termes d'un mail, l'office national des pensions a transmis le 24 juin 2015 à l'administration communale un premier projet d'accord de coopération (en tripartite avec l'institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants);

Considérant que ce projet précise :

- les objectifs de l'accord
- les fonctionnalités
- les missions de l'administration communale :
 - l'accessibilité des locaux aux personnes à mobilité réduite
 - la mise à disposition, le matin, de deux locaux séparés (un pour chaque institution), et ce sans frais de location
 - la mise à disposition, l'après-midi, d'un local pour l'office national des pensions, et ce sans frais de location
 - la mise à disposition d'une salle d'attente
 - l'accès à internet dans les locaux (par câble ou Wi-Fi ou via publilink 2 sans adresse IP fixe) afin de permettre aux institutions d'accéder à leurs applications informatiques
 - le dépôt dans les locaux d'une armoire de l'office national des pensions destinée à recevoir des documents et éventuellement du petit matériel informatique
- les responsabilités des organismes (ONP et INASTI)
- le non-respect des engagements (fin de la collaboration en cas de non-respect par la Ville de ses engagements)
- les coordonnées des personnes de référence dans les organismes signataires de l'accord (à compléter par la Ville de Tournai);

Considérant l'avis de la chef de bureau du service des affaires administratives et sociales, aux termes duquel il est précisé que :

- l'ONP souhaiterait étendre sa permanence à 2 journées par mois en la maintenant aux 1er et 3ème mercredis de chaque mois
- pas de changement pour l'INASTI (une demi-journée/mois)
- rien ne s'oppose à cette demande eu égard au fait que les locaux occupés par l'ONP et l'INASTI sont libres d'occupation;

Considérant que l'ONP souhaite lancer son nouveau programme de permanences le 1er octobre 2015 et donc obtenir un accord avant cette date;

Considérant qu'en ce qui concerne la mise à disposition de la salle d'attente, les citoyens venant consulter les organismes précités patienteront dans la salle d'attente dévolue aux services administratifs communaux, ce qui est déjà le cas actuellement;

Considérant la décision du Collège communal prise en séance du 17 juillet 2015 :

- marquant son accord de principe, sous réserve de l'accord du Conseil communal :
 - sur l'occupation des locaux situés au sein de l'administration communale (aile du service des affaires administratives et sociales) par l'office national des pensions (ONP) et l'institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI), à raison de :
 - deux journées par mois (1er et 3ème mercredis de chaque mois) pour l'ONP
 - une demi-journée par mois le 3ème mercredi de chaque mois pour l'INASTI
 - sur l'accord de coopération, moyennant les modifications sollicitées par le service "patrimoine et occupation du domaine public", à savoir :
 - l'ajout d'une clause relative à la résiliation de l'accord de coopération, dont les termes suivent : "Sans préjudice de la faculté de résolution pour non-respect des obligations résultant de l'accord, chacune des parties pourra y mettre fin à tout moment et sans avoir à justifier d'un motif quelconque, moyennant préavis de trois mois donné par lettre recommandée prenant cours le premier jour du mois suivant.";
 - l'ajout d'une clause de non-responsabilité dans le chef de la Ville, en cas de dégradation ou vol du mobilier ou matériel appartenant aux organismes. Cette clause sera rédigée de manière suivante : " La Ville décline toute responsabilité en cas de dommages occasionnés ou vol du mobilier ou du matériel appartenant aux organismes et présent dans les locaux mis à disposition."
 - les modalités de permanences de chaque organisme
 - la précision dans l'accord de coopération que la salle d'attente sera commune aux organismes (ONP et INASTI) et aux services administratifs communaux;

Considérant que l'office national des pensions a transmis à l'administration communale une nouvelle version de l'accord de coopération à intervenir précisant:

- la modification des horaires d'occupation des locaux :
 - l'ONP organiserait une permanence tous les mercredis pendant toute la journée, de 9 heures à 12 heures et de 13 heures 45 à 16 heures (en lieu et place de 2 demi-journées par mois, de 9 heures à 12 heures)
 - l'INASTI organiserait une permanence le troisième mercredi du mois toute la journée, de 9 heures à 12 heures et de 13 heures 45 à 16 heures (en lieu et place d'une demi-journée, de 9 heures à 12 heures)
- que la salle d'attente sera commune aux organismes (ONP et INASTI) et aux services administratifs communaux
- la clause de non-responsabilité de l'administration communale en cas de dégradation ou vol du mobilier ou matériel appartenant aux deux organismes
- la clause de résiliation de l'accord de coopération (celle-ci a toutefois été complétée par l'office national des pensions en ce sens qu'à défaut d'acceptation des modalités relatives à l'occupation des locaux ou en cas de modification ultérieure des modalités réduisant la qualité d'accueil, la collaboration sera interrompue)
- la sollicitation de la mise à disposition anticipée des locaux afin de permettre la tenue des permanences telles que décrites ci-dessus à partir du 1er octobre 2015, et ce préalablement à l'examen du dossier par le Conseil communal du 26 octobre 2015 et, donc, de la signature de l'accord de coopération

- que, dès réception de l'autorisation sollicitée, un dossier presse ainsi qu'un texte à insérer dans le journal communal seraient transmis;

Considérant qu'en sa séance du 18 septembre 2015, le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du Conseil communal sur:

- la nouvelle version de l'accord de coopération intégrant les modifications sollicitées par l'instance communale susmentionnée moyennant:
 - l'ajout des renseignements concernant l'administration communale
 - la suppression de l'article 6 "Non-respect des engagements" eu égard au fait que les termes de ce dernier sont repris textuellement dans la clause "Résiliation de l'accord de coopération"
- la mise à disposition anticipée des locaux au profit de l'office national des pensions et de l'institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants au sein de l'administration communale (aile du service des affaires administratives et sociales) selon les horaires détaillés ci-dessus;

Vu les articles L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver l'accord de coopération à intervenir entre l'office national des pensions, l'institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants et la Ville de Tournai portant sur la mise à disposition de locaux situés au sein de l'administration communale (aile du service des affaires administratives et sociales), dont les termes suivent:

"ACCORD DE COOPERATION

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES PENSIONS (ONP)

L'INSTITUT NATIONAL D'ASSURANCES SOCIALES POUR TRAVAILLEURS INDEPENDANTS (INASTI)

(ci-après dénommés «organismes»)

ET

L'ADMINISTRATION COMMUNALE, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée conformément aux articles L1132-3, L1123-5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de décentralisation par M. Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint, en exécution de la délibération du Conseil communal en date du 26 octobre 2015"

(ci-après dénommée «administration hôte»)

DESCRIPTION DU SERVICE

DESCRIPTION DU PROJET ACCUEIL EN FRONT OFFICE COMMUN ONP ET INASTI

OBJECTIFS

L'accroissement du nombre de carrières mixtes nécessite le recours à des experts spécialisés dans les différentes législations pensions. Comme conseillers pensions, l'ONP et l'INASTI désirent offrir leurs expertises aux citoyens dans le cadre de leurs permanences organisées dans les communes.

FONCTIONNALITES

L'offre de services se fera via un Front Office commun ONP-INASTI au sein des communes.

Ce Front Office permettra au citoyen:

- De trouver au même endroit et durant une plage horaire commune les 2 institutions pension;
- De consulter ses carrières via les applications informatiques des 2 institutions pension;

- De consulter son dossier de pension intégré via les applications informatiques des 2 institutions pension;
- De trouver l'aide administrative nécessaire pour compléter des formulaires;
- D'obtenir une estimation provisoire de ses droits lorsque son dossier est en instruction dans l'une des institutions;
- De recevoir les informations quant à la mise en paiement de la pension et son suivi.

Ce Front Office permettra aux collaborateurs des services sociaux ou pension de l'administration hôte :

- D'obtenir les renseignements nécessaires quant aux changements dus à la réforme des pensions;
- De trouver l'aide administrative nécessaire pour compléter des formulaires.

MISSION DE L'ADMINISTRATION HÔTE

La qualité des fonctionnalités offertes par les organismes implique de la part de l'administration hôte les modalités suivantes :

- L'accessibilité des locaux aux personnes à mobilité réduite;
- La mise à disposition de 2 locaux séparés (un pour chaque institution) et ce sans frais de location;
- La mise à disposition tous les mercredis toute la journée (9 heures -12 heures et 13 heures 45 - 16 heures) d'un local pour l'Office national des pensions.
- La mise à disposition les 3ème mercredis toute la journée (9 heures - 12 heures et 13 heures 45 - 16 heures) d'un local pour l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;
- La mise à disposition d'une salle d'attente (celle-ci sera commune aux 2 organismes - ONP et INASTI - et aux services administratifs communaux);
- La mise à disposition d'un environnement informatique adapté (accès internet câblé ou par Wi-Fi ou via Publilink 2 sans adresse IP fixe) permettant aux institutions pension d'accéder à leurs applications informatiques;
- Le dépôt dans ses locaux d'une armoire de l'Office national des pensions destinée à recevoir des documents et éventuellement du petit matériel informatique.

RESPONSABILITES DES ORGANISMES

- Assurer les permanences les jours et aux heures prévues;
- Gérer la salle d'attente;
- Ranger le matériel informatique dans l'armoire ONP à la fin de la permanence;
- Informer directement l'administration hôte des problèmes éventuels rencontrés;
- Garantir la confidentialité au niveau des accès informatiques fournis (code Wi-Fi...);
- Assurer leurs agents via une assurance en responsabilité civile.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE DE L'ADMINISTRATION HÔTE

La Ville de Tournai décline toute responsabilité en cas de dommages occasionnés ou de vol du mobilier ou du matériel appartenant aux organismes et présent dans les locaux mis à disposition.

RESILIATION DE L'ACCORD DE COOPERATION

Sans préjudice de la faculté de résolution pour non-respect des obligations résultant de l'accord, chacune des parties pourra y mettre fin à tout moment et sans avoir à justifier d'un motif quelconque, moyennant préavis de trois mois donné par lettre recommandée prenant cours le premier jour du mois suivant. A défaut d'accepter ces modalités, la présence des organismes ne sera pas possible. De même, toute modification ultérieure de ces modalités réduisant la qualité de l'accueil sera de nature à interrompre la collaboration avec l'administration hôte.

POINTS DE CONTACT DANS LES ORGANISMES ET DANS L'ADMINISTRATION HÔTE

NOM	ORGANISATION	GSM/TELEPHONE	E-mail adresse
Service informatique	ONP	02/529 20 20	helpdesk@onp.fgov.be
Service informatique	INASTI	02/546 40 00	IT@rsvz-inasti.fgov.be
Service informatique	AC: Sébastien Castiaux	069/33.23.27 0470/21.49.44	sebastien.castiaux@tournai.be
Personne de contact	ONP: Ghislain Patte	056 85 24 43	Ghislain.Patte@onp.fgov.be
Personne de contact	INASTI: Marie-Christine Lefebvre	065 37 54 00	marie-christine.lefebvre@rsvz-inasti.fgov.be
Personne de contact	AC: Anastasia KEYTSMAN	069/33.22.15	anastasia.keytsman@tournai.be

8. ASBL "Maison de la culture". Contrat-programme. Avenant n°2. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'à la suite de l'adoption du nouveau décret relatif aux centres culturels et dans l'attente d'une négociation d'un futur nouveau contrat-programme, la Fédération Wallonie-Bruxelles, la province de Hainaut, la Ville de Tournai et le centre culturel "Maison de la culture" sont amenés à signer un avenant au précédent contrat-programme;

Considérant que, durant la période transitoire, à savoir du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2018 au plus tard, il convient de régulariser les documents reçus du ministère de la culture afin de permettre à l'institution de percevoir la subvention de fonctionnement;

Considérant que cette période transitoire prend cours du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2018 au plus tard;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal d'approuver cet avenant n°2 au contrat-programme de l'ASBL "Maison de la culture";

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes de l'avenant n°2 au contrat-programme de l'ASBL "Maison de la culture", afin de permettre à l'institution de percevoir la subvention de fonctionnement :

" Avenant n°2 au contrat-programme 2009/2012 passé entre la Communauté française de Belgique, la Ville de Tournai, la province de Hainaut et l'ASBL "Maison de la culture" de Tournai en application du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels. Dispositions transitoires.

Entre d'une part :

La Communauté française de Belgique, ci-après dénommée "la Communauté", représentée par :

- Madame Joëlle MILQUET, Ministre de la Culture
- Monsieur Freddy CABARAUX, Directeur général de la Culture a.i.

Et d'autre part :

La Ville de Tournai, ci-après dénommée "la Commune", représentée par :

- Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale
- Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint

La Province de Hainaut, ci-après dénommée "la Province", représentée par :

- Monsieur Serge HUSTACHE, Président du Collège provincial
- Monsieur Patrick MELIS, Directeur général

L'ASBL Maison de la culture de Tournai, ci-après dénommée "le Centre culturel", représentée par :

- Monsieur Patrice VERLEYE, Président
- Monsieur Philippe DEMAN, Directeur

Considérant qu'il convient d'adapter le contrat-programme au regard des articles 105 à 110 du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels, qui met en place un régime transitoire à compter du 1er janvier 2014;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er

Le contrat-programme du 4 juillet 2009, modifié par l'avenant du 30 juillet 2012, est prolongé pour une période prenant cours le 1er janvier 2014 et se terminant au plus tard le 31 décembre 2018.

Article 2

Les autres dispositions du contrat-programme restent d'application.

Article 3

Le présent avenant devient nul de plein droit dès qu'un nouveau contrat-programme aura été signé par les différentes parties en application du décret du 21 novembre 2013.

Article 4

En application de l'article 106, § 2 du décret du 21 novembre 2013 précité, le présent contrat devient nul de plein droit et le Centre culturel perd sa reconnaissance par la Communauté si le Centre culturel n'a pas introduit, le 31 décembre 2018 au plus tard, de demande de reconnaissance conformément aux nouvelles dispositions décrétales.

Fait à Bruxelles, le, en autant d'exemplaires que de parties ayant un intérêt distinct, chacune reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour le Centre culturel

Le Président, Le Directeur,

Monsieur Patrice VERLEYE Monsieur Philippe DEMAN

Pour la Ville

L'Echevin délégué à la fonction maïorale, Le Directeur général adjoint,

Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS Thierry LESPLINGART

Pour la Province
Président du Collège provincial, Directeur général,
Monsieur Serge HUSTACHE Monsieur Patrick MELIS

Pour la Communauté
La Ministre de la culture, Directeur général de la culture a.i.
Madame Joëlle MILQUET Monsieur Freddy CABARAUX

9. Kain. Hall sportif du Vert Lion. Règlement sur la tarification. Modifications. Convention. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Jean-Louis CLAUD sort de séance.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCCQ**, intervient comme suit :

"Tout d'abord, un peu d'histoire. Une convention datant du 10 août 1976, d'une durée de 30 ans reconductible tacitement, prévoyait la quasi-gratuité (1 FB annuel symbolique) de l'occupation des installations sportives du stade de Kain (la piscine n'étant pas encore évoquée à l'époque car la construction n'allait que débiter) les frais d'entretien tant intérieur qu'extérieur étant à charge du bailleur.

Il est manifeste qu'avec le temps, une grande partie des lieux (notamment des vestiaires) était devenue obsolète pour ne pas dire insalubre.

Le montant annuel de 4.000,00€ (au lieu de 16.000,00€) pour l'occupation des vestiaires extérieurs par la Montkainoise correspond bien à un accord entre les parties. Tous les aspects pratiques de l'occupation et du volet financier ont été abordés avec une réelle implication de part et d'autre pour aboutir (avec, entre autres, la prise en charge de l'éclairage par la ville).

Le loyer mensuel de 400,00€ (heureusement revu à la baisse) depuis octobre 2014 fait également partie de l'accord tout en sachant qu'il se calcule sur 10 mois par an, les installations étant fermées en fin de saison footballistique pour 2 mois. Des arriérés sont prévus pour 4.000,00€.

Enfin, un dossier qui se termine bien pour les 2 parties.

J'en profite pour vous demander où en est la convention de location de la buvette."

Monsieur l'Echevin PS, **Tarik BOUZIANE**, confirme qu'il s'agit bien d'un loyer de 400,00€ par mois sur 10 mois, puisque les locaux ne sont pas occupés pendant les deux mois d'été. Il précise par ailleurs que la convention relative à la buvette a été signée par toutes les parties. La buvette est fonctionnelle depuis le 1er octobre 2015, selon lui.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le hall sportif du Vert Lion à Kain a ouvert ses portes aux sportifs à la mi-juillet 2014;
Considérant que le tarif adopté en séance du Conseil communal du 2 juin 2014 fixe à 7,00€ par heure et par vestiaire l'occupation des vestiaires extérieurs;

Considérant que certains clubs sportifs occupent régulièrement les vestiaires extérieurs dans le cadre de leurs activités, sans que cette occupation ne s'accompagne d'une utilisation des surfaces de jeu situées à l'intérieur du hall;

Considérant que, sous peine d'étrangler financièrement les clubs qui font un usage intensif des vestiaires extérieurs sans utilisation des surfaces de jeu situées à l'intérieur du hall sportif dans le cadre de leurs activités sportives, il convient de leur offrir la possibilité de souscrire un abonnement annuel moyennant la conclusion d'un contrat spécifique;

Considérant qu'il est proposé de fixer à 4.000,00€ l'abonnement annuel pour la mise à disposition journalière au profit d'un club sportif de 6 vestiaires extérieurs maximum durant la saison sportive et ce, suivant un horaire établi de commun accord avec le gestionnaire du hall, à concurrence de 360 heures maximum par mois pour l'ensemble des vestiaires et moyennant signature d'une convention spécifique;

Considérant l'article L1122-30 du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

- d'inclure dans le règlement portant tarification de l'occupation du hall sportif, la possibilité pour les clubs sportifs qui occupent de manière quasi journalière les vestiaires extérieurs du hall sportif de Kain à l'exclusion des surfaces de jeu situées à l'intérieur dudit hall, l'opportunité de souscrire un abonnement annuel fixé à 4.000,00€ pour l'occupation journalière de maximum 6 vestiaires extérieurs, durant la saison sportive, à concurrence de maximum 360 heures par mois, suivant un horaire à déterminer de commun accord avec le gestionnaire du hall et moyennant la signature d'une convention spécifique;
- de régler la problématique des arriérés dus au titre d'occupation des vestiaires antérieurement à l'adoption de la nouvelle tarification proposée ci-avant, par l'insertion d'un article transitoire au sein de ladite convention aux termes duquel la redevance due pour l'occupation des vestiaires extérieurs entre le mois d'octobre 2014 et le mois précédant la signature de la convention est ramenée à 400,00€ par mois;
- de marquer son accord sur le modèle de contrat à conclure entre la Ville de Tournai et le club occupant dont les termes suivent :

Article 1 : objet

La Ville de Tournai accorde à l'association (..), qui accepte, le droit d'occuper (.. x avec un maximum de 6) vestiaires extérieurs numérotés de ... à ... du hall à raison de ... heures par mois (avec un maximum de 360 heures) pendant la saison sportive qui s'étend du mois d'août à la fin du mois de mai (10 mois) et ce suivant la grille horaire jointe en annexe.

Au plus tard le 1er août de chaque année, l'association (...) transmettra au gestionnaire du hall le projet d'horaire d'occupation couvrant la nouvelle saison sportive telle que précisée ci-avant.

Dans l'éventualité où le projet d'horaire ne conviendrait pas, le gestionnaire du hall en avertira sans délai l'association (...) en lui communiquant les motifs et les parties tenteront de trouver un accord. A défaut d'accord entre eux, les précités s'en remettront à la décision du Collège communal.

Article 2 : durée

La présente convention sort ses effets à la date du (...) et est conclue pour une durée indéterminée, chacune des parties pouvant y mettre fin à tout moment moyennant un préavis de trois mois notifié par écrit recommandé.

Article 3 : occupation

L'association (...) s'engage à ce que l'occupation des vestiaires s'effectue de manière correcte, en bon père de famille.

A cet effet, l'association (...) veillera à ne laisser aucun déchet dans les vestiaires occupés et à ce que les locaux soient balayés après chaque occupation.

Elle veillera à informer sans délai le gestionnaire du hall de tout incident, de toute défectuosité, de toute dégradation, lié(e) à l'occupation des vestiaires.

L'association et les utilisateurs qui en dépendent doivent faire les vérifications utiles avant chaque utilisation et signaler sur le champ les constatations anormales au service d'accueil; à défaut, ceux-ci sont présumés les avoir reçus en parfait état de fonctionnement.

Article 4 : nettoyage

La Ville procédera au nettoyage journalier des vestiaires à raison de (...) heures par jour.

Tout temps de nettoyage supplémentaire engendré par le non-respect, dans le chef de l'association (...), de son obligation d'occupation des lieux en bon père de famille sera facturé au prix coûtant.

Article 5 : dégradation

Toute disparition ou dégradation des locaux trouvant sa cause dans l'occupation des vestiaires par l'association (...) ou des tiers qu'elle a invités sera facturée au prix coûtant à l'association (...).

Article 6 : redevance - frais

Sans préjudice des frais supplémentaires éventuellement dus en application des articles 4 et 5, le droit d'occupation est accordé moyennant le paiement d'une redevance de 4.000,00€ par saison sportive, payable par tranche mensuelle de 400,00€ versée anticipativement le 1er de chaque mois, exception faite des mois de juin et de juillet, sur le compte de la Ville n° 091-0004055-10 (IBAN : BE41091000405510 et BIC : GKCCBEBB) avec la communication suivante : " Hall sportif de Kain - Abonnement mois de/2015/2016/2017..." .

Tout retard de paiement engendrera de plein droit et sans mise en demeure un intérêt de retard calculé au taux dû en application de la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales.

Toute occupation des vestiaires en dehors de la grille horaire dûment convenue entre les parties en application de l'article 1 fera l'objet d'une facturation séparée au tarif horaire défini par le Conseil communal.

Disposition transitoire - Article 7 : occupation antérieure - règlement à l'amiable des arriérés restant dus

Moyennant le respect de l'engagement de paiement dans le délai convenu tel que précisé à l'alinéa trois ci-après, la Ville marque son accord pour ramener à 400,00€ par mois la redevance due pour l'occupation des vestiaires extérieurs entre le mois d'octobre 2014 et le mois précédant la signature du présent contrat.

Compte tenu du nouveau tarif applicable en vertu de la transaction qui précède, le montant des arriérés de redevances, dont l'association reste redevable pour l'occupation des vestiaires entre le mois d'octobre et la date de la signature du présent contrat, s'élève à :

d'octobre 2014 jusqu'à ... 2015 : 400,00 € x ... = ... €

L'association (...) s'engage à payer le montant précité au plus tard dans le mois de la signature des présentes.

A défaut pour l'association (...) de respecter son engagement de paiement dans le délai précité, la Ville se réserve le droit de réclamer le montant initialement applicable en exécution de la décision du Conseil communal du 2 juin 2014 soit : 7,00€/heure/par vestiaire.

10. Orcq, résidence Charles Lelubre. Infrastructures sportives. Convention de gestion au profit de l'ASBL Royal Football Club Tournai Jeunes. Approbation.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, formule d'emblée les observations suivantes :

"ARTICLE 2 – Désignation des biens :

Les infrastructures sportives données en gestion sont celles affectées à différents sports et comportant 1 terrain de football, 1 terrain de pétanque, 1 espace de jeux d'enfants, 3 parkings, 1 bâtiment comprenant les vestiaires, la buvette et deux terrains de tennis.

Qu'en est-il du garage ? Fait-il partie des infrastructures puisqu'il n'est plus employé par le personnel communal ? Dans ce cas, ne doit-il pas être repris dans la liste ?

ARTICLE 4 – Durée

La convention est établie pour une durée de 20 années consécutives ayant pris cours le 31 août 2015. Donc la convention est déjà d'application et passe maintenant au Conseil !! Cela veut dire que les jeunes ont quitté le terrain de foot du Vert Bocage et l'ont laissé dans un état lamentable. A cette occasion, je demande que l'on revoie aussi la convention entre le CPAS et la ville pour ce terrain.

ARTICLE 5 – Gratuité

Cette convention de gestion est accordée à titre gratuit (à l'exception des frais, impôts et taxes dont il est question aux articles 6 et 15).

Pourquoi un club a-t-il la gratuité d'installations importantes alors que d'autres doivent payer une cotisation ?

ARTICLE 17 – Entretien – Réparation

L'association s'engage :

- à gérer en bon père de famille les biens visés aux articles 1 et 2 et à les entretenir en parfait état (y compris la tonte régulière du terrain de football et de ses abords) et à procéder, à ses frais, à toutes réparations utiles;
- à équiper les locaux d'extincteurs adaptés, à faire effectuer le contrôle et la maintenance de ceux-ci par une entreprise agréée et à procéder à leur remplacement ou à leur remise en état conformément aux recommandations de cette entreprise.

N'est-ce pas le propriétaire qui doit installer les systèmes de sécurité et le locataire les entretenir ?

ARTICLE 19 : Inaccessibilité – Droits d'occupation

L'association n'est autorisée ni à céder en tout ou en partie, la gestion des infrastructures, ni à conférer aucun droit à des tiers portant sur les biens donnés en gestion.

Y a-t-il un club qui compte reprendre les terrains de tennis ?"

Monsieur l'Echevin PS, **Tarik BOUZIANE**, lui répond comme suit :

"Une vingtaine d'infrastructures sportives sont mises gratuitement à disposition dans tous les villages de l'entité. Nous mettons gratuitement les infrastructures à disposition d'un club de foot. A lui de gérer correctement l'infrastructure. Il doit l'entretenir et le réparer. C'est comme cela que ça se passe. Nous n'avons jamais fait payer aucun club.

Concernant le RFC Tournai jeunes, il utilisait des installations insalubres au quartier du Maroc. Nous avons mis à sa disposition le terrain du Vert Bocage et celui de Marquain. Il s'entraînait sur trois terrains (dont le stade Luc Varenne). C'était très compliqué pour les parents. Nous avons donc réglé le problème. Le club de Marquain a déposé le bilan. Il n'existe donc plus. Nous avons récupéré cette infrastructure et l'avons remise en état, ce qui a occasionné des frais (comme l'éclairage pour 120.000,00€). Ensuite, nous l'avons mise à disposition de ce club qui l'entretiendra.

Le garage sert de dépôt pour plusieurs machines, comme les tondeuses.

Les extincteurs font partie de l'équipement de l'infrastructure. Ils sont à charge du club.

Cette convention est pratiquement la même pour toutes les infrastructures sportives."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant qu'en date du 1er juin 2015, la convention relative à la gestion des infrastructures sportives sises à Orcq, résidence Charles Lelubre, allée 3, liant depuis le 29 avril 2011 la Ville de Tournai, le football club Marquain et le football club COEUR JOYEUX, et l'avenant signé le 4

septembre 2012 (ayant pour objet de déterminer les modalités de partage du garage faisant partie des infrastructures entre la Ville et les deux associations), ont été résiliés de plein droit par la dissolution du football club Marquain et du football club COEUR JOYEUX conformément au deuxième tiret de l'article 21 de la convention précitée;

Considérant qu'un état des lieux de sortie a été effectué le 10 juin 2015 et que, dès lors, les infrastructures sportives sont libres et peuvent être données en gestion à d'autres organisations sportives;

Considérant que, par correspondance du 20 mai 2015, le comité des jeunes du ROYAL FOOTBALL CLUB DE TOURNAI a souhaité reprendre la gestion complète desdites infrastructures et que cette gestion peut être accordée par convention, aux mêmes conditions principales que celles accordées au football club Marquain et au football club COEUR JOYEUX;

Considérant que la Ville de Tournai n'a plus de cantonnier dans les villages, que le partage du garage faisant partie des infrastructures n'a donc plus lieu d'être et que ce garage peut être inclus dans la convention de gestion;

Considérant que, concernant les deux terrains de tennis situés sur le site et qui n'étaient pas repris dans la convention de gestion au profit du football club Marquain et du football club COEUR JOYEUX, ils sont actuellement inoccupés et entretenus par la Ville de Tournai;

Considérant qu'il a été proposé à l'ASBL ROYAL FOOTBALL CLUB TOURNAI JEUNES de les insérer dans la convention de gestion à son profit et que ladite ASBL a accepté;

Considérant que, pour la cinquième année consécutive, les "Baudets d'Orcq" ont été autorisés à organiser le 2 août 2015 leur tournoi de pétanque annuel sur les anciens terrains de tennis et qu'ils ont pu profiter de la buvette des infrastructures sportives;

Considérant que le Collège communal, en séances des 28 juillet 2011, 19 juillet 2012, 19 juillet 2013 et 18 juillet 2014, avait accordé une suite favorable aux demandes similaires formulées par les "Baudets d'Orcq", pour autant que :

- cette occupation s'effectue sous l'entière responsabilité des organisateurs du tournoi et du football club Marquain, la Ville de Tournai déclinant toute responsabilité en cas de dommages matériels ou corporels survenant lors de l'occupation;
- les organisateurs prennent contact avec le football club Marquain pour l'ouverture et la fermeture de la porte d'entrée de la buvette et prennent toutes les mesures utiles afin d'éviter la présence d'intrus;

Considérant qu'afin d'éviter les démarches pour les prochaines organisations (demande annuelle d'autorisation), il était opportun d'insérer une clause dans la convention de gestion autorisant les "Baudets d'Orcq" à utiliser les infrastructures aux conditions précitées;

Considérant qu'en séance du 3 juillet 2015, le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, d'une part, sur la conclusion d'une convention au profit de l'ASBL ROYAL FOOTBALL CLUB TOURNAI JEUNES, et d'autre part, sur les termes et conditions du projet de cette convention à savoir :

- concernant la mise à disposition : à titre gratuit, afin de mettre tous les clubs sur le même pied d'égalité. A titre indicatif, et afin de se conformer aux directives de Monsieur Paul FURLAN, ministre des pouvoirs locaux et de la ville, relatives à la mise à disposition gratuite d'un bien communal, précisant que toute décision, qui attribue une subvention, doit en préciser la nature, le montant estimatif, les conditions d'utilisation et prévoir les justifications exigées du bénéficiaire, le montant de la redevance mensuelle (indexée) que la Ville de Tournai pourrait réclamer au club précité pour la gestion des infrastructures sportives situées à Orcq a été fixé à 150,00€;
- concernant la durée : afin de permettre au club de bénéficier, le cas échéant, de subsides pour la rénovation des infrastructures sportives (Infrasports), pour une durée de 20 ans avec faculté pour chacune des parties de renoncer à l'exécution de la convention à l'expiration d'une première période de 5 ans et, au-delà de cette première période, à l'expiration de chaque période de 5 ans moyennant un préavis de 6 mois notifié par lettre recommandée. Si, au terme de la convention, l'ASBL ROYAL FOOTBALL CLUB TOURNAI JEUNES poursuit la

gestion des infrastructures sans opposition de la Ville, la convention est prorogée aux mêmes conditions pour une durée indéterminée, avec faculté pour chacune des parties d'y mettre fin à tout moment et sans motif, moyennant un préavis de six mois prenant cours le 1er jour du mois qui suit sa notification;

- concernant les frais : le club prendra en charge les frais liés aux raccordements au téléphone, à la télédistribution, aux consommations d'eau, d'électricité et de chauffage (en ce compris la location et l'entretien des compteurs);
- concernant les terrains de tennis : ceux-ci sont intégrés dans la gestion du site et le service "espaces verts" de la Ville est déchargé de leur entretien;
- ajout d'une clause portant sur l'occupation des "Baudets d'Orcq" pour l'organisation de leur tournoi de pétanque annuel pendant les mois de juillet et d'août;

Considérant que ce projet a été soumis pour avis à ladite ASBL le 6 juillet 2015;

Considérant qu'en séance du 3 juillet 2015, le Collège communal a également décidé de marquer son accord sur un début d'occupation au 1er juillet 2015 des infrastructures sportives par l'ASBL précitée, afin de pouvoir débiter la saison 2015-2016;

Considérant que, finalement, l'ASBL a repris la gestion des biens communaux à partir du 31 août 2015, après un état des lieux effectué le 19 août 2015;

Considérant que la Croix Rouge de Belgique occupe une fois par trimestre les biens concernés et que, dès lors, l'article 18 (occupations occasionnelles des infrastructures) a été modifié afin d'intégrer cette occupation dans le projet de convention;

Considérant qu'en date du 28 août 2015, le Collège communal a pris connaissance de la modification des noms des représentants de l'ASBL ROYAL FOOTBALL CLUB TOURNAI JEUNES (étant donné la création d'une nouvelle ASBL - les statuts seront très prochainement déposés pour publication aux annexes du Moniteur Belge);

Considérant que l'ASBL précitée a donné son accord le 20 août 2015 sur les articles repris dans le projet de convention approuvé par le Collège communal du 3 juillet 2015 et, d'autre part, sur la modification de la date du début d'occupation, à savoir le 31 août 2015 en lieu et place du 1er juillet 2015 tel que renseigné dans le dossier soumis au Collège communal du 3 juillet 2015;

Considérant qu'en même séance le Collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur l'insertion à l'article 18 de la convention de l'occupation occasionnelle par la Croix Rouge de Belgique;

Vu les articles L1122-30 et L1222-1 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation;
Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur les termes de la convention à conclure avec l'ASBL ROYAL FOOTBALL CLUB TOURNAI JEUNES définissant les modalités de gestion des infrastructures sportives sises à Orcq, résidence Charles Lelubre, allée 3 :

Entre :

La VILLE DE TOURNAI dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée conformément aux articles L1132/3, L1123/5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par :

Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction majeure

Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint

Agissant en exécution de la délibération du Conseil communal du 26 octobre 2015, ci-après dénommée "la Ville",

Et l'association sans but lucratif dénommée "Royal football club Tournai Jeunes", ayant son siège social à 7540 Kain, rue du Follet, statuts publiés aux annexes du Moniteur belge du 17 février 2012 sous le numéro 0843.400.944

Ici représentée par M. (Président), domicilié à, M.
..... (Vice-Président), domicilié à et M.
(secrétaire et trésorier), domicilié à,
ci-après dénommée "l'association",
IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 - Objet

La Ville donne en gestion à l'association, qui accepte, des infrastructures sportives comprenant des terrains et bâtiments (terrains de sport et annexes), mieux définis au point suivant.

ARTICLE 2 – Désignation des biens

Les infrastructures sportives données en gestion sont celles affectées à différents sports et comportant 1 terrain de football, 1 terrain de pétanque, 1 espace de jeux d'enfants, 3 parkings, 1 bâtiment comprenant les vestiaires et la buvette et deux terrains de tennis.
Ces infrastructures sont situées sur une parcelle sise à Tournai (Orcq), résidence Charles Lelubre, allée 3, cadastrée ou l'ayant été 24ème division, section B 238/02 C2 d'une contenance de 1ha 25a 95ca (un hectare, vingt-cinq ares nonante-cinq centiares) conformément au plan joint en annexe.

ARTICLE 3 - Etat des lieux – Inventaire

Sont joints en annexe à la présente convention :

- l'état des lieux du bâtiment et des infrastructures donnés en gestion;
- l'inventaire détaillé du matériel mis à disposition de l'association par la Ville.

Ces documents ont été établis contradictoirement.

ARTICLE 4 – Durée

La convention est établie pour une durée de 20 années consécutives ayant pris cours le 31 août 2015. Chaque partie aura la faculté de renoncer à l'exécution de la présente convention à l'expiration d'une première période de 5 ans, soit au 30 août 2020 et, au-delà de cette première période, à l'expiration de chaque période de 5 ans moyennant un préavis de 6 mois notifié par lettre recommandée.
Si, au terme de la convention, l'association poursuit la gestion des infrastructures sans opposition de la Ville, la convention est prorogée aux mêmes conditions pour une durée indéterminée avec faculté pour chacune des parties d'y mettre fin à tout moment et sans motif, moyennant un préavis de six mois prenant cours le 1er jour du mois qui suit sa notification.

ARTICLE 5 – Gratuité

Cette convention de gestion est accordée à titre gratuit (à l'exception des frais, impôts et taxes dont il est question aux articles 6 et 15).

ARTICLE 6 – Frais

L'association prend en charge tous les frais liés :

- aux raccordements au téléphone et à la télédistribution;
- aux consommations d'eau, d'électricité et de chauffage, en ce compris la location et l'entretien des compteurs.

ARTICLE 7 – Utilisation des «beer coolers»

L'association s'engage à ce que les installations de type «beer cooler» servent uniquement et exclusivement au débit de produits dont INBEV BELGIUM détient les marques en licence.
L'association s'engage à communiquer à la Ville de Tournai le nom du dépositaire de l'approvisionnement des boissons INBEV BELGIUM.

L'association s'engage à communiquer dans le mois de septembre de chaque année, à l'administration communale, les statistiques de ventes des boissons Inbev couvrant l'année écoulée (période du 1er septembre d'une année au 31 août de l'année suivante).

ARTICLE 8 - Destination

La présente convention est envisagée et conclue afin de permettre la pratique des activités sportives conformes à la destination actuelle des infrastructures visées à l'article 2.

La destination principale des infrastructures est la suivante : développement de la jeunesse par la pratique du football et de différentes disciplines sportives.

Pendant toute la durée de la convention, l'association est tenue de respecter en permanence cette destination.

Aucune autre utilisation des infrastructures n'est autorisée. Toute dérogation à ce principe doit faire l'objet d'un examen préalable et d'un accord écrit du Collège communal.

Il est formellement interdit d'organiser dans les biens donnés en gestion des soirées dansantes et autres festivités sans rapport avec les activités sportives qui s'y déroulent.

L'association s'engage à respecter et faire respecter par les occupants les règlements de police en vigueur dans l'entité, notamment les dispositions:

a) relatives à la lutte contre le bruit (diminution du niveau sonore dès 22 heures, arrêt des festivités publiques pour 1 heure du matin...)

b) qui soumettent à l'autorisation du Bourgmestre l'organisation des fêtes accessibles au public.

En application de l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, l'association s'abstiendra de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

L'association est autorisée de plein droit à percevoir une cotisation auprès de ses membres et à utiliser celle-ci pour la bonne gestion du club. L'association s'engage à fournir à la Ville, à la demande de celle-ci, ses bilans et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière.

Elle s'oblige à respecter les obligations du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives au contrôle des subventions octroyées par les communes (articles L3331-1 et suivants).

La circulaire du 14 février 2005 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions précise que l'article L 3333-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation vise également les subventions indirectes, par exemple la mise à disposition d'un local (estimation de la valeur sur la base du revenu cadastral ou par référence à d'autres locaux similaires).

ARTICLE 9 : Responsabilité

Pendant la durée de la convention, l'association gère les infrastructures sportives sous sa responsabilité exclusive et à ses risques et périls.

La Ville décline toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien des biens donnés en gestion, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à l'association ou à ses membres et préposés ou à des tiers.

L'association déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle de ce chef, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

ARTICLE 10 – Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer dans les biens donnés en gestion.

L'association s'engage à faire respecter cette interdiction.

ARTICLE 11 – Autorisation de cuisiner

Il est autorisé de cuisiner dans le bien donné en gestion. Toute utilisation de bonbonnes de gaz est formellement interdite que ce soit par l'association ou par un traiteur organisateur de banquets.

ARTICLE 12 - Assurances

La Ville déclare que les biens donnés en gestion sont couverts en assurance incendie avec clause «d'abandon de recours».

L'association s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurance suivantes :

- assurance couvrant sa responsabilité civile ainsi que celle de ses préposés pour tous les faits en rapport avec la gestion du bien (couverture suffisante pour tout sinistre qui pourrait survenir du fait de cette gestion)
- assurance «incendie, dégâts des eaux, explosions et risques connexes» et assurance contre le vol couvrant ses meubles
- assurance «responsabilité civile objective» conformément à la Loi du 30 juillet 1979 et ses arrêtés royaux d'application
- assurance-loi couvrant son personnel.

A toute demande de la Ville, l'association justifiera des paiements réguliers des primes.

ARTICLE 13 – Surveillance

L'association gère en bon père de famille les biens dont la gestion lui est confiée. Elle fournit le personnel de surveillance et de fonctionnement. Elle veille tout spécialement à mettre à la disposition des usagers du personnel ayant des compétences en chaque matière et à éviter toute dégradation des installations et des bâtiments. Elle s'engage à mettre à la disposition des usagers des installations conformes aux différentes règles, notamment d'hygiène et de sécurité, déterminées par les divers lois et arrêtés régissant pareilles installations.

L'association doit permettre l'accès aux infrastructures sportives à la Ville à toute demande afin de visiter celles-ci pour s'assurer du parfait état d'entretien et de propreté.

ARTICLE 14 – Transformations

L'association peut effectuer, moyennant l'accord préalable et écrit du Collège communal, toutes transformations et faire édifier toutes constructions, installations et plantations dans le respect de la destination prévue à l'article 8, en se conformant à la législation en la matière et en se munissant des autorisations et permis à délivrer par les autorités compétentes. A l'expiration de la présente convention, quelle qu'en soit la cause, ces transformations et/ou nouvelles constructions reviendront de plein droit et sans indemnité compensatoire à la Ville, à moins qu'elle ne préfère leur enlèvement et la remise du bien dans son pristin état et ce, aux frais de l'association.

ARTICLE 15 – Impôts et taxes

L'association prend à sa charge tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur les biens donnés en gestion.

ARTICLE 16 – Servitudes

L'association doit conserver les biens donnés en gestion dans les limites et bornes. La Ville informe l'association que ceux-ci ne sont grevés d'aucune servitude, active ou passive. L'association s'interdit d'en laisser établir.

ARTICLE 17 – Entretien – Réparation

La Ville a, à sa charge, toutes les grosses réparations telles que strictement définies à l'article 606 du Code civil, sous réserve des crédits budgétaires disponibles. Cette dernière s'engage à les exécuter de manière à ne pas entraver le fonctionnement de l'association.

La Ville n'est pas tenue des grosses réparations si leur estimation est hors de proportion avec la valeur du bien.

L'association doit signaler immédiatement à la Ville les dégâts dont la charge incombe au propriétaire.

Les grosses réparations dues au défaut de réparations d'entretien par l'association sont également à la charge de celle-ci.

L'association s'engage :

- à gérer en bon père de famille les biens visés aux articles 1er et 2ème et à les entretenir en parfait état (y compris la tonte régulière du terrain de football et de ses abords) et à procéder, à ses frais, à toutes réparations utiles;
- à équiper les locaux d'extincteurs adaptés, à faire effectuer le contrôle et la maintenance de ceux-ci par une entreprise agréée et à procéder à leur remplacement ou à leur remise en état conformément aux recommandations de cette entreprise.

ARTICLE 18 – Occupations occasionnelles des infrastructures

Dans le cadre de la gestion qui lui est confiée, l'association s'engage à mettre les infrastructures à disposition :

- de la Croix Rouge de Belgique, une fois par trimestre;
- des "Baudets d'Orcq", chaque année, pour l'organisation d'un tournoi de pétanque et ce, un week-end durant les mois de juillet et d'août.

Ces occupations s'effectueront, à titre gratuit, sous l'entière responsabilité des occupants occasionnels et de l'association, la Ville de Tournai déclinant toute responsabilité en cas de dommages matériels ou corporels survenant lors des occupations.

Les occupants occasionnels prendront contact avec l'association pour l'ouverture et la fermeture de la porte d'entrée de la buvette. Ils prendront toutes les mesures utiles afin d'éviter la présence d'intrus.

Tout désaccord entre l'association et les occupants occasionnels au sujet de l'occupation des infrastructures est soumis à l'échevin ayant le sport dans ses attributions. Si cet échevin ne parvient pas à concilier les points de vue, le Collège communal tranche définitivement le litige. L'association et les occupants occasionnels sont tenus de se conformer à la décision prise par le Collège communal.

ARTICLE 19 - Inaccessibilité – Droits d'occupation

L'association n'est autorisée ni à céder en tout ou en partie la gestion des infrastructures, ni à conférer aucun droit à des tiers portant sur les biens donnés en gestion.

Dans les limites et dans le respect des droits consentis en vertu de la présente convention, l'association pourra, moyennant accord écrit préalable du Collège communal, mettre à disposition les infrastructures données en gestion aux associations sans but lucratif et clubs sportifs qui lui sont associés.

ARTICLE 20 - Droit des voisins

L'association s'oblige à prendre toute disposition utile pour que les activités exercées dans les infrastructures données en gestion ne perturbent pas la tranquillité des voisins.

L'association s'engage tout particulièrement à respecter et faire respecter les dispositions du règlement général de police relatives à la lutte contre le bruit.

ARTICLE 21 – Occupations exceptionnelles par la Ville

L'association s'engage à satisfaire aux demandes d'occupation gratuite des infrastructures introduites ponctuellement par la Ville.

En cas d'occupation par la Ville, l'association veillera à ne pas programmer d'activités poursuivies dans le même environnement qui perturberaient la réalisation des activités et des obligations de la Ville (élections par exemple).

Durant cette occupation par la Ville, l'association ne pourra accéder aux locaux.

En cas de nécessité, le responsable de l'association prendra les informations nécessaires auprès de la Ville avant l'occupation et en vue de la programmation.

ARTICLE 22 - Résiliation - Dissolution de l'association

La présente convention est résiliée de plein droit dans les hypothèses suivantes :

- en cas de manquement de l'association à l'une des obligations résultant pour elle de la présente convention, sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts;
- en cas de dissolution de l'association;
- en cas de radiation de l'association par l'Union royale belge des sociétés de football;
- en cas de modification de l'objet social de l'association, lequel consiste dans le développement et la pratique des sports en général et plus particulièrement la pratique du football et la gestion de l'ensemble des infrastructures nécessaires au développement du football;
- au cas où l'association devrait être considérée comme inactive (parce qu'elle n'a pas respecté son obligation de déposer ses comptes annuels pour trois exercices sociaux consécutifs).

ARTICLE 23 - Enregistrement

Les frais d'enregistrement de la convention sont à charge de l'association qui supportera seule tous les droits et amendes auxquels la présente convention donnerait ouverture.

ARTICLE 24 - Respect des lois et conventions internationales en vigueur

L'association sera seule responsable du respect des lois et des conventions internationales en vigueur, notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins.

ARTICLE 25 - ABROGATION DES CONVENTIONS ANTERIEURES

La présente convention abroge et remplace toutes les conventions antérieures entre les parties portant sur le même objet.

ARTICLE 26 - Litige

La présente convention est régie par le droit belge.

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Hainaut – section Tournai sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

Fait à Tournai en trois exemplaires, le

11. Tournai, rue Galerie Saint-Jean. Convention de mise à disposition d'un terrain communal (pie) au profit du "Logis tournaisien". Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Briec LAVALLEE sort de séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient comme suit :

"Nous saluons l'initiative. Nous aurions aimé néanmoins apporter un changement à l'article 2 de la convention, en remplaçant le mot "exclusivement" par "prioritairement".

Je m'explique. Il est indiqué que les utilisateurs du jardin collectif et des jardins familiaux seront exclusivement des locataires des immeubles voisins appartenant à l'occupant, donc au Logis tournaisien. Nous voudrions indiquer "prioritairement" car nous estimons qu'il est dommage d'exclure d'office les riverains autres que les locataires du Logis tournaisien. Les jardins collectifs constituent souvent un lieu d'inclusion dans un quartier. Interdire d'office l'accès à ceux qui ne sont pas locataires du Logis, ce serait dommage pour un terrain communal."

Présidente du Logis tournaisien, la Conseillère communale PS, **Sylvie LIETAR**, marque un avis favorable sur cette proposition de modification.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant la correspondance du 28 mars 2014 reçue le 17 avril 2014 de la société immobilière de service public à forme coopérative à responsabilité limitée "LE LOGIS TOURNAISIEN", par laquelle celle-ci sollicite la mise à disposition d'une partie d'un terrain communal dans le but d'y implanter un jardin communautaire;

Considérant que cette partie de parcelle est sise à Tournai, rue Galterie Saint-Jean, cadastrée ou l'ayant été 2ème division, section C n°721 N (d'une contenance totale de 12a 47ca) et jouxte l'école coupe et couture;

Considérant, pour rappel, qu'une convention d'emphytéose complémentaire établie le 25 juin 2009 lie "LE LOGIS TOURNAISIEN" (emphytéote) et la Ville de Tournai (bailleur) pour la parcelle cadastrée ou l'ayant été 2ème division, section C n°721M d'une contenance de 5a 87ca, parcelle voisine de la parcelle sollicitée;

Considérant la décision du Collège communal prise le 13 juin 2014 de marquer son accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur la mise à disposition de la partie de terrain communal précitée;

Considérant qu'il a été décidé :

- de solliciter l'accord écrit de l'école de coupe et couture sur ladite mise à disposition;
- de charger le géomètre communal de dresser un plan de mesurage relatif à la parcelle mise à disposition;
- de charger le service patrimoine de rédiger une convention de mise à disposition selon les modalités suivantes :
 - destination de la parcelle : jardin communautaire – utilisateurs : locataires de la société immobilière de service public à forme coopérative à responsabilité limitée LE LOGIS TOURNAISIEN – composition : un jardin collectif avec partage des récoltes et maximum 10 jardins familiaux à usage privatif;
 - à titre précaire;
 - à titre gratuit;
 - chacune des parties pourra y mettre fin à tout moment et sans avoir à justifier d'un motif quelconque moyennant un préavis de trois mois donné par lettre recommandée;
 - toute construction ou aménagement de nature durable (par exemple macadam) est formellement interdite;
 - toute taxe, impôt, précompte frappant le terrain mis à disposition sont à charge de la société immobilière de service public à forme coopérative à responsabilité limitée LE LOGIS TOURNAISIEN;
 - les droits d'enregistrement et autres éventuels frais résultant des conventions de mise à disposition sont à charge de la société immobilière de service public à forme coopérative à responsabilité limitée, LE LOGIS TOURNAISIEN;

Considérant la correspondance du 25 juin 2014 de l'école de coupe et couture marquant son accord sur la mise à disposition précitée, à condition d'inclure dans la convention une clause stipulant que

l'accès au bâtiment scolaire doit rester libre par l'arrière et qu'aucune porte donnant sur la cour de l'école ne peut être créée;

Considérant que la directrice de l'école précise également que la coordinatrice du service social du LOGIS TOURNAISEN lui a confirmé que l'accès à ce terrain serait réservé à une activité de jardinage limitée à certaines personnes;

Considérant qu'en séance du 30 janvier 2015, le Collège communal a pris connaissance et a marqué son accord sur le plan de mesurage levé et dressé le 14 janvier 2015 par le géomètre communal;

Considérant qu'en même séance, il a marqué son accord de principe, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur les termes du projet de convention;

Considérant que ce projet a été soumis pour avis le 4 février 2015 au LOGIS TOURNAISIEN qui a marqué son accord le 12 août 2015;

Considérant les photos prises sur place en date du 7 mai 2014;

Vu la proposition formulée en séance de remplacer le terme "exclusivement" par "prioritairement", en d'autres termes de ne pas réserver aux seuls locataires du Logis tournaisien l'accès au site, mais également aux riverains non locataires;

Vu l'avis favorable de la présidente du Logis tournaisien exprimé en même séance;

Vu les articles L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur les termes de la convention à conclure avec la société immobilière de service public à forme coopérative à responsabilité limitée LE LOGIS TOURNAISIEN, définissant les modalités de mise à disposition d'une partie de parcelle communale sise à Tournai, rue Galterie Saint-Jean dans le but d'y implanter un jardin communautaire :

Entre les soussignés :

La VILLE DE TOURNAI, dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée, conformément aux articles L1132/3, L1123/5 et L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint, agissant, en outre, en vertu d'une délibération du Conseil communal en date du 26 octobre 2015, ci-après dénommée «la Ville»,

Et

La Société immobilière de service public à forme coopérative à responsabilité limitée "LE LOGIS TOURNAISIEN", inscrite au registre des sociétés civiles sous le numéro 114, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, avenue des Bouleaux, 75/B et le siège social à l'Hôtel de Ville de Tournai, rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, immatriculée à la T.V.A. sous le numéro BE402.504.468, constituée par acte reçu le vingt-neuf avril mil neuf cent vingt-deux, publié aux annexes du Moniteur belge du trois juin mil neuf cent vingt-deux sous le numéro 6458,

Ayant adopté la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire dressé par le notaire Claude DECROYER, le vingt-huit octobre mil neuf cent nonante-trois, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 931126-258,

Dont la durée a été prorogée à plusieurs reprises et pour la dernière fois pour trente ans par décision de l'assemblée générale extraordinaire du huit avril mil neuf cent quatre-vingt-un, publiée aux annexes du Moniteur belge dont les statuts ont été modifiés suivant actes :

- du notaire Anne GAHYLLE, en date du trente novembre deux mille, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 2000.1222-297;

- du notaire Anne GAHYLLE, en date du vingt avril deux mille un, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 2001.0517-13;
- du notaire Anne GAHYLLE, en date du vingt-six avril deux mille deux, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 2002.20522-498;
- du comité d'acquisition d'immeubles de Mons, en date du vingt avril deux mille sept, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 07074612;
- du comité d'acquisition d'immeubles de Mons, en date du vingt-cinq avril deux mille huit, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 08076882;
- du comité d'acquisition d'immeubles de Mons, en date du vingt-six avril deux mille treize, publié aux annexes au Moniteur belge sous le numéro 13079965,

Connue au registre des sociétés civiles à TOURNAI ayant emprunté la forme commerciale sous le numéro 114,

Agréée par la société wallonne du logement le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-huit, agrément renouvelé le seize décembre deux mille deux,

ci-après dénommé «l'occupant»,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Préambule

Suite à une demande émanant de la société immobilière de service public à forme coopérative à responsabilité limitée "LE LOGIS TOURNAISIEN", le Collège communal en sa séance du 13 juin 2014, a décidé de marquer son accord, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, sur la mise à disposition d'une partie de terrain communal pour la mise en place d'un jardin communautaire. L'objet de la présente convention est de définir les modalités contractuelles de la mise à disposition de ladite parcelle communale.

Article 1 : objet du contrat

Description du bien mis à disposition :

La Ville met à disposition de l'occupant le bien suivant : la parcelle communale cadastrée ou l'ayant été 2ème division, section C, n°721 N pie 2 sise à Tournai, rue Galterie Saint-Jean d'une contenance cadastrale de 4a 70ca telle que reprise sur le plan de mesurage levé et dressé par Monsieur Alain LETOT, géomètre communal, en date du 14 janvier 2015 et approuvé par le Collège communal lors de sa séance du 30 janvier 2015.

Ce bien est parfaitement connu de l'occupant et est reconnu par lui en parfait état d'entretien.

La Ville ne fournit ni le personnel, ni le matériel (outils, plantes, graines,...) nécessaires à la réalisation du projet.

Le bien n'est raccordé ni à l'eau ni à l'électricité.

Article 2 : destination du bien immobilier mis à disposition

Le bien immobilier est mis à disposition de l'occupant à l'usage exclusif de jardin communautaire.

Plus précisément, l'occupant aménagera sur le terrain communal :

- un jardin collectif (parcelle commune où les utilisateurs jardinent en commun et partagent les récoltes)
- et au maximum, dix jardins familiaux à usage privatif (parcelles individuelles).

Les utilisateurs du jardin collectif et des jardins familiaux seront prioritairement des locataires des immeubles voisins appartenant à l'occupant.

Toute autre destination est proscrite.

Sont notamment strictement interdits :

- les fouilles, déplacements, enlèvement de terre de nature à modifier le niveau du sol ou à nuire à la stabilité des câbles et conduites qui sont ou seraient posés dans le terrain;
- de manière générale, tout ce qui pourrait nuire de quelque façon que ce soit aux câbles et canalisations qui sont ou seraient installés en sous-sol ainsi qu'à leur stabilité;

- toute construction et tout aménagement de nature durable (par exemple : macadam) quels qu'ils soient;
- l'accès et le stationnement de véhicules;
- toute activité commerciale ou publicitaire;
- toute activité susceptible de polluer le sol;
- toute activité nocturne;
- tout départ de feu;
- l'organisation de barbecue ou de festivités avec consommation d'alcool ou diffusion de musique;
- la plantation d'arbres et arbustes à grand développement.

Article 3 : durée du contrat - résiliation

L'occupation est consentie à titre strictement précaire prenant cours à la date de signature de la convention. Chacune des parties pourra y mettre fin à tout moment et sans avoir à justifier d'un motif quelconque, moyennant préavis de trois mois donné par lettre recommandée prenant cours le premier jour du mois suivant.

L'occupant s'engage à libérer le bien à la première demande que la Ville fera dans les formes et délais précités et ce, sans réclamer une indemnité quelconque du fait de la mise en culture dudit bien (potager ou jardin) ou d'une amélioration apportée au bien.

Tout manquement de l'occupant à l'une des obligations résultant pour lui de la présente convention entraînera la résolution de la convention de plein droit et sans sommation, ce sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts.

Le présent contrat présente un caractère «intuitu personae» dans le chef de l'occupant, de sorte qu'il prendra fin de plein droit notamment en cas de dissolution de celui-ci.

A l'expiration du présent contrat pour quelque cause que ce soit, l'occupant devra restituer le bien dans son pristin état et libre de toute culture.

Article 4 : gratuité

La présente convention est consentie à titre gratuit.

L'occupant ne peut réclamer aucune indemnité aux utilisateurs pour l'utilisation du jardin collectif et des jardins privés.

Article 5 : entretien

L'occupant s'engage à occuper le bien mis à sa disposition en bon père de famille.

Les jardins (collectif et individuels) doivent être maintenus en parfait état d'entretien et de propreté.

Les déchets doivent être évacués.

L'utilisation des produits phytopharmaceutiques ainsi que la plantation des plantes invasives sont totalement interdites.

La liste des plantes invasives est disponible sur le site : <http://www.alterias.be/fr/liste-des-plantes-invasives-et-des-plantes-alternatives/les-plantes-invasives>.

Seules les méthodes alternatives seront acceptées, désherbage mécanique ou thermique.

Les arbres existants doivent être conservés. La Ville se chargera du gros entretien de ceux-ci (élagage, abattage, broyage,...).

L'entretien de la clôture incombe à l'occupant.

L'occupant autorisera la Ville de Tournai, ou tout autre organisme compétent, à accéder, en tout temps, et pour cause d'utilité publique, à la parcelle mise à disposition (par exemple : entretien et réparation de conduites et canalisations, taille des grands arbres,...).

Article 6 : responsabilité

Pendant la période d'occupation, le bien mis à disposition de l'occupant est utilisé sous sa responsabilité exclusive et à ses risques et périls.

Il serait rendu responsable des dégradations éventuelles occasionnées au bien mis à disposition. L'occupant décharge la Ville de toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque du fait de l'occupation.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien du bien occupé, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait se produire soit dans le chef de l'occupant soit dans le chef des utilisateurs ou de tiers.

L'occupant déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle de ce chef, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou de ses préposés dans le dommage ou accident serait directement engagée par suite d'une faute grave.

Article 7 : assurances

L'occupant assurera sa responsabilité résultant de ce qui est prévu à l'article 6. Il s'engage à justifier du paiement des primes à toute demande de la Ville.

Article 8 : droits des voisins

L'occupant veillera particulièrement à prendre toutes mesures utiles afin que l'occupation ne génère pas de trouble pour le voisinage.

Article 9 : cession et sous-location

L'occupant n'est pas autorisé à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de la présente convention ou octroyer tout droit quelconque portant sur tout ou partie du bien (autre que l'utilisation du terrain par les locataires de l'occupant conformément à l'article 2 de la présente convention).

Article 10 : droit d'enregistrement

Les droits d'enregistrement et autres éventuels frais résultant du présent acte sont à charge de l'occupant.

Article 11 : litige

La présente convention est régie par le droit belge.

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution de la présente convention sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut – section Tournai.

12. Service des espaces verts. Convention entre l'ASBL "Pôle wallon de gestion différenciée" et la Ville. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, et le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, marquent leur satisfaction sur ce point.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la demande de l'ingénieur civil/architecte et de l'agent technique en chef du service des espaces verts;

Considérant qu'une convention pourrait être signée entre l'ASBL "Pôle wallon de gestion différenciée" et la Ville afin de rendre la gestion des espaces verts qui relève des autorités communales,

respectueuse de l'environnement tout en étant en adéquation avec les moyens humains et financiers de la Ville;

Considérant que les aspects techniques de la convention sont déjà bien respectés par le service des espaces verts;

Considérant que la conclusion de cette convention permettrait une reconnaissance de la Ville au niveau régional pour la gestion différenciée de ses espaces verts et le respect de la législation en vigueur;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver le projet de convention à conclure entre l'ASBL "Pôle wallon de gestion différenciée" et la Ville, dont les termes suivent :

"Il est établi une convention entre

D'une part,

la Ville de Tournai,

représentée par l'Echevin délégué à la fonction maïorale M. Paul-Olivier DELANNOIS

et par le Directeur général adjoint M. Thierry LESPLINGART,

ci-après dénommée "la Ville",

et, d'autre part,

l'ASBL Pôle wallon de gestion différenciée, représentée par,

ci-après dénommée "le pôle GD".

Préambule : Si la Ville le souhaite, une réunion peut être organisée pour que le pôle GD explique le contenu de la convention et présente le programme d'accompagnement standard (voir article quatre). Cette réunion doit se faire en présence des membres du Collège communal (et si possible du Conseil communal), ainsi que du responsable des espaces verts au sein de l'administration. Lors de cette réunion, le programme d'accompagnement pourra éventuellement être adapté, en concertation entre les deux parties, avant la signature de la convention.

Article premier

La présente convention prend effet dès l'approbation des parties, et ce pour une durée de 24 mois.

Article deux

La présente convention vise une collaboration entre la Ville et le pôle GD, afin de rendre la gestion des espaces verts, qui relève des autorités communales, respectueuse de l'environnement tout en étant en adéquation avec les moyens humains et financiers de la Commune.

Article trois

En signant cette convention, la Ville s'engage à :

- suivre les différentes étapes du programme d'accompagnement
- nommer 1 à 2 responsable(s) de ce projet au sein de l'administration
- inscrire ses agents concernés sur le forum du pôle GD
- réaliser un inventaire de ses espaces verts
- réaliser une classification de ses espaces verts
- établir un cahier de charges général ou code de gestion pour chaque classe
- être en règle par rapport à la législation sur l'utilisation des pesticides sur le domaine public
- communiquer, auprès des citoyens et en interne, sur les pratiques de la Commune.

Article quatre

Le programme d'accompagnement standard du pôle GD est composé de 6 étapes :

1ère étape : visite des espaces verts

Public : responsable EV/éco-conseiller

Contenu : visite des EV de la Ville

Déroulement :

- le responsable EV/éco-conseiller pilote la visite de sites clés de la Ville (plaine de jeu, parcs, cimetières, fleurissement en voirie,...) présente les problèmes rencontrés par la Ville,...
- la personne du pôle GD montre, sur quelques sites, les éléments à prendre en compte pour intégrer en parallèle le plan de désherbage

Matériel : le responsable EV/éco-conseiller apportera une carte détaillée de la Ville (si document existant)

Durée : en fonction de la taille de la Ville (2-5 heures). Entre avril et octobre

2ème étape : formation méthodologique

Public : responsable EV, éco-conseiller. Le pôle GD organisera cette formation de manière à ce que plusieurs communes puissent y participer. La date et le lieu seront déterminés en concertation avec celles-ci.

Contenu :

- formation sur l'inventaire et la classification des EV et les techniques de désherbage alternatif (plan de désherbage inclus)
- information sur les outils de communication par l'ASBL Adalia. Sous réserve de disponibilité, Adalia intervient pendant une heure sur les outils de communication disponibles pour les communes et présente le projet "Quartier en santé, sans pesticides"

Matériel :

- le pôle GD fournit sur support informatique le contenu de la formation, ainsi qu'une fiche technique pour faire l'inventaire des EV (désherbage compris)
- le pôle GD fournit un fichier Access pour l'encodage et le tri des données
- le pôle GD fournit un modèle papier et informatique d'un plan de désherbage
- Adalia fournit un résumé des différents moyens de communication mis à disposition des communes

Durée : 1/2 journée

3ème étape : atelier ouvriers-jardiniers

Public : ouvriers/jardiniers communaux

Contenu :

- introduction à la GD sur base de photos (animation Power Point)
- formation sur la GD sous forme de jeu de rôle
- réalisation sur le terrain d'une fiche inventaire par le personnel. Le site pour la réalisation de l'inventaire est choisi par la Ville

Matériel :

- la Ville met à disposition une salle pour permettre la diffusion d'un Power Point et au minimum deux tables et des chaises pour le jeu de rôle
- Le pôle GD fournira des documents techniques à la demande des participants

Durée : 1/2 journée

4ème étape : suivi de la classification et plan de désherbage

Public : responsable EV/éco-conseiller

Contenu : suivi du plan de GD

Déroulement : *remarque* : cette étape n'est possible que si la Ville a entamé son inventaire. En effet, nous partirons des relevés de la Ville pour avancer dans le plan de gestion différenciée et le plan de désherbage :

- sur base des relevés réalisés par la Ville après les 2ème et 3ème étapes, le Pôle GD réalise avec le personnel communal présent une première analyse détaillée d'un quartier (choisi par la Ville)
- aide à l'élaboration de la classification des EV et établissement des priorités sur 3 ans
- à partir du quartier analysé : 1ère ébauche du plan de désherbage dégressif sur 3-4 ans (évaluation des priorités de la Ville par rapport à la réduction des produits phytosanitaires) et mise en relation avec le plan de GD

Matériel :

- le responsable EV/éco-conseiller apportera une carte détaillée de la Ville ainsi que les relevés réalisés par la Ville (sur fichier Excel, Access ou format papier)
- Le pôle GD apporte et met à disposition de la Ville les documents nécessaires au choix des techniques sélectionnées

Durée : 1/2 journée maximum

Quel que soit l'état d'avancement de la mise en place de la GD au sein de la Ville, celle-ci a toujours la possibilité d'envoyer au pôle GD son inventaire pour relecture et conseils

5ème étape : *présentation de l'état d'avancement au Conseil ou au Collège*

Public : présentation devant l'instance consultée lors du Collège ou Conseil communal (voir préambule).

La présence des échevins de l'environnement, de l'urbanisme et des travaux est requise.

Contenu :

- présentation par le pôle GD du debriefing de la visite (étape 1) et des propositions d'actions
- présentation par le responsable communal de l'état d'avancement du plan de désherbage et de la classification

Durée : 1 heure

6ème étape : *bilan*

Public : personne responsable de la GD dans la Commune

Contenu :

- bilan des actions réalisées 6 à 12 mois après la présentation du projet au Collège (5ème étape)
- analyse des problèmes éventuels, recherches de solutions

Matériel : la Ville fournit au pôle GD tous les documents relatifs à la GD dans la Ville, ainsi qu'un document validé par le Collège (critère de sélection pour l'obtention d'un "Bonus", voir l'article onze)

Durée : 2-3 heures

Article cinq

On entend par inventaire des espaces verts, l'inventaire quantitatif et qualitatif de l'ensemble des espaces verts gérés par le service espaces verts, incluant la gestion des cimetières et l'entretien de la voirie (au point de vue désherbage des places, trottoirs et filets d'eau). Cela inclut également la prise en compte des différentes contraintes et utilisations liées au lieu.

Article six

On entend par classification des espaces verts la répartition des espaces publics (de 3 à 8 classes) selon différents critères (vu en étape 2 du programme d'accompagnement), en vue d'apporter des changements pour adapter les espaces verts de la Ville en fonction de la législation sur les pesticides, des demandes citoyens et des contraintes techniques, humaines et financières de la Ville.

Article sept

On entend par être en règle par rapport à la législation sur l'utilisation des pesticides sur le domaine public :

- la tenue d'un registre d'utilisation des produits phytosanitaires : Règlement CE 1107/2009
- le respect de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 relatif à une application des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le livre II du code de l'environnement, contenant le code de l'eau et l'arrêté de l'exécutif régional wallon.

La Ville veillera également à respecter les bonnes pratiques phytosanitaires (voir guide des espaces verts sur le site du comité régional phyto).

Article huit

La communication vers les citoyens implique que la Commune réalise des outils de communication (avec l'appui de l'ASBL Adalia) pour informer le citoyen des nouvelles pratiques de la Commune pour gérer ses espaces verts de manière différenciée.

Lors de nos nouveaux projets d'aménagement, la Commune organisera des séances de concertation entre les services communaux concernés.

Article neuf

Le Pôle wallon de gestion différenciée s'engage à :

- accompagner la Commune dans la mise en place de la GD, en suivant les étapes du programme détaillé ci-dessus
- communiquer via son site internet et sa newsletter sur les engagements de la Commune au niveau de la gestion différenciée de ses espaces verts.

Article dix

Les services fournis par le pôle GD dans le cadre de cette convention sont gratuits (pour une période de 2 ans, cfr article 1).

Article onze

Le pôle GD s'engage à illustrer les 10 meilleurs projets dans un document qui sera largement diffusé. L'éligibilité du projet est strictement conditionnée par le respect des modalités de la présente convention par la Ville.

Article douze

En cas de non-suivi du programme repris à l'article quatre, le pôle GD se réserve le droit de mettre un terme à la présente convention.

La présente convention est conditionnée par le subventionnement de l'ASBL Pôle wallon de gestion différenciée par la Région wallonne. En cas d'arrêt de cette subvention, le pôle GD enverra aux communes signataires un document annulant cette convention."

13. Campagne de stérilisation des chats errants. Convention à conclure avec les vétérinaires partenaires. Approbation.

Madame la Conseillère communale Rita DESENCLOS-LECLERCQ sort de séance. Monsieur le Conseiller communal Brieuc LAVALLEE rentre en séance.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient comme suit :

"J'aimerais reporter ce point. Après en avoir discuté avec mes confrères, j'estime qu'il n'est pas du tout mature. Les vétérinaires se posent beaucoup de questions par rapport à des points repris dans cette convention. Je prends l'exemple du certificat d'identification. Il n'est pas fait mention de sa forme. Or à l'heure actuelle, il n'y en a qu'un qui existe et qui est national. Est-ce qu'il s'agira d'un certificat propre à la commune ou d'un autre ? Il faut savoir que l'adhésion au système national a un certain coût.

D'autre part, j'ai une question très pratique. La plupart des chats errants sont souvent sauvages. C'est pour cela qu'il faut les attraper au moyen d'une cage. Quand vous attrapez un chat dans une cage et qu'il a été tatoué dans l'oreille, il est impossible d'aller lire le tatouage sans anesthésier l'animal. Donc, il faut déjà anesthésier le chat pour voir s'il n'a pas été stérilisé. C'est une opération qui n'est pas prévue dans ce cas-là.

Autre exemple, à partir du moment où un système existe avec des tarifs préférentiels, des personnes pourront demander aux gens disposant de ces cages de faire stériliser leur chat aux frais de la Ville et donc profiter du système. J'invite donc notre échevin de tutelle à en discuter avec le cercle des vétérinaires de Tournai."

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, lui répond comme suit :

"Je ne peux pas adhérer à ce que vous venez de dire. Je trouve au contraire que le dossier est complet et mûr. D'abord, on ne fait pas cela n'importe comment. Nous avons consulté d'autres villes pour établir ce dossier.

En ce qui concerne la procédure, tout citoyen tournaisien peut signaler un chat errant à la Ville et prendre rendez-vous afin de retirer une cage de capture moyennant le paiement d'une caution de 25,00€ remboursable et l'acceptation des conditions générales d'emprunt.

Un certificat d'identification unique suivra chaque chat errant. Il sera annexé à la convention. Ce certificat reprend un numéro unique propre à chaque chat capturé, comme un tatouage. Une attestation d'errance sera signée par trois riverains.

Les caractéristiques du chat capturé, une déclaration de prise en charge et du suivi du chat par le citoyen et une déclaration du vétérinaire partenaire de la Ville reprenant les interventions pratiquées : castration + tatouage, stérilisation + tatouage, ou euthanasie. La Ville coordonne un rendez-vous entre le citoyen, l'attrapeur et le vétérinaire le plus proche selon ses disponibilités.

Nous avons lancé un appel auprès de vétérinaires de la région de Tournai. Nous avons eu des réponses en fonction du cahier des charges. J'ai eu des contacts avec le cercle des vétérinaires. Ils m'ont posé la question suivante : est-ce qu'on peut remettre un prix au nom du cercle ou doit-on le faire à titre individuel ? J'ai conseillé de faire les deux : qui peut le plus, peut le moins. Tout le monde s'est mis plus ou moins d'accord sur le même prix. Nous avons interpellé le ministre DI ANTONIO par rapport au "tarif". Nous avons reçu un courrier du ministre nous annonçant que la subvention nous était octroyée.

Nous avons bien progressé dans ce dossier. Je ne veux donc pas faire machine arrière. Je n'ai rien d'autre à ajouter. Nous nous conformons à la loi sur les marchés publics. Il n'est pas question ici d'y déroger d'emblée. Un guide sera envoyé à chaque vétérinaire une fois que le Conseil aura adopté le point.

Le budget pour stériliser les chats est de 3.000,00€. Quand on sait que cela coûte plus ou moins 90,00€ pour une femelle et 30,00 à 40,00€ pour un mâle, vous verrez qu'on ne va pas faire grand-chose. Si nous attendons un mois de plus, rien ne sera fait.

Pour 2015, nous n'avons que 3.000,00€. Nous avons reconduit ce budget en 2016."

Pour le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, ce sera une charge de travail pour la Ville, alors qu'il existe des moyens plus simples, moins onéreux et beaucoup plus pratiques.

Par 34 voix pour et 2 voix contre, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes M. C. MARGHEM, M-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. D. SMETTE, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, G. DENONNE, B. DOCHY, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. A. PESIN, B. MAT.

Considérant qu'en séance du 8 mai 2015, le Collège communal a émis un accord de principe concernant la campagne de stérilisation des chats errants de l'entité, en collaboration avec des citoyens volontaires et des vétérinaires rémunérés;

Considérant qu'en séance du 22 mai 2015, le Collège communal a décidé de passer un marché de services ayant pour objet la castration et la stérilisation de chats, l'euthanasie et la prise en charge des cadavres, par procédure négociée, conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, et de constituer une réserve de candidats/vétérinaires;

Considérant que tous les vétérinaires de l'entité ont été consultés pour l'établissement de cette réserve;

Considérant qu'il sera fait appel à un vétérinaire repris dans cette réserve pour chaque intervention reconnue nécessaire, en fonction de ses disponibilités;

Considérant que treize vétérinaires ont remis prix dans le cadre de ce marché de services, mais que l'un d'entre eux a remis une offre non conforme aux prescriptions demandées;

Considérant qu'ils seront donc douze dans la réserve de vétérinaires partenaires et que onze d'entre eux ont remis la même offre de prix, à savoir :

Castration + tatouage + temps de convalescence	45,00 €
Stérilisation (hystéro-ovariectomie ou ovariectomie) + tatouage + temps de convalescence	90,00 €
Euthanasie + prise en charge du cadavre	48,00 €

Considérant que l'un d'entre eux a remis une offre de prix inférieure;

Considérant qu'une convention précisant les modalités de la mission et définissant les obligations des deux parties sera soumise pour accord à ces vétérinaires;

Vu l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du Collège communal;

Par 34 voix pour et 2 voix contre;

DECIDE

d'approuver, dans le cadre de la campagne de stérilisation des chats errants, les termes du projet de convention à conclure avec les vétérinaires ayant remis une offre conforme, suite à la constitution de la réserve de candidats/ vétérinaires :

"Entre les soussigné(e)s:

L'administration communale de Tournai, représentée par ... et ..., agissant au nom du Conseil communal

Conformément à l'article L1132-3 et suivants du code wallon de la démocratie locale (CWADL), ci-après dénommée "la Ville", d'une part,

Et

Madame/Monsieur , docteur en médecine vétérinaire, domicilié(e) à ,
et dont le cabinet est situé à ,
ci-après dénommé "le vétérinaire",

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule et objet :

Les communes sont confrontées à une population grandissante de chats errants avec, pour conséquences, la surpopulation dans les refuges, le nombre croissant d'euthanasies forcées, des nuisances d'hygiène publique, un risque potentiel lié à la santé publique et des troubles de voisinage. La Ville de Tournai a décidé d'initier une campagne de stérilisation des chats, laquelle comprend différents volets dont la collaboration avec des vétérinaires et des citoyens partenaires. La présente convention a pour objet de définir les rôles respectifs de la Ville et du vétérinaire partenaire dans le cadre de cette collaboration.

Définition du chat errant :

Un chat errant est défini comme un chat domestique commensal de l'homme qui lui assure, volontairement ou non, une partie de sa nourriture. Ce chat reste maître de ses déplacements et de sa reproduction, mais n'a pas ou plus de propriétaire. Il peuple notamment les parcs, jardins et terrains vagues. Tout chat clairement identifié par quelque moyen que ce soit (tatouage, médaille, puce électronique) est réputé familial.

Article 1 : rôle de la ville

Dans le cadre de la campagne de stérilisation des chats, dont question dans le préambule, la Ville s'engage à :

1. coordonner les actions avec les citoyens partenaires et le vétérinaire;

2. rémunérer le vétérinaire aux conditions tarifaires précisées à l'article 2 et ce dans le mois qui suit la réception par la Ville du certificat d'identification, document dûment complété et établi conformément au modèle joint en annexe;
3. tenir à jour la liste des vétérinaires participants (sur leur déclaration) et en tenir informés les citoyens effectuant la capture des animaux sur le terrain;
4. tenir à jour l'évolution chiffrée du nombre de stérilisations, de castrations et d'euthanasies effectuées par le vétérinaire;
5. suspendre la campagne de stérilisation et en informer le vétérinaire dès que le crédit disponible au budget communal pour l'année en cours aura été dépensé ou si aucun crédit n'est approuvé à cette fin.

* Le formulaire "certificat d'identification" est annexé à la présente convention et en fait partie intégrante.

Article 2 : rôle du vétérinaire

Le vétérinaire s'engage à :

1. vérifier sur base du certificat d'identification du chat que l'animal présenté pour la stérilisation ou l'euthanasie est bien un chat errant et le confirmer;
2. examiner le chat errant afin de déterminer si son état de santé lui permet d'être stérilisé;
3. pratiquer une intervention sur le chat (stérilisation, hospitalisation et tatouage ou euthanasie) aux conditions et aux montants de son offre, à savoir :

Interventions	Prix forfaitaires
Stérilisation femelle : ovariectomie ou hystéro-ovariectomie + Tatouages + Temps de convalescence	...€ TVA comprise
Castration mâle + Tatouages + Temps de convalescence	... € TVA comprise
Euthanasie et prise en charge du cadavre	... € TVA comprise

4. tatouer les numéros de dossier du chat dans les oreilles de l'animal opéré selon l'exemple ci-après :
Les N° de dossier et de tatouage sont repris sur le certificat d'identification du chat : "T15-001"

- "T 15" dans l'oreille droite. (T = Tournai / 15 = Année 2015)
- "001" dans l'oreille gauche. (001, 002, 003,... = numéro unique attribué à chaque chat)

5. compléter les certificats d'identification de chaque chat en bonne et due forme et les remettre au service bien-être animal de la Ville à la fin de chaque mois.

Article 3 : responsabilités

La Ville de Tournai décline toute responsabilité en cas d'accidents ou de blessures survenus dans le cadre des activités faisant l'objet de la présente convention exécutées par les citoyens partenaires et/ou les vétérinaires.

La Ville de Tournai ne pourra être tenue responsable de l'euthanasie ou de la stérilisation d'un chat "familier" considéré "errant" par inadvertance.

Article 4 : assurances

Le vétérinaire est tenu de s'assurer en responsabilité civile professionnelle.

Les citoyens partenaires ne bénéficient d'aucune assurance souscrite par la Ville de Tournai pour les accidents dont ils seraient victimes dans le cadre des activités faisant l'objet de la présente convention.

Article 5 : durée

La présente convention est conclue à durée indéterminée. Chacune des parties peut y mettre fin à tout moment et sans préavis et ce par voie recommandée.

Article 6 : suspension temporaire du contrat

Les obligations souscrites aux termes de la présente convention peuvent être à tout moment et moyennant un préavis de 3 jours calendrier temporairement suspendues par la Ville de Tournai, en raison de l'épuisement des crédits affectés à l'exécution de la présente convention. La Ville s'engage à en informer le vétérinaire soit par l'envoi d'un recommandé, soit par l'envoi d'un courriel avec confirmation de lecture à l'adresse suivante :

.....

Le vétérinaire ne sera plus admis à réclamer des honoraires pour des actes accomplis à l'expiration du préavis de 3 jours dont question ci-avant. En cas d'envoi d'un courriel, le délai de trois jours prend cours le jour de la réception de la confirmation de lecture dont question ci-avant.

Fait à Tournai, le, en double exemplaire, chacune des parties ayant reçu son original.

Pour la Ville de Tournai :

...

Le vétérinaire partenaire,

Monsieur

Docteur en médecine vétérinaire".

14. Campagne de stérilisation des chats errants. Conditions générales d'emprunt des cages et modèle de bon "type" pour l'enlèvement des cages. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant qu'en séance du 8 mai 2015, le Collège communal a émis un accord de principe concernant la campagne de stérilisation des chats errant dans l'entité, en collaboration avec des citoyens volontaires et des vétérinaires rémunérés;

Considérant qu'en séance 7 août 2015, le Collège communal a pris la décision de procéder à l'achat de cages afin de les mettre à la disposition des citoyens partenaires pour capturer les chats errants;

Considérant que ces citoyens partenaires auront la possibilité de retirer une cage de capture ou de transport afin d'attraper les chats errants et de les transporter chez le vétérinaire partenaire désigné qui pratiquera l'intervention nécessaire (stérilisation ou euthanasie);

Considérant que les cages seront prêtées gratuitement aux citoyens partenaires moyennant le paiement d'une caution, la signature et le respect des conditions d'emprunt et qu'un guide pour garantir la sécurité lors de la capture sera remis aux citoyens;

Considérant qu'il est nécessaire d'établir des conditions générales d'emprunt de ces cages dans le cadre de cette campagne de stérilisation des chats errants et que ces conditions générales peuvent être assimilées à un règlement;

Considérant qu'un modèle de bon "type" d'enlèvement et de restitution des cages en prêt a été établi;

Vu l'article L1222-3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver, dans le cadre de la campagne de stérilisation des chats errants, les termes des conditions générales d'emprunt des cages ainsi que le modèle de bon "type" d'enlèvement et de restitution des cages en prêt :

*** Conditions générales d'emprunt de cages dans le cadre de la campagne de stérilisation de chats errants :**

Préambule :

Les présentes conditions générales, conditions auxquelles l'emprunteur accepte expressément de se soumettre, ont pour objet de définir les conditions d'emprunt des cages de capture ou de transport (ci-après nommées "le matériel") par la Ville de Tournai dans le cadre de la campagne de stérilisation des chats errants.

Article 1 : généralités

1. Le matériel n'est mis à la disposition de l'emprunteur par la Ville que dans le cadre de la campagne de stérilisation des chats errants qu'elle organise.
2. L'emprunteur s'engage à :
 - informer les riverains du lieu de capture qu'ils doivent garder leurs chats de famille enfermés pendant la période de capture des chats errants, et ce, par la distribution des documents adéquats fournis par la Ville;
 - informer les voisins du lieu de capture des chats errants de la recherche de citoyens "nourrisseurs" par la distribution des documents adéquats fournis par la ville;
 - informer autant que possible les citoyens tournaisiens de la campagne de stérilisation par le biais des feuillets de communication fournis par la ville;
 - capturer le(s) chat(s) errant(s) et effectuer les transports du/des chat(s) chez le vétérinaire partenaire désigné en respectant les horaires convenus. Les lieux de capture sont publics ou privés si le propriétaire l'autorise;
 - compléter en bonne et due forme le(s) certificat(s) fourni(s) par la Ville et le(s) remettre au vétérinaire partenaire désigné;
 - relâcher le(s) chat(s) opéré(s) sur le terrain de capture en s'assurant qu'il(s) peut/peuvent y bénéficier d'un "nourrissage" contrôlé et d'un abri.
3. Les documents suivants sont remis à l'emprunteur par la Ville le jour de la prise en charge du matériel :
 - un formulaire nommé "certificat" par chat errant à capturer
 - un petit guide pour capturer les chats errants en toute sécurité
 - quelques exemplaires d'un document intitulé "Veuillez garder vos chats familiers enfermés"
 - quelques exemplaires du feuillet de communication et d'information à propos de la campagne
 - quelques exemplaires du document expliquant la démarche à suivre pour être citoyen "nourrisseur".

Article 2 : réservation

Tout emprunt du matériel est soumis à l'acceptation de la Ville après une demande de réservation de la part de l'emprunteur.

Article 3 : propriété

Le matériel emprunté est et reste la propriété insaisissable de la Ville. Toute cession à un tiers est interdite.

Article 4 : durée de l'emprunt

1. La durée de l'emprunt est définie en accord entre l'emprunteur et la Ville au moment de la réservation et ne peut dépasser 15 jours à compter de la date de l'emprunt.
2. La durée de l'emprunt commence au moment où le matériel est pris en charge par l'emprunteur à la Ville, après signature du présent bon d'enlèvement. Elle se termine à la date de restitution prévue dans les locaux de la Ville au vu de la signature du bon de restitution.
3. La restitution du matériel emprunté aura lieu au plus tard à la date convenue avec la Ville. A défaut, une indemnité de 10,00 € par jour de retard sera due par cage, sans préjudice d'autres indemnités justifiées par la Ville.

Article 5 : coût de l'emprunt – caution

1. Le matériel est mis à disposition de l'emprunteur par la Ville à titre gratuit.
2. Une caution de 25,00€ par cage empruntée doit être déposée par l'emprunteur en garantie du bon de restitution, du bon état et de propreté du matériel à la restitution et ce, au moment de la prise en charge du matériel par l'emprunteur.

3. Cette caution est versée par l'emprunteur au moyen d'une carte bancaire au terminal de paiement de la Ville.

Article 6 : état du matériel

1. En signant le présent bon d'enlèvement, l'emprunteur reconnaît que le matériel qu'il prend en charge est en bon état de fonctionnement et d'entretien.
2. En cas de défectuosité du matériel emprunté, l'emprunteur en suspend immédiatement l'utilisation et en informe la Ville dans les plus brefs délais.

Article 7 : utilisation

L'emprunteur s'engage à utiliser le matériel conformément à l'usage auquel il est destiné, à respecter les conseils de sécurité et à le rendre dans l'état dans lequel il a été retiré.

Fait à Tournai, le

Pour la Ville :

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Monsieur le Directeur général adjoint,
Paul-Olivier DELANNOIS Thierry LESPLINGART";

*** Bon d'enlèvement et de restitution du matériel de capture pour chats errants dans le cadre de la campagne de stérilisation des chats.**

ENLÈVEMENT

Le citoyen partenaire, M. (nom et prénom)

Adresse :

- Certifie avoir reçu en prêt en date du et avoir versé la caution de 25,00€ par cage empruntée

	Nombre de pièces	Caution (25,00 €/pièce)
Cage(s) de capture		
Cage(s) de transport		
		Total :

- Déclare avoir pris connaissance des conditions générales de prêt décrites au verso de ce document et s'engage à les respecter
- Déclare avoir reçu les documents repris dans l'article 1 point 2 des conditions générales de prêt nécessaires au bon fonctionnement de la campagne de stérilisation.

Date de restitution prévue :

Signature du citoyen partenaire :

L'agent communal désigné déclare avoir reçu le montant total de la / des caution(s).

Signature de l'agent communal :

RESTITUTION

Date :

Etat :

Restitution de la caution : OUI / NON (biffer la mention inutile)

Signature du citoyen partenaire : Signature de l'agent communal :

Faire précéder la signature de «lu et approuvé»

Ordre de remboursement de la caution :		
Au nom de M. (nom et prénom) :		
Adresse :		
Pour un montant de.....		
N° de compte bancaire :		
Cage(s) de capture		
Cage(s) de transport		

		Total:
--	--	--------

15. Tournai, place de l'Evêché. Hôtel des anciens prêtres. Acquisition pour cause d'utilité publique. Acte authentique de vente. Approbation.

Suite à une question posée par Monsieur le Conseiller communal remplaçant ECOLO, **Benoît DOCHY**, il est précisé que la présence localisée de la mérule a déjà fait l'objet d'un traitement spécifique. C'est la raison pour laquelle, la Ville l'a prévu dans le projet d'acte, en vue de parer à toute éventualité.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant la délibération du Conseil communal du 29 juin 2015 décidant:

- de marquer son accord de principe sur l'acquisition des immeubles appartenant au Centre public d'action sociale de Tournai (hôtel des anciens prêtres), sis à Tournai, place de l'Evêché et rue du Four Chapitre, cadastrés ou l'ayant été, section F, n°626 B et n°626 C, d'une contenance respective de 10a 25ca et 4a 66ca, moyennant la somme de 2.100.000,00€ hors frais;
- de transmettre la délibération ainsi que le rapport de Maître HACHEZ relatif à l'estimation et à la réactualisation des biens, au service public de Wallonie, la direction générale opérationnelle des routes et des bâtiments [direction générale opérationnelle 1(DGO1)] - département des infrastructures subsidiées - direction des bâtiments subsidiés - afin d'obtenir une promesse de subsides pour l'acquisition des biens et la réalisation de travaux;

Considérant que la direction générale des pouvoirs locaux, de l'action sociale et de la santé n'a émis aucune observation dans le délai lui imparti;

Considérant la correspondance du 3 septembre 2015 de Monsieur le ministre des pouvoirs locaux, de la ville, du logement et de l'énergie, Monsieur Paul FURLAN, aux termes de laquelle il informe l'administration communale de l'octroi de financement alternatif pour l'acquisition des biens précités, dont le montant a été fixé à 1.056.000,00€ hors frais (1.760.000,00€ x 0,60) et pouvant être détaillé comme suit:

- Montant des investissements non subsidiables

Coût du terrain	340.000,00€
-----------------	-------------

- Montant subsidiable par la Région Wallonne à 60 %

Montant de l'acquisition	2.100.000,00€
Montant non subsidiable	- 340.000,00€
Montant subsidiable	1.760.000,00€

Considérant que Maître Jean-Luc HACHEZ, notaire associé de résidence à Tournai, a rédigé l'acte authentique relatif à cette acquisition;

Considérant que ce projet a été examiné par le service patrimoine et occupation du domaine public, lequel a formulé les remarques suivantes:

- il conviendrait de supprimer dans la clause "Occupation - entrée en jouissance - impôt" les paragraphes 2 et 3 concernant la récupération par le Centre public d'action sociale de Tournai, prorata temporis, du précompte immobilier portant sur les immeubles, objets de la transaction immobilière. En effet, sur base du code indiqué sur la matrice cadastrale (2G), il appert que le Centre public d'action sociale de Tournai est exonéré de cet impôt. En outre, l'acquisition a lieu pour cause d'utilité publique. Dès lors, il n'y a pas lieu que la Ville de Tournai rembourse au Centre public d'action sociale de Tournai sa quote-part du précompte immobilier;
- sur base du mail du 15 septembre 2015 de l'étude de Maître Jean-Luc HACHEZ, les renseignements urbanistiques vont être actualisés; dès lors il appartenait au Collège

communal d'approuver les termes de l'acte authentique à intervenir sous réserve de l'actualisation de ces renseignements;

- en ce qui concerne les frais, il y aurait lieu de supprimer la fin de la clause qui précise qu'en cas d'insuffisance sur le prix de vente, les droits supplémentaires, amendes, intérêts et accessoires, qui pourraient être réclamés, seraient entièrement à charge de la ville;

Considérant qu'en 2014, lors de l'état des lieux d'entrée des étudiants de l'académie des Beaux-Arts dans le bâtiment des anciens prêtres, la présence de mэрule avait été suspectée dans l'un des locaux;

Considérant que le CPAS de Tournai s'était alors engagé à :

- faire appel à ses frais à une firme spécialisée afin d'établir un diagnostic
- en cas de présence avérée, à prendre en charge le traitement curatif d'élimination de ce champignon;

Considérant qu'à cet égard, le CPAS n'a fait aucune démarche;

Considérant que l'acte de vente de l'hôtel des anciens prêtres comporte une clause d'exonération de garantie du CPAS pour tous les vices (apparents, cachés), en ce compris pour la mэрule;

Considérant l'avis de Monsieur l'ingénieur communal, aux termes duquel celui-ci considère que la clause peut être acceptée telle quelle (sans exclure la mэрule) pour les raisons suivantes :

- la présence de mэрule n'est pas certaine
- si la présence de mэрule était quand même avérée, elle serait limitée à un endroit très circonscrit. Le coût de traitement serait dérisoire et la Ville pourrait donc le prendre en charge compte tenu des subsides qui seront versés pour réaliser les travaux dans les bâtiments;

Considérant que le Collège communal, lors de sa séance du 25 septembre 2015, a marqué son accord, sous réserve de la décision du Conseil communal et de la réactualisation des renseignements urbanistiques, sur les termes du projet d'acte authentique d'acquisition portant sur les biens dits "hôtel des anciens prêtres" moyennant les modifications sollicitées par le service patrimoine, occupation du domaine public (modifications apparaissant en bleu et les suppressions en rouge au projet d'acte joint au dossier) et en acceptant telle quelle la clause d'exonération de garantie pour les vices des bâtiments (sans exclure la mэрule);

Considérant que la dépense liée à cette acquisition sera imputée à l'article 124/712-60 du budget extraordinaire 2015;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

- d'acquérir, pour cause d'utilité publique, les bâtiments (dits hôtel des anciens prêtres) sis à Tournai, place de l'Evêché, cadastrés ou l'ayant été section F, n°626 B et n° 626 C, d'une contenance respective de 10a 25ca et 4a 66ca, appartenant au Centre public d'action sociale de Tournai, moyennant la somme de 2.100.000,00€ hors frais;
- de marquer son accord sur l'acte authentique à intervenir dont les termes suivent (les renseignements urbanistiques devant être réactualisés):

"L'AN DEUX MILLE QUINZE,

Le

Par-devant Nous, Maître Jean-Luc HACHEZ, Notaire associé, résidant à Tournai, membre de la société civile sous forme de société privée à responsabilité limitée Jean-Luc HACHEZ & Véronique GRIBOMONT, Notaires associés, ayant son siège social à Tournai, 0866.523.863 Registre de personnes morales Mons-Charleroi, division Tournai.

ONT COMPARU

D'une part :

Le CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE TOURNAI,

Dont le siège social est situé à Tournai, boulevard Lalaing 41,

TVA BE 0211.104.860,

Ici représenté par :

a) La Présidente, Madame LECLERCQ Rita Lucienne Ghislaine, domiciliée à Tournai (ex-Warchin),
Vieux chemin d'Ath, 193,

Carte d'identité : - Registre national : 52.04.06-138.26

b) Le Directeur général, Monsieur LEROY Luc Henri Arthur, domicilié à Tournai, rue Barre Saint-Brice,
9/4.

CI : - RN : 59.07.31-127.37

Dont l'identité à tous deux est bien connue du notaire soussigné,

Agissant en exécution de la loi organique des Centres publics d'aide sociale du huit juillet mil neuf
cent septante-six, modifiée par la loi du cinq août mil neuf cent nonante-deux, conformément à la

délibération du conseil en date du deux mille quinze dont un extrait

demeurera ci-annexé, et après avis favorable du Collège communal de la Ville de Tournai en date du
.....

et approbation du du Gouverneur de la Province de Hainaut indiquant qu'il ne
serait pas fait application de l'article 111 § 3 de ladite loi organique des Centres publics d'aide sociale,

Ci-après dénommé "la partie venderesse",

Et d'autre part :

La VILLE DE TOURNAI,

Dont le siège social est situé à Tournai, rue Saint-Martin, 52;

TVA BE 0207.354.920;

Ici représentée par :

- Monsieur DELANNOIS Paul-Olivier Ghislain Edmond Roland, Echevin délégué à la fonction maïorale,
né à Tournai, le 1er juillet 1966, domicilié à Tournai, chaussée de Bruxelles, 125/11,

CI : 591-8107366-14 - RN : 660701 415 20;

- Monsieur LESPLINGART Thierry Alain Albert, Directeur général adjoint, né à Beloeil, le 20 juin 1959,
domicilié à Tournai, rue du Nord, 42,

CI: 591-8579819-77 - RN: 59.06.20-157.39,

Dont l'identité à tous deux est bien connue du notaire soussigné,

Agissant conformément à une délibération du Conseil communal en date du 26 octobre 2015,

délibération dont une copie conforme restera ci-annexée et qui n'a fait l'objet d'aucune observation
de l'autorité tutélaire, le délai légal prévu à cet effet étant expiré,

Ci-après dénommée "la partie acquéreur",

Lesquels Nous ont requis d'acter en la forme authentique la convention suivante intervenue entre
eux :

VENTE :

La partie venderesse déclare vendre, sous les garanties ordinaires de droit, et pour franc, quitte et
libre de toutes dettes, charges et inscriptions hypothécaires ou privilégiées quelconques, à la partie
acquéreur, représentée comme dit ci-dessus, qui accepte, le bien ci-après décrit:

DESCRIPTION DES BIENS :

VILLE DE TOURNAI - Première division (ex-idem):

Bâtiments dits « Hôtel des Anciens Prêtres », situés place de l'Evêché et rue du Four Chapitre,

cadastrés respectivement suivant extrait de matrice cadastrale du 11 septembre 2015 comme maison
de repos et maison, section F n° 626 B pour une contenance de dix ares vingt-cinq centiares (10a
25ca) et 626 C pour une contenance de quatre ares soixante-six centiares (4a 66ca).

Revenu cadastral total non indexé : huit mille cinq cent septante-six euros (8.576,00€).

ORIGINE DE PROPRIETE :

Le Centre public d'action sociale de la Ville de Tournai déclare être propriétaire des biens prédécrits depuis des temps immémoriaux.

CONDITIONS GENERALES DES VENTES :

1) Etat des biens :

Les biens prédécrits sont vendus dans l'état où ils se trouvent actuellement, bien connu de la partie acquéreur qui déclare les avoir visités, sans aucune garantie quant à la nature du sol ou du sous-sol, quant à l'état des bâtiments, quant à l'absence de vices de construction, d'humidité, d'amiante, d'asbeste, de mэрule ou de tous autres champignons.

Les biens sont donc vendus avec tous les vices apparents et cachés qui peuvent les affecter et sans aucun recours contre la partie venderesse de ce chef.

A cet égard, la partie venderesse déclare qu'à sa connaissance, les biens vendus ne sont affectés d'aucun vice caché.

La partie acquéreur sera subrogée de plein droit par le fait même de la vente, dans tous les droits et obligations de la partie venderesse vis-à-vis des tiers relativement aux biens vendus, pour quelque cause que ce soit.

2) Superficie - cadastre

La contenance des terrains ci-avant indiquée n'est pas garantie; toute différence avec la contenance réelle, fût-elle de plus d'un vingtième, faisant le profit ou la perte de la partie acquéreur, sans bonification ni indemnité.

Les énonciations du cadastre ci-dessus indiquées ne sont données qu'à titre de simples renseignements.

La partie acquéreur a pris connaissance des extraits et documents cadastraux qui ont servi à la description des biens ci-dessus et sur lesquels elle marque son accord.

3) Mitoyennetés

La partie acquéreur sera subrogée dans les droits et obligations éventuels de la partie venderesse en ce qui concerne les mitoyennetés vers les propriétés voisines, sans intervention de la partie venderesse ni recours contre elle.

La partie venderesse déclare qu'il n'existe aucun litige avec les propriétaires voisins, ni aucune procédure en cours relativement à ces mitoyennetés.

4) Servitudes

Les biens prédécrits sont vendus avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues pouvant les avantager ou les grever, sauf à la partie acquéreur à faire valoir les unes à son profit et à se défendre des autres, mais à ses frais, risques et périls, sans intervention de la partie venderesse ni recours contre elle.

A cet égard, la partie venderesse déclare ce qui suit :

Il existe dans les biens vendus une cabine à haute tension.

La partie acquéreur, qui déclare avoir parfaite connaissance de l'existence de cette cabine, devra la maintenir.

Hormis ce qui précède et hormis ce qui est dit ci-après sous le titre "Urbanisme", il n'existe pas, à la connaissance de la partie venderesse, d'autres servitudes ou conditions spéciales grevant les biens vendus ou leur profitant, et que personnellement, elle n'en a accepté ni consenti aucune.

En outre, la partie venderesse déclare, ainsi qu'il résulte d'une consultation du site web du Contact d'Informations fédéral câbles et conduites en date du 11 septembre 2015, que le bien prédécrit est concerné par des câbles et conduites des gestionnaires d'installations suivants : NETHYS, ORES, PROXIMUS et SWDE lesquels doivent impérativement être contactés et avoir répondu avant le début de tous travaux dans le bien.

5) Compteurs et canalisations

Les compteurs et canalisations se trouvant dans les biens vendus et qui appartiendraient à des tiers ou à des compagnies concessionnaires ne sont pas compris dans la présente vente.

6) Eau – Gaz – Electricité - Assurance

a) La partie acquéreur sera tenue de continuer aux lieu et place de la partie venderesse tous abonnements aux services des eaux, gaz et électricité, et elle en paiera les redevances à compter des premières à échoir; à compter de son entrée en jouissance.

Les parties reconnaissent avoir été averties qu'en vertu du règlement de la Société Wallonne des Eaux, elles sont tenues de signaler la vente endéans les huit jours suivant la date de l'acte notarié de vente ou le changement d'occupation endéans les huit jours de ce changement, à défaut de quoi elles seront tenues solidairement et indivisiblement au paiement des sommes dues depuis le dernier relevé d'index.

b) La partie acquéreur fera, dès ce jour, son affaire personnelle de l'assurance des biens vendus contre tous risques, à l'entière décharge de la partie venderesse et sans recours contre elle.

L'attention des parties est attirée sur l'article 68-7 § 3 de la loi sur les contrats d'assurance terrestre prévoyant ce qui suit : "... le contrat peut ne pas comporter de couverture contre l'inondation lorsqu'il couvre un bâtiment, une partie de bâtiment ou le contenu d'un bâtiment qui ont été construits plus de dix-huit mois après la date de publication au Moniteur belge de l'arrêté royal classant la zone où ce bâtiment est situé comme zone à risque conformément au § 2."

La partie venderesse déclare à ce propos que les biens vendus ne se situent pas dans une zone à risque d'aléa d'inondation.

Les parties ont pu vérifier cette information en consultant sur internet la cartographie des aléas d'inondation. En tout état de cause, la partie acquéreur déclare ne pas conditionner son acquisition à l'exactitude du renseignement ci-avant (notamment dans le cas où celui-ci s'avérerait inexact ou incomplet); la présente clause ayant pour seul et unique objet de tenir la partie acquéreur informée de ses droits et obligations en matière d'assurance terrestre.

OCCUPATION - ENTREE EN JOUISSANCE - IMPOTS :

1) Le Centre public d'action sociale de Tournai déclare que les biens prédécrits sont :

- en partie, libres d'occupation;
- en partie, occupés par la partie acquéreur, qui dispense le notaire de faire plus ample mention, aux présentes, des modalités de ladite occupation.

2) La partie acquéreur aura la propriété et la jouissance des biens prédécrits à compter de ce jour.

3) Elle supportera toutes taxes et impositions généralement quelconques pouvant grever les biens vendus à compter de son entrée en jouissance.

URBANISME :

1) Les biens prédécrits sont vendus avec les limitations du droit de propriété pouvant résulter notamment des prescriptions en matière d'urbanisme et des arrêtés des pouvoirs publics qui peuvent les affecter.

2) La partie acquéreur est censée s'être enquis et fera son affaire personnelle des servitudes imposées par les services urbanistiques ou les autorités administratives, ainsi que des mesures d'expropriation projetées qui pourraient frapper les biens prédécrits, en manière telle que la partie venderesse ne puisse être inquiétée ni recherchée à ce sujet.

3) Les biens prédécrits sont vendus sans garantie quant aux constructions qui auraient pu avoir été érigées par des propriétaires antérieurs en contravention des prescriptions et règlements de la commune, des services de l'urbanisme ou de toutes autres autorités compétentes.

En ce qui la concerne, la partie venderesse déclare que tous les actes et travaux qu'elle aurait effectués elle-même l'ont été dans le respect des prescriptions et règlements de la commune, des services de l'urbanisme ou de toutes autres autorités compétentes.

4) La partie venderesse déclare que les biens prédécrits :
(renseignements à réactualiser)

5) La partie venderesse déclare qu'il n'existe aucun autre engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien prédécrit aucun des actes et travaux visés à l'article 84 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

6) Il est en outre rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84 dudit code wallon ne peut être accompli sur le bien prédécrit tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

GESTION DES SOLS :

A. Les parties reconnaissent que leur attention a été appelée sur le fait que :

- La présence de terres polluées dans le sol, quelle que soit l'origine ou la date de la pollution peut être constitutive de déchets.
- A ce titre, le détenteur de déchets, soit en résumé, celui qui les possède ou en assure la maîtrise effective (exploitant, le cas échéant propriétaire,...) est tenu d'un ensemble d'obligations, allant notamment d'une obligation de gestion (collecte, transport, valorisation ou élimination,...) à une obligation d'assainissement voire de réhabilitation éventuellement lourdes financièrement et passibles de sanctions administratives, civiles et pénales, notamment en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et des articles 161 à 171 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie relatifs aux sites à réaménager ou encore, de taxes tantôt sur la détention, tantôt sur l'abandon de déchets, en vertu du décret fiscal du 22 mars 2007, favorisant la prévention et la valorisation des déchets en région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes.
- En l'état du droit, il n'existe pas de norme (décret, arrêté,...) qui prescrive à charge de la partie venderesse des obligations d'investigation ou d'assainissement en cas de mutation de sol. De même, est discutée la question de savoir si l'exigence classique de "bonne foi" oblige le vendeur non professionnel à mener d'initiative de telles démarches d'investigation sur son propre sol, avant toute mutation.

Le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols (Moniteur Belge du 18 février 2009), entré en vigueur le 6 juin 2009, n'impose pas actuellement d'obligation d'information, d'investigation ou d'assainissement (cfr article 21), même pour les terrains à risque, dans l'attente de la constitution d'une banque de données de l'état des sols. Pour autant, tout propriétaire peut, à défaut de cause d'exonération être tenu en qualité de débiteur de ces obligations à l'égard de l'autorité publique.

B. Dans ce contexte, la partie venderesse déclare qu'à sa connaissance, après une jouissance paisible (sans trouble) et utile (sans vice), sans pour autant que la partie acquéreur exige d'elle des investigations complémentaires dans le terrain (analyse du sol par un bureau agréé,...), rien ne s'oppose, selon elle, à ce que le bien vendu soit destiné, au regard de cette seule question d'état de sol, à une affectation d'utilité publique, et qu'en conséquence, elle n'a exercé ou laissé s'exercer sur le bien vendu ni acte, ni activité qui soit de nature à générer une pollution antérieure aux présentes qui soit incompatible avec la destination actuelle ou future du bien.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, la partie venderesse sera exonérée vis-à-vis de la partie acquéreur de toute charge relative à une éventuelle pollution du sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement ou autres qui pourraient en résulter, sauf cependant dans le cas où la partie venderesse serait désignée comme débitrice de ces obligations au sens de l'article 22 dudit décret.

PERMIS D'ENVIRONNEMENT - RESERVOIR A MAZOUT :

Le Centre public d'action sociale de la Ville de Tournai, partie venderesse représentée comme dit est, déclare que les biens prédécrits ne font pas l'objet d'un permis d'environnement (anciennement

permis d'exploiter). Il déclare également que ces biens sont équipés de deux citernes à mazout enterrées d'une capacité de six mille litres chacune qui sont par conséquent sujettes à déclaration environnementale (classe 3) conformément au Décret du Conseil régional wallon du onze mars mil neuf cent nonante-neuf relatif au permis d'environnement.

En conséquence, le notaire a donné lecture aux parties qui le reconnaissent, de l'article 60 de ce décret.

La partie venderesse déclare avoir fait pour chacune de ces citernes, la déclaration environnementale de classe 3 requise par ledit décret; lesquelles déclarations ont été réceptionnées par l'administration communale de Tournai en date du 3 novembre 2010.

Les parties s'engagent à procéder conjointement et sans tarder à la notification conjointe dont question audit article 60.

La partie venderesse a remis à la partie acquéreur qui le reconnaît, la fiche d'identité desdites citernes et les différents certificats d'étanchéité y relatifs prouvant la conformité des installations, ainsi que le récépissé des déclarations environnementales dont question ci-dessus.

CHANTIERS TEMPORAIRES OU MOBILES :

Conformément à l'article 48 de l'arrêté royal du 25 janvier 2001 sur les chantiers temporaires ou mobiles, le notaire instrumentant a informé la partie venderesse de l'obligation lui incombant de remettre à la partie acquéreur le dossier d'intervention ultérieure relatif au bien vendu. Cet article stipule ce qui suit :

"Afin de permettre au nouveau propriétaire de répondre à ses obligations futures en tant que maître d'ouvrage d'éventuels travaux ultérieurs à l'ouvrage, la personne ou les personnes qui cèdent l'ouvrage remettent, lors de chaque mutation totale ou partielle de l'ouvrage, le dossier d'intervention ultérieure (D.I.U.) au nouveau propriétaire.

"Cette remise est enregistrée dans l'acte confirmant la mutation".

Interrogée par le notaire instrumentant sur l'existence d'un dossier d'intervention ultérieure, la partie venderesse a déclaré qu'il n'existe pas encore un tel dossier relativement au bien vendu et a confirmé que depuis le 1er mai 2001, il n'y a pas été effectué de travaux pour lesquels un dossier d'intervention ultérieure devait être établi.

Le notaire instrumentant attire l'attention de la partie acquéreur sur l'obligation de tout maître d'ouvrage d'établir lors de tous travaux prévus par ledit arrêté un dossier d'intervention ultérieure, lequel doit contenir les éléments utiles en matière de sécurité et de santé à prendre en compte lors d'éventuels travaux ultérieurs et qui est adapté aux caractéristiques de l'ouvrage et qui comportera au moins:

Pour les grands chantiers au sens dudit arrêté royal :

- 1° les informations relatives aux éléments structurels et essentiels de l'ouvrage;
- 2° les informations relatives à la nature et l'endroit des dangers décelables ou cachés, notamment les conduits utilitaires incorporés;
- 3° les plans qui correspondent effectivement à la réalisation et la finition;
- 4° les éléments architecturaux, techniques et organisationnels qui concernent la réalisation, la maintenance et l'entretien de l'ouvrage;
- 5° l'information pour les exécutants de travaux ultérieurs prévisibles, notamment la réparation, le remplacement ou le démontage d'installations ou d'éléments de construction;
- 6° la justification pertinente des choix en ce qui concerne entre autres les modes d'exécution, les techniques, les matériaux ou les éléments architecturaux;
- 7° l'identification des matériaux utilisés.

Pour les petits chantiers au sens dudit arrêté royal :

Les points 1°, 2°, 3° et 7° ci-dessus.

INSTALLATION ELECTRIQUE :

Après avoir eu connaissance de l'article 3, alinéa 4 de l'arrêté royal du dix mars mil neuf cent quatre-vingt-un sur les installations électriques, modifié par l'arrêté royal du premier avril deux mille six, entré en vigueur le premier juillet deux mille huit, et aux articles 276 à 279 du règlement général sur les installations électriques, les parties venderesse et acquéreur se sont accordées sur le fait de ne pas faire exécuter une visite de contrôle au sens de l'article 276bis du règlement général sur les installations électriques du 10 mars 1981 étant donné d'une part que les biens ne doivent pas être considérés comme "unités d'habitation" au sens dudit arrêté royal et qu'en tout état de cause, la partie acquéreur va rénover complètement l'installation électrique de ces biens.

A ce sujet, la partie acquéreur reconnaît savoir qu'elle devra en informer par écrit la Direction générale énergie, division infrastructure, boulevard du Roi Albert II, 16 à 1000 Bruxelles (téléphone 0800/120.33). Elle déclare savoir également qu'une fois terminée, la nouvelle installation électrique ne pourra être mise en service qu'après un rapport de contrôle positif établi par un organisme agréé. La partie acquéreur décharge expressément la partie venderesse de toute responsabilité à ce sujet et reconnaît avoir été informée des sanctions prévues dans le Règlement général en cas de non-respect des prescriptions prévues audit règlement.

DECLARATIONS DES PARTIES :

La partie venderesse déclare :

- n'avoir pas concédé sur les biens objets des présentes un mandat hypothécaire, une option d'achat, un droit de préemption ou tout autre droit de préférence à un tiers;
- que ces biens ne font l'objet d'aucun contrat particulier qui devrait être poursuivi par la partie acquéreur telle qu'une convention de location d'emplacement publicitaire ou de livraison de gaz;
- qu'à sa connaissance, ces biens n'ont pas fait l'objet d'une notification d'expropriation;
- que ces biens ne font l'objet, à sa connaissance, d'aucune taxe annuelle relative à des travaux de voirie ou autres et que toutes taxes communales dues à ce jour relativement aux biens vendus ont été acquittées.

Si tel ne devait pas être le cas, elles resteraient à charge de la partie venderesse.

Les parties déclarent chacune pour ce qui la concerne ne pas être ou avoir fait l'objet d'une mesure entraînant une incapacité ou un dessaisissement provisoire, telle qu'une faillite, un règlement collectif de dette ou la désignation d'un administrateur provisoire et disposer de la capacité requise pour signer le présent acte.

PRIX :

Montant

Cette vente est en outre consentie et acceptée pour et moyennant le prix de DEUX MILLIONS CENT MILLE EUROS (2.100.000,00€).

Mode de paiement par la partie acquéreur – Origine des fonds

Ce prix est payé à l'instant comme suit :

....

Quittance

Est ici intervenu le Directeur financier du Centre public d'action sociale de la Ville de Tournai, ***, demeurant à ***, dont l'identité est bien connue du notaire soussigné.

Lequel, qualitate qua, reconnaît avoir reçu l'intégralité dudit prix de vente du notaire Jean-Luc HACHEZ, soussigné

DONT QUITTANCE. Cette quittance fait double emploi avec toutes autres pouvant exister pour le même objet.

DECLARATIONS PRO FISCO

Les parties reconnaissent que le notaire instrumentant leur a donné lecture :

1) du premier alinéa de l'article deux cent trois du code des droits d'enregistrement ainsi libellé: "En cas de dissimulation au sujet du prix et des charges ou de la valeur conventionnelle, il est dû

individuellement par chacune des parties contractantes, une amende égale au droit éludé. Celui-ci est dû indivisiblement par toutes les parties."

2) La Ville de Tournai, représentée comme dit est, déclare que la présente acquisition est faite pour cause d'utilité publique et demande, en conséquence, l'application de l'article 161, 2° du Code des droits d'enregistrement.

3) des articles soixante-deux, paragraphe deux, et septante-trois du code de la taxe sur la valeur ajoutée

En suite de quoi, et à la demande expresse du notaire instrumentant, la partie venderesse a déclaré ne pas être assujettie à ladite taxe sous le numéro BE0211.104.860.

FRAIS :

Tous les frais, droits et honoraires à résulter des présentes sont à charge exclusive de la partie acquéreur.

DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE :

Monsieur le Conservateur des Hypothèques compétent est expressément dispensé de prendre inscription d'office, pour quelque cause que ce soit, lors de la transcription des présentes.

La partie venderesse reconnaît avoir été préalablement informée par le notaire instrumentant de la portée et de l'importance de la clause de dispense d'inscription d'office.

ELECTION DE DOMICILE :

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège et domicile respectifs susindiqués.

IDENTITE - ETAT CIVIL :

Le notaire instrumentant certifie que les nom, prénoms, lieu et date de naissance et domicile des parties-personnes physiques au présent acte et des parties qui l'ont signé correspondent aux données reprises dans les documents d'identité probants mentionnés ci-dessus (registre national – carte d'identité).

Les parties, chacune pour ce qui la concerne, confirment l'exactitude de ces données et donnent leur accord exprès sur la mention éventuelle de leur numéro d'identification dans le Registre National des Personnes Physiques dans le présent acte et dans les expéditions et extraits qui en seront faits.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à l'un des collaborateurs du notaire associé instrumentant à l'effet de signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes pour mettre ceux-ci en concordance avec les documents hypothécaires et cadastraux et ceux de l'état civil, de rectifier ou de préciser s'il y a lieu, la désignation des biens et l'origine de propriété ou de faire toute déclaration en matière fiscale.

DROIT FISCAL D'ECRITURE

Droit d'écriture de CINQUANTE EUROS (50,00€), payé sur déclaration de la société civile à forme de société privée à responsabilité limitée Jean-Luc HACHEZ & Véronique GRIBOMONT, à Tournai, en vertu de l'article 6, 3° de l'arrêté royal du vingt et un décembre deux mille six, portant exécution de la loi du dix-neuf décembre deux mille six.

DONT ACTE.

Fait et passé à Tournai, en l'Hôtel de Ville.

Date que dessus.

Les parties reconnaissent que le notaire instrumentant a attiré leur attention sur le droit de chaque partie de désigner librement un autre notaire ou de se faire assister par un conseil, en particulier quand l'existence d'intérêts contradictoires ou d'engagements disproportionnés est constaté.

Les parties ont déclaré qu'à leurs yeux, toutes les conditions reprises dans le présent acte sont équilibrées et qu'elles les acceptent. Elles confirment d'ailleurs que le notaire les a valablement informées sur les droits, obligations et charges qui découlent du présent acte et qu'il les a conseillées équitablement. Les parties déclarent, en outre, que, dans le cas où les clauses et conditions de cet

acte s'écarteraient de celles contenues dans toute convention qui pourrait être intervenue antérieurement, ayant le même objet, le présent acte, qui est le reflet exact de la volonté des parties prévaudra.

Les parties nous déclarent qu'elles ont pris connaissance du projet du présent acte le et dès lors au moins cinq jours ouvrables avant la signature des présentes et que ce délai leur a été suffisant pour l'examiner utilement.

Et après lecture commentée, intégrale en ce qui concerne les parties de l'acte visées à cet égard par la loi, et partiellement des autres dispositions, les parties ont signé avec Nous, Notaire.".

16. Desobry, unité d'emballage. Projet de réaffectation. Demande d'inscription du site sur la liste du Gouvernement wallon et demande d'autorisation d'élaboration d'un plan particulier d'aménagement révisionnel. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code wallon de l'aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (CWATUP) et plus précisément ses dispositions relatives à l'élaboration d'un plan communal d'aménagement révisionnel (PCAR) en application de l'article 48 § 2;

Vu la déclaration de politique communale (2012-2018) dont l'un des axes forts est le renforcement de l'activité économique;

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'usine Desobry située à 7500 Tournai, entre :

- à l'est : la rue Saint-Eleuthère;
- au sud : l'école d'horticulture et le quartier Saint-Paul;
- à l'ouest : le Vert Bocage;
- au nord : la cité Carbonnelle;

Considérant que le site Desobry est composé de deux unités séparées par le chemin du Vieux Colombier, à savoir:

- la production pour une contenance de 28.000 m2 . L'unité est située dans un îlot circonscrit par la rue Georges Rodenbach, la rue du Vieux Colombier et la rue Saint-Eleuthère;
- et l'emballage pour une contenance de 17.000 m2. L'unité est située dans un îlot circonscrit par la rue Georges Rodenbach, le chemin Willems, le chemin de la Ramée et la rue du Vieux Colombier;

Considérant la sollicitation (courrier daté du 19 juin 2015) du bureau "Architecture et Urbanisme" Bruyère-Kind't représentant M. Thierry Huet, administrateur délégué de la SA Desobry, pour procéder au remembrement urbain de l'unité "emballage" du site Desobry (en ce compris les terrains arrière), parcelles cadastrées 3ème division, section L, N° 257 D, 257 E et 263 T4, afin que sa destination au plan de secteur et au plan particulier d'aménagement reprise en «zone d'activité économique» soit transférée en «zone d'habitat»;

Considérant que le bien est inclus dans un plan communal d'aménagement (PCA) UP110 dit du «Chemin Willems» approuvé en date du 25 mars 1965, qui affecte le bien pour partie en «zone d'industrie ni incommode ni insalubre» (équivalent actuellement de la zone d'activité économique mixte) et le solde en zone de cours et jardins;

Considérant que ce plan communal d'aménagement est abrogé implicitement dès lors que ses prescriptions sont antérieures et incompatibles avec celles du plan de secteur et ce, en application de l'article 19 du CWATUP;

Considérant que c'est donc le plan de secteur qui prime avec son affectation en zone d'activité économique mixte;

Considérant la réunion du 25 juin 2015 avec la direction de l'aménagement local, dont il est ressorti que la procédure de périmètre de remembrement urbain (PRU) n'était pas adaptée au changement d'affectation escompté dès lors que l'outil ne peut pas dénaturer l'affectation au plan de secteur en vigueur (zone d'activité économique) selon un récent arrêt du Conseil d'Etat;

Considérant, en outre, que l'opération ne rencontrerait pas complètement les conditions d'un PRU, car elle ne prévoit pas de mixité fonctionnelle (il s'agirait de ne créer que de l'habitat dans un tissu résidentiel);

Considérant que plusieurs outils juridiques ont été envisagés dont, notamment, la procédure des sites à réaménager (SAR) qui ne peut cependant pas être appliquée dès lors que le site ne sera pas désaffecté au moment de la demande;

Considérant que la procédure du plan communal d'aménagement révisionnel (PCAR) est la plus appropriée;

Considérant, qu'en application de l'article 49 bis du CWATUP, cette procédure doit être initiée par le Conseil communal, qui doit d'abord approuver le principe d'inscrire le projet sur la liste du Gouvernement wallon puis de solliciter auprès du Gouvernement l'autorisation d'élaborer le plan communal d'aménagement révisionnel;

Considérant que la SA Desobry vise une amélioration de son activité industrielle en regroupant toute sa logistique sur le site de Tournai Ouest 2, où elle possède un bâtiment de stockage des produits finis et un terrain de 5 hectares;

Considérant que ce recentrage de la logistique est nécessaire à sa survie et à sa compétitivité (le plus petit concurrent est 12 fois plus grand) et que l'activité de production déménagera à terme (pas dans l'immédiat, car le remplacement des machines et des fours très lourds n'est pas à l'ordre du jour);

Considérant, par ailleurs, les éléments de motivation formulés par l'architecte dans son rapport du 24 juin 2015 à savoir :

" .../...

L'environnement du site

L'environnement du site est composé d'un habitat en ordre ouvert qui devient semi-continu et continu dans le quartier du Vert Bocage, la cité Carbonnelle et les rues Saint-Eleuthère et Georges Rodenbach.

Parmi ces zones d'habitat, sont implantées :

- deux écoles communales fondamentales dans la cité Carbonnelle et l'école Saint-Michel sise à l'angle de la rue Saint-Eleuthère et de la rue de la Ramée;
- de nombreux services et commerces, principalement à la rue saint-Eleuthère.

La mobilité

Le quartier principalement composé d'habitations, bien desservi par le TEC, connaît peu de problèmes de mobilité sauf en période scolaire (allées et venues des parents) et durant l'activité de Desobry en haute saison.,

Les incidences du site Desobry en haute saison sont actuellement :

- 210 personnes
- 13 à 15 camions/jour auxquels il y a lieu d'ajouter, localement, sur la rue du vieux Colombier, sa traversée par les clarks (350 clarks/jour en haute saison) qui transportent les produits finis de la production vers l'emballage.

Seront dans le futur, lorsque le site "emballage" sera transféré à Orcq, réduites à :

- 90 personnes
- 13 à 15 camions /jour.

Lors du projet définitif, une étude de mobilité sera réalisée par le bureau Transitec chargé de l'étude "mobilité" pour la Ville de Tournai ;

Considérant, par conséquent, que l'usine Desobry enclavée dans une zone importante d'habitat ponctuée d'espaces verts et de parcs est un exemple typique d'une activité industrielle rattrapée

progressivement par l'urbanisation autour des centres-villes et devenue incompatible avec son environnement urbain résidentiel;

Considérant que cette situation est source de troubles pour le voisinage malgré les dispositions prises par la direction, en matière d'acoustique notamment;

Considérant que le déménagement de l'activité logistique engendrerait moins de nuisances pour le voisinage en raison de la diminution du charroi lié au personnel et du charroi de clarks (70% en moins) acheminant la production d'une unité à l'autre au chemin du Vieux Colombier;

Considérant également que la réaffectation du site garantirait aux riverains l'absence de nouvelles activités économiques sur cette parcelle, une activité résidentielle plus compatible avec le voisinage urbain résidentiel pouvant, dès lors, s'y créer;

Considérant que le souhait du demandeur consiste en un projet de logements composé d'un ensemble d'immeubles à appartements et d'habitations unifamiliales pour un total de 53 logements et que ce programme est décliné par l'architecte dans son rapport du 24 juin 2015 de la manière suivante :

" Le projet proposé est prévu en deux groupes de logements dont le total est de l'ordre de 53 logements.

L'immeuble à appartements

Implanté dans la partie oblongue du terrain, permet d'abriter 45 appartements de 2 ou 3 chambres dans un immeuble continu non rigide, légèrement articulé en plan et en volume.

Prévue sur 4 niveaux, son implantation respecte le voisinage dont les habitations sont assez éloignées.

Au sud :

- près de 90m des maisons de la rue Georges Rodenbach ;
- près de 24 m pour l'habitation voisine, rue du Vieux Colombier, alors que cet immeuble est actuellement à 9m du hall de stockage dont la hauteur, à cet endroit, est de 7,80m.

Au nord :

près de 37,50m des maisons de la rue de la Ramée qui ne sont pas touchées par l'ombre du bâtiment, même lors du solstice d'hiver.

Cet immeuble à appartements est complété par :

- un parking souterrain de quelque 54 garages et 45 cavettes
- un parking aérien de 25 à 50 emplacements, bien verduré et bien isolé des jardins des habitations de la rue de la Ramée.

Maisons unifamiliales

Implantés dans la partie carrée du terrain, ces logements respectent l'environnement créé par les habitations de la rue Georges Rodenbach et du chemin de Willems.

Le nombre actuellement prévu est de 8 habitations unifamiliales.

Cet ensemble, ainsi imaginé, de l'ordre de 53 logements soit 33 logements à l'hectare, répond à l'esprit du schéma de structure communal.

Il est desservi par une voirie «louvoyante» en «zone 20» de 5 m de largeur permettant la circulation dans les deux sens, excepté à l'embranchement de la rue de la Ramée où la circulation est limitée à un seul sens, vers l'intérieur du site.";

Considérant que ce programme, donné à titre indicatif à ce stade, sera affiné au fur et à mesure de l'avancement du projet et plus particulièrement au stade des demandes ultérieures de permis d'urbanisme;

Considérant la décision du Collège communal du 17 juillet 2015:

- d'approuver, sous réserve de l'approbation du Conseil communal, le principe d'initier un plan communal d'aménagement révisionnel (PCAR) pour l'unité "emballage" du site Desobry et ce, sur base d'une convention tripartite à venir entre la Ville de Tournai, l'entreprise Desobry et le bureau

"Architecture et Urbanisme" ;

- de solliciter l'avis du Conseil communal sur le principe d'inscrire le projet sur la liste du Gouvernement wallon et de solliciter son autorisation d'élaborer un plan communal d'aménagement révisionnel, sachant que ce n'est qu'après acceptation que le Conseil sera saisi de la convention tripartite;

- de présenter le projet à la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) de septembre;

- de faire inscrire cette réflexion dans le projet de schéma de structure communal;

Considérant que le bien est inclus dans le projet de schéma de structure communal adopté provisoirement par le conseil communal du 28 avril 2008 et qui préconise une densité d'habitations dans le voisinage du site de l'ordre de 25 logements /ha minimum au sud et 30 logements/ha au maximum au nord;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

- d'approuver le principe d'initier un plan communal d'aménagement révisionnel (PCAR) pour l'unité "emballage" de la SA Desobry et ce, sur base d'une convention tripartite à venir entre la Ville de Tournai, l'entreprise Desobry et le bureau "Architecture et Urbanisme";

- de solliciter l'inscription du projet sur la liste du Gouvernement wallon ainsi que son autorisation d'élaborer un plan communal d'aménagement révisionnel, sachant que ce n'est qu'après acceptation que le Conseil sera saisi de la convention tripartite.

17. Blandain. Modification des chemins n° 52 et 103. Plan d'alignement définitif. Adoption.
--

Madame la Conseillère communale Rita DESENCLOS-LECLERCQ rentre en séance. Monsieur le Conseiller communal Claude MICHEZ sort de séance.

Après avoir rappelé quelques éléments du dossier, Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, demande si le projet consiste à lotir toute la parcelle ou si, au contraire, une parcelle à vocation publique sera maintenue. Elle ajoute que, selon elle, les habitants ne craignent pas d'avoir de nouveaux voisins.

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, rappelle que le point faisant l'objet de l'ordre du jour concerne uniquement le plan d'alignement de la voirie.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient ensuite :

"On parle du plan d'alignement. Il faut savoir que ces personnes se sont manifestées dans la crainte qu'après il y aurait autre chose. C'est la raison pour laquelle ils ont réagi. A l'époque, on leur a expliqué que le plan d'alignement était un avantage pour eux. A cet endroit-là, il y a des voiries qui n'existent pas officiellement. Elles vont le devenir par le plan d'alignement. Il n'y a pas matière à discussion là-dessus. A propos du lotissement, on peut constater que le Fourcroix est un quartier qui se développe. Mais il est dépourvu d'égouttage. La construction de maisons individuelles est autorisée mais il n'y a, semble-t-il, aucune réflexion sur le traitement des eaux usées."

A ce sujet, le **Président** d'assemblée précise que l'idéal est la collecte dans les égouts et que les stations d'épuration individuelles sont désormais obligatoires.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant qu'en date du 10 novembre 2014, il a adopté provisoirement le plan d'alignement portant sur des voiries à Blandain, à savoir:

- l'ouverture d'une portion de chemin vicinal entre le chemin n°52 et le chemin n°103;
- la désaffectation d'une partie de la largeur du chemin n°103;
- le redressement d'une portion du chemin vicinal n°52,

tel que dressé par le géomètre communal en date du 20 septembre 2014;

Considérant que, suite à l'enquête publique préalable, une pétition émanant de 66 personnes, riveraines ou non, craignant surtout pour leur tranquillité, a été déposée, ces personnes s'inquiétant davantage de la présence d'un lotissement que de la modification de la voirie qui existe déjà dans les faits;

Considérant que la création d'un lotissement et la vente du terrain appartenant à la Ville représentent un apport financier intéressant;

Considérant que, de ce fait, il a été tenu compte de l'intérêt général et non particulier et que la pétition n'a donc pas été retenue;

Considérant que le service public de Wallonie, direction générale opérationnelle de l'aménagement du territoire, a donné, en date du 11 septembre 2015, un avis favorable;

Vu la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux modifiée par les lois des 20 mai 1863, 19 mars 1866, 9 août 1948 et 5 août 1953;

Considérant que la présente délibération accompagnée de ses annexes sera transmise au Collège provincial du Hainaut aux fins d'approbation;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

l'adoption définitive du plan d'alignement portant sur des voiries à Blandain, à savoir:

- l'ouverture d'une portion de chemin vicinal entre le chemin N°52 et le chemin n°103;
- la désaffectation d'une partie de la largeur du chemin n°103;
- le redressement d'une portion du chemin vicinal n°52,

tel que dressé par le géomètre communal en date du 20 septembre 2014.

18. Gaurain-Ramecroix, rue Léandre Thiéfry, 19. Ancienne conciergerie du cimetière. Aliénation de gré à gré au profit du "Logis tournaisien". Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la Ville de Tournai est propriétaire de l'immeuble sis à Gaurain-Ramecroix, rue Léandre Thiéfry, 19, cadastré ou l'ayant été section D, n° 212 H, d'une contenance cadastrale de 63 ca (ancienne conciergerie du cimetière);

Considérant que ce bien a été fortement endommagé suite à l'explosion de la cabine électrique de l'opérateur de réseaux de gaz et d'électricité ORES située à proximité;

Considérant que, de ce fait, le Collège Communal, lors de sa séance du 22 novembre 2013, a décidé de proposer à la SCRL Le Logis tournaisien le rachat de ce bien;

Considérant qu'en sa séance du 30 janvier 2015, le Collège communal a décidé:

- de poursuivre la procédure d'aliénation du bien communal précité au profit de la SCRL Le Logis tournaisien
- de solliciter auprès du service public de Wallonie - département des comités d'acquisition - direction du comité d'acquisition de Mons le rapport d'expertise y relatif
- d'inviter la SCRL Le Logis tournaisien à confirmer par écrit sa volonté d'acquérir ledit bien;

Considérant le rapport d'expertise établi en date du 20 février 2015 par le service public de Wallonie - département des comités d'acquisition - direction du comité d'acquisition de Mons fixant à 30.000,00 € hors frais la valeur vénale de l'immeuble communal;

Considérant que le Collège communal, lors de sa séance du 13 mars 2015, a décidé, sous réserve de l'accord du Conseil communal:

- de procéder à l'aliénation de ce bien moyennant la somme de 30.000,00 € hors frais, cette somme étant à charge de la SCRL Le Logis tournaisien conformément aux dispositions légales (article 1593 du Code civil);
- de solliciter le service public de Wallonie - département des comités d'acquisition - direction du comité d'acquisition de Mons pour la rédaction de l'acte authentique d'aliénation à intervenir;

Considérant qu'en séance du 3 juillet 2015, l'instance communale a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du Conseil communal, sur les termes du projet d'acte authentique (modifiés par le service patrimoine);

Considérant que la société de logements a avalisé les termes du projet d'acte authentique à intervenir;

Considérant également qu'une enquête de commodo et incommodo s'est tenue du 9 juillet 2015 au 2 septembre 2015, laquelle n'a donné lieu à aucune observation;

Considérant l'extrait du plan cadastral relatif à ce bien;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

- d'aliéner de gré à gré, au profit de la SCRL Le Logis tournaisien le bien communal sis à Gaurain-Ramecroix, rue Léandre Thiéfray, 19 (ancienne conciergerie du cimetière), d'une contenance de 63 ca, cadastré ou l'ayant été section D, n° 212 H moyennant le prix de 30.000,00 € hors frais, selon les conditions et dans les termes figurant dans le projet d'acte suivant :

"ACTE DE VENTE D'IMMEUBLE.

L'an deux mille quinze,

Le

Nous, Christian FOUCART, Président adjoint au Service Public de Wallonie, Direction Générale Transversale du Budget, de la Logistique et des Technologies de l'Information et des Communications, Département des Comités d'acquisition, Direction du Comité d'acquisition de Mons, actons la convention suivante intervenue entre :

D'UNE PART,

La **VILLE DE TOURNAI**, dont le siège est situé à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, numéro 52, ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 96 du décret du 11 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région Wallonne pour l'année budgétaire 2015, publié au Moniteur Belge du 23 janvier 2015, entré en vigueur le premier janvier 2015 et en exécution d'une délibération du Conseil communal en date du 26 octobre 2015, délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont un extrait certifié conforme restera ci-annexé,

Ci-après dénommée "**le vendeur**".

ET D'AUTRE PART,

La société coopérative à responsabilité limitée, dénommée «**Le LOGIS TOURNAISIEN**», inscrite au registre des sociétés civiles sous le numéro 114, dont les bureaux sont situés à 7500 Tournai, avenue des Bouleaux, 75/B et le siège social en l'Hôtel de Ville de Tournai, rue Saint-Martin, numéro 52 à

7500 Tournai, immatriculée à la T.V.A. sous le numéro BE 402.504.468, constituée par acte reçu le vingt-neuf avril mil neuf cent vingt-deux, publié aux annexes au Moniteur belge du trois juin mil neuf cent vingt-deux sous le numéro 6458.

Ayant adopté la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire dressé par le notaire Claude DECROYER, le vingt-huit octobre mil neuf cent nonante-trois, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 931126-258.

Dont la durée a été prorogée à plusieurs reprises et pour la dernière fois pour trente ans par décision de l'assemblée générale extraordinaire du huit avril mil neuf cent quatre-vingt-un, publiée aux annexes du Moniteur belge dont les statuts ont été modifiés suivant actes :

- du notaire Anne GAHYLLE en date du trente novembre deux mille, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 20001222-297,
- du notaire Anne GAHYLLE en date du vingt avril deux mille un, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 2001.0517-13,
- du notaire Anne GAHYLLE en date du vingt-six avril deux mille deux, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 2002.20522-498,
- du comité d'acquisition de Mons en date du vingt avril deux mille sept, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 07074612,
- du comité d'acquisition de Mons en date du vingt-cinq avril deux mille huit, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 08076882,
- du comité d'acquisition de Mons en date du vingt-six avril deux mille treize, publié aux annexes du Moniteur belge le vingt-huit mai deux mille treize sous le numéro 13079965.

Connue au registre des sociétés civiles à Tournai ayant emprunté la forme commerciale sous le numéro 114.

Agréée par la Société Wallonne du Logement le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-huit, agrément renouvelé le seize décembre deux mille deux.

Ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 96 du décret du onze décembre deux mille quatorze contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2015 (M.B. du 23 janvier 2015) et plus particulièrement en vertu d'une décision de son Conseil d'administration approuvée par la Société wallonne du Logement le

Ci-après dénommée "**l'acquéreur**", qui a comparu devant moi.

I.- VENTE.

Le vendeur vend le bien décrit ci-après aux conditions ci-après à l'acquéreur qui accepte :

DESCRIPTION DU BIEN

TOURNAI 16ème division

(anciennement GAURAIN-RAMECROIX) INS 57033 - matrice cadastrale 00325

Une parcelle sise «RUE LEANDRE THIEFRY 19», actuellement cadastrée comme maison, section D numéro 212 H pour une contenance de soixante-trois centiares (63 ca).

Ci-après dénommée "le bien".

UTILITE PUBLIQUE

La vente a lieu pour cause d'utilité publique en vue de la création d'un logement social.

ORIGINE DE PROPRIETE

Le bien prédécrit appartient à la Ville de Tournai depuis plus de trente ans.

II.- CONDITIONS.

1.- GARANTIE - SITUATION HYPOTHECAIRE.

Le bien est vendu pour quitte et libre de toutes charges hypothécaires, tant dans le chef du vendeur que dans le chef des précédents propriétaires.

2.- SERVITUDES.

Le bien est vendu avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues, libre à l'acquéreur de faire valoir les unes à son profit et de se défendre des autres mais à ses frais, risques et périls sans intervention du vendeur ni recours contre lui, et sans cependant que

la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait, soit en vertu de titres réguliers et non prescrits soit en vertu de la loi.

A cet égard, le vendeur déclare qu'il n'a personnellement conféré aucune servitude sur le bien vendu et qu'à sa connaissance il n'en existe pas d'autres que celles résultant de prescriptions légales.

3.- ETAT DU BIEN - CONTENANCE.

L'acquéreur prendra le bien dans l'état où il se trouve, sans aucune garantie au sujet du bon état des constructions, des vices ou défauts apparents ou cachés, de la nature du sol ou du sous-sol, ni de la contenance indiquée, dont la différence en plus ou en moins, fût-elle supérieure au vingtième, fera profit ou perte pour l'acquéreur.

Il ne pourra exiger aucune indemnité pour erreur de nom, de désignation, d'indication de tenants et aboutissants ni pour défaut d'accès.

4.- SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE.

L'acquéreur sera subrogé dans les droits et obligations du vendeur quant aux abonnements aux eaux alimentaires, au gaz, à l'électricité résultant des contrats qui auraient été faits à cet égard.

Ne sont pas compris dans la vente : les compteurs, conduites, canalisations, appareils et autres installations généralement quelconques placés dans le bien vendu par les administrations publiques ou privées quelconques, à titre de location.

Règlement de fourniture d'eau

Les parties reconnaissent expressément que le fonctionnaire instrumentant a attiré leur attention sur le règlement de fourniture d'eau imposé par la Société Wallonne des Eaux, qui stipule qu'en cas de mutation de propriété de l'immeuble raccordé, les parties sont tenues de le signaler dans les huit jours calendrier suivant la date de l'acte notarié.

A défaut d'avoir fait relever l'index du compteur par un agent du distributeur ou de l'avoir relevé contradictoirement eux-mêmes, le vendeur et l'acquéreur seront solidairement et indivisiblement tenus au paiement des sommes dues depuis le dernier relevé d'index ayant donné lieu à facturation.

5.- CONDITIONS SPECIALES DE LA VENTE

La présente vente est également consentie et acceptée aux conditions particulières et essentielles suivantes :

- l'immeuble vendu et l'ancienne morgue (cadastrée section D numéro 212/K) n'ont pas de raccordement distinct aux réseaux de distribution d'eau et d'électricité.

Les compteurs se trouvent dans l'immeuble vendu.

Les parties ont convenu que l'acquéreur se chargerait à ses frais de créer des raccordements distincts et d'installer des compteurs séparés.

- les arrivées d'eau du cimetière de Gaurain (situées au centre du cimetière et à proximité de l'ancienne morgue) seront raccordées à l'ancienne morgue aux frais de l'acquéreur.

6.- DEGATS MINIERES.

Si le bien vendu est situé dans une commune à exploitation minière, l'acquéreur sera subrogé dans tous les droits et actions qui pourraient appartenir au vendeur, relativement à toutes actions nées ou à naître du chef de dégradations passées, présentes ou futures occasionnées au bien vendu, par suite de l'exploitation de mines, carrières ou autres activités quelconques, ces actions étant transmises avec l'immeuble à l'acquéreur sans qu'il soit autrement garanti que pareil droit existe et sauf toute convention contraire à révéler par tout titre antérieur, même à l'insu du vendeur, mais à respecter par l'acquéreur.

7.- CHANTIERS TEMPORAIRES OU MOBILES

A la demande du fonctionnaire instrumentant de savoir si un dossier d'intervention ultérieure avait été rédigé pour le bien décrit plus haut, le vendeur a répondu dans la négative et a confirmé que, depuis le premier mai deux mille un, aucun entrepreneur n'avait entrepris, relativement audit bien, de travaux nécessitant la rédaction d'un dossier d'intervention ultérieure conformément à l'arrêté royal du vingt-cinq janvier deux mille un et concernant les chantiers temporaires ou mobiles.

8.- ASSURANCE

Les parties conviennent que les risques afférents au bien vendu sont transférés à la partie acquéreuse en même temps que le transfert de propriété et de jouissance et la partie venderesse déclare que l'immeuble vendu est encore assuré contre les risques d'incendie et autres.

La partie acquéreuse reconnaît que son attention a été attirée sur le fait que la partie venderesse ne peut garantir que l'immeuble restera assuré par son contrat pendant une durée déterminée.

La partie acquéreuse a donc intérêt à s'assurer à partir de ce jour.

9.- PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Le vendeur déclare que le bien ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement. En conséquence il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

10.- GESTION DES SOLS

Les parties déclarent avoir été informées de la modification de l'article 85 du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (C.W.A.T.U.P.E.) opérée par le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, dont il résulte que doivent désormais être mentionnées, dans tout acte de cession immobilière visé par l'article 85, les «données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols» ainsi que certaines obligations en matière d'investigation et d'assainissement, notamment en cas de cessation d'une exploitation autorisée. L'article 85, §1er, alinéa 1, 3° du C.W.A.T.U.P.E., quoique entré en vigueur le 18 mai 2009, ne pourrait toutefois recevoir ici d'application effective dans la mesure où la banque de données de l'état des sols précitée n'est, au jour de la passation du présent acte, ni créée ni - a fortiori - opérationnelle. Sous le bénéfice de cette précision et de son approbation par le Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement, les parties requièrent le fonctionnaire instrumentant de recevoir néanmoins le présent acte.

Le vendeur déclare :

1. ne pas avoir exercé sur le bien d'activités pouvant engendrer une pollution du sol ou ne pas avoir abandonné de déchets sur ce bien pouvant engendrer telle pollution;
2. ne pas avoir connaissance de l'existence présente ou passée sur ce même bien d'un établissement ou de l'exercice présent ou passé d'une activité figurant sur la liste des établissements et activités susceptibles de causer une pollution du sol au sens dudit Décret sols en vigueur en Région wallonne;
3. qu'aucune étude de sol dite d'orientation ou de caractérisation dans le sens dudit Décret sols n'a été effectuée sur le bien et que par conséquent aucune garantie ne peut être donnée quant à la nature du sol et son état de pollution éventuel.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le vendeur est exonéré vis-à-vis de l'acquéreur de toute charge relative à une éventuelle pollution de sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien.

11.- REGLEMENT GENERAL SUR LES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Le vendeur déclare que le bien présentement vendu est une unité d'habitation au sens de l'article 276bis du Règlement général sur les Installations électriques du dix mars mil neuf cent quatre-vingt-un, étant donné qu'il est équipé d'une installation électrique n'ayant subi aucune modification depuis le premier octobre mil neuf cent quatre-vingt-un ou ayant subi une modification ou extension importante depuis le premier octobre mil neuf cent quatre-vingt-un mais dont la partie antérieure au premier octobre mil neuf cent quatre-vingt-un n'a pas fait l'objet d'une visite de contrôle.

L'acquéreur et le vendeur déclarent avoir convenu de ne pas faire exécuter de contrôle dans le sens de l'article 276bis du Règlement général sur les installations électriques du dix mars mil neuf cent quatre-vingt-un, dès lors que l'acquéreur prévoit de rénover entièrement l'installation électrique.

L'acquéreur reconnaît être au fait qu'il doit en informer par écrit la Direction générale de l'Energie, Division Infrastructure. Il déclare savoir également que la nouvelle installation électrique ne pourra être mise en service qu'après un rapport de contrôle positif établi par un organisme agréé.

12.- CITERNE A MAZOUT

Le vendeur déclare être informé de ce que la détention d'une citerne à mazout, aérienne ou enterrée, d'au moins 3.000 litres, oblige son exploitant à se soumettre au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à disposer en exécution de ce décret, d'une déclaration environnementale de classe 3 et à observer les conditions d'exploitations prévues par l'arrêté du gouvernement wallon (AGW) du 17 juillet 2003 relatif aux conditions intégrales des citernes à mazout de 3.000 à 25.000 litres.

Le vendeur déclare que le bien n'abrite aucune citerne à mazout de quelque contenance que ce soit étant donné que ce bien était chauffé au moyen de feux à charbon.

13.- CERTIFICAT DE PERFORMANCE ENERGETIQUE DES BÂTIMENTS

Les parties déclarent que l'acquéreur a été informé de l'existence du certificat de performance énergétique (PEB) de bâtiment résidentiel existant portant la référence, dressé le deux mille quinze par, certificateur agréé sous le numéro : CERTIF-P1- en qualité de certificateur de performance énergétique des bâtiments (PEB) de bâtiment résidentiel existant au sens des articles 237/30 et 583 du CWATUPE et qu'il a pris connaissance du contenu de ce certificat.

L'acquéreur confirme que le vendeur lui a remis le certificat PEB précité.

III.- PRESCRIPTIONS URBANISTIQUES - MONUMENTS ET SITES.

A) Mentions et déclarations prévues à l'article 85 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie

a) Information circonstanciée

Le vendeur déclare que :

- l'affectation prévue par les plans d'aménagement et, le cas échéant, par le schéma de structure communal, est la suivante : zone
- le bien ne fait l'objet d'aucun permis de lotir, de bâtir ou d'urbanisme délivré après le 1er janvier 1977 ni d'aucun certificat d'urbanisme datant de moins de deux ans.

b) Absence d'engagement du vendeur

Le vendeur déclare qu'il ne prend aucun engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et, le cas échéant, ceux visés à l'article 84, §2, alinéa premier dudit Code.

Il ajoute que le bien ne recèle aucune infraction aux normes applicables en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

c) Information générale

Il est en outre rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84, §1er et 2, dudit Code ne peut être effectué sur le bien tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;
- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

B) Déclarations complémentaires du vendeur

Le vendeur déclare qu'à sa connaissance le bien :

- n'est pas soumis au droit de préemption visé aux articles 175 et suivants dudit Code;
- n'est ni classé ni visé par une procédure de classement ouverte depuis moins d'une année; n'est pas inscrit sur la liste de sauvegarde ni repris à l'inventaire du patrimoine;
- n'est pas concerné par la législation sur les mines, minières et carrières, ni par la législation sur les sites wallons d'activité économique désaffectés;
- n'est pas repris dans le périmètre d'un remembrement légal et qu'il ne lui a pas été notifié d'avis de remembrement.

IV.- OCCUPATION - ENTREE EN JOUISSANCE - IMPOTS.

Le bien vendu est libre d'occupation.

L'acquéreur aura la pleine propriété du bien à dater des présentes. Il entrera en jouissance du bien immédiatement.

Il paiera le précompte immobilier et toutes autres impositions afférentes au bien vendu à compter du même moment.

V.- PRIX.

Les parties ont déclaré la présente vente consentie et acceptée moyennant le prix de **trente mille euros** (30.000,00 €) qui a été payé antérieurement aux présentes par virement sur le compte numéro BE41 0910 0040 7631 de la Ville de Tournai.

Quittance

Est ici intervenu Monsieur Eddy MOULIN, Directeur financier de la Ville de Tournai, lequel déclare que l'entière du prix susmentionné a été payée sur le compte numéro BE41 0910 0040 7631 du Bureau des Recettes de la Ville de Tournai et donner quittance entière et définitive. A la demande du fonctionnaire instrumentant, il déclare, en outre, que le paiement a été effectué par débit du compte financier numéro BE.....

Conformément à la décision du Conseil Communal, Monsieur Eddy MOULIN et la Ville de Tournai, dûment représentée, requièrent la dispense d'inscription d'office comme dit ci-après.

VI.- DISPOSITIONS FINALES.

1.- FRAIS.

Tous les frais des présentes sont à charge de l'acquéreur.

2.- ELECTION DE DOMICILE.

Pour l'exécution des présentes, le vendeur et l'acquéreur font élection de domicile en leur siège respectif.

3.- DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE.

Le vendeur déclare dispenser le Conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office lors de la transcription du présent acte.

DONT ACTE.

Passé à Tournai

et signé par le fonctionnaire instrumentant et le Directeur financier de la Ville de Tournai intervenant, après lecture.";

- d'affecter les fonds à provenir de cette aliénation à l'article 124/762-56 du budget extraordinaire 2015.

19. Conservatoire de Musique. Îlot des Primetiers. Travaux supplémentaires de plus de 10%. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Didier SMETTE sort de séance.

Pour le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, les travaux actuels sont remarquables et très bien réalisés. Il demande des précisions sur la suite du chantier.

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, prend note de sa question et s'engage à lui répondre rapidement.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales des marchés publics, notamment les articles 7 et 8 relatifs aux modifications en cours d'exécution des marchés;
Vu l'annexe à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant le Cahier général des charges, notamment l'article 42;

Vu les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-4;

Vu la décision du Collège communal du 21 décembre 2011 de désigner la société momentanée MONUMENT HAINAUT-MONUMENT VANDEKERCKHOVE SA, rue du Serpolet, 27 à 7522 Marquain, comme adjudicataire des travaux de restauration des façades du conservatoire de musique et de l'îlot des Primetiers – mise en conformité du conservatoire de Musique et de l'îlot des Primetiers, en termes de détection incendie et normes et réglementations en vigueur pour le logement, au montant de 3.859.438,04€ hors TVA, soit 4.512.000,44€ TVA comprise;

Considérant que des travaux supplémentaires reconnus nécessaires déjà approuvés dans le cadre du marché au niveau de l'état d'avancement n°16 quater ont été établis au montant cumulé de 387.697,86€ hors TVA, représentant 10,04% par rapport au montant de la désignation;

Considérant que de nouveaux travaux supplémentaires portant sur les façades du corps du conservatoire s'avèrent nécessaires pour un montant de 60.965,30€ hors TVA soit 73.768,01€ TVA comprise;

Considérant que ceux-ci sont justifiés par l'auteur de projet comme suit : "De même que pour les façades du conservatoire, suite aux essais de décapage de l'enduit existant, il est apparu que le procédé engendrait de fortes dégradations sur les briques de support trop friables. Afin d'éviter un surcoût important dû à l'explosion des postes de remplacement du support de briques prévus au cahier des charges avec des quantités en recherche en quantité présumées, il a été décidé d'opter pour une mise en oeuvre différente de l'enduit en façade. L'offre 43.1 reprend un ensemble de postes nécessaires à la réalisation de cette variante.

Cette offre remplace les postes de base 03.60.13, 12.20.04, 12.30.04 (à 90% - 10% maintenu en recherche pour les endroits où l'enduit existant est trop détérioré), 12.40.14 et 12.40.15 à 100%. Elle n'engendre pas de coût supplémentaire, le montant des postes de base supprimés compensant celui des postes convenus de l'offre.";

Considérant que le coût total des travaux supplémentaires s'élève donc à 448.663,16€ hors TVA, soit 12,50% en plus par rapport au montant de la désignation;

Conformément aux dispositions de l'article L1222-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal d'approuver les nouveaux travaux supplémentaires de plus de 10% par rapport au montant initial du marché;

Considérant que la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle et au ministère subsidiant;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver, dans le cadre du marché de travaux de restauration des façades du conservatoire de musique et de l'îlot des Primetiers, les nouveaux travaux supplémentaires portant sur une mise en oeuvre différente de l'enduit en façades du corps du conservatoire pour un montant de 60.965,30€ hors TVA, soit 73.768,01€ TVA comprise, à confier à l'entreprise adjudicataire du marché initial soit la société momentanée MONUMENT HAINAUT-MONUMENT VANDEKERCKHOVE SA, rue du Serpolet, 27 à 7522 Marquain.

20. Beffroi. Réparation de vitraux suite à des dégâts dus à un feu d'artifice. Articles L1222-3 et L1311-5.

Monsieur le Conseiller communal Claude MICHEZ rentre en séance.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, intervient d'emblée comme suit :

"Je suis étonnée que le carnaval ait eu l'autorisation de tirer un feu d'artifices depuis le Beffroi en sachant qu'il s'agit d'un monument classé. Cela va coûter 6.333,00€. S'il s'agit d'un artificier professionnel, il est assuré. J'espère que la prochaine fois, on y réfléchira. Ce n'est pas la première fois qu'il y a un accident au carnaval à cause du feu d'artifices."

Le **Président** d'assemblée lui répond sur ce point :

"Un dossier d'assurance est introduit. La compagnie d'assurance est la même que celle de la Ville.

Comme c'est la même compagnie, il y a un débat pour savoir qui est à l'origine du sinistre.

Nous inscrivons ce montant à titre provisionnel, en attendant que la compagnie d'assurance intervienne. Par ailleurs, il est légitime de veiller à l'avenir à ce que ce type de problème soit réglé a priori. Nous pouvons en effet tomber dans des cas de figure identiques, que des personnes utilisant des biens publics soient assurées par la même compagnie que celle de la Ville."

Il est précisé par ailleurs que le service incendie avait donné son accord sur ce feu d'artifices.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1er 1° c;

Considérant que le 14 mars 2015, des dégâts aux vitraux du Beffroi ont été causés suite au tir du feu d'artifice donné lors du carnaval de Tournai;

Considérant que les services techniques communaux ont été sollicités, en avril 2015, afin d'obtenir des devis permettant la réparation des vitraux;

Vu le courriel du 30 septembre 2015 émanant de Monsieur Kévin DESCHAMPS, chef de bureau technique, stipulant : "Je reçois ce jour un devis du 15 juin 2015 établi par l'entreprise MONUMENT HAINAUT SA, non immatriculé, pour la remise en état de certains vitraux du Beffroi et dégradés lors du carnaval de Tournai suite au feu d'artifice qui a été tiré depuis les balcons du 1er étage. Il est évident, dans ce contexte, que notre service assurance a été interpellé et a ouvert un dossier sinistre contre les responsables, dont le recouvrement des sommes à déboursier sera entrepris ultérieurement par leurs soins. Trois entreprises ont été consultées, à savoir PHR, VITRERIE LANDRIEUX et MONUMENT SA. Une seule offre nous a été transmise par l'entreprise MONUMENT HAINAUT SA. Les prix sont normaux et acceptables et je suggère donc, attendu que certaines pièces intérieures sont sujettes à dégradation, que commande soit passée en urgence près de l'entreprise MONUMENT HAINAUT SA.";

Vu le devis émanant de l'entreprise MONUMENT HAINAUT SA, rue du Serpolet, 27 à 7522 Marquain, s'élevant, pour la réparation des vitraux du Beffroi, au montant de 5.234,26€ hors TVA, soit 6.333,45€ TVA comprise;

Considérant que cette dépense relève du budget extraordinaire mais qu'aucun crédit permettant de supporter les dépenses n'est inscrit au budget extraordinaire 2015;

Vu le courriel émanant du service marchés publics adressé le 1er octobre 2015 à l'attention de Madame Catherine VANDENBROECKE, office du tourisme, stipulant : "Compte tenu des dates, l'urgence ne peut être motivée, sauf rédaction d'un rapport contraire de votre part. Le dossier sera donc soumis au prochain Conseil communal et la commande interviendra après approbation de la modification budgétaire. Toujours sans avis contraire écrit de votre part. Par ailleurs, merci à Madame Aurélie BAUTS de nous faire connaître le montant de l'intervention de la compagnie d'assurance si connu.";

Vu le courriel réponse adressé par Madame Catherine VANDENBROECKE du 1er octobre 2015 stipulant : "A mon niveau, je motive l'urgence par le fait que le Beffroi est un patrimoine classé à l'UNESCO (+ patrimoine exceptionnel de Wallonie) et que nous sommes tenus à un plan de gestion veillant à la maintenance en bon état du bâtiment. Ce monument est visité par des gens du monde entier (s'il le faut, je peux joindre des copies de pages du livre d'or). Il est plus que temps de résoudre ce problème car l'on donne à ces visiteurs extérieurs l'image d'un bâtiment pas bien entretenu.";

Vu le courriel réponse adressé par le service assurance aux termes duquel le montant exact de l'intervention de l'assurance ne peut être précisé à l'heure actuelle;

Considérant que l'urgence invoquée constitue la justification du recours aux dispositions des articles L1222-3 et L1311 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de passer un marché par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1^o de la loi du 15 juin 2006;

Considérant qu'il est proposé, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, en vertu des dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1^o de la loi du 15 juin 2006, un marché de travaux ayant pour objet la réparation des vitraux du beffroi endommagés lors du Carnaval, avec l'entreprise MONUMENT HAINAUT SA, rue du Serpolet 27, 7522 Tournai, au montant de son offre s'élevant à 6.333,45€ TVA comprise;

Vu la décision prise par le Collège communal du 9 octobre 2015 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, ayant pour objet la réparation des vitraux du beffroi endommagés lors du carnaval avec l'entreprise MONUMENT HAINAUT SA, rue du Serpolet 27, 7522 Tournai, au montant de son offre, s'élevant à 5.234,26€ hors TVA, soit 6.333,45 TVA comprise;

Considérant qu'il est également proposé, vu l'urgence, en vertu des dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation de pourvoir aux dépenses et de donner connaissance de cette décision au Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;

Considérant que la régularisation des crédits sera effectuée par voie de modification budgétaire extraordinaire n°2/2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3^o du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE :

de la décision prise par le Collège communal du 9 octobre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation : Article 1er : il est passé un marché de travaux ayant pour objet la réparation des vitraux du beffroi endommagés lors du carnaval.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1^c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, avec l'entreprise MONUMENT HAINAUT SA, rue du Serpolet 27, 7522 Tournai, au montant de son offre, s'élevant à 5.234,26€ hors TVA, soit 6.333,45€ TVA comprise. L'ordre de commencer est donné immédiatement.

Article 3 : le présent marché est constaté sur simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 110, dernier alinéa de l'Arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : de pourvoir aux dépenses, en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. La régularisation des crédits sera effectuée par voie de modification budgétaire extraordinaire n°2/2015.

Article 5 : de donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal qui en prendra acte et qui admettra ou non cette dépense;

ADMET

la dépense.

21. Skate park. Conception et suivi des travaux. Désignation d'un auteur de projet. Mode et conditions de passation du marché.

Madame la Conseillère communale Laurence BARBAIX sort de séance.

A la demande de Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, il est précisé que les utilisateurs du skate park seront associés à la démarche.

Des précisions sont, par ailleurs, données sur l'estimation financière de cette nouvelle infrastructure (430.000,00€) et de son emplacement.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que dans le cadre de la convention de marché conjoint de travaux entre l'administration communale de Tournai et l'Agence intercommunale de développement de la Wallonie picarde (IDETA) en vue de la mise en oeuvre du projet TECHNICITE dans le quartier Saint-Piat à Tournai, la Ville de Tournai a en charge la démolition de la piscine Madame (et donc du roller park et des bains douches);

Considérant que cette démolition devrait intervenir dans le courant 2016;

Considérant que compte tenu de l'échéance liée à la démolition de la piscine Madame, il y a lieu d'ores et déjà d'établir un dossier visant à reconstruire un skate park dans le périmètre du hall des sports de la caisse d'épargne de la Ville de Tournai, avenue de Gaulle, 2 à Tournai;

Vu la complexité de ce genre de projet, il y a lieu de s'adjoindre les services d'un auteur de projet afin d'assurer la conception et le suivi de l'exécution de ce skate park, de ses abords, en ce compris les prestations complémentaires relevant du domaine de la stabilité, des essais de sol, de l'infrastructure (sondage égouts...), de l'acoustique, des techniques spéciales, du design signalétique et mobilier, du paysage;

Considérant qu'il est proposé de passer un marché de services dont le coût est plafonné à 53.719,01€ hors TVA, soit 65.000,00€ TVA comprise;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1er : il sera passé un marché ayant pour objet la désignation d'un auteur de projet pour la conception et le suivi de l'exécution de la construction d'un skate park dans le périmètre du hall des sports de la caisse d'épargne de la ville de Tournai estimé à 53.719,01€ hors TVA, soit 65.000,00€ TVA comprise. Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de services sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 70.000,00€ sont inscrits au budget extraordinaire 2015 par voie de modification budgétaire n° 1 sous l'article 764/733-60.

22. Service des espaces verts. Bâtiment à Rumillies. Désignation d'un ingénieur en techniques spéciales. Mode et conditions de passation du marché.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que dans le cadre de l'aménagement du bâtiment du service des espaces verts à Rumillies, il est indispensable de s'adjoindre les services d'un ingénieur en techniques spéciales afin de conseiller la Ville dans la définition des principes généraux de chauffage, ventilation, sanitaires et électricité, en adéquation avec la législation en vigueur;

Considérant qu'il est donc proposé de passer un marché de services ayant pour objet la désignation d'un ingénieur en techniques spéciales, dont le coût est estimé à 12.350,00€ hors TVA, soit 14.943,50€ TVA comprise;

Considérant que les crédits ont été prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire n° 1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 766/733-60;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet la désignation d'un ingénieur en techniques spéciales dans le cadre de l'aménagement du bâtiment du service des espaces verts à Rumillies, dont le coût est estimé à 12.350,00€ hors TVA, soit 14.943,50€ TVA comprise. Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de services sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure comme mode de passation conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1, est régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, § 1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits ont été prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire n° 1 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 766/733-60.

23. Auberge de jeunesse. Remplacement des deux pompes de relevage (évacuation des eaux usées). Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1 1°c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 § 1er 4° et 110, dernier alinéa;

Vu le rapport du 15 septembre 2015 établi par les services techniques, stipulant :

"Suite à une demande des responsables de l'auberge de jeunesse pour une intervention du service technique, il a été constaté par le service plomberie que les 2 pompes de relevage des eaux usées venant de la cuisine en sous-sol étaient tombées en panne de manière imprévue. Il est indispensable et urgent de pouvoir remplacer les deux pompes de relevage, sans quoi la cuisine sera mise hors service, car elle ne pourra plus évacuer ses eaux usées vers les égouts.

Pour ce faire, nous avons consultés trois firmes (VANDENBERGH SA, NEPTUNE SPRL et ENSIVAL/MORET/DEPLECHIN) pour recevoir un devis en urgence. Les deux firmes suivantes ont répondu à notre demande, à savoir VANDENBERGH SA et NEPTUNE SPRL. L'offre la moins disante est celle de la firme VANDENBERGH SA pour un coût de 2.073,94 € TVA comprise.

Compte tenu des crédits disponibles sous l'article 761/724-60 du budget extraordinaire, il a été demandé à l'entreprise VANDENBERGH de revoir son offre. Le montant négocié de l'offre de l'entreprise VANDENBERGH SA s'élève à 2.005,12€ TVA comprise.";

Considérant que les crédits disponibles sous l'article 761/724-60 du budget extraordinaire 2015 permettent de supporter la dépense relative à l'exécution du marché;

Considérant que, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège communal a décidé en séance du 18 septembre 2015 de passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1°c de la loi du 15 juin 2006, un marché de fournitures ayant pour objet le remplacement des deux pompes de relevage de l'auberge de jeunesse de Tournai, avec la

firme VANDENBERGH SA, rue du Serpolet 1, 7522 Tournai, au montant de son offre négociée s'élevant à 2.005,12€ TVA comprise;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE

de la décision prise par le Collège communal le 18 septembre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet le remplacement de deux pompes de relevage à l'auberge de jeunesse de Tournai.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1°c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, avec la firme VANDENBERGH SA, rue du Serpolet 1, 7522 Tournai, au montant de son offre négociée répondant aux attentes du pouvoir adjudicateur et s'élevant à 2.005,12€ TVA comprise. L'ordre de commencer est donné immédiatement.

Article 3 : le présent marché est constaté sur simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 110, dernier alinéa de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : les crédits disponibles sous l'article 761/724-60 du budget extraordinaire 2015 permettent de supporter la dépense relative à l'exécution du marché.

Article 5 : de donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal qui en prendra acte.

**24. Atelier communal des Mouettes. Fourniture et pose d'un brûleur à gaz (air pulsé).
Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la
décentralisation. Acceptation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1 1°c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 § 1er 4° et 110, dernier alinéa;

Vu le rapport du 4 septembre 2015 établi par les services techniques, stipulant :

"le brûleur à gaz air pulsé de l'atelier communal est hors service et les pièces de rechange pour sa réparation n'existent plus. Il est indispensable de procéder au remplacement du brûleur, pour que les ouvriers (menuisiers, peintres, électriciens,...) puissent assurer un travail continu dans des conditions acceptables dans les ateliers et bureaux du garage communal des Mouettes.

Vu l'urgence imprévisible et l'impérieuse nécessité de procéder au remplacement du brûleur, une demande de prix a été effectuée à deux firmes, BOUVE et CFA.

CFA propose l'offre la plus intéressante au montant de 5.436,29€ TVA comprise.";

Vu les offres reçues dans le cadre du remplacement du brûleur à gaz (air pulsé) à l'atelier communal des Mouettes :

- la firme CFA : 4.492,80€ hors TVA, soit 5.436,29€ TVA comprise
- la firme K. BOUVE : 4.657,00€ hors TVA, soit 5.634,97€ TVA comprise;

Considérant que l'auteur de projet propose de désigner la firme CFA au montant de son offre présentant le meilleur rapport qualité/prix et s'élevant à 5.436,29€ TVA comprise;

Considérant qu'aucun crédit permettant de supporter la dépense n'est inscrit au budget extraordinaire 2015 et que la régularisation sera effectuée lors de la seconde modification budgétaire extraordinaire 2015;

Considérant que les dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation permettent de pourvoir à la dépense et que connaissance de cette décision sera donnée au Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;

Considérant la décision prise par le Collège communal en séance du 11 septembre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1^{er}c de la loi du 15 juin 2006, un marché de travaux ayant pour objet le remplacement du brûleur à gaz (air pulsé) de l'atelier communal des Mouettes, avec la firme CFA, rue du Mont d'Orcq, 1 à 7503 Froyennes, au montant de son offre s'élevant à 5.436,29€ TVA comprise;

Considérant que, conformément aux dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de prendre acte de la décision prise par le Collège communal en séance du 11 septembre 2015 et de délibérer s'il admet ou non la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3^o du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le Collège communal en séance du 11 septembre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché de travaux ayant pour objet le remplacement du brûleur à gaz (air pulsé) à l'atelier communal des Mouettes;

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1^{er}c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, avec la firme CFA, rue du Mont d'Orcq, 1 à 7503 Froyennes, au montant de son offre répondant aux attentes du pouvoir adjudicateur et s'élevant à 5.436,29€ TVA comprise.

Article 3 : de donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal.

Article 4 : de pourvoir à la dépense relative à l'exécution de ce marché et d'en donner connaissance au prochain Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense. La régularisation des crédits sera effectuée lors de la seconde modification budgétaire extraordinaire 2015;

ADMET

la dépense.

25. Ecole du Château. Remplacement des blocs d'éclairage des cours intérieures de récréation. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Madame la Conseillère communale Rita DESENCLOS-LECLERCQ sort de séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1 1^o;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 § 1^{er} 4^o et 110 dernier alinéa;

Vu la décision du Collège communal du 17 juillet 2015 d'attribuer le marché de fournitures et de pose de faux plafonds afin d'insonoriser les cours de récréation intérieures et le réfectoire de l'école du Château, à la firme RASSENEUR SPRL, rue du Mont de Braffe, 19 à 7604 Braffe, au montant de son offre s'élevant à 22.283,84€ TVA comprise;

Vu le rapport des services techniques communaux stipulant : *"Dans le dossier travaux pour la maintenance des écoles, le Collège a décidé de faire poser des faux plafonds insonorisés [rapport du Collège communal du 3 octobre 2014, concernant le rapport de visite réalisée en date du 26 mai 2014 par le service de promotion de la santé à l'école (PSE) de l'Intercommunale d'oeuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron et cantons limitrophes (IMSTAM) à l'école du Château et du service interne de prévention et de protection (SIPP)]. Lors des travaux préparatoires, il a été constaté que d'un point de vue technique, il ne serait pas possible de récupérer les blocs d'éclairage présents sur site. Dès lors, une étude par notre service électricité et en accord avec le SIPP a été réalisée pour le remplacement de l'éclairage existant par un éclairage moins énergivore.*

La date de début des travaux a été fixée au 22 septembre 2015 pour la pose des faux plafonds. D'où l'urgence et la nécessité d'acquérir des nouveaux blocs d'éclairage dans les plus brefs délais pour le bon fonctionnement de l'école. Pour ce faire, nous avons consulté 3 firmes (LA TECHNIQUE, REXEL et CHEYNS) afin de recevoir un devis. Les 3 firmes nous ont répondu, l'offre la moins disante est celle de la firme REXEL, celle-ci a un coût total de 10.342,63€ hors TVA soit 12.514,58€ TVA comprise.

L'éclairage sera posé par le personnel communal."

Vu les offres reçues dans le cadre du remplacement des blocs d'éclairage des cours de récréation intérieures de l'école du Château:

- La firme REXEL: 10.342,63€ hors TVA, soit 12.514,58€ TVA comprise,
- La firme LA TECHNIQUE: 10.548,64€ hors TVA soit 12.763,87€ TVA comprise,
- La firme CHEYNS: 10.880,82€ hors TVA soit 13.165,79€ TVA comprise;

Considérant que l'auteur de projet propose de désigner la firme REXEL au montant de son offre présentant le meilleur rapport qualité/prix et s'élevant à 12.514,58€ TVA comprise;

Considérant que l'urgence de procéder au remplacement des blocs d'éclairage des cours de récréation intérieures de l'école du Château durant la pose des faux plafonds justifie le recours aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'aucun crédit permettant de supporter la dépense n'est inscrit au budget extraordinaire 2015 et que la régularisation sera effectuée lors de la seconde modification budgétaire extraordinaire 2015;

Considérant que les dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation permettent de pourvoir à la dépense et que connaissance de cette décision sera donnée au Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;

Considérant la décision prise par le Collège communal en séance du 18 septembre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1^{er}, 1^o de la loi du 15 juin 2006, un marché de

fournitures ayant pour objet le remplacement des blocs d'éclairage des cours intérieures de récréation de l'école du Château avec la firme REXEL, chaussée de Tournai, 52 à 7500 Tournai, au montant de son offre s'élevant à 12.514,58€ TVA comprise;

Considérant que, conformément aux dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de prendre acte de la décision prise par le Collège communal en séance du 18 septembre 2015 et de délibérer, s'il admet ou non la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE

de la décision prise par le Collège communal en séance du 18 septembre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet le remplacement des blocs d'éclairage des cours de récréation intérieures de l'école du Château.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1°c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, avec la firme REXEL, chaussée de Tournai, 52 à 7500 Tournai, au montant de son offre s'élevant à 12.514,58 € TVA comprise.

Article 3 : de donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal.

Article 4 : de pourvoir à la dépense relative à l'exécution de ce marché et d'en donner connaissance au prochain Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense. La régularisation des crédits sera effectuée lors de la seconde modification budgétaire extraordinaire 2015;

ADMET

la dépense.

26. Ecole du Vieux chemin d'Ere. Remplacement de la chaudière. Articles L 1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.
--

Madame l'Echevine Ludivine DEDONDER sort de séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment ses articles L1222-3 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 §1er 1° c;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans le secteur classique, notamment les articles 105 et 110;

Vu le rapport du 25 septembre 2015 établi par les services techniques dont les termes suivent :

"La chaudière gaz atmosphérique côté maternel de l'école du Vieux chemin d'Ere est hors service et irréparable.

Vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, une demande de prix a été effectuée auprès de deux firmes (ENVISYS et CFA) pour le remplacement de cette chaudière gaz atmosphérique par 2 chaudières à condensation.

La firme ENVISYS propose l'offre la plus intéressante d'un point de vue qualité/prix au montant de 12.520,00€ hors TVA et pourrait exécuter les travaux rapidement.";

Vu les offres reçues pour le remplacement d'une chaudière à gaz atmosphérique à l'école du Vieux chemin d'Ere par deux chaudières à condensation :

- CFA SA, rue du Mont d'Orcq à 7503 Froyennes, pour 12.834,83€ hors TVA
- ENVISYS, avenue du Champ de Bataille, 239 à 7012 Jemappes, pour 12.520,00€ hors TVA;

Considérant que, la période hivernale étant toute proche, l'urgence de procéder au remplacement de la chaudière à l'école du Vieux chemin d'Ere justifie le recours aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er, 1^{er} de la loi du 15 juin 2006;

Considérant qu'aucun crédit permettant de supporter cette dépense n'est inscrit au budget extraordinaire 2015;

Considérant qu'il est fait recours aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin de pourvoir à la dépense et que connaissance de cette décision, prise vu l'urgence résultant d'événements imprévisibles, sera donnée sans délai au Conseil communal qui en prendra acte et délibérera s'il admet ou non la dépense;

Considérant que la régularisation des crédits est effectuée via la deuxième modification budgétaire extraordinaire 2015 présentée en même séance;

Considérant que, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le Collège communal du 2 octobre 2015 a décidé de passer, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er, 1^{er} de la loi du 15 juin 2006, un marché de travaux ayant pour objet le remplacement de la chaudière à gaz atmosphérique à l'école du Vieux chemin d'Ere par deux chaudières à condensation, auprès de l'entreprise ENVISYS, avenue du Champ de Bataille, 239 à 7012 Jemappes, au montant de son offre la plus intéressante s'élevant à 15.149,20€ TVA comprise;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3^o du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE

de la décision prise par le Collège communal du 2 octobre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des dispositions des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

1. Il est passé un marché de travaux ayant pour objet le remplacement de la chaudière à gaz atmosphérique à l'école du Vieux chemin d'Ere par deux chaudières à condensation.
2. Ce marché est passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er, 1^{er} de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, auprès de l'entreprise ENVISYS, avenue du Champ de Bataille, 239 à 7012 Jemappes, au montant de son offre la plus intéressante s'élevant à 15.149,20€ TVA comprise.
3. De donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal.
4. De pourvoir à la dépense relative à l'exécution de ce marché et d'en donner connaissance au prochain Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense. La régularisation des crédits est effectuée via la seconde modification budgétaire extraordinaire 2015 présentée en même séance.

5. De transmettre ce dossier auprès des services UREBA (utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments) en vue d'une possible subside;

ADMET

la dépense.

27. Halle-aux-draps. Cabine haute tension. Mise en conformité et relocalisation. Mode et conditions de passation du marché.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la halle-aux-draps est dotée d'une cabine haute tension intérieure équipée d'un transformateur Askarel qu'il est nécessaire de mettre en conformité;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché de travaux ayant pour objet la mise en conformité et la relocalisation de la cabine haute tension de la halle-aux-draps, dont le coût est estimé à 53.719,01€ hors TVA, soit 65.000,00€ TVA comprise;

Considérant que les crédits sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 773/724-60;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1er : il sera passé un marché ayant pour objet la mise en conformité et la relocalisation de la cabine haute tension de la halle-aux-draps, dont le coût est estimé à 53.719,01€ hors TVA, soit 65.000,00€ TVA comprise. Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de travaux sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles, administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 65.000,00€ sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 773/724-60.

28. Bâtiments communaux. Appareils détecteurs de gaz. Maintenance. Mode et conditions de passation du marché.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1222-4;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment l'article 61;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 2;

Considérant que les services techniques communaux ont établi les clauses techniques d'un marché pluriannuel visant à la maintenance pendant une période de trois ans des appareils détecteurs de gaz dans les bâtiments communaux;

Considérant que ce marché est estimé à 50.910,00€ hors TVA, soit 61.601,10€ TVA comprise et que ces montants ont valeur d'indication sans plus;

Considérant que, bien que les crédits permettant de supporter la dépense relèvent du budget ordinaire, suivant l'avis de la tutelle, il appartient au Conseil communal, conformément aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, d'arrêter les mode et conditions de passation de ce marché, ce marché étant pluriannuel;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer, par procédure négociée, sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché pluriannuel de services ayant pour objet la maintenance des appareils détecteurs de gaz dans les bâtiments communaux pendant une période de 3 ans, estimé à 50.910,00€ hors TVA, soit 61.601,10€ TVA comprise.

Les montants repris ci-dessus ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs prestataires de service, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits permettant de supporter cette dépense sont inscrits au budget ordinaire 2015 et seront également inscrits aux budgets ordinaires 2016 et 2017.

**29. Convergence. Volet 3 "Embellissement des perspectives urbaines". Mise au point.
Proposition de mesures d'accélération liées à la réduction du délai d'exécution -
Acceptation.**

Madame la Conseillère communale Laurence BARBAIX rentre en séance.

A la demande du Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, le Président d'assemblée précise que si le Conseil communal n'accepte pas cette dépense, les subsides de l'Union européenne risquent d'être perdus.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que suivant la circulaire du 23 décembre 2014 émanant du département de la coordination des fonds structurels relative à la clôture des programmes "Convergence" Fonds européen de développement régional (Feder), la date finale d'éligibilité des dépenses (date ultime de paiement par les bénéficiaires) est fixée au 31 décembre 2015;

Considérant qu'à la date du 30 septembre 2015, le volet 3 relatif à "l'embellissement des perspectives urbaines" présente un consommé de dépenses de l'ordre de 2.640.784,17€ sur un portefeuille d'un montant de 4.920.086,64€;

Considérant que lors de la visite auprès du cabinet du ministre COLLIN, il a été déploré un montant de dépenses annoncé largement supérieur;

Considérant qu'il a néanmoins été plaidé la possibilité de maintenir la subvention, moyennant la mise en place de mesures d'accélération et la transmission d'un plan budgété réaliste;

Considérant qu'une réunion s'est tenue en présence de l'entreprise DRUEZ, adjudicataire des travaux de la rénovation de plus ou moins 40 façades (4ème phase);

Considérant qu'il convient d'emblée de préciser que l'entreprise dispose d'un délai d'exécution contractuel de l'ordre de 200 jours ouvrables, que le solde de celui-ci présente un disponible de 133 jours ouvrables à la date du 3 octobre 2015;

Considérant que pour des raisons imposées par la Police de Tournai, le chantier a été arrêté entre le 16 février 2015 et le 16 mars 2015 (interdiction d'échafaudages pour le carnaval);

Considérant qu'il a été demandé à l'entreprise DRUEZ de réduire le délai d'exécution, de manière à solder le décompte des travaux endéans la date ultime du 31 décembre 2015, soit le montant de plus ou moins 1.043.000,00€;

Considérant que cette demande consiste à une réduction du délai de 88 jours ouvrables;

Considérant que les mesures préconisées consistent en :

- une production de menuiseries extérieures estimée à 7 semaines, soit une production en usine en pose le jour, la nuit et le samedi;
- une pose des menuiseries, la mise en peinture des bâtiments, des corniches, des ferronneries, des menuiseries et des finitions intérieures le week-end;
- la présence journalière d'un contremaître;
- une rémunération à 200% des 2 heures supplémentaires de l'ensemble du personnel sur chantier présent 10 heures/jour,

soit un montant total de 160.605,12€ hors TVA, soit 170.241,33€ TVA comprise (6%);

Vu le rapport de l'auteur de projet reçu en date du 7 octobre 2015, stipulant ce qui suit :

"J'ai analysé le document transmis par l'entreprise DRUEZ pour entrer dans le délai souhaité pour finir le chantier (décompte de travaux concernant les "mesures d'accélération liées à la réduction du délai d'exécution" du 5 octobre 2015).

Je n'ai pas de remarque particulière à faire concernant celui-ci, le détail repris dans leur document concernant essentiellement un renforcement des moyens et des ressources et la réalisation de travaux en heures supplémentaires et/ou le week-end.

Seule remarque, que j'ai d'ailleurs transmise à l'entreprise DRUEZ, l'architecte en charge du projet est ANMA et non notre atelier, nous ne sommes que sous-traitants dans le cadre de ce projet.";

Considérant qu'à ce jour, sur base des derniers décomptes "en temps réel" sur l'avancement du projet que nous tenons, nous avons un dépassement de budget de l'ordre de 5% par rapport au marché; que la prise en charge de ces mesures d'accélération amènerait donc à un dépassement global de l'ordre de 15%;

Considérant que ces mesures ne seront probantes que si l'acceptation de celles-ci est communiquée à l'entreprise le 9 octobre 2015, moyennant accessibilité aux bâtiments, suivi immédiat dans le chef des décisions de l'auteur de projet et conditions météorologiques non exceptionnelles;

Considérant que le portefeuille de projet devrait permettre d'envisager cette dépense;

Considérant qu'il conviendra toutefois de solliciter du comité d'accompagnement la création d'une rubrique au sein de ce volet, intitulée "mesures d'accélération", financée par un transfert de la rubrique "mise en lumière de façades" vers la nouvelle rubrique ainsi créée;

Considérant qu'il convient de préciser que le délai imposé ne permet pas d'attendre l'accord sur l'éligibilité de cette dépense par la cellule coordination FEDER;

Considérant qu'à défaut de cet accord, ces mesures d'accélération auprès de la firme DRUEZ valent commande ferme et par là même, paiement intégral sur fonds propres;

Considérant que cette dépense excède les 10% de modifications à un marché autorisé au niveau du Collège communal;

Considérant que les crédits doivent être prévus en modification budgétaire n°2;

Considérant qu'en vertu des articles L1311-5 et L1222-4 du Code de la démocratie et de la décentralisation, le Collège communal du 9 octobre 2015 a donc décidé sans attendre l'accord de la cellule coordination FEDER :

- de marquer son accord sur la commande de mesures d'accélération auprès de l'entreprise adjudicataire des travaux de rénovation de plus ou moins 40 façades, la SA DRUEZ, au montant de 160.605,12€ hors TVA, soit 170.241,43€ TVA comprise, visant à réduire le délai d'exécution permettant la dépense des montants prévus au portefeuille de projet;
- de notifier cette commande dès ce vendredi 9 octobre 2015;
- de considérer ce montant dû dans sa globalité comme un montant forfaitaire en supplément aux postes de base, dès sa mise en oeuvre;
- de solliciter l'éligibilité de cette dépense auprès de la cellule coordination FEDER;
- de solliciter la création de la rubrique adéquate auprès du comité d'accompagnement;
- de pourvoir à la dépense en recourant aux articles L1311-5, L1222-3 et L1222-4;
- de donner connaissance au prochain Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;
- de transmettre la présente décision à l'autorité de tutelle;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège Communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE :

de la décision prise, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité en vertu des articles L1311-5, L1222-3 et L1222-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

- sans attendre l'accord de la cellule coordination fonds européen de développement régional (FEDER), de marquer son accord sur la commande de mesures d'accélération auprès de l'entreprise adjudicataire des travaux de rénovation de plus ou moins 40 façades, la SA DRUEZ, au montant de 160.605,12€ hors TVA, soit 170.241,43€ TVA comprise, visant à réduire le délai d'exécution permettant la dépense des montants prévus au portefeuille de projet - volet 3 et consistant en :
 - une production de menuiseries extérieures estimée à 7 semaines, soit une production en usine en pose le jour, la nuit et le samedi;
 - une pose des menuiseries, la mise en peinture des bâtiments, des corniches, des ferronneries, des menuiseries et des finitions intérieures le week-end;
 - la présence journalière d'un contremaître;

- une rémunération à 200% des 2 heures supplémentaires de l'ensemble du personnel sur chantier présent 10 heures/jour;

- de notifier cette commande dès ce vendredi 9 octobre 2015;
- de considérer ce montant dû dans sa globalité comme un montant forfaitaire en supplément aux postes de base, dès sa mise en oeuvre;
- de solliciter l'éligibilité de cette dépense auprès de la cellule coordination FEDER;
- de solliciter la création de la rubrique adéquate auprès du comité d'accompagnement;
- de pourvoir à la dépense en recourant aux articles L1311-5 et L1222-4;
- de donner connaissance au prochain Conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;
- de transmettre la présente décision à l'autorité de tutelle;

ADMET

la dépense.

<p>30. Objectif Convergence. Signalisation touristique. Paiement de la seconde facture incontestablement due. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.</p>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1311-5;

Vu sa décision du 24 octobre 2014 de désigner la firme AJV SPRL, chaussée d'Alseberg, 125 à 1420 Braine-l'Alleud, dans le cadre du marché de fournitures ayant pour objet la fourniture et le placement de la signalisation directionnelle touristique piétonne de la Ville de Tournai, complémentaire à celle existante, au montant de son offre négociée comportant la fourniture et la pose de deux étriers de protection, jugée régulière, s'élevant à 39.893,70€ TVA comprise;

Considérant que le cahier spécial des charges permettait la facturation au fur et à mesure de la livraison et de l'installation directionnelle piétonne;

Vu la facture n°2015/54, émanant de la firme AJV SPRL, s'élevant à 25.050,00€, soit 30.310,50€ TVA comprise;

Considérant que cette facture porte sur le solde du marché et que certains éléments n'ont pas été réalisés à ce jour;

Vu la note de crédit n°2015/NC2, émanant de la firme AJV SPRL, s'élevant à 2.220,00€ hors TVA, soit 2.686,20€ TVA comprise;

Considérant que le fonctionnaire dirigeant indique que cette note de crédit ne comprend pas le montant des étriers qui sont en possession de la firme mais qui n'ont pas encore été livrés et propose de ne payer ces étriers, d'un montant de 1.200,00€ hors TVA, soit 1.452,00€ TVA comprise, qu'à l'issue de la réception provisoire;

Considérant que le montant qui peut être liquidé à la firme AJV SPRL s'élève donc au montant incontestablement dû de 21.630,00€ hors TVA, soit 26.172,30€ TVA comprise;

Vu la décision du Collège communal du 18 septembre 2015 d'approuver et d'autoriser le paiement à la firme AJV SPRL, chaussée d'Alseberg, 125 à 1420 Braine-l'Alleud, de l'incontestablement dû sur le montant de sa facture n°2015/54, déduction faite de la note de crédit n°2015/NC2, s'élevant à 21.630,00€ hors TVA, soit 26.172,30€ TVA comprise, relative à la seconde phase d'installation de la signalisation touristique piétonne complémentaire, et ce, pour mission accomplie et d'approuver et d'autoriser le paiement à la firme AJV SPRL, dès l'approbation de la réception provisoire du solde de la facture relative à la fourniture et la pose des étriers de protection, soit la somme de 1.200,00€ hors TVA, soit 1.452,00€ TVA comprise;

Vu la remarque de la Direction financière et comptable sur l'insuffisance des crédits pour procéder au paiement;

Considérant que cette insuffisance provient d'un non-engagement de crédit d'un dossier de réparation de signalisation touristique en 2014;

Considérant que dans le cadre de ce dossier, les subsides de l'objectif convergence sont octroyés à concurrence de 90%;

Considérant qu'il convient toutefois que toutes les dépenses soient effectuées avant le 31 décembre 2015;

Considérant qu'il est proposé de recourir aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin de pourvoir à ces dépenses;

Considérant que la régularisation des crédits sera effectuée lors de la seconde modification budgétaire extraordinaire 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE :

de la décision prise, vu l'urgence, par le Collège communal, en séance du 2 octobre 2015 :

- d'approuver et d'autoriser le paiement à la firme AJV SPRL, chaussée d'Alseberg, 125 à 1420 Braine-l'Alleud, de l'incontestablement dû sur le montant de sa facture n°2015/54, déduction faite de la note de crédit n°2015/NC2, s'élevant à 21.630,00€ hors TVA, soit 26.172,30€ TVA comprise, relative à la seconde phase d'installation de la signalisation touristique piétonne complémentaire, et ce pour mission accomplie;
- d'approuver et d'autoriser le paiement à la firme AJV SPRL, dès l'approbation de la réception provisoire du solde de la facture relative à la fourniture et la pose des étriers de protection, soit la somme de 1.200,00€ hors TVA, soit 1.452,00€ TVA comprise;
- de pourvoir aux dépenses et de donner connaissance de cette décision au prochain Conseil communal;

ADMET

la dépense.

31. Eclairage public. Saint-Maur, chaussée de Valenciennes. Remplacement d'un ouvrage accidenté.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mise à charge des gestionnaires de réseau de distribution en ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseaux de distribution d'énergie et leurs associés;
Considérant que, par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut a été désignée en tant que gestionnaire du réseau de distribution sur le territoire de Tournai;
Considérant qu'en date du 31 décembre 2013, l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets est né de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie, dont l'intercommunale d'électricité du Hainaut;
Considérant que par son courrier du 7 septembre 2015, ORES Assets indique, suite à l'intervention de son service dépannage, que le luminaire géolum n°255/09327, chaussée de Valenciennes à Saint-Maur, a fait l'objet de dégradations causées dans le cadre d'un accident dont l'auteur est connu et que le coût du remplacement de ce point s'élève forfaitairement à 2.209,54€ hors TVA, soit 2.673,54€ TVA 21% comprise;
Considérant que le service "assurance" a entamé les démarches nécessaires auprès de la partie adverse afin que la Ville de Tournai soit indemnisée;
Considérant que les services techniques ont émis un avis favorable;
Considérant que les crédits nécessaires sont prévus sous l'article 426/735-60, à concurrence de 150.000,00€ au budget extraordinaire 2015 (financement par emprunt) et 50.000,00€ en modification budgétaire extraordinaire 2015 (financement par fonds de réserve);
Considérant que, conformément à l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de confier le remplacement de ce point lumineux à ORES;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à ORES Assets, rue de la Lys, 10 à 7500 Tournai, le remplacement du luminaire n°255/09327, chaussée de Valenciennes à Saint-Maur, au montant forfaitaire de 2.209,54€ hors TVA, soit 2.673,54€ TVA 21% comprise.

32. Eclairage public. Tournai, résidence Marcel Carboneille. Remplacement d'ouvrages vétustes.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;
Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mise à charge des gestionnaires de réseau de distribution, en ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseaux de distribution d'énergie et leurs associés;
Considérant que, par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut a été désignée en tant que gestionnaire du réseau de distribution sur le territoire de Tournai;
Considérant qu'en date du 31 décembre 2013, l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets est né de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie, dont l'intercommunale d'électricité du Hainaut;
Considérant que, par son courrier du 7 septembre 2015, ORES Assets indique, suite à l'intervention de son service dépannage, que les luminaires géolum n°255/05898, 255/05900, 255/05903 et 255/05904, résidence Marcel Carbonnelle à Tournai, sont vétustes et irréparables et que le coût du remplacement de ces points s'élève forfaitairement à 2.285,10€ hors TVA, soit 2.764,97€ TVA 21% comprise;
Considérant que les services techniques ont émis un avis favorable;
Considérant que les crédits nécessaires sont prévus sous l'article 426/735-60, à concurrence de 150.000,00€ au budget extraordinaire 2015 (financement par emprunt) et 50.000,00€ en modification budgétaire extraordinaire 2015 (financement par fonds de réserve);
Considérant que, conformément à l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de confier le remplacement de ces points lumineux à ORES;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à ORES Assets, rue de la Lys, 10 à 7500 Tournai, le remplacement des luminaires n°255/05898, 255/05900, 255/05903 et 255/05904, résidence Marcel Carbonnelle à Tournai, au montant forfaitaire de 2.285,10€ hors TVA, soit 2.764,97€ TVA 21% comprise.

33. Eclairage public. Tournai, parc de la rue de Troyes. Remplacement d'ouvrages vandalisés. Acceptation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;
Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mise à charge des gestionnaires de réseau de distribution pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;
Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseaux de distribution d'énergie et leurs associés;

Considérant que, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) a été désignée en tant que gestionnaire du réseau de distribution sur le territoire de Tournai;

Considérant qu'en date du 31 décembre 2013, ORES (opérateur des réseaux gaz et électricité) Assets est né de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie, en ce compris l'intercommunale d'électricité du Hainaut;

Considérant que par son courrier du 7 juillet 2015, ORES Assets indique que, suite à l'intervention de son service dépannage, les luminaires géolum n°255/07178, 255/07182 et 255/07186, situés dans le parc de la rue de Troyes à Tournai, ont fait l'objet d'un acte de vandalisme dont les auteurs ne sont pas connus et que le coût du remplacement de ces points lumineux s'élève forfaitairement à 4.267,81€ hors TVA, soit 5.164,05€ TVA 21% comprise;

Considérant que les services techniques ont émis un avis favorable;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus sous l'article 426/735-60, à concurrence de 150.000,00€ au budget extraordinaire 2015 (financement par emprunt) et 50.000,00€ en modification budgétaire extraordinaire n°1 (financement par fonds de réserve);

Conformément à l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal d'accepter que le remplacement de ces points lumineux soit confié à ORES;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à ORES Assets, rue de la Lys, 10 à 7500 Tournai, le remplacement des luminaires n°255/07178, 255/07182 et 255/07186 situés dans le parc rue de Troyes à Tournai, au montant forfaitaire de 4.267,81€ hors TVA, soit 5.164,05€ TVA 21% comprise.

34. Eclairage public. Froyennes, rue de la Borgnette. Remplacement d'un ouvrage accidenté. Acceptation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mise à charge des gestionnaires de réseau de distribution pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseaux de distribution d'énergie et leurs associés;

Considérant que, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut (IEH) a été désignée en tant que gestionnaire du réseau de distribution sur le territoire de Tournai;

Considérant qu'en date du 31 décembre 2013, ORES Assets est né de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie, en ce compris l'intercommunale d'électricité du Hainaut;

Considérant que, par son courrier du 29 juin 2015, ORES (opérateur des réseaux gaz et électricité) Assets indique que, suite à l'intervention de son service dépannage, le luminaire géolum n°255/13009, rue de la Borgnette à 7503 Froyennes, a été endommagé dans le cadre d'un accident dont l'auteur n'est pas connu et que le coût du remplacement de ce point s'élève forfaitairement à 2.237,04€ hors TVA, soit 2.706,82€ TVA 21% comprise;

Considérant que les services techniques ont émis un avis favorable;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus sous l'article 426/735-60, à concurrence de 150.000,00€ au budget extraordinaire 2015 (financement par emprunt) et 50.000,00€ en modification budgétaire extraordinaire n°1 (financement par fonds de réserve);

Considérant que, conformément à l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal d'accepter que ce point lumineux soit remplacé par ORES;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à ORES Assets, rue de la Lys, 10 à 7500 Tournai, le remplacement du luminaire géolum n°255/13009 de la rue de la Borgnette à 7503 Froyennes, au montant forfaitaire de 2.237,04€ hors TVA, soit 2.706,82€ TVA 21% comprise.

35. Eclairage public. Froyennes, rue de Maire. Remplacement d'un ouvrage accidenté. Acceptation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 18 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mise à charge des gestionnaires de réseau de distribution pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseaux de distribution d'énergie et leurs associés;

Considérant que par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut a été désignée en tant que gestionnaire du réseau de distribution sur le territoire de Tournai;

Considérant qu'en date du 31 décembre 2013, ORES (opérateur des réseaux gaz et électricité) Assets est né de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie, en ce compris l'intercommunale d'électricité du Hainaut;

Considérant que dans son courrier du 7 juillet 2015, ORES Assets indique que, suite à l'intervention de son service dépannage, le luminaire géolum n°255/13013 de la rue de Maire à 7503 Froyennes a été

endommagé dans le cadre d'un accident dont l'auteur est connu et que le coût du remplacement de ce point lumineux s'élève forfaitairement à 2.294,49€ hors TVA, soit 2.776,33€ TVA 21% comprise;
Considérant que les services techniques ont émis un avis favorable;
Considérant que les crédits nécessaires sont prévus sous l'article 426/735-60, à concurrence de 150.000,00€ au budget extraordinaire 2015 (financement par emprunt) et 50.000,00€ en modification budgétaire extraordinaire n°1 (financement par fonds de réserve);
Considérant que conformément à l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal d'accepter que le remplacement de ce point lumineux soit confié à ORES;
Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à ORES Assets, rue de la Lys, 10 à 7500 Tournai, le remplacement du luminaire géolum n°255/13013 de la rue de Maire à 7503 Froyennes, au montant forfaitaire de 2.294,49€ hors TVA, soit 2.776,33€ TVA 21% comprise.

36. Eclairage public. Froyennes, rue de Maire. Remplacement d'un ouvrage accidenté. Acceptation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mise à la charge des gestionnaires de réseau de distribution pour ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseaux de distribution d'énergie et leurs associés;

Considérant que, par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut a été désignée en tant que gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de Tournai;

Considérant qu'en date du 31 décembre 2013, l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets est né de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie, en ce compris l'intercommunale d'électricité du Hainaut;

Considérant que, dans son courrier du 28 septembre 2015, ORES Assets indique, suite à l'intervention de son service dépannage, que le luminaire géolum n°255/13020, rue de Maire à Froyennes, a fait l'objet de dégradations dans le cadre d'un accident dont l'auteur est connu et que le coût du remplacement de ce point s'élève forfaitairement à 2.185,00€ hors TVA, soit 2.643,85€ TVA 21% comprise;

Considérant que les services techniques ont émis un avis favorable;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus sous l'article 426/735-60, à concurrence de 150.000,00€ au budget extraordinaire 2015 (financement par emprunt) et 50.000,00€ en modification budgétaire extraordinaire 2015 (financement par fonds de réserve);

Considérant que, conformément à l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de confier le remplacement de ce point lumineux à ORES;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à ORES Assets, rue de la Lys, 10 à 7500 Tournai, le remplacement du luminaire n°255/13020, rue de Maire à Froyennes, au montant forfaitaire de 2.185,00€ hors TVA, soit 2.643,85€ TVA 21% comprise.

37. Eclairage public. Tournai, quai Saint-Brice. Remplacement d'un ouvrage accidenté. Acceptation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mise à la charge des gestionnaire de réseau de distribution en ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseaux de distribution d'énergie et leurs associés;

Considérant que, par arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut a été désignée en tant que gestionnaire de réseau de distribution sur le territoire de Tournai;

Considérant qu'en date du 31 décembre 2013, l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets est né de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie, en ce compris l'intercommunale d'électricité du Hainaut;

Considérant que, dans son courrier du 10 septembre 2015, ORES Assets indique, suite à l'intervention de son service dépannage, que le luminaire géolum n°255/04138, quai Saint-Brice à Tournai, a fait l'objet de dégradations dans le cadre d'un accident dont l'auteur n'est pas connu et que le coût du remplacement de ce point s'élève forfaitairement à 2.220,52€ hors TVA, soit 2.686,83€ TVA 21% comprise;

Considérant que les services techniques ont émis un avis favorable;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus sous l'article 426/735-60, à concurrence de 150.000,00€ au budget extraordinaire 2015 (financement par emprunt) et 50.000,00€ en modification budgétaire extraordinaire 2015 (financement par fonds de réserve);

Considérant que, conformément à l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de confier le remplacement de ce point lumineux à ORES;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à ORES Assets, rue de la Lys, 10 à 7500 Tournai, le remplacement du luminaire n°255/04138, quai Saint-Brice à Tournai, au montant forfaitaire de 2.220,52€ hors TVA, soit 2.686,83€ TVA 21% comprise.

38. Fêtes de fin d'année. Acquisition de décorations lumineuses. Mode et conditions de passation du marché.
--

Madame l'Echevine Ludivine DEDONDER, Madame la Conseillère communale Rita DESENCLOS-LECLERCQ, Monsieur le Conseiller communal Didier SMETTE rentrent en séance. Messieurs les Conseillers communaux Emmanuel VANDECAVEYE et Geoffroy HUEZ sortent de séance.

D'emblée Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, demande quel sera le programme des festivités de fin d'année et à quoi servent ces 25.000,00€.

Le **Président** d'assemblée invite Monsieur l'Echevin PS des fêtes publiques, Vincent BRAECKELAERE, à répondre à la question de l'utilisation des 25.000,00€, le programme des festivités ne figurant pas à l'ordre du jour de la séance.

Monsieur l'Echevin PS, **Vincent BRAECKELAERE**, intervient alors comme suit :

"Le Collège vient de faire le choix de consentir un investissement pour décorer, illuminer, embellir notre grand place durant les fêtes de fin d'année. Choix auquel j'adhère à cent pour cent. Chaque année les activités proposées à cette période suscitent débats, polémiques, controverses, critiques. Mais depuis des années ce que j'entends surtout, et mes collègues aussi, c'est que notre grand place n'est pas assez mise en valeur.

L'année dernière, par exemple, tout le monde a reconnu la beauté du sapin, beaucoup mieux fourni que le rachitique d'il y a quelques années et plus joli que le cuberdon d'il y a deux ans, mais on a aussi dit que le sapin n'était pas suffisamment décoré et illuminé.

On entend souvent aussi que certains monuments remarquables, comme la Halle-aux-draps ou le Beffroi, ne sont pas assez mis en valeur, en évidence et en perspective.

Idem pour les créations d'aménagements arborés faites de main de maître par notre service des espaces verts. Certains endroits étaient de véritables trous noirs qui rendaient notre grand place assez triste, alors qu'à cette période elle devrait scintiller de mille feux, à l'instar d'autres villes où personne ne s'insurge d'un investissement pour embellir un lieu de ville.

Et bien tout ça, le Collège l'a entendu et a décidé d'agir.

C'est pourquoi nous avons pris la décision d'acquérir du décor, et surtout des illuminations, pour faire de ce forum un lieu lumineux, attractif et joyeux, en phase avec cette période festive.

Je crois qu'il était utile et nécessaire de le faire car la grand place, malgré les diverses activités qui seront proposées dans d'autres quartiers, reste le lieu de convergence principal des visiteurs, des badauds, des promeneurs attirés également par le marché de Noël couvert dans la Halle-aux-Draps dont le succès de fréquentation ne se conteste pas. Voilà pourquoi on a consenti cet investissement. Le coût en lui-même s'explique aisément. Nous avons bien réfléchi à ne pas faire n'importe quoi, quoi qu'en pensent parfois certains. Pour le choix du matériel, de la décoration et pour la conception, nous avons fait appel à une personne de nos services, architecte d'intérieur, qui a proposé le projet au Collège vendredi dernier.

Nous avons aussi demandé à cette personne de faire des choix judicieux et réfléchis dans le souci de la bonne gestion du crédit imparti.

Nous avons donc choisi d'acquérir du matériel et de la décoration de qualité, résistants et durables, car le but est de placer ce matériel au moins cinq ans, quitte à le compléter selon les besoins.

Evidemment la qualité, ce n'est pas un secret, à un prix.

Nous avons aussi veillé à acheter des guirlandes peu énergivores, car elles seront toutes équipées d'ampoules LED. Idem pour la mise en valeur par éclairage des éléments précités. Vous n'êtes pas sans savoir que le LED est plus cher à l'achat, mais qu'on amortit ce surcoût à l'usage.

On ne jette donc pas l'argent public par les fenêtres pour faire n'importe quoi.

Pour conclure, on peut ne pas être d'accord sur le choix et la décision de ces acquisitions.

Et si vraiment vous n'en voulez pas ou si d'autres dans cette vénérable assemblée ne sont pas favorables à cet investissement, je vous rappelle qu'il vous est loisible d'introduire une demande d'action participative citoyenne et populaire, consultation très à la mode et en vogue pour le moment dans notre belle entité afin de remettre en question la décision du Collège. Tout en sachant que, cette fois, nous n'aurons d'autre choix que de mettre du moderne et contemporain.

En effet, le but n'est pas de défigurer et dénaturer cette grand place aux bâtiments et monuments anciens et antiques, mais malgré maintes recherches, nous n'avons pas trouvé de guirlandes, d'ampoules et de boules de Noël en pierre.

Manifestement, cela ne se fait plus depuis le néolithique.

J'espère avoir répondu au mieux à votre question et je vous souhaite une bonne continuation à l'occasion de cette agréable soirée."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient ensuite :

"On nous demande 25.000,00€ pour des décorations de Noël en Ville. En d'autres circonstances, quand vous aimez mettre en avant le montant, vous le traduisez en francs belges. En tant que conseillers communaux, nous pouvons nous poser la question de l'utilisation des deniers publics. Je reviens sur une intervention faite lors de la précédente législature. Comme vous, j'avais constaté que beaucoup de Tournaisiens se plaignaient des décorations de Noël, trouvant qu'elles étaient un peu vieillot, que c'était tout et n'importe quoi, et qu'il fallait tenir compte de l'image de marque de la Ville en cette période de fin d'année. Je vous rejoins totalement sur ce point.

Vous parlez d'un plan pour la grand place. Il n'y avait rien de cela dans le dossier.

Nous avons donc dû nous prononcer par rapport à un catalogue d'objets de décorations de Noël. Maintenant, vous avez donné une cohérence à tout cela. Nous allons donc vous suivre."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013, notamment l'article 5 §3;

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir, pour les fêtes de fin d'année, des décorations lumineuses;

Considérant que le service du tourisme a établi les documents requis à la passation de ce marché de fournitures estimé à ± 25.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que les crédits nécessaires permettant de supporter les dépenses liées à cette acquisition seront prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire n°2/2015;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er :

Il sera passé un marché de fournitures à lots ayant pour objet l'acquisition de décorations lumineuses estimé et ventilé comme suit :

- Lot 1 : décorations diverses 7.837,51 € (TVA comprise)

- Lot 2 : décorations lumineuses 16.123,65 € (TVA comprise)

Représentant un montant total de 23.961,16 € TVA comprise. Les montants repris ci-avant ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs fournisseurs conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78, § 1, 84, 95, 127 et 160 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits permettant de faire face à la dépense seront inscrits par voie de modification budgétaire extraordinaire numéro 2.

39. Académie des Beaux-Arts. Acquisition de mobilier divers pour le réaménagement de locaux. Mode et conditions de passation du marché.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26, §1er, 1°, a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics notamment l'article 5, §2;

Considérant qu'afin de réaménager des locaux à l'académie des Beaux Arts en divers ateliers (atelier volume, atelier communication visuelle, atelier couleur, atelier bande dessinée, atelier illustration et

atelier peinture), en salle de réunion et en secrétariat, il convient d'acquérir du mobilier divers ainsi que du mobilier pour dessinateurs;

Considérant qu'un marché de fournitures à lots sera passé et composé comme suit:

- lot 1 : acquisition de mobilier divers estimé à 30.000,00€ TVA comprise;
- lot 2: acquisition de mobilier pour dessinateur, estimé à 5.000,00€ TVA comprise;

Considérant que ce marché est estimé à 35.000,00€ TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation des marchés et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché à lots, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 35.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article 7341/741-98 (financement par fonds de réserve);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché à lots ayant pour objet l'acquisition de mobilier divers pour le réaménagement de locaux à l'académie des Beaux Arts ainsi que du matériel pour dessinateur, estimé et ventilé comme suit :

- lot 1 : acquisition de mobilier divers, estimé à 30.000,00€ TVA comprise,
- lot 2 : acquisition de mobilier pour dessinateur, estimé à 5.000,00€ TVA comprise, représentant un montant total de 35.000,00€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 35.000,00€ a été inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°1 (exercice 2015) sous l'article 7341/741-98 (financement par fonds de réserve).

40. Barry, rue de Bonneau. Installations sportives. Fourniture et pose de deux feux à pellets. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur l'Echevin Vincent BRAECKELAERE sort de séance. Monsieur le Conseiller communal Emmanuel VANDECAVEYE rentre en séance.

Le Conseiller communal Tournai Plus, **Albert PESIN**, formule deux remarques au sujet de ce dossier. Elles portent sur l'assurance de la Ville en matière de vol et de la pose d'une clôture, dossier déjà soumis au Conseil communal.

Monsieur l'Echevin PS, **Tarik BOUZIANE**, lui répond comme suit :

"Les feux ont été volés l'an passé, une semaine après leur installation. La compagnie d'assurance se retranche derrière le fait que ces feux faisaient partie du contenant et pas du contenu. Le club est

assuré pour le contenu. Nous sommes toujours en négociation sur ce point. Dans l'intervalle, nous avons 150 enfants qui grelottent. Pour leur éviter de vivre une saison difficile, nous avons décidé de remplacer ces feux rapidement.

Une clôture a été installée par la Ville à charge du club. Je précise, au surplus, que les feux étaient installés à l'intérieur de la buvette. Celle-ci n'est pas destinée uniquement aux parents mais aussi aux enfants et aux joueurs."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les installations sportives (terrain de football et locaux) situées rue de Bonneau à Barry et occupées par le club de l'Inter de Barry sont la propriété de la Ville;

Considérant qu'il est nécessaire d'acquérir et d'installer deux feux à pellets dans les locaux du club, ces derniers ayant été volés l'année dernière;

Considérant que, suite à ce vol, le site est en voie d'être clôturé et donc sécurisé;

Considérant que ce marché de fourniture est estimé à ± 5.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 5.000,00€ est inscrit par voie de modification budgétaire n°2 sous l'article budgétaire 7643/724-60 (montant financé par fonds de réserve);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet la fourniture et la pose de deux feux à pellets destinés aux locaux du club de l'Inter de Barry sis rue de Bonneau à Barry.

Article 2 : ce marché de fournitures est estimé à ± 5.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 3 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 4 : ce marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 5.000,00€ est inscrit par voie de modification budgétaire n°2 sous l'article budgétaire 7643/724-60.

<p>41. Service informatique. Acquisition, avec maintenance sur 4 ans, du module de transfert des casiers judiciaires et des permis de conduire entre les communes. Mode et conditions de passation du marché.</p>

Monsieur le Conseiller communal Jean-Louis CLAUX rentre en séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1 1° f;

Vu la note de motivation établie par le service informatique stipulant :

"Le service des affaires administratives et sociales travaille quotidiennement avec le logiciel Saphir, fourni par la firme CIVADIS. Il existe un module dans l'application pour gérer les transferts entre communes des casiers et des permis de conduire.

Actuellement, lorsqu'un citoyen venant d'une autre commune s'inscrit à Tournai, nous devons envoyer à la commune d'origine, un courrier demandant de nous envoyer une copie du permis et le casier judiciaire du citoyen en question. Cela représente beaucoup de travail et surtout beaucoup de paperasse.

Ce module nous permettrait de ne plus devoir envoyer de courrier papier, la commune d'origine étant prévenue automatiquement du changement d'adresse par le logiciel."

Considérant que le montant estimé du marché, y compris la maintenance sur quatre années, s'élève à 2.314,05€ hors TVA, soit 2.800,00€ TVA comprise;

Considérant que le module devant être compatible avec le logiciel Saphir existant, seule la firme CIVADIS est capable de le fournir;

Considérant que les crédits nécessaires permettant de supporter les dépenses liées à l'acquisition sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53. Les crédits relatifs à la maintenance seront prévus aux budgets ordinaires 2016, 2017, 2018 et 2019;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité après consultation d'un seul fournisseur conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° f de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition du module "transfert intercommunes des casiers et des permis de conduire" du logiciel Saphir avec maintenance sur 4 ans, estimé à 2.314,05€ hors TVA soit 2.800,00€ TVA 21% comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera passé par procédure négociée sans publicité après consultation de la seule firme CIVADIS et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché sera constaté conformément aux dispositions de l'article 105 §1er 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.

Article 4 : les crédits destinés à cette acquisition sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53 et financés par emprunt. Pour la partie maintenance, des crédits seront prévus aux budgets ordinaires 2016, 2017, 2018 et 2019.

42. Service informatique. Acquisition d'un logiciel de gestion des crèches communales avec maintenance sur 4 ans. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, demande s'il ne serait pas intéressant de demander une option de maintenance sur 10 ans plutôt que sur 4.

Le **Président** d'assemblée précise que l'obsolescence d'un logiciel est très rapide. Quelle serait dès lors l'utilité d'un contrat de maintenance sur 10 ans pour un logiciel qui serait amorti en 4 ans ?

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, fournitures et services, notamment l'article 26, §1, 1° a;

Vu la note de motivation établie par le service informatique stipulant :

"Actuellement, les agents des crèches encodent leurs données dans une application développée par le service informatique du centre public d'action sociale (C.P.A.S.). Cette application est basée sur des technologies devenues obsolètes (Cobol sur machine 3270 d'IBM datant de la fin des années 70). Cette application doit être remplacée pour passer à des technologies plus modernes et ajouter des fonctionnalités indisponibles dans l'application actuelle :

- visualisation globale et par service du taux de présence des enfants et contrôle des présences selon les contrats d'accueil;
- impression automatique des attestations fiscales selon le modèle imposé par l'Office de la naissance et de l'enfance (O.N.E.);
- impression directe des demandes d'interventions accueil de l'O.N.E. sur les formulaires adéquats;
- optimisation du taux de fréquentation et meilleur suivi médical.

Etant donné que l'analyse de la possibilité de développer en interne une nouvelle solution a montré que cette option n'était pas envisageable par rapport aux ressources disponibles en développement informatique et à la complexité de l'opération, nous proposons de passer un marché pour l'acquisition d'un logiciel de gestion des crèches communales et sa maintenance sur 4 ans.";

Considérant que le montant estimé du marché, y compris la maintenance sur quatre années, s'élève à 14.049,60€ hors TVA, soit 17.000,00€ TVA comprise;

Considérant que les crédits nécessaires permettant de supporter la dépense liée à l'acquisition sont prévus au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53 et que les crédits relatifs à la maintenance seront prévus aux budgets ordinaires 2016, 2017, 2018 et 2019;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'avis Positif avec remarques du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant qu'il s'indique d'examiner les possibilités du logiciel qui sera choisi avec le logiciel de comptabilité en matière de facturation des participations financières parentales;
Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un logiciel de gestion des crèches communales et sa maintenance sur 4 ans, estimé à 14.049,60€ hors TVA, soit 17.000,00€ TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs fournisseurs conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78, § 1, 84, 95, 127 et 160 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits permettant de faire face à la dépense liée à l'acquisition sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 104/742-53 (financement par emprunt). Les crédits relatifs à la maintenance seront prévus aux budgets ordinaires 2016, 2017, 2018 et 2019.

43. Service informatique. Acquisition d'un logiciel de gestion de l'urbanisme. Annexe à la convention-cadre conclue avec l'intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO). Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le service urbanisme souhaite acquérir un logiciel de gestion de l'urbanisme afin d'améliorer la gestion des dossiers qui lui sont soumis;

Considérant que l'intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle (IMIO) a développé un logiciel de gestion de l'urbanisme (URBAN);

Considérant que ce logiciel a été testé pendant plusieurs semaines par le service urbanisme et répond à ses besoins;

Considérant la note de motivation du service urbanisme dont les termes suivent :

"Après avoir pu tester le logiciel IMIO URBAN pour le service urbanisme, je confirme l'intérêt pour le service d'acquérir ce logiciel.

Ce logiciel nous permettra de gagner du temps et de l'efficacité dans les dossiers. L'interface est identique et aussi intuitive que celle de "Ecollège" et ces deux logiciels sont amenés à être compatibles.

IMIO s'était engagé à modifier les formulaires d'envoi du primo dossier au fonctionnaire délégué ainsi que l'accusé de réception. Ces deux documents ont été modifiés et fonctionnent. Le champ de texte relatif aux signatures et au logo de la Ville a également été modifié pour reprendre nos modèles (ceci durant la phase de test). D'autres documents seront à modifier par IMIO.

Notre système actuel, qui a le mérite d'exister, ne pourra plus s'étendre à l'infini (15.000 lignes dans un fichier EXCEL) et commence de temps en temps à montrer des faiblesses. Il est donc indispensable que le service s'équipe d'une solution informatique d'avenir (surtout à la lumière des réformes qui s'annoncent avec des délais de rigueur à la clef).

Quatre choses sont cependant à prendre en considération :

- la formation du personnel (avec l'aide nécessaire à l'adaptation de nos modèles)
- essayer autant que possible (nous savons que tout ne sera pas possible) de récupérer les anciennes données (notre fichier EXCEL) pour les ancrer avec la cartographie d'URBAN
- prévoir les évolutions législatives en cours [Code du développement territorial (CoDT)...], IMIO adaptant de toute façon ses logiciels à la législation vu le nombre de communes affiliées
- prévoir des frais de maintenance pour nous accompagner et acquérir les mises à jour en temps utile.

Pour ces raisons, je suis favorable à l'acquisition de ce logiciel pour le service urbanisme."

Considérant que le coût d'acquisition du logiciel URBAN s'élève à 20.920,98€ hors TVA (prévu au budget extraordinaire 2015) et que la maintenance s'élèvera à 7.739,35€ hors TVA par an à partir de 2016 (la TVA n'est pas applicable aux produits fournis par IMIO);

Considérant la convention-cadre de services avec l'intercommunale IMIO approuvée par le Conseil communal en date du 22 septembre 2014;

Considérant qu'afin d'acquérir le logiciel URBAN, il convient d'approuver l'annexe à la convention-cadre précitée et relative à ce logiciel;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver les termes de l'annexe à la convention-cadre de services conclue avec l'intercommunale IMIO approuvée en séance du 22 septembre 2014 et relative au logiciel libre "gestion du service urbanisme" dont les termes suivent :

DISPOSITIONS PARTICULIERES 05 - ANNEXE LOGICIEL LIBRE "GESTION DU SERVICE URBANISME"

Ces dispositions particulières sont applicables au contrat n° IMIO/VILLE TOURNAI/2014-01 conclu le 24 septembre 2014 entre l'administration communale de Tournai et IMIO.

Description de la Mission / Services confiés par le membre adhérent à IMIO:

L'objet de cette convention est de fixer les modalités de mise à disposition du logiciel de gestion du service urbanisme au membre adhérent et les conditions spécifiques de participation au projet de mutualisation. La solution est mise à disposition avec les fonctionnalités actuellement disponibles.

Les services IMIO associés sont les suivants :

- Accompagnement du membre adhérent à la mise en œuvre;
- Suivi du projet et accompagnement individualisé;
- Fourniture et implémentation du logiciel;
- Etude spécifique et personnalisée des besoins;
- Documentation technique de la configuration;
- Formation;
- Guide d'utilisation pour chaque outil;
- Support téléphonique et par e-mail à l'administrateur (pas de help-desk aux utilisateurs finaux);
- Séances de formation (accès aux ateliers, users group,...);
- Hébergement de la solution en mode SaaS (Software as a Service).

Prestations relatives à l'accompagnement de mise en œuvre (frais uniques) :

IMIO accompagne le membre adhérent afin de :

- Donner la formation qui permettra aux porteurs de projet du membre adhérent de démarrer le projet;
- Collecter et analyser des informations nécessaires à la mise en œuvre;
- Configurer et implémenter le produit.

Les services couverts sont :

Installation locale ou sur l'infrastructure d'hébergement d'IMIO :	Cette procédure générique commune aux produits basés sur le CMS Plone est décrite ci-après.
Importation des données cadastrales :	Les données liées à l'application «Urbain» sont importées dans Urban par l'équipe IMIO. Il s'agit des informations relatives aux revenus cadastraux et à la contenance, des matrices et plans cadastraux.
Aide au paramétrage «standard» de l'application :	<p>Avant de passer en production, il est nécessaire de configurer l'application en fonction des données propres au service urbanisme.</p> <p>Ces informations sont de trois ordres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les modèles de documents bureautiques (Openoffice ou MS Word). Une version «générique» pour chaque procédure est fournie par défaut. Les en-têtes et pieds de page seront adaptés par l'équipe IMIO. Il est également possible de modifier le corps du document (il s'agit d'un modèle openoffice). Cette démarche nécessite des connaissances plus pointues. Ce travail n'est pas compris dans le forfait prévu, mais peut être réalisé sur demande par l'équipe IMIO. Dans cette perspective les modèles de documents utilisés par la ville doivent être transmis à l'équipe de support (support@IMIO.be). • Les paramètres liés à la gestion des permis. • Les données à importer (signalétiques et autres). Divers outils d'importations à partir de fichiers en format CSV sont fournis.
Formation des agents «administrateurs» :	Cette formation a pour objectif de conférer à un agent communal l'autonomie d'administration de l'application via l'interface web (éléments abordés dans la rubrique «aide au paramétrage standard», gestion des utilisateurs, rôles,...)
Accompagnement sur place :	Formation des utilisateurs. Elle couvre les aspects fonctionnels (gestion des permis, des événements, génération des documents,...) et l'aide au démarrage de l'utilisation en production.

Cet accompagnement est évalué à 35 jours maximum non cumulables. Toutes demandes de prestations complémentaires feront l'objet d'un devis émis par IMIO sur base d'un tarif homme/jour de 600,00€ hors TVA. Sont également à prendre en considération au titre de prestations

complémentaires toutes demandes spécifiques du membre adhérent qui ne peuvent faire l'objet d'une mutualisation (par exemple création d'une interface avec un autre logiciel, fonctionnalités propres au membre,...). Dans ce cas, un avenant précisant l'objet de la demande, le montant estimé, les modalités de la mise en œuvre et les délais sera établi.

Prestations relatives à la mise à disposition de la solution (frais annuels) :

Accompagnement projet :

IMIO accompagne le membre adhérent afin de

- Réaliser régulièrement un suivi du projet et faciliter l'utilisation de la solution;
- Fournir une maintenance du site.

Prestations de maintenance :

La maintenance et la mise à jour :	La maintenance couvre les interventions techniques requises pour assurer un bon fonctionnement des outils. La mise à jour couvre les interventions techniques requises pour installer une nouvelle version des outils. Elle couvre également la mise à jour des données relatives à l'application «Urban».
Une aide à l'utilisation :	Accès aux ateliers qui se déroulent deux fois par mois dans nos locaux. Un guide d'utilisation pour chaque outil. Un support téléphonique et par e-mail à l'administrateur (pas de helpdesk aux utilisateurs finaux). Des séances de formation.
La gestion de l'infrastructure d'hébergement (mode «Software as a Service») est réalisée par IMIO :	Les serveurs IMIO utilisés dans le cadre de l'hébergement des applications «IMIO» font l'objet d'un contrat entre l'intercommunale et un sous-traitant. Ce contrat charge le sous-traitant des missions suivantes: <ul style="list-style-type: none"> • Hébergement du serveur et sa connexion au réseau internet. • Gestion de la sécurité du serveur au niveau du software et du système d'exploitation. • Tâches quotidiennes d'administration, d'audit du système, de backup.
Taille maximale de l'espace disque alloué en GB :	5 GB En cas de besoin d'espace complémentaire un devis sera fourni par IMIO.

Nom des représentants d'IMIO :

Responsable IMIO : M. Frédéric Rasic

Chef de projet : M. Joël Lambillotte

Nom des représentants du membre adhérent :

Chef de projet : M. Christophe Delcourt

Correspondant informatique : M. Patrick Pio

Durée de la Mission :

Le projet débute à la signature de la présente convention. Le planning détaillé de mise en œuvre sera fixé d'un commun accord entre le membre adhérent et IMIO.

Prix :

Le membre adhérent s'engage à verser le montant de sa participation au projet de mutualisation de la façon suivante :

Prestations de mise en œuvre (frais uniques) :	20.920,98€ hors TVA
Montant annuel couvrant les services de mise à disposition de la solution :	7.739,35€ hors TVA
Prestations complémentaires :	Toutes demandes de prestations non reprises dans la description de la mission feront l'objet d'un devis émis par IMIO sur base d'un tarif homme/jour de 600,00 € hors TVA. Sont également à prendre en considération au titre de prestations complémentaires toutes demandes spécifiques du membre adhérent qui ne peuvent faire l'objet d'une mutualisation. Dans ce cas, un avenant précisant l'objet de la demande, le montant estimé, les modalités de la mise en œuvre et les délais sera établi.

Le remboursement par le membre adhérent des frais encourus par IMIO en rapport avec ladite mission se fera selon les modalités suivantes : demande écrite approuvée par les deux parties.

Sauf avis contraire de l'administration de la TVA, la TVA n'est pas applicable aux montants dus à IMIO.

Mode de révision des prix :

Voir article 4 de la convention-cadre.

IPC de référence : 122,84

Facturation :

La facturation sera effectuée à la commande et annuellement durant le premier trimestre de chaque nouvelle année.

Conditions spécifiques :

Néant.

Fait à Mons, le __/__/2015

En deux exemplaires, chacun reconnaissant avoir reçu le sien.

44. Service d'aide à l'intégration sociale (SAIS). Acquisition de matériel informatique. Mode et conditions de passation du marché.
--

Monsieur le Conseiller communal Geoffroy HUEZ rentre en séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il est nécessaire d'acquérir du matériel informatique spécialisé (écran, logiciels de reconnaissance vocale et d'agrandissement de textes) destiné au service d'aide à l'intégration sociale (SAIS);

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 4.582,60€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Vu le courrier du 7 septembre 2015 stipulant que l'agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées (AWIPH) a décidé d'octroyer une subvention de 4.582,60€ relative à cet achat;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, auprès de la firme OPTelec, Baron Ruzettelaan, 29 à 8310 Bruges, spécialisée dans les produits de basse vision;

Considérant qu'un crédit de 5.000,00€ est inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°2 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 84010/742-53 (montant financé par subside);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel informatique spécialisé (écran, logiciels de reconnaissance vocale et d'agrandissement de textes) destiné au service d'aide à l'intégration sociale (SAIS), pour un montant estimé à ± 4.582,60€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée, sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : un crédit de 5.000,00€ est inscrit par voie de modification budgétaire extraordinaire n°2 (exercice 2015) sous l'article budgétaire 84010/742-53 (montant financé par subside).

45. Services techniques. Contrôle des engins de levage. Mode et conditions de passation du marché.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1222-4;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment l'article 61;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5, §4;

Considérant que le contrôle des engins de levage doit se faire obligatoirement chaque trimestre suivant l'article 281 du règlement général sur la protection du travail (RGPT) et l'arrêté royal du 31 août 2005;

Considérant que les services techniques communaux ont établi les clauses techniques d'un marché pluriannuel visant au contrôle des engins de levage pendant une période de 3 ans;

Considérant que ce marché est estimé à 6.480,00€ hors TVA, soit 7.840,80€ TVA comprise, ces montants ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que, bien que les crédits permettant de supporter la dépense relèvent du budget ordinaire, suivant l'avis de la tutelle, il appartient au Conseil communal, conformément aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, d'arrêter les mode et conditions de passation du marché, ce marché étant pluriannuel;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché de services ayant pour objet le contrôle des engins de levage pendant une durée de 3 ans, estimé à 7.840,80€ TVA 21% comprise.

Le montant repris ci-dessus a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs prestataires de service, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Article 3 : le marché sera constaté sur simple facture acceptée, conformément aux dispositions de l'article 105 §1er 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.

Article 4 : les crédits permettant de supporter cette dépense sont inscrits au budget ordinaire 2015 sous l'article 421/127-06 et seront inscrits aux budgets ordinaires 2016 et 2017.

46. Services techniques. Acquisition d'un véhicule utilitaire. Mode et conditions de passation du marché.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que plusieurs services ne possèdent pas de véhicule pour se rendre sur les différents chantiers de la Ville et qu'il est nécessaire d'acquérir un véhicule utilitaire destiné aux services techniques en général;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 19.965,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant qu'un crédit de 20.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 104/743-52 (montant financé par fonds de réserve);

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au Conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un véhicule utilitaire destiné aux services techniques de la Ville pour un montant s'élevant à 19.965,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1er, est régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, § 1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 20.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2015 sous l'article budgétaire 104/743-52 (montant financé par fonds de réserve).

47. Services techniques. District de Gaurain. Remplacement de l'embrayage du tracteur immatriculé 1-ARP-147. Prestations supplémentaires. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1311-5;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1 1°c);

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 105 § 1er 4° et 110 dernier alinéa;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5 § 4;

Vu la décision du Collège communal du 3 avril 2015 de passer par procédure négociée, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, un marché de fournitures ayant pour objet le remplacement de l'embrayage du tracteur immatriculé 1-ARP-147 en service au district de Gaurain, avec la firme VAN DE GINSTE CHRISTIAN au montant de son offre la plus basse répondant aux attentes du pouvoir adjudicateur,

s'élevant à 2.733,50€ hors TVA, soit 3.307,53€ TVA 21% comprise, et de passer commande immédiatement;

Vu sa délibération du 1er juin 2015 prenant acte de cette décision et admettant la dépense;

Vu la facture n°48 émanant de l'entreprise VAN DE GINSTE CHRISTIAN et s'élevant à 3.380,50€ hors TVA soit 4.090,40€ TVA comprise;

Considérant que cette facture n'est pas conforme à l'offre approuvée puisqu'elle présente un supplément de 647,00€ hors TVA soit 782,87€ TVA comprise, ce qui représente une augmentation de 23,67% par rapport à la commande initiale;

Considérant que les crédits inscrits au budget extraordinaire 2015 par voie de modification budgétaire sont de 3.500,00€ et qu'ils ne sont pas suffisants pour couvrir la dépense;

Considérant la note des services techniques communaux stipulant notamment : "Nous avons contacté la firme VAN DE GINSTE Christian pour expliquer l'écart de prix entre la facture et l'offre. Il apparaît que lors du démontage la firme a constaté que l'embrayage était renforcé. Le prix du devis était établi avec un embrayage normal et en aucun cas la firme VAN DE GINSTE Christian ne pouvait prévoir le type d'embrayage monté sur notre tracteur. De ce fait, la facture n°48 de la firme VAN DE GINSTE Christian au montant de 4.090,40€ TVA comprise est justifiée";

Considérant qu'il appartient au Conseil communal, en vertu des dispositions de l'article L1222-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, d'approuver cette augmentation de plus de 10%;

Considérant que les crédits complémentaires nécessaires pour couvrir cette dépense supplémentaire sont inscrits par voie de modification budgétaire extraordinaire 2015 n°2 présentée en cette même séance;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver, dans le cadre du marché ayant pour objet le remplacement de l'embrayage du tracteur immatriculé 1-ARP-147 en service au district de Gaurain, les fournitures relatives à l'embrayage renforcé du tracteur s'élevant à 647,00€ hors TVA soit 782,87€ TVA comprise, ce qui représente une augmentation de 23,67% par rapport à la commande initiale.

48. ASBL Maison des Sports. Bilan et compte 2014. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en séance du 25 novembre 1996, le Conseil communal a approuvé les termes de la convention entre la Ville de Tournai et l'ASBL Maison des sports pour la concession d'exploitation du hall des sports de la caisse d'épargne de la Ville de Tournai. Cette convention fixe les droits et les obligations de chacune des deux parties;

Considérant qu'à l'article 9 de cette convention, il est prévu que l'ASBL Maison des sports soumette à l'approbation du Conseil communal son bilan financier spécifique du fonctionnement du hall des sports ainsi que les comptes pour l'exercice écoulé, accompagnés d'un rapport d'activités et de gestion financière;

Considérant que les trois commissaires aux comptes ont procédé à l'examen des comptes le 9 mars 2015;

Considérant que le bilan financier du hall des sports laisse apparaître un boni de 28.336,91€ à l'exercice 2014;

Considérant quelques chiffres complémentaires 2014 : balance fournisseurs : 1.650,85€ - balance clients : 23.262,01€;

Considérant qu'après vérification des comptes et bilan de l'exercice 2014, décharge a été donnée aux administrateurs de l'ASBL lors de l'assemblée générale du 28 avril 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver le bilan de l'exercice 2014 de l'ASBL Maison des sports tel que repris dans le document annexé et le rapport financier résumé comme suit:

ACTIF		PASSIF	
<u>ACTIFS IMMOBILISES</u>	104.099,62€	<u>CAPITAUX PROPRES</u>	336.044,46€
<u>ACTIFS CIRCULANTS</u>	254.252,87€	<u>PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES</u>	0,00€
Créances à un an au plus	27.679,32€	<u>DETTES</u>	22.308,03€
Valeurs disponibles	222.569,17€	Dettes à plus d'un an	10.000,00€
Comptes de régularisation	4.004,38€	Dettes à un an au plus	10.008,03€
		Comptes de régularisation	2.300,00€
TOTAL DE L'ACTIF	358.352,49€	TOTAL DU PASSIF	358.352,49€

<u>COMPTE DE RESULTATS</u>		
	Codes	Exercice 2014
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION		
Chiffre d'affaires	70	121.052,27
Approvisionnement, marchandises, services et biens divers	60/61	61.277,14
Rémunérations, charges sociales, pensions,...	62	2.242,45
Amortissements et réductions, valeur sur frais d'établissement, sur	630	29.675,44

immobilisations incorporelles et corporelles		
Autres charges d'exploitation	640/8	458,87
* BENEFICE (PERTE) D'EXPLOITATION	9901	27.398,37
Produits financiers	75	1.256,45
Charges financières	65	125,11
* BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS	9902	28.529,71
Produits exceptionnels	76	125,72
Charges exceptionnelles	66	318,52
* BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE AVANT IMPOTS	9903	28.336,91
* BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE	9904	28.336,91
* BENEFICE DE L'EXERCICE A AFFECTER	9905	28.336,91

49. Finances communales. Subsidés 2015. Octroi aux associations locales (5ème partie). Approbation.

Madame la Conseillère communale Marie Christine MARGHEM sort de séance.

Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, précise d'emblée que l'association "Les gilles de Tournai" a retiré sa demande de subsidés.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les communes disposent de la possibilité d'accorder une subvention à des associations locales en vue de les soutenir dans le développement de leurs initiatives conformément à la loi du 14 novembre 1983 et au Code de la démocratie locale et de la décentralisation (troisième partie, livre IV, chapitre unique – modifié par le décret du 31 janvier 2013) relatifs à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par [notamment] les communes;

Considérant qu'il a été décidé de revoir globalement la politique d'octroi des subsidés [procédure et modalités d'octroi (critères objectifs,...)] dans le cadre du budget 2015;

Considérant la délibération du Conseil communal du 10 novembre 2014 instaurant un règlement sur l'octroi et le contrôle de l'octroi de subventions aux associations locales;

Considérant que plusieurs demandes d'aide financière ont été introduites fin 2014 et depuis le 1er janvier 2015 par des associations locales;

Considérant la délibération du Conseil communal du 16 septembre 2013 par laquelle il a décidé de déléguer au Collège communal, pour la durée de la législature, la compétence d'octroyer les subventions :

- qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de tutelle
 - en nature
 - motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues;
- Considérant, pour rappel, qu'il faut distinguer les subsides **nominativement inscrits au budget**, des **crédits à répartir** entre différentes associations;
- Considérant que les **subsides nominatifs** sont inscrits au budget 2015 comme suit :

Article	Libellé	Budget 2015 (€)	Solde disponible (€)
104/332-02	Subside à la fédération des secrétaires communaux	250,00	250,00
1041/332-02	Subside à la fédération des receveurs communaux	250,00	250,00
421/332-02	Subside ASBL A.P.P.E.R.	2.000,00	0,00
520/332-02	Subside à Tournai centre-ville ASBL (Après MB)	112.500,00	0,00
561/332-03	Subside à l'association des guides de Tournai ASBL	3.500,00	0,00
5611/332-02	Subside aux amis de Tournai ASBL (Après MB)	46.000,00	0,00
5612/332-02	Subside à Tournai commerces ASBL	7.100,00	7.100,00
6203/332-02	Subvention pour expansion agricole (ASBL Journées internationales de l'élevage et de l'agriculture)	12.500,00	0,00
6205/332-02	Subvention service de remplacement agricole	2.500,00	0,00
7222/332-02	Enseignement primaire - subvention fédération sportive de l'enseignement communal	4.400,00	0,00
76203/332-02	Subside à l'ASBL Ramdam	20.000,00	20.000,00
76204/332-02	Subside Fondation Roger de le Pasture	2.500,00	2.500,00
7621/332-02	Subside pour La piste	15.000,00	15.000,00

	aux espoirs ASBL		
7623/332-02	Harmonie des pompiers volontaires-subside	11.000,00	0,00
7623/332-03	Subside à l'ASBL centre culturel transfrontalier - Maison de la Culture (Après MB)	240.000,00	0,00
7625/332-02	Subside à Infor Jeunes ASBL	16.500,00	16.500,00
7627/332-03	Subside au centre de la marionnette ASBL	15.000,00	0,00
76301/332-02	Subside à Carnaval de Tournai ASBL	18.000,00	18.000,00
76302/332-02	Subside à l'accordéon, moi j'aime ASBL	3.000,00	0,00
7632/332-02	Subside ASBL fondation Auschwitz	620,00	0,00
76401/332-02	Subside à Cazeau pédale Templeuve ASBL/circuit franco-belge	35.000,00	35.000,00
76402/332-03	Subside au Cercle royal de natation de Tournai	20.000,00	5.000,00
76403/332-02	Subside au triptyque des monts et châteaux	5.000,00(Après MB)	0,00
7645/332-02	Subside aux Tournaisiades	10.000,00	0,00
80101/332-02	Subside à VEEWEYDE Tournai ASBL	17.110,00	0,00
79030/332-01	ASBL Maison de la laïcité	26.000,00	26.000,00
871/332-02	Subside à la Croix-Rouge de Belgique - section locale de Tournai	2.500,00	2.500,00
878/332-02	Subside à la commission de sauvegarde du patrimoine funéraire	2.500,00	2.500,00
TOTAL		650.730,00	150.600,00

Considérant que les **crédits à répartir** sont inscrits au budget 2015 comme suit :

Article	Libellé	Crédit initial	Solde disponible
161/332-02	Subside pour l'aide au développement	20.000,00€	5.000,00€
5211/321-01	Primes aux lauréats du marché aux fleurs	600,00€	600,00€
6204/332-02	Subvention associations d'éleveurs, d'agriculteurs	1.000,00€	1.000,00€
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00€	250,00€
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00€	0,00€
761/332-02	Subside aux associations de jeunesse	10.000,00€	1.450,00€
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	9.500,00€	4.850,00€
76201/332-02	Subside aux associations - chorales	2.700,00€	2.700,00€
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	4.500,00€	4.500,00€
763/331-01	Subsides et primes accordés aux ménages	300,00€	300,00€
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	38.000,00€	14.175,00€
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00€	4.000,00€
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	2.800,00€	1.600,00€
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00€	44.500,00€
766/331-01	Primes concours "Façades fleuries"	1.500,00€	1.500,00€
775/331-01	Prix artistique	3.500,00€	3.500,00€
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	23.750,00€	12.000,00€
80105/332-02	Subside aux associations protectrices des animaux	2.500,00€	2.500,00
930/331-01	Primes à la	12.400,00€	12.400,00

	restauration de façades non classées		
TOTAL		202.300,00€	116.825,00€

Considérant que les demandes suivantes ont été introduites par des associations qui satisfont à différents points de l'article 11 du Règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi des subsides qui dispose:

"L'objet de la demande de subvention s'inscrira :

- dans les objectifs stratégiques et opérationnels définis dans le Programme de politique générale 2012-2018 et le Programme stratégique transversal 2013-2018, comme suit :

- * agir pour créer de l'activité économique et de l'emploi
- * agir pour garantir la cohésion sociale, la solidarité
- * agir pour s'affirmer comme une région de qualité : enseignement, culture, sport
- * agir pour atteindre l'excellence environnementale
- * agir pour relever le défi de l'attractivité urbaine et rurale
- * agir pour valoriser notre situation géographique
- * agir pour remporter l'enjeu de la gouvernance et de la participation.

- dans les valeurs arrêtées dans la Charte des valeurs :

- * respect – Etre respecté et être respectueux
- * qualité – Donner le meilleur de soi
- * honnêteté – Etre intègre
- * bien-être – Qualité de la vie
- * écoute – Entendre, s'entendre et être entendu
- * solidarité – Etre plus forts ensemble
- * service public – Etre un vrai service public local " :

79030/332-01 Subside Maison de la laïcité			
Crédit initial : 26.000,00€ Disponible : 26.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2014	Demande 2015
Maison de la laïcité	Frais de fonctionnement et achat de matériel	26.000,00€	26.000,00€
Total pour l'article		26.000,00€	

161/332-02 Aide au développement			
Crédit initial : 26.000,00€ Disponible : 26.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2014	Demande 2015
ASBL Soltys	Aide au fonctionnement de l'organisation	2.000,00€	2.000,00€
Total pour l'article		2.000,00€	

801/332-02 Diverses associations - Aide sociale
--

Crédit initial : 23.750,00 Disponible : 12.000,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2014	Demande 2015
Association des parents d'enfants déficients auditifs francophones (APEDAF)	Aide au fonctionnement du bureau de coordination de Tournai	750,00	750,00€
ASBL "Al Maseon du Pichou"	Aide à l'organisation de la Ducasse annuelle et au fonctionnement de l'association	500,00€	1.000,00€
Fédération des équipes populaires du Hainaut occidental	Organisation à Tournai de la journée mondiale de refus de la pauvreté	650,00€	650,00€
Total pour l'article		2.400,00€	

764/332-02 Associations sportives			
Crédit initial : 63.000,00 Disponible : 44.500,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2014	Demande 2015
Don Bosco Tennis de table	Aide au fonctionnement	5.000,00€	5.000,00€
Maison des sports de Tournai	Distribution de prix pour la fête des champions	4.000,00€	4.000,00€
Wapi Phoenix Football américain	Aide au fonctionnement de l'association	500,00€	1.000,00€
Basket Essor Templeuve	Soutien au fonctionnement et achat d'un tableau marquoir	1.000,00€	1.680,00€
Total pour l'article		11.680,00€	

763/332-02 Fêtes et cérémonies			
Crédit initial : 38.000,00€ Disponible : 14.175,00€			
Demandeur	Motif	Octroyé 2014	Demande 2015
Union colombophile	Organisation du Grand prix Raoul	500,00€	500,00€

du pichou								
Fédération des équipes populaires du Hainaut occidental	Ok	OK	OK	OK	OK	OK	OK	17/08 01/09
Union colombo phile tournaise	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	01/09 24/09
ASBL Chats sans famille	OK	NON	OK	OK	OK	OK	OK	17/08 28/09
Tennis de table Don Bosco	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	30/07 25/08
Maison des sports Tournai	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK
Wapi Phoenix foot américain	OK	NON	OK	OK	OK	OK	OK	21/01 2506
Basket Essor Templeuve	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	18/03 21/08

Considérant que le crédit de 4.000,00 € relatif aux subsides aux sociétés patriotiques (inscrit à l'article 7631/332-02), le crédit de 2.700,00€ relatif aux subsides aux chorales (inscrit à l'article 76201/332-02) et le crédit de 4.500,00€ relatif aux subsides aux fanfares (inscrit à l'article 76202/332-02) peuvent être répartis et qu'il est proposé d'octroyer les subsides selon la même clé de répartition qu'en 2014; Considérant toutefois que plusieurs sociétés n'ont pas introduit leur rapport d'activités en 2014, que le subside ne leur a pas été versé et que par conséquent lesdites associations ne devraient plus en bénéficier;

Considérant par contre que d'autres sociétés qui avaient été radiées de la liste des bénéficiaires de subsides ont demandé leur réintégration;

Considérant les listes des bénéficiaires comme suit :

7631/332-02 Subside aux associations patriotiques
Crédit initial : 4.000,00€ Disponible : 4.000,00€

7631/332-02 Subside aux associations patriotiques Crédit initial : 4.000,00€ Disponible : 4.000,00€	
Société royale des Officiers retraités	70,00 €
Cercle royal des Officiers de Réserve de Tournai et du Hainaut occidental	140,00 €
Cercle des Sous-Officiers de Réserve de Tournai et du Hainaut occidental	70,00 €
Comité national Gabrielle PETIT	70,00 €
Confédération nationale des Prisonniers politiques et ayants droit - Régiment Gabrielle PETIT du Tournaisis	140,00 €
Fédération nationale des Combattants - Section Dubar-Baron DESCLEE	140,00 €
F.N.A.P.G. et F.N.C. de Marquain	70,00 €
F.N.A.P.G. - section Rumillies	140,00 €
F.N.A.P.G. Templeuve	70,00 €
Fédération nationale des Combattants - section Barry	70,00 €
Fédération nationale des Combattants - section Blandain	140,00 €
Fédération nationale des Combattants - section de Béclers	140,00€
Fédération nationale des Combattants - section Esplechin - Ere	70,00 €
F.N.C. - section Rumillies	140,00 €
Fédération nationale des anciens Combattants en Algérie, Maroc, Tunisie	70,00 €
Interassociation royale des Sociétés patriotiques de Tournai	140,00 €
Interpatriotique de Vezon	70,00 €
Mémorial 40-45 Tournai	70,00 €
Mouvement Dynastique belge	70,00 €
Relais de la Mémoire	70,00 €
Royale Fédération nationale des Déportés - section Blandain	70,00 €
Fédération Nationale des Combattants - section de Froyennes G. CHEVALIER	70,00 €
Union royale des fraternelles de l'Armée secrète Groupe 48 Ter-C20	140,00 €
Armée secrète-Refuge A30-Groupe 48"Abbé colonel Dropsy"	140,00€
Fraternelle de l'Armée secrète zone 1-Refuge A30	140,00€
Fédération royale des Militaires à l'Etranger	

7631/332-02 Subside aux associations patriotiques Crédit initial : 4.000,00€ Disponible : 4.000,00€	
(anciennement Union nationale des Anciens des Armées d'Occupation et des Forces belges en Allemagne)	70,00€
Union nationale des Invalides civils de la Guerre	70,00€
Vétérans Roi Albert 1er	70,00€
Vétérans Roi Léopold III	70,00€
Association patriotique d'Havennes	140,00€
Médaillés et décorés de Belgique	140,00€
Fraternelle Para-Commando Bruno Meaux	140,00€
Fraternelle anciens combattants des 3,6,9,12èmes Chasseurs à pied	140,00€
Alliance des déportés, réfractaires et C.R.A.B. (ex-FNTDR)	70,00€
TOTAL POUR L'ARTICLE	3.430,00€

76201/332-02 Subsidés aux associations-Chorales Crédit initial: 2.700,00€ Solde disponible: 2.700,00€	
La Pastourelle	200,00€
Maîtrise de la Cathédrale	500,00€
Chorale Chanterelle, Chanterie, La Cantilène	300,00€
Chorale A travers chants	500,00€
Royal Cercle Choral Tornacum	500,00€
Chorale "Ballade" de Marquain	100,00€
Manécanterie de la Cathédrale	100,00€
New Choral	100,00€
Un café deux trois chants	200,00€
TOTAL POUR L'ARTICLE	2.500,00€

76202/332-02 Subside aux associations-Fanfares et écoles de musique Credit initial : 4.500,00€ Disponible : 4.500,00€	
Royale fanfare Sainte-Cécile de Béclers	200,00 €
Ecole de musique de Béclers	100,00 €
Union musicale de Maulde	200,00 €
Ecole de musique de Maulde	100,00 €
Ensemble musical du Plat d'or de Vezon	200,00 €
Ecole de musique de Vezon	100,00 €
Royale Union musicale de Templeuve	400,00 €
Ecole de musique de Templeuve	100,00 €

76202/332-02 Subside aux associations-Fanfars et écoles de musique Credit initial : 4.500,00€ Disponible : 4.500,00€	
Club musikaine de Kain	400,00 €
Atelier d'initiation musicale de Kain	100,00 €
Royale harmonie "La Trinité" de Mont-Saint-Aubert	300,00 €
Ecole de musique "La Trinité" de Mont-Saint-Aubert	100,00 €
Royale Cécilia d'Ere	200,00 €
Ecole de musique d'Ere	100,00 €
Royale fanfare "Les gais amis" d'Esplechin	200,00 €
Ecole de musique d'Esplechin	100,00 €
Royale harmonie "Fanfare de Froidmont"	200,00 €
Ecole de musique de Froidmont	100,00 €
Le Grand bruit	400,00 €
Royale Sainte-Cécile de Gaurain-Ramecroix	300,00 €
Ecole de musique de Gaurain-Ramecroix	100,00 €
La fanfare détournée	200,00 €
La fanfare "Les amis réunis" de Mourcourt	200,00€
TOTAL POUR L'ARTICLE	4.400,00€

Considérant que les subsides repris dans la présente délibération sont accordés pour promouvoir des activités réalisées par les diverses associations bénéficiaires animant culturellement, sportivement, voire économiquement, la cité, et utiles à l'intérêt général;

Considérant qu'il est de bonne administration de les soutenir financièrement par l'octroi d'une subvention destinée à permettre la poursuite des activités, et plus particulièrement de faire face au paiement d'une partie de leurs dépenses de fonctionnement;

Considérant que les subsides sont octroyés exclusivement dans la limite des crédits ordinaires disponibles et dans le respect du règlement communal relatif à l'octroi et au contrôle de l'octroi des subventions;

Considérant que les subsides repris dans la présente décision sont constitués par un ou des versement(s) en numéraire sur le compte de l'association bénéficiaire;

Considérant que les subsides seront liquidés conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il est proposé d'examiner les dossiers introduits par les associations locales sur base de l'octroi des subsides lors de l'exercice 2014, et ainsi de limiter l'impact budgétaire;

Considérant les délibérations du Conseil communal des 31 mars 2014, 28 avril 2014, 30 juin 2014, 22 septembre 2014, 10 novembre 2014, 16 décembre 2014 relatives à l'octroi de subsides pour l'exercice 2014;

Considérant les délibérations du Conseil communal du 27 avril 2015 et des 1er et 29 juin 2015 et du 22 septembre 2015 relatives à l'octroi de subsides pour l'exercice 2015;

Vu l'avis positif du directeur financier rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

1/ d'approuver le subside nominatif repris au service ordinaire comme suit :

79030/332-01 Subside Maison de la laïcité		
Crédit initial : 26.000,00€ Disponible : 26.000,00€		
Demandeur	Motif	Demande 2015
Maison de la laïcité	Frais de fonctionnement et achat de matériel	26.000,00€
Total pour l'article		26.000,00€

2/ d'examiner les demandes d'aide financière adressées par les associations et d'octroyer les subsides (5ème partie) repris au service ordinaire comme suit :

161/332-02 Aide au développement		
Crédit initial : 26.000,00€ Disponible : 26.000,00€		
Demandeur	Motif	Demande 2015
ASBL Soltys	Aide au fonctionnement de l'organisation	2.000,00€
Total pour l'article		2.000,00€

801/332-02 Diverses associations - Aide sociale		
Crédit initial : 23.750,00 Disponible : 12.000,00€		
Demandeur	Motif	Demande 2015
Association des parents d'enfants déficients auditifs francophones (APEDAF)	Aide au fonctionnement du bureau de coordination de Tournai	750,00€
ASBL "Al Maseon du Pichou"	Aide à l'organisation de la Ducasse annuelle et au	1.000,00€

	fonctionnement de l'association	
Fédération des équipes populaires du Hainaut occidental	Organisation à Tournai de la journée mondiale de refus de la pauvreté	650,00€
Total pour l'article		2.400,00€

764/332-02 Associations sportives
Crédit initial : 63.000,00 Disponible : 44.500,00€

Demandeur	Motif	Demande 2015
Don Bosco Tennis de table	Aide au fonctionnement	5.000,00€
Maison des sports de Tournai	Distribution de prix pour la fête des champions	4.000,00€
Wapi Phoenix Football américain	Fonctionnement de l'association	1.000,00€
Basket Eссор Templeuve	Soutien au fonctionnement et achat d'un tableau marquoir	1.680,00€
Total pour l'article		11.680,00€

763/332-02 Fêtes et cérémonies
Crédit initial : 38.000,00€ Disponible : 14.175,00€

Demandeur	Motif	Demande 2015
Union colombophile tournaisienne	Organisation du Grand prix Raoul Van Spitael	500,00€
Total pour l'article		500,00€

80105/332-02 Subsidés aux associations de protection animale
Crédit initial : 2.500,00€ Disponible : 2.500,00€

Demandeur	Motif	Demande 2015
ASBL Chats sans familles	Capture et stérilisation de chats	2.000,00€

	errants dans le Tournaisis	
Total pour l'article		2.000,00€

7631/332-02 Subside aux associations patriotiques Crédit initial : 4.000,00€ Disponible : 4.000,00€		
Société royale des Officiers retraités		70,00 €
Cercle royal des Officiers de Réserve de Tournai et du Hainaut occidental		140,00 €
Cercle des Sous-Officiers de Réserve de Tournai et du Hainaut occidental		70,00 €
Comité national Gabrielle PETIT		70,00 €
Confédération nationale des Prisonniers politiques et ayants droit - Régiment Gabrielle PETIT du Tournaisis		140,00 €
Fédération nationale des Combattants - Section Dubar-Baron DESCLEE		140,00 €
F.N.A.P.G. et F.N.C. de Marquain		70,00 €
F.N.A.P.G. - section Rumillies		140,00 €
F.N.A.P.G. Templeuve		70,00 €
Fédération nationale des Combattants - section Barry		70,00 €
Fédération nationale des Combattants - section Blandain		140,00 €
Fédération nationale des Combattants-section de Béciers		140,00€
Fédération nationale des Combattants - section Esplechin - Ere		70,00 €
F.N.C. - section Rumillies		140,00 €
Fédération nationale des anciens Combattants en Algérie, Maroc, Tunisie		70,00 €
Interassociation royale des Sociétés patriotiques de Tournai		140,00 €
Interpatriotique de Vezon		70,00 €
Mémorial 40-45 Tournai		70,00 €
Mouvement Dynastique belge		70,00 €
Relais de la Mémoire		70,00 €
Royale Fédération nationale des Déportés - section Blandain		70,00 €
Fédération Nationale des Combattants - section de Froyennes G. CHEVALIER		70,00 €
Union royale des fraternelles de l'Armée secrète Groupe 48 Ter-C20		140,00 €

7631/332-02 Subside aux associations patriotiques Crédit initial : 4.000,00€ Disponible : 4.000,00€	
Armée secrète-Refuge A30-Groupe 48"Abbé colonel Dropsy"	140,00€
Fraternelle de l'Armée secrète zone 1-Refuge A30	140,00€
Fédération royale des Militaires à l'Etranger (anciennement Union nationale des Anciens des Armées d'Occupation et des Forces belges en Allemagne)	70,00€
Union nationale des Invalides civils de la Guerre	70,00€
Vétérans Roi Albert 1er	70,00€
Vétérans Roi Léopold III	70,00€
Association patriotique d'Havannes	140,00€
Médaillés et décorés de Belgique	140,00€
Fraternelle Para-Commando Bruno Meaux	140,00€
Fraternelle anciens combattants des 3,6,9,12èmes Chasseurs à pied	140,00€
Alliance des déportés, réfractaires et C.R.A.B. (ex-FNTDR)	70,00€
TOTAL POUR L'ARTICLE	3.430,00€

76201/332-02 Subsidés aux associations-Chorales Crédit initial: 2.700,00€ Solde disponible: 2.700,00€	
La Pastourelle	200,00€
Maîtrise de la Cathédrale	500,00€
Chorale Chanterelle, Chanterie, La Cantilène	300,00€
Chorale A travers chants	500,00€
Royal Cercle Choral Tornacum	500,00€
Chorale "Ballade" de Marquain	100,00€
Manécanterie de la Cathédrale	100,00€
New Choral	100,00€
Un café deux trois chants	200,00€
TOTAL POUR L'ARTICLE	2.500,00€

76202/332-02 Subside aux associations-Fanfares et écoles de musique Crédit initial : 4.500,00€ Disponible : 4.500,00€	
Royale fanfare Sainte-Cécile de Béclers	200,00 €
Ecole de musique de Béclers	100,00 €
Union musicale de Maulde	200,00 €
Ecole de musique de Maulde	100,00 €
Ensemble musical du Plat d'or de Vezon	

76202/332-02 Subside aux associations-Fanfars et écoles de musique Crédit initial : 4.500,00€ Disponible : 4.500,00€	
	200,00 €
Ecole de musique de Vezon	100,00 €
Royale Union musicale de Templeuve	400,00 €
Ecole de musique de Templeuve	100,00 €
Club musikaine de Kain	400,00 €
Atelier d'initiation musicale de Kain	100,00 €
Royale harmonie "La Trinité" de Mont-Saint-Aubert	300,00 €
Ecole de musique "La Trinité" de Mont-Saint-Aubert	100,00 €
Royale Cécilia d'Ere	200,00 €
Ecole de musique d'Ere	100,00 €
Royale fanfare "Les gais amis" d'Esplechin	200,00 €
Ecole de musique d'Esplechin	100,00 €
Royale harmonie "Fanfare de Froidmont"	200,00 €
Ecole de musique de Froidmont	100,00 €
Le Grand bruit	400,00 €
Royale Sainte-Cécile de Gaurain-Ramecroix	300,00 €
Ecole de musique de Gaurain-Ramecroix	100,00 €
La fanfare détournée	200,00 €
La fanfare "Les amis réunis" de Mourcourt	200,00€
TOTAL POUR L'ARTICLE	4.400,00€

3/ que les crédits, ou le solde de ceux-ci, feront l'objet d'une décision ultérieure comme suit :

Article	Libellé	Crédit initial	Solde à répartir
161/332-02	Subside pour l'aide au développement	20.000,00€	3.000,00€
5211/321-01	Primes aux lauréats du marché aux fleurs	600,00€	600,00€
6204/332-02	Subvention associations d'élèves, d'agriculteurs	1.000,00€	1.000,00€
652/332-02	Subvention aux cercles de pêche	250,00€	250,00€
7601/331-01	Subside d'encouragement aux artistes	2.000,00€	0,00€
761/332-02	Subside aux	10.000,00€	1.450,00€

	associations de jeunesse		
762/332-02	Subside aux associations culturelles et de loisirs	9.500,00€	4.850,00€
76201/332-02	Subside aux associations - chorales	2.700,00€	200,00€
76202/332-02	Subside aux associations - Fanfares	4.500,00€	100,00€
763/331-01	Subsides et primes accordés aux ménages	300,00€	300,00€
763/332-02	Subside pour fêtes et cérémonies	38.000,00€	13.675,00€
7631/332-02	Subside aux sociétés patriotiques	4.000,00€	570,00€
764/331-01	Subside d'encouragement aux sportifs	2.800,00€	1.600,00€
764/332-02	Subsides aux associations sportives	63.000,00€	32.820,00€
766/331-01	Primes concours "Façades fleuries"	1.500,00€	1.500,00€
775/331-01	Prix artistique	3.500,00€	3.500,00€
801/332-02	Subside à diverses associations - Aide sociale	23.750,00€	9.600,00€
80105/332-02	Subside aux associations protectrices des animaux	2.500,00€	500,00€
930/331-01	Primes à la restauration de façades non classées	12.400,00€	12.400,00€
TOTAL		202.300,00€	87.915,00€

50. Octroi d'un subside au relais social urbain tournaisien (R.S.U.T.) dans le cadre du plan "grand froid".

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les communes disposent de la possibilité d'accorder une subvention à des associations locales en vue de les soutenir dans le développement de leurs initiatives conformément au Code de la démocratie locale et de la décentralisation (troisième partie, livre IV, chapitre unique –

modifié par le décret du 31 janvier 2013) relatif à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par [notamment] les communes;

Considérant qu'il a été décidé de revoir globalement la politique d'octroi des subsides [procédure et modalités d'octroi (critères objectifs...)] dans le cadre du budget 2015;

Considérant la délibération du Conseil communal du 10 novembre 2014 instaurant un règlement sur l'octroi de subventions aux associations locales;

Considérant la délibération du Conseil communal du 16 septembre 2013 par laquelle il a décidé de déléguer au Collège communal, pour la durée de la législature, la compétence d'octroyer les subventions :

- qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'autorité de tutelle
- en nature
- motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues;

Considérant pour rappel qu'il faut distinguer les subsides, nominativement inscrits au budget, des crédits à répartir entre différentes associations;

Considérant que dans le cadre de la deuxième modification budgétaire 2015, un subside nominatif est inscrit au budget extraordinaire 2015 comme suit : 801/522-53 "Relais social urbain tournaisien.

Subside" : 15.000,00€;

Considérant que le subside repris dans la présente délibération est accordé pour permettre l'accueil de personnes sans domicile fixe dans le cadre du plan grand froid;

Considérant, en effet, que le lieu où cet accueil était organisé les années précédentes n'est plus disponible;

Considérant la nécessité de trouver rapidement une solution, de permettre cet accueil et la capacité de l'organiser dans un bâtiment alternatif;

Considérant que la visite de conformité réalisée dans ledit bâtiment souligne la nécessité d'investir au minimum 10.000,00€ pour permettre la mise en place du plan "grand froid";

Considérant par ailleurs que l'aménagement du lieu nécessite des investissements notamment en mobilier;

Considérant l'urgence de réaliser ces investissements dans le but de permettre l'ouverture de la structure;

Considérant qu'il est de bonne administration de soutenir financièrement le relais social urbain tournaisien par l'octroi d'une subvention destinée à permettre cet accueil, et plus particulièrement de faire face au paiement d'une partie de leurs dépenses d'investissement;

Considérant que le subside repris dans la présente décision est constitué par un versement en numéraire sur le compte de l'association bénéficiaire;

Considérant que le subside sera liquidé conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'octroyer le subside repris au service extraordinaire comme suit : 801/522-53 "Relais social urbain tournaisien. Subside" : 15.000,00€.

51. Fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau. Tutelle. Modification budgétaire 2015 n°1. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 14 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 18 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Géry à Willemeau arrête sa modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 2 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I de la modification budgétaire 2015 n°1 de la fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau, et approuve sans remarque le reste de cette première modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que cette modification budgétaire n°1 répond au principe de sincérité budgétaire puisque que les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, elle est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Considérant que la fabrique d'église sollicite un subside communal extraordinaire de 2.410,14€ afin de remplacer rapidement la porte de l'église particulièrement vétuste;

Considérant que cette dépense n'est pas prévue au budget extraordinaire 2015 de la Ville et qu'il y aura lieu d'inscrire le montant de 2.410,14€ via la prochaine modification budgétaire extraordinaire 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 14 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Géry à Willemeau arrête sa modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2015, est approuvée comme suit :

Recettes ordinaires totales	12.763,50€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de	0,00€

Recettes extraordinaires totales	10.025,44€
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale extraordinaire de secours de 	2.410,14€
<ul style="list-style-type: none"> dont un boni comptable de l'exercice précédent de 	7.615,30€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.540,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	15.747,35€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	4.820,28€
<ul style="list-style-type: none"> dont un mali comptable de l'exercice précédent de 	0,00€
Recettes totales	22.788,94€
Dépenses totales	22.107,63€
Résultat comptable	681,31€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Géry à Willemeau
- à l'organe représentatif agréé.

<p>52. Fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste à Tournai. Tutelle. Modification budgétaire 2015 n°1. Approbation.</p>
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 17 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 20 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Jean-Baptiste à Tournai arrête sa modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 2 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I de

la modification budgétaire 2015 n°1 de la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste à Tournai et approuve sans remarque le reste de cette première modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que cette modification budgétaire n°1 répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, elle est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 17 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Jean-Baptiste à Tournai arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2015, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	36.420,08€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de	24.322,69€
Recettes extraordinaires totales	253.225,42€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice précédent de	3.278,83€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.639,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	31.686,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	254.320,00€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	289.645,50€
Dépenses totales	289.645,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Jean-Baptiste à Tournai
- à l'organe représentatif agréé.

53. Fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste à Tournai. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 17 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 20 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Jean-Baptiste à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée en date du 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant le montant de 141.187,50€ inscrit à l'article 25 des recettes extraordinaires et à l'article 56 des dépenses extraordinaires afin de réaliser de gros travaux de restauration à la tour de l'église;

Considérant que, selon le bureau d'études "bâtiments" de la Ville, les travaux ne nécessitent pas l'inscription d'un subside extraordinaire communal pour l'exercice 2016;

Considérant que, par conséquent, il y a lieu de ramener le montant inscrit à l'article 25 des recettes extraordinaires à 0,00€ et le montant inscrit à l'article 56 des dépenses extraordinaires à 235.312,50€;

Considérant que le budget 2016, tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 17 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Jean-Baptiste à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2016, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 25	Subsides extraordinaires de la commune	141.187,50€	0,00€
Dépenses 56	Grosses réparations à l'église	376.500,00€	235.312,50€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	36.000,86€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	24.788,25€
Recettes totales extraordinaires	240.537,53€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	3.225,03€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.785,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	35.440,89€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	237.312,50€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	276.538,39€
Dépenses totales	276.538,39€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste à Tournai et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : Un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Jean-Baptiste à Tournai
- à l'organe représentatif agréé.

54. Fabrique d'église Saint-Pierre à Mourcourt. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;
Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;
Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;
Vu la délibération du 21 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 28 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Mourcourt arrête son budget pour l'exercice 2016;
Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;
Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;
Vu la décision du 9 septembre 2015 réceptionnée le 10 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2016 de la fabrique d'église Saint-Pierre à Mourcourt et le reste du budget;
Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire, que les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, le budget 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 21 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Mourcourt arrête son budget pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	11.524,10€
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale ordinaire de secours de 	10.654,50€
Recettes extraordinaires totales	2.558,17€
<ul style="list-style-type: none"> dont une intervention communale extraordinaire de secours de 	0,00€
<ul style="list-style-type: none"> dont un boni présumé de l'exercice 2015 de 	2.558,17€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	4.989,00€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	9.046,00€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	47,27€
<ul style="list-style-type: none"> dont un mali comptable de l'exercice précédent de 	0,00€
Recettes totales	14.082,27€
Dépenses totales	14.082,27€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Pierre à Mourcourt
- à l'organe représentatif agréé.

55. Fabrique d'église Saint-Pierre à Vezon. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 08 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 13 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 19 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vezon arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant l'inscription par le conseil de fabrique de 44.000,00 € à l'article 25 des recettes extraordinaires et 56 des dépenses extraordinaires afin de réaliser des travaux de peinture dans l'église;

Considérant que, selon le bureau d'études "bâtiments" de la Ville, ces travaux ne sont pas urgents, qu'ils ne nécessitent donc pas d'inscription au budget extraordinaire 2016 de la Ville et qu'il y a donc lieu de réformer ces 2 montants;

Considérant que le montant de la remise au trésorier inscrit par le conseil de fabrique à l'article 41 est erroné (119,00 €) et qu'il y a lieu de le remplacer par le résultat de 118,50 € (total des recettes ordinaires (22.631,59 €) - supplément communal à l'ordinaire (20.261,59 €) x 5%);

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 20.261,09 € en lieu et place de 20.261,59 €;

Considérant que le budget 2016 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 13 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vezon arrête son budget pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	20.261,59€	20.261,09€
Dépenses 41	Boni présumé de l'exercice 2015	119,00€	118,50€
Recettes 25	Subsides extraordinaires de la commune	44.000,00€	0,00€
Dépenses 56	Grosses réparations à l'église	44.000,00€	0,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** comme suit aux chiffres suivants :

Recettes totales ordinaires	22.631,09€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	20.261,09€
Recettes totales extraordinaires	1.722,41€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	1.722,41€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	2.425,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	21.928,50€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	24.353,50€
Dépenses totales	24.353,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Pierre à Vezon et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil

communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Pierre à Vezon
- à l'organe représentatif agréé.

56. Fabrique d'église Sainte-Vierge à Melles. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 19 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Vierge à Melles arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2016 de la fabrique d'église et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire, que les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, le budget 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 19 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Vierge à Melles arrête son budget pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	14.968,97€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	13.940,47€
Recettes extraordinaires totales	490,03€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	490,03€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.115,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	13.344,00€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	15.459,00€
Dépenses totales	15.459,00€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Sainte Vierge à Melles
- à l'organe représentatif agréé.

57. Fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 18 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vaulx arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le conseil de fabrique a inscrit 55.761,36€ à l'article 25 des recettes extraordinaires et 55.761,36€ à l'article 56 des dépenses extraordinaires, que selon le bureau d'études "bâtiments" de la ville, les travaux de peinture dans l'église, qui ne sont pas urgents, ne nécessitent pas l'octroi d'un subside extraordinaire de la Ville et qu'il y a donc lieu de réformer ces deux montants de 55.761,36€;

Considérant que, suivant le budget 2015 et le compte 2014 approuvés, le résultat du calcul de l'excédent présumé est inférieur à celui inscrit par le conseil de fabrique, à savoir un boni présumé de 6.816,58€, en lieu et place de 7.986,05€ :

- reliquat du compte 2014 : 9.205,50€
- article 20 du budget 2015 : 2.388,92€
- boni présumé : 6.816,58€;

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 21.156,13€ en lieu et place de 19.986,66€;

Considérant que le budget 2016 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 18 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Vaulx arrête son budget pour l'exercice 2016, est réformée comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	19.986,66€	21.156,13€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2015	7.986,05€	6.816,58€
Dépenses 56	Grosses réparations à l'église	55.761,36€	0,00€
Recettes 25	Subsides extraordinaires de la commune	55.761,36€	0,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	23.505,07€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	21.156,13€
Recettes extraordinaires totales	6.816,58€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	6.816,58€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.540,00€

Dépenses ordinaires du chapitre II totales	24.781,65€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
<ul style="list-style-type: none"> dont un mali comptable de l'exercice précédent de : 	0,00€
Recettes totales	30.321,65€
Dépenses totales	30.321,65€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Pierre à Vaulx
- à l'organe représentatif agréé.

58. Fabrique d'église Saint-Amand à Marquain. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 18 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 20 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;
Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;
Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
Considérant que suivant le budget 2015 et le compte 2014 approuvés, le résultat du calcul de l'excédent présumé est inférieur à celui inscrit par le conseil de fabrique, à savoir un boni présumé de 5.145,63€ en lieu et place de 5.145,66€ :

- reliquat du compte 2014 : 4.751,05€
- solde de subsides à recevoir pour 2014 : 911,00€
- article 20 du budget 2015 : 516,42€
- Boni présumé : 5.145,63€;

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 5.839,35€ en lieu et place de 5.839,32€;
Considérant que le montant de 60.000,00€ inscrit à l'article 25 des recettes extraordinaires et à l'article 56 des dépenses extraordinaires a fait l'objet d'une inscription au budget extraordinaire 2015 de la Ville, que la somme de 60.000,00€ vient d'être liquidée à la fabrique d'église et qu'il y donc lieu de réformer ces deux inscriptions;
Considérant que le budget 2016 tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 18 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain arrête son budget pour l'exercice 2016, est réformée comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	5.839,32€	5.839,35€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2015	5.145,66€	5.145,63€
Recettes 25	Subsides extraordinaires de la commune	60.000,00 €	0,00€
Dépenses 56	Grosses réparations à l'église	60.000,00 €	0,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	17.142,19€
<ul style="list-style-type: none"> • dont une intervention communale ordinaire de secours de : 	5.839,35€
Recettes extraordinaires totales	5.230,63€
<ul style="list-style-type: none"> • dont une intervention communale extraordinaire de secours de : 	0,00€
<ul style="list-style-type: none"> • dont un boni comptable de l'exercice précédent de : 	5.145,63€

Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.912,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	18.460,82€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
<ul style="list-style-type: none"> dont un mali comptable de l'exercice précédent de : 	0,00€
Recettes totales	22.372,82€
Dépenses totales	22.372,82€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Amand à Marquain et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Marquain
- à l'organe représentatif agréé.

59. Fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 17 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 19 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2016 de la fabrique d'église Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, ce budget 2016 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 17 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	164.503,62€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	13.903,62€
Recettes extraordinaires totales	29.037,38€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	29.037,38€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	25.400,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	168.141,00€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	193.541,00€
Dépenses totales	193.541,00€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Quentin et Saint-Jacques à Tournai
- à l'organe représentatif agréé.

60. Fabrique d'église Saint-Amand à Ere. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 18 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 19 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Ere arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2016 et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recettes sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépenses sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, il est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 18 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Ere arrête son budget pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	20.906,32€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	9.159,00€
Recettes extraordinaires totales	2.901,36€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	2.901,36€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.434,00€

Dépenses ordinaires du chapitre II totales	21.373,68€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	23.807,68€
Dépenses totales	23.807,68€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Amand à Ere
- à l'organe représentatif agréé.

61. Fabrique d'église Saint-Thomas à Maulde. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 21 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Thomas à Maulde arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2016 de la fabrique d'église Saint-Thomas à Maulde et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, il est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 21 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Thomas à Maulde arrête son budget pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	26.895,88€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de	20.524,62€
Recettes extraordinaires totales	2.815,87€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
• dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	2.815,87€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.815,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	24.896,75€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	29.711,75€
Dépenses totales	29.711,75€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Thomas à Maulde
- à l'organe représentatif agréé.

62. Fabrique d'église Saint-Amand à Hertain. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;
Vu la délibération du 25 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 28 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Hertain arrête son budget 2016;
Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;
Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;
Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;
Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
Considérant l'inscription par le conseil de fabrique de 39.900,00€ à l'article 56 des dépenses extraordinaires et à l'article 25 des recettes extraordinaires pour des travaux de sablage et de rejointoyage de la façade avant du clocher de l'église;
Considérant que, selon le bureau d'études "bâtiments" de la Ville, les travaux à réaliser sont d'ordre esthétique, qu'ils ne nécessitent pas d'inscription au budget extraordinaire 2016 de la Ville et qu'il y a donc lieu de réformer ces deux montants de 39.900,00€;
Considérant que le budget 2016 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 25 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Hertain arrête son budget pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 25	Subsides extraordinaires de la commune	39.900,00€	0,00€
Dépenses 56	Grosses réparations à l'église	39.900,00€	0,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	4.881,81€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	2.834,81€
Recettes extraordinaires totales	1.623,69€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	1.623,69€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.415,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	5.090,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€

- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	6.505,50€
Dépenses totales	6.505,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Amand à Hertain et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Amand à Hertain
- à l'organe représentatif agréé.

63. Fabrique d'église Saint-Albin à Barry. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 13 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 19 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Albin à Barry arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2016 de la fabrique d'église Saint-Albin à Barry et approuve sans remarque le reste du budget; Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus; Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, il est conforme à la loi et à l'intérêt général; Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 13 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Albin à Barry arrête son budget pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	15.101,85€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	13.952,85€
Recettes extraordinaires totales	1.673,50€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	1.673,50€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.535,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	14.240,35€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	16.775,35€
Dépenses totales	16.775,35€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Albin à Barry
- à l'organe représentatif agréé.

64. Fabrique d'église Saint-Amand à Tournai (Allain). Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 17 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 18 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Tournai (Allain) arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, il est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 17 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Tournai (Allain) arrête son budget pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	25.316,64€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	22.959,64€
Recettes extraordinaires totales	3.145,97€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	3.145,97€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.470,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	23.992,61€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice	0,00€

précédent de	
Recettes totales	28.462,61€
Dépenses totales	28.462,61€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Amand à Tournai (Allain)
- à l'organe représentatif agréé.

65. Fabrique d'église Saint-Martin à Warchin. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 20 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Warchin arrête son budget 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que, suivant le budget 2015 et le compte 2014 approuvés, le résultat du calcul de l'excédent présumé est supérieur à celui inscrit par le conseil de fabrique, à savoir un boni présumé de 9.946,15€ en lieu et place de 9.723,04€ :

- reliquat du compte 2014 : 22.115,04€
- article 20 du budget 2015 : 12.168,89€
- **boni présumé : 9.946,15€;**

Considérant que le montant de la remise au trésorier de 235,27€, inscrit à l'article 41 des dépenses par le conseil de fabrique, est erroné et qu'il y a donc lieu de le remplacer par le résultat de 234,52€ (recettes ordinaires : 8.680,48€ - supplément de la commune 3.990,08€ x 5%);

Considérant que ces corrections apportées au budget initial ont pour effet de porter le supplément communal à 3.766,22€ en lieu et place de 3.990,08€;

Considérant que le budget 2016 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 20 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Warchin arrête son budget pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	3.990,08€	3.766,22€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2015	9.723,04€	9.946,15€
Dépenses 41	Remise au trésorier	235,27€	234,52€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	8.456,62€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	3.766,22€
Recettes extraordinaires totales	10.565,15€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	9.946,15€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.488,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	16.914,77€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	619,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	19.021,77€
Dépenses totales	19.021,77€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Martin à Warchin et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil

communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Warchin
- à l'organe représentatif agréé.

66. Fabrique d'église Sainte-Marie Madeleine à Rumillies. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 17 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Marie Madeleine à Rumillies arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, il est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 17 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sainte-Marie Madeleine à Rumillies arrête son budget pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	15.441,04€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	2.920,04€
Recettes extraordinaires totales	8.571,96€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	8.571,96€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.752,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	19.261,00€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	24.013,00€
Dépenses totales	24.013,00€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Sainte-Marie Madeleine à Rumillies
- à l'organe représentatif agréé.

67. Fabrique d'église Saint-Maur à Saint-Maur. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 21 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Maur à Saint-Maur arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que suivant le budget 2015 et le compte 2014 approuvés, le résultat du calcul de l'excédent présumé est supérieur à celui inscrit par le conseil de fabrique, à savoir un boni présumé de 4.046,49€ en lieu et place de 3.959,16€ :

- reliquat du compte 2014 : 8.757,89€
- article 20 du budget 2015 : - 4.711,40€
- boni présumé : 4.046,49€;

Considérant que le calcul du montant de la remise au trésorier de 284,00€ inscrit par le conseil de fabrique à l'article 41 des dépenses est erroné et qu'il y a lieu de le remplacer par le résultat de 283,97€ (recettes ordinaires totales 20.096,34€ - supplément de la commune 14.416,96€ x 5%);

Considérant que ces corrections apportées au budget initial ont pour effet de porter le supplément communal à 14.329,60€ en lieu et place de 14.416,96€;

Considérant que le budget 2016 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 21 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Maur à Saint-Maur arrête son budget pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	14.416,96€	14.329,60€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2015	3.959,16€	4.046,49€
Dépenses 41	Remise au trésorier	284,00€	283,97€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	20.008,98€
<ul style="list-style-type: none"> • dont une intervention communale ordinaire de secours de : 	14.329,60€
Recettes extraordinaires totales	5.452,49€
<ul style="list-style-type: none"> • dont une intervention communale extraordinaire de secours de : 	0,00€
<ul style="list-style-type: none"> • dont un boni comptable de l'exercice précédent de : 	4.046,49€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.010,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	22.045,47€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	1.406,00€

<ul style="list-style-type: none"> dont un mali comptable de l'exercice précédent de : 	0,00€
Recettes totales	25.461,47€
Dépenses totales	25.461,47€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Maur à Saint-Maur et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Maur à Saint-Maur
- à l'organe représentatif agréé.

68. Fabrique d'église Notre-Dame de la Salette. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 5 juillet 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Salette à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du

budget 2016 de la fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai, et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, il est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 5 juillet 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Salette à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	17.254,92€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	13.127,54€
Recettes extraordinaires totales	7.877,58€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	7.877,58€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	2.885,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	22.247,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	25.132,50€
Dépenses totales	25.132,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Notre-Dame de la Salette à Tournai
- à l'organe représentatif agréé.

69. Fabrique d'église Saint-Brice à Tournai. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 17 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 27 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Brice à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve, sans remarque, le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la fabrique d'église sollicite un subside communal extraordinaire de 15.081,10€ afin de terminer les travaux de restauration des châssis du presbytère de l'église, qu'il s'agit de la seconde phase des travaux, la fabrique ayant reçu 14.000,00€ en 2015 pour la première phase, et que la dépense est prévue au budget extraordinaire 2016 de la Ville;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, il est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 17 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Brice à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	77.213,40€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	29.354,40€
Recettes extraordinaires totales	22.707,20€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	15.081,10€
- dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	7.626,10€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	14.200,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	70.639,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	15.081,10€

- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	99.920,60€
Dépenses totales	99.920,60€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Brice à Tournai
- à l'organe représentatif agréé.

70. Fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 18 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Froidmont arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Considérant qu'en date du 15 septembre 2015, l'organe représentatif du culte n'a pas rendu de décision sur le budget 2016 de la fabrique d'église Saint-Piat à Froidmont endéans le délai de 20 jours et que sa décision est donc réputée favorable;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, il est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 18 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Froidmont arrête son budget pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	24.996,41€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	21.535,02€
Recettes extraordinaires totales	1.394,09€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	1.394,09€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.480,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	20.910,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	26.390,50€
Dépenses totales	26.390,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Piat à Froidmont
- à l'organe représentatif agréé.

71. Fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 17 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant l'inscription de 20.400,00€ à l'article 25 des recettes extraordinaires et à l'article 56 des dépenses extraordinaires;

Considérant que la fabrique d'église sollicite ce subside communal extraordinaire afin de faire remettre en état l'installation électrique de l'église et son éclairage;

Considérant que le bureau d'études "bâtiment" de la Ville estime que ces travaux ne sont pas urgents et qu'il n'y a donc pas lieu de verser un subside extraordinaire de 20.400,00€ à la fabrique d'église pour 2016.

Considérant que le montant de la remise au trésorier de 171,00€ inscrit à l'article 41 des dépenses par le conseil de fabrique est erroné et qu'il y a lieu de le remplacer par le résultat de 169,45€ (recettes ordinaires 19.184,90€ - supplément de la commune 15.795,90€ x 5%);

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 15.794,35€ en lieu et place de 15.795,00€;

Considérant que le budget 2016 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 17 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix arrête son budget pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	15.795,00€	15.794,35€
Recettes 25	Subsides extraordinaires de la commune	20.400,00€	0,00€
Dépenses 41	Remise au trésorier	171,00€	169,45€
Dépenses 56	Grosses réparations à l'église	20.400,00€	0,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	19.183,35€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	15.794,35€
Recettes extraordinaires totales	5.806,10€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	5.806,10€

Dépenses ordinaires du chapitre I totales	8.930,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	16.059,45€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	24.989,45€
Dépenses totales	24.989,45€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix
- à l'organe représentatif agréé.

72. Fabrique d'église Saint-Amand à Lamain. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 21 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 27 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Lamain arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, il est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 21 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Lamain arrête son budget pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	19.382,11€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	14.682,11€
Recettes extraordinaires totales	2.378,39€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	2.378,89€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.670,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	17.090,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	21.760,50€
Dépenses totales	21.760,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Amand à Lamain
- à l'organe représentatif agréé.

73. Fabrique d'église Notre-Dame de la Tombe à Kain. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 1er juillet 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 27 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Tombe à Kain arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, il est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 1er juillet 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Tombe à Kain arrête son budget pour l'exercice 2016, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	43.956,83€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	41.078,83€
Recettes extraordinaires totales	8.590,67€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	5.890,67€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	7.090,00€

Dépenses ordinaires du chapitre II totales	42.757,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	2.700,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	52.547,50€
Dépenses totales	52.547,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Notre-Dame de la Tombe à Kain
- à l'organe représentatif agréé.

74. Fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies. Tutelle. Budget 2016.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 14 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 18 août 2015, par laquelle le Conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête son budget 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée en date du 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I du budget et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que suivant le budget 2015 et le compte 2014 approuvés, le résultat du calcul de l'excédent présumé calculé comme suit est supérieur à celui inscrit par le conseil de fabrique, à savoir un boni présumé de 2.378,77 € en lieu et place de 2.364,63 € :

- reliquat du compte 2014 : 3.952,48€
- article 52 du budget 2015 : 1.573,71€
- Boni présumé : 2.378,77€;

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 23.706,73€ en lieu et place de 23.720,87€;

Considérant que le budget 2016, tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 14 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Hilaire à Thimougies arrête son budget pour l'exercice 2016, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	23.720,87€	23.706,73€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2015	2.364,63€	2.378,77€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	25.732,73€
<ul style="list-style-type: none">dont une intervention communale ordinaire de secours de :	23.706,73€
Recettes extraordinaires totales	2.378,77€
<ul style="list-style-type: none">dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
<ul style="list-style-type: none">dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	2.378,77€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	5.770,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	22.341,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
<ul style="list-style-type: none">dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	28.111,50€
Dépenses totales	28.111,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil

communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Hilaire à Thimougies
- à l'organe représentatif agréé.

75. Fabrique d'église Saint-Lazare à Tournai. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 24 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 27 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Lazare à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif agréé;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée en date du 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le montant de la remise au trésorier inscrit par le Conseil de fabrique à l'article 41 est erroné (353,60 €); qu'il y a lieu de le remplacer par le résultat de 346,11 € (total des recettes ordinaires (29.022,07 €) - supplément communal à l'ordinaire (22.099,95 €) x 5%);

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 22.092,46 € en lieu et place de 22.099,95 €;

Considérant que le budget 2016, tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 24 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Lazare à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	22.099,95€	22.092,46€
Dépenses 41	Remise au trésorier	353,60€	346,11€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** comme suit aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	29.014,58€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	22.092,46€
Recettes extraordinaires totales	530,34€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	530,34€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.200,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	26.344,92€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	29.544,92€
Dépenses totales	29.544,92€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Lazare à Tournai et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Lazare à Tournai
- à l'organe représentatif agréé.

76. Fabrique d'église Saint-Piat à Tournai. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 19 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 20 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget susvisé répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2016 et que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et, qu'en conséquence, il est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 19 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2016, est approuvée comme suit :

Recettes ordinaires totales	56.954,20€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	25.957,70€
Recettes extraordinaires totales	71.771,80€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de	0,00€
- dont un boni présumé de l'exercice 2015 de	9.332,80€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	12.730,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	53.557,00€

Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	62.439,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de	0,00€
Recettes totales	128.726,00€
Dépenses totales	128.726,00€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Piat à Tournai
- à l'organe représentatif agréé.

77. Fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes. Tutelle. Budget 2016.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 19 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eloi à Froyennes arrête son budget 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée en date du 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que, suivant le budget 2015 et le compte 2014 approuvés, le résultat du calcul de l'excédent présumé calculé comme suit, est supérieur à celui inscrit par le conseil de fabrique, à savoir un boni présumé de 9.946,15€ en lieu et place de 9.723,04€ :

- reliquat du compte 2014 : 2.059,17€
- article 20 du budget 2015 : - 1.825,69€
- **boni présumé : 233,48€**

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 16.427,02€ en lieu et place de 16.426,59€;

Considérant que la fabrique d'église sollicite un subside communal de 206.000,00€ afin de réaliser de gros travaux de réparation à l'église; que, sur base du rapport établi par le bureau d'études bâtiments de la Ville de Tournai, 78.000,00€ sont nécessaires en 2016 afin de réaliser de gros travaux à la tour et au clocher de l'église (75.000,00€) et de remplacer le tableau divisionnaire de l'église (3.000,00€); que la dépense de 78.000,00€ devra être prévue au budget extraordinaire 2016 de la Ville; qu'il y a donc lieu de modifier les montants inscrits aux articles 25 des recettes et 56 des dépenses en conséquence et de les ramener 78.000,00€;

Considérant que le budget 2016, tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 19 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Eloi à Froyennes arrête son budget pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	16.426,59€	16.427,02€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2015	233,91€	233,48€
Recettes 25	Subsides extraordinaires de la commune	206.000,00€	78.000,00€
Dépenses 56	Grosses réparations à l'église	206.000,00€	78.000,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	26.827,02€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	16.427,02€
Recettes extraordinaires totales	102.783,48€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	78.000,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	233,48€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	3.700,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	23.360,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	102.550,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	129.610,50€
Dépenses totales	129.610,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site Internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Eloi à Froyennes
- à l'organe représentatif agréé.

78. Fabrique d'église Sacré-Coeur à Tournai. Tutelle. Budget 2016.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 20 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sacré-Coeur arrête son budget 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée en date du 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que suivant le budget 2015 et le compte 2014 approuvés, le résultat du calcul de l'excédent présumé calculé comme suit est supérieur à celui inscrit par le conseil de fabrique, à savoir un boni présumé de 10.904,70€ en lieu et place de 10.904,32€ :

- reliquat du compte 2014 : 14.773,13€

- article 20 du budget 2015 : 3.868,43€
- **Boni présumé : 10.904,70€;**

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 24.664,00€ en lieu et place de 24.664,38€;

Considérant le montant de 97.968,00€ inscrit à l'article 25 des recettes extraordinaires, 50.006,00€ à l'article 55 et 47.962,00€ à l'article 58 des dépenses extraordinaires; que, suivant l'avis du bureau d'études bâtiments de la Ville, les travaux de peinture de l'église ne nécessitent pas l'inscription de la dépense au budget extraordinaire 2016 de la Ville; que la dépense inscrite à l'article 58 n'a pas été portée à la connaissance du bureau d'études bâtiments de la Ville; qu'il y donc lieu de réformer ces trois inscriptions du budget;

Considérant que le budget 2016, tel que corrigé, est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 20 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sacré-Coeur arrête son budget pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	24.664,38€	24.664,00€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2015	10.904,32€	10.904,70€
Recettes 25	Subsides extraordinaires de la commune	97.968,00€	0,00€
Dépenses 55	Décoration et embellissement de l'église	50.006,00€	0,00€
Dépenses 58	Grosses réparations du presbytère	47.962,00€	0,00€

Il est demandé au conseil de fabrique de prendre contact avec le bureau d'études bâtiments de la Ville afin de planifier une visite des édifices nécessitant d'éventuelles interventions ou réfections.

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	44.603,00€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	24.664,00€
Recettes extraordinaires totales	23.044,70€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	10.904,70€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	6.240,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	49.267,70€

Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	12.140,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	67.647,70€
Dépenses totales	67.647,70€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Sacré-Coeur à Tournai et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :
- à la fabrique d'église Sacré-Coeur
- à l'organe représentatif agréé.

79. Fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 14 août 2015, parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 17 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Géry à Willemeau arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionné en date du 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget ne répond pas au principe de sincérité budgétaire en les articles 20, 41 et 49 des dépenses, et qu'il convient dès lors de l'adapter;

Considérant que, suivant le budget 2015 et le compte 2014 approuvés, le résultat du calcul de l'excédent présumé est inférieur à celui inscrit par le conseil de fabrique, à savoir un boni présumé de 1.024,28 € en lieu et place de 1.668,56 € :

- reliquat du compte 2014 : 8.639,58 €
- article 52 du budget 2015 : 7.615,30 €
- **Boni présumé : 1.024,28 €;**

Considérant que le montant de 660,00€ inscrit par le conseil de fabrique à l'article 41 (remise au trésorier) des dépenses ordinaires du chapitre II est erroné et qu'il y a lieu de le remplacer par le résultat de 655,35€ (recettes ordinaires totales 13.107,00€ x 5%);

Considérant que ces corrections modifient l'équilibre budgétaire et que la dépense inscrite à l'article 49 du chapitre II des dépenses peut être ramenée à 883,38€ afin de garder l'équilibre budgétaire;

Considérant que le budget 2016 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 14 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint Géry à Willemeau arrête son budget pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Dépenses 49	Fonds de réserve	1.523,01€	883,38€
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2015	1.668,56€	1.024,28€
Dépenses 41	Remise au trésorier	660,00€	655,35€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	13.107,00€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	0,00€
Recettes extraordinaires totales	1.024,28€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	1.024,28€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	1.290,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	12.841,28€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice	0,00€

précédent de :	
Recettes totales	14.131,28€
Dépenses totales	14.131,28€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

80. Fabrique d'église Saint-Pierre à Béciers. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 18 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 31 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Béciers arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 9 septembre 2015 réceptionnée le 10 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, avec remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
 Considérant que le budget ne répond pas au principe de sincérité budgétaire en l'article 20 des dépenses et qu'il convient dès lors de l'adapter;
 Considérant que, suivant le budget 2015 et le compte 2014 approuvés, le résultat du calcul de l'excédent présumé est inférieur à celui inscrit par le conseil de fabrique, à savoir un boni présumé de 5.871,73€ en lieu et place de 5.910,22€ :

- reliquat du compte 2014 : 6.662,09€
- article 20 du budget 2015 : 790,36€
- boni présumé : 5.871,73€;

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 23.489,77€ en lieu et place de 23.451,28€;

Considérant que le budget 2016 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : la délibération du 18 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Béclers arrête son budget pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 20	Boni présumé de l'exercice 2015	5.910,22€	5.871,73€
Recettes 17	Supplément de la commune	23.451,28€	23.489,77€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	25.239,77€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	23.489,77€
Recettes extraordinaires totales	5.871,73€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	5.871,73€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	6.716,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	24.395,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	31.111,50€
Dépenses totales	31.111,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Pierre à Béclers et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Pierre à Béclers
- à l'organe représentatif agréé.

81. Fabrique d'église Saint-André à Chercq. Tutelle. Budget 2016. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6 § 1er VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 24 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget 2016 susvisé ne répond pas au principe de sincérité budgétaire, en l'article 27, et qu'il convient dès lors de l'adapter;

Considérant les explications du conseil de fabrique concernant les prévisions de dépenses inscrites à l'article 27 : "dans le but de réduire les dépenses et par solidarité envers d'autres fabriques, nous avons décidé d'effectuer la 1ère phase des travaux en 2016, soit une estimation de 17.600,00 €, d'où

l'inscription de cette somme au poste D27. La suite peut être envisagée dans les budgets 2017 et suivants, soit dans un seul budget extraordinaire, soit fractionnée, ce qui n'est pas souhaitable pour ce travail qui demande l'intervention de firmes très spécialisées";

Considérant que la dépense prévue de 17.600,00€ inscrite à l'article 27 devrait plutôt être inscrite à l'article 56 des dépenses extraordinaires et qu'il y a lieu de ramener le montant inscrit à celui approuvé dans le compte 2014 à savoir 8.000,00€;

Considérant que le bureau d'études "bâtiments" de la Ville n'a pas été consulté au préalable pour les travaux envisagés par le conseil de fabrique;

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 13.687,31€ en lieu et place de 23.287,31€;

Considérant que le budget 2016 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : la délibération du 24 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-André à Chercq arrête son budget pour l'exercice 2016, est **réformée** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	23.287,31€	13.687,31€
Dépenses	Entretien et réparation de l'église	17.600,00€	8.000,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	22.855,31€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	13.687,31€
Recettes extraordinaires totales	7.733,19€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	7.733,19€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	4.040,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	26.548,50€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
• dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	30.588,50€
Dépenses totales	30.588,50€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-André à Chercq et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-André à Chercq
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

82. Fabrique d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai. Tutelle. Budget 2016. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 11 août 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 24 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 3 septembre 2015 réceptionnée le 4 septembre 2015, par laquelle l'organe représentatif du culte arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et le reste du budget;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le budget 2016 ne répond pas au principe de sincérité budgétaire en l'article 30, et qu'il convient dès lors de l'adapter;

Considérant l'inscription par le conseil de fabrique d'un montant de 24.625,00€ à l'article 30 des dépenses ordinaires du chapitre II pour des travaux de rénovation de toiture du presbytère;

Considérant que sur base des pièces justificatives jointes, cette dépense n'est pas détaillée ni justifiée par un devis d'entrepreneur, que le bureau d'études "bâtiments" de la Ville n'a pas été averti d'un problème et qu'il a y donc lieu de la réformer et de ramener le montant à 3.900,00€, montant correspondant aux dépenses inscrites par le conseil de fabrique à l'article 30 du compte 2014 approuvé;

Considérant que cette correction apportée au budget initial a pour effet de porter le supplément communal à 30.767,59€ en lieu et place de 51.492,59€;

Considérant que le budget 2016 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : la délibération du 11 août 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai arrête son budget pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	51.492,59€	30.767,59€
Dépenses 30	Entretien et réparation du presbytère	24.625,00€	3.900,00€

Le conseil de fabrique est invité à prendre contact avec le bureau d'études "bâtiments" de la Ville afin de programmer une visite des édifices nécessitant une intervention.

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est **approuvée** aux résultats suivants :

Recettes ordinaires totales	35.371,59€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	30.767,59€
Recettes extraordinaires totales	5.556,41€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	5.556,41€
Dépenses ordinaires du chapitre I totales	6.460,00€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	34.468,00€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	40.928,00€
Dépenses totales	40.928,00€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du Conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation, datée et signée, doit être adressée, par lettre recommandée à la poste, au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles) dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le Conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Notre-Dame Auxiliatrice à Tournai
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

83. Fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes. Demande de garantie pour un emprunt. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la fabrique d'église Saint-Amand à Havinnes, dont le siège social est sis rue du Roi Chevalier à 7531 Havinnes, ci-après dénommée «l'emprunteur», a décidé de contracter auprès de Belfius Banque SA, registre des personnes morales (RPM) Bruxelles, TVA BE 0403.201.185, dont le siège social est sis à 1000 Bruxelles, boulevard Pachéco, 44, ci-après dénommée «Belfius Banque», un crédit à concurrence de 100.000,00€ (cent mille euros) dont la lettre d'ouverture de crédit date du 29 mai 2015;

Attendu que cette ouverture de crédit de 100.000,00€ (cent mille euros) doit être garantie par la Ville de Tournai;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECLARE

se porter irrévocablement et inconditionnellement caution solidaire pour le remboursement de tous les montants qui seraient dus par l'emprunteur en vertu du crédit tant en capital qu'en intérêts (intérêts moratoires inclus), commission de réservation, frais et accessoires;

AUTORISE

Belfius Banque à porter au débit du compte de la Ville, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur dans le cadre de ce crédit et qui resteraient

impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. La Ville, qui se porte caution, en sera avertie par l'envoi d'une copie de la correspondance adressée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais.

La Ville s'engage, jusqu'à l'échéance finale de ce crédit et de ses propres emprunts auprès de Belfius Banque, à prendre toutes les dispositions utiles afin d'assurer le versement sur son compte ouvert auprès de cette société, de toutes les sommes qui y sont actuellement centralisées, soit en vertu de la loi (notamment sa quote-part dans le fonds des communes et dans tout autre fonds qui viendrait s'y ajouter ou le remplacer, le produit des centimes additionnels communaux aux impôts de l'Etat et de la province ainsi que le produit des taxes communales perçues par l'Etat), soit en vertu d'une convention, et ce, nonobstant toute modification éventuelle du mode de perception de ces recettes;

AUTORISE

Belfius Banque à affecter les recettes susmentionnées au paiement de toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui seraient portées au débit du compte courant de la Ville. La présente autorisation donnée par la Ville vaut délégation irrévocable en faveur de Belfius Banque. La Ville ne peut pas se prévaloir de dispositions de conventions qu'elle aurait conclues avec l'emprunteur, ni d'une disposition quelconque pour ne pas exécuter ses obligations découlant du présent cautionnement. La Ville renonce au bénéfice de discussion, à toute subrogation dans les droits de Belfius Banque et à tout recours contre l'emprunteur, contre tout codébiteur ou autre caution, tant que Belfius Banque n'aura pas été intégralement remboursée en capital, intérêts, frais et autres accessoires. La Ville autorise Belfius Banque à accorder à l'emprunteur des délais, avantages et transactions que Belfius Banque jugerait utiles. La Ville déclare explicitement que la garantie reste valable, à concurrence des montants susmentionnés, nonobstant les modifications que Belfius Banque et/ou l'emprunteur apporteraient aux montants et/ou modalités du crédit accordé à l'emprunteur. Belfius Banque est explicitement dispensée de l'obligation de notifier à la Ville les modifications susmentionnées. De surcroît, il est convenu que la Ville renonce également au bénéfice de l'article 2037 du Code civil belge, selon lequel la caution est déchargée lorsque, par la faute du créancier, la subrogation en faveur de la caution ne peut plus avoir lieu.

Attendu que, l'emprunteur s'étant engagé à rembourser immédiatement à Belfius Banque le solde de sa dette en capital, intérêts, commission de réservation et autres frais, e.a. en cas de liquidation, le Conseil communal confirme les engagements susvisés en ce qui concerne le paiement des sommes qui seraient réclamées de ce chef par Belfius Banque.

En cas d'insuffisance des recettes susmentionnées pour le paiement des sommes dues qui seraient portées en compte à la Ville, celle-ci s'engage à faire parvenir auprès de Belfius Banque le montant nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette échue.

En cas de retard de paiement de tout ou partie des montants dus, et ce, conformément à l'article 6 joint à l'article 9§3 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, des intérêts de retard ainsi qu'une indemnité pour les frais de recouvrement seront dus de plein droit et sans mise en demeure et calculés conformément à l'article 69 de cet arrêté royal.

La Ville, qui se porte caution, déclare avoir pris connaissance du contrat de crédit susmentionné et du règlement des crédits y afférent et en accepter les dispositions.

La présente délibération est soumise à l'autorité de tutelle comme prévu dans les décrets et arrêtés applicables.

84. Finances communales. Régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables (Gazenbois). Exercice 2016. Budget. Approbation.
--

Monsieur l'Echevin Vincent BRAECKELAERE rentre en séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu sa décision du 10 octobre 2005 de créer une Régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables;

Vu les prévisions budgétaires en recettes et dépenses du service ordinaire et du service extraordinaire de la régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables pour l'exercice 2016;

Considérant que la mise en place du contrat de délégation de gestion de la centrale de cogénération approuvé par le Conseil communal en séance du 9 décembre 2013, entrera en 2016 dans sa 3ème année effective;

Considérant qu'au service ordinaire, des crédits de l'ordre de 181.750,00€ sont inscrits tant en dépenses qu'en recettes, que le budget de la régie est donc en équilibre et que, comme pour l'exercice précédent, une intervention communale n'est pas sollicitée pour équilibrer ce budget;

Considérant, en effet, qu'une redevance annuelle d'occupation et d'exploitation de la centrale est due par le gestionnaire au montant de 80.000,00€, que ce montant devrait couvrir les charges de la dette de la régie et que les énergies produites par la centrale et consommées par la piscine (électricité et chaleur) sont encore achetées au fournisseur et revendues à la piscine de l'Orient au montant estimé de 75.000,00€ tant en dépenses qu'en recettes;

Considérant que l'investissement photovoltaïque réalisé en 2012 devrait rapporter en certificats verts un montant 26.500,00€ qui permettra de couvrir différentes dépenses de fonctionnement;

Considérant qu'au service extraordinaire, seul un crédit de 5.000,00€ est encore inscrit pour l'achat d'un système de comptage de chaleur, que cet investissement prévu en 2015 n'a pas été réalisé et que celui-ci est couvert en recettes par un emprunt d'un montant de 5.000,00€;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 5 octobre 2015, et ce conformément à l'article L1124-40 §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'au vu des chiffres présentés, le Conseil communal est invité à approuver, pour l'exercice 2016, les prévisions budgétaires tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire de la régie de valorisation des énergies renouvelables (Gazenbois) et que le projet de budget sera ensuite publié et transmis pour approbation aux autorités de tutelle.

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que le Collège veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication du présent budget, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission du présent budget aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

que les crédits du budget ordinaire de la régie communale non autonome de valorisation des énergies renouvelables de l'exercice 2016 ont un caractère non limitatif;

d'approuver, comme suit, le budget de la régie pour l'exercice 2016 :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	181.750,00 €	5.000,00 €
Dépenses exercice proprement dit	181.750,00 €	5.000,00 €
Boni/mali exercice proprement dit	0,00 €	0,00 €
Recettes exercices antérieurs	0,00 €	0,00 €
Dépenses exercices antérieurs	0,00 €	0,00 €
Prélèvements en recettes	0,00 €	0,00 €
Prélèvements en dépenses	0,00 €	0,00 €
Recettes globales	181.750,00 €	5.000,00 €
Dépenses globales	181.750,00 €	5.000,00 €
Boni	0,00 €	0,00 €

85. Régie foncière. Budget 2016.

La Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient comme suit :

"Il y a une augmentation importante des recettes en matière de loyer. On passe de 70.000 en 2014 à 94.000 en 2015 et 100.000 en 2016. Nous voulions savoir si c'était lié à une augmentation des loyers ou à une augmentation du nombre de locations ou des deux à la fois. Notre deuxième question porte sur le plan d'ancrage communal. Il prévoyait de créer des logements de transit. Nous voudrions savoir si la régie prévoit la création de logements de transit. Enfin, en matière d'investissements, nous saluons l'achat de nouvelles chaudières pour les logements de la rue de la Madeleine. Nous constatons, par ailleurs, qu'il y a une augmentation des indemnités du Logis tournaisien pour la gestion de ces logements. Elle passe de 14.000,00€ à 20.000,00€. Nous voulions en connaître la raison."

L'Echevin PS, **Vincent BRAECKELAERE**, lui répond comme suit :

"Cinquante logements de la régie foncière sont gérés par le Logis tournaisien et trente-cinq par l'AIS. L'augmentation est liée aux indexations annuelles.

La régie foncière intervient dans la réparation des chaudières de la Madeleine.

Les logements de l'îlot des Primetiers appartiennent à la régie foncière. Dans le cadre de l'ancrage communal 2014-2016, nous avons obtenu des financements pour la création, la réhabilitation de 11 logements de transit. Ces réhabilitations devraient être lancées à l'horizon 2016. Elles devront être coordonnées avec les travaux du conservatoire.

Je n'ai pas d'explication a priori au sujet de l'augmentation des recettes de loyer. Je vous en informerai ultérieurement."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, Livre III;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu les prévisions budgétaires en recettes et dépenses de la Régie foncière pour l'exercice 2016;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 8 octobre 2015, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'au vu des chiffres présentés, le Conseil communal est invité à approuver, pour l'exercice 2016, les prévisions budgétaires de la Régie foncière et que le projet de budget sera ensuite publié et transmis pour approbation aux autorités de tutelle;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que le Collège veillera également, en application de l'article L1122-23, §2, du code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication du présent budget, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives, ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission du présent budget aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

que les crédits du budget de la Régie foncière pour l'exercice 2016 ont un caractère non limitatif;

APPROUVE

aux chiffres présentés le budget des recettes et dépenses estimées de la Régie foncière pour l'exercice 2016, à savoir :

Recettes d'exploitation 361.860,00 €

Dépenses d'exploitation 361.860,00 €

Résultat d'exploitation 0,00 €

Aucune intervention communale n'est sollicitée.

86. Finances communales. ASBL NO TELE. Affiliation. Cotisation. Plan financier pluriannuel 2015-2018. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Amine MELLOUK sort de séance.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, intervient comme suit :

"J'aimerais souligner la qualité et l'utilité de notre télévision locale, en termes d'information, d'éducation permanente et de divertissements. C'est un organe qui fait vivre la vie démocratique. C'est une télévision qui contribue à renforcer l'identité de la Wallonie picarde et qui joue un rôle non négligeable dans le soutien à la vie culturelle tournaissienne.

Ce que je viens de vous lire aujourd'hui, je l'ai dit il y a un an. Et pourtant il y a un an, on avait émis des réserves par rapport à la demande qui avait été formulée par No Télé. Cette réserve s'était d'ailleurs soldée par une abstention.

Aujourd'hui, ce ne sera plus le cas. Nous allons voter pour cette demande de No Télé parce que plusieurs éléments du dossier vont dans le bon sens. Si l'on s'était abstenu à l'époque, ce n'était pas pour refuser un subside, mais c'était pour demander que No Télé poursuive sa réflexion vers une gestion qui tienne compte du nouveau mode de fonctionnement.

On a vu que le plan pluriannuel tient la route jusqu'en 2018. On a vu également que c'est une formule qui tient compte des difficultés financières des communes puisque l'augmentation de participation sera plus progressive et qu'on arrivera au final à moins que ce qui a été envisagé. On a vu qu'il y avait des efforts d'économie structurelle et, notamment, au sein du personnel et également la mise en place d'un collège de commissaires aux comptes. Tout ceci va dans le bon sens selon nous."

Le **Président** d'assemblée clôture le débat comme suit :

"Je voudrais également remercier le conseil d'administration de No Télé qui a dû travailler sur cette projection pluriannuelle. Nous avons également suivi la feuille de route qui a été remise au Collège des Bourgmestres de la Wallonie picarde qui s'est penché à de nombreuses reprises sur le problème. Mais également à la presse écrite."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le courrier de NO TELE ASBL dont l'assemblée générale a voté le budget 2015 et propose un plan pluriannuel à l'horizon 2018 qui permettrait un refinancement progressif et un alignement sur un montant identique pour toutes les communes;

Considérant que NO TELE ASBL demande que le Conseil communal examine sa demande et marque son accord sur une cotisation de 2,95€ par habitant en 2015, avec une augmentation chaque année jusqu'en 2018 de 0,25€ par habitant;

Considérant que NO TELE ASBL propose de maintenir une durée d'affiliation (renouvelable) de trois ans;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

- de porter la cotisation à verser à NO TELE ASBL à 2,95€ par habitant en 2015 et d'augmenter chaque année la cotisation de 0,25€ par habitant jusqu'en 2018;
- de confirmer son affiliation de 3 ans renouvelable.

87. Finances communales. Dotation 2016 à la zone de police du Tournaisis. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police Intégré (S.P.I.) structuré en deux niveaux;

Considérant l'arrêté royal du 5 septembre 2001 portant sur le règlement général de la comptabilité de la police locale;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il revient à chaque commune de déterminer sa contribution à la zone de police pluricommunale, conformément à l'article 40, alinéa 3 de la loi organisant un service de police Intégré;

Considérant que la zone de police du Tournaisis sollicite en 2016 la même dotation qu'en 2015, soit 10.384.161,79€ et 309.560,90€ comme dotation complémentaire (participation, à raison de 85,42%, du loyer à verser par la zone de police);

Considérant qu'en vertu de l'article 71 de la loi organisant un service de police intégré, la délibération sera envoyée pour approbation au gouverneur de la province;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'accorder, pour l'exercice 2016, une dotation communale principale au montant de 10.384.161,79€ (article 330/435-01) à laquelle s'ajoute 309.560,90€ de dotation complémentaire (article 33001/435-01), soit un total de 10.693.722,69€ au bénéfice du service ordinaire du budget de la zone de police du Tournaisis (Antoing-Brunehaut-Rumes-Tournai/zone de police 5316).

88. Finances communales. Dotation 2016 à la zone de secours. Approbation.
--

Monsieur le Conseiller communal Amine MELLOUK rentre en séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal d'arrêter annuellement la dotation à la zone de secours;

Considérant que la dotation 2015 a été fixée par Monsieur le Gouverneur de la Province de Hainaut;

Considérant que la dotation 2016 n'a pas encore été fixée par celui-ci;

Considérant la nécessité de voter le budget 2016 et d'arrêter les dotations;

Vu l'avis Positif avec remarques du Directeur financier du 23 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

- le budget de l'exercice 2016 de la Zone de secours n'est pas encore arrêté;

- la rétrocession de la dotation provinciale n'est pas acquise auprès de chaque commune de la Zone de secours;

- le montant de la dotation communale sera beaucoup plus importante que le montant prévu et entraînera une modification du budget communal de la Ville de TOURNAI;

Sur proposition du Collège communal,

A l'unanimité,

DECIDE

d'arrêter, pour l'exercice 2016, une dotation communale, d'un montant de 4.079.000,22€, au bénéfice de la zone de secours de Wallonie picarde.

<p>89. Finances communales. Taxe additionnelle au précompte immobilier 2016. Approbation.</p>

Par 31 voix pour et 6 voix contre, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mme M-C. LEFEBVRE, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, B. DOCHY, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, Mme M. WILLOCQ, M. B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE

040/371-01 - Précompte immobilier - Centimes additionnels.

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution et ses articles 41, 162 et 170 § 4;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (Moniteur belge du 18 janvier 2001) et la loi du 24 juin 2000 (Moniteur belge du 23 septembre 2004, éd. 2) portant assentiment de la charte européenne de l'autonomie locale, notamment son article 9.1.;

Vu le décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'article L3122-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation selon lequel la délibération communale relative aux centimes additionnels au précompte immobilier fait à présent l'objet de la tutelle générale d'annulation avec transmission obligatoire;

Vu le code des impôts sur les revenus 1992 et notamment les articles 249 à 256 ainsi que 464-1°;

Vu les recommandations émises par la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale (CPAS) de la Région wallonne, pour l'année 2016;

Vu que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public;

Vu la nécessité d'équilibrer le budget à l'exercice propre;

Vu la communication du dossier au directeur financier en date du 25 septembre 2015 conformément à l'article L1124-40 § 1, 3° et 4° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

Par 31 voix pour et 6 voix contre;

DECIDE :

d'approuver le règlement relatif aux centimes additionnels au précompte immobilier 2016 établi comme suit :

Article 1er : il est établi, pour l'exercice 2016, au profit de la Ville de Tournai, 2950 centimes additionnels au précompte immobilier.

Article 2 : ces centimes additionnels seront perçus par l'administration des contributions directes.

Article 3 : le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la transmission obligatoire au Gouvernement wallon et de la publication faite conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

90. Finances communales. Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques 2016. Approbation.

Par 35 voix pour et 2 voix contre, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, D. SMETTE, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, B. DOCHY, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. A. PESIN, B. MAT.

040/372-01 - Personnes physiques.

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution et ses articles 41, 162 et 170 § 4;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (Moniteur belge du 18 janvier 2001) et la loi du 24 juin 2000 (Moniteur belge du 23 septembre 2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment son article 9.1.;

Vu le décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ayant trait à l'exercice de la tutelle administrative sur les autorités locales;

Vu l'article L3122-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation selon lequel la délibération communale relative à la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques fait à présent l'objet de la tutelle générale d'annulation avec transmission obligatoire;

Vu le code des impôts sur les revenus 1992 et notamment les articles 465 à 469;

Vu la loi du 24 juillet 2008 (Moniteur belge du 8 août 2008) confirmant l'établissement de certaines taxes additionnelles communales et de la taxe d'agglomération additionnelle à l'impôt des personnes physiques pour chacun des exercices d'imposition 2001 à 2007 et modifiant l'article 468 du code des impôts sur les revenus 1992 à partir de l'exercice d'imposition 2009;

Vu les recommandations émises par la circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale (CPAS) de la Région wallonne, pour l'année 2016;

Vu que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public;

Vu la communication du dossier au directeur financier en date du 25 septembre 2015 conformément à l'article L1124-40 § 1, 3° et 4° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26 septembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

Par 35 voix pour et 2 voix contre;

DECIDE :

d'approuver le règlement relatif à la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques 2016 établi comme suit:

Article 1er : il est établi au profit de la Ville de Tournai, pour l'exercice 2016, une taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans la Ville au 1er janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice.

Article 2 : la taxe est fixée à 8,8 % de l'impôt des personnes physiques dû à l'Etat pour le même exercice, calculé conformément aux dispositions du code des impôts sur les revenus.

Article 3 : l'établissement et la perception de la taxe communale s'effectueront par l'administration des contributions directes, comme stipulé à l'article 469 du code des impôts sur les revenus 1992.

Article 4 : le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la transmission obligatoire au Gouvernement wallon et de la publication faite conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

91. Finances communales. Règlement-taxe sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes ainsi que ceux visés par le permis d'environnement. Exercices 2016 à 2019. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale annuelle sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, au sens du titre premier, chapitre II, du règlement général sur la protection du travail (R.G.P.T.) ainsi que sur les établissements classés en vertu de la législation relative au permis d'environnement.

Sont visés :

- les établissements dangereux, insalubres ou incommodes existant au 1er janvier de l'exercice d'imposition, rangés en classe 1 par le règlement général sur la protection du travail et situés sur le

territoire de l'entité de Tournai;

- les établissements classés en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées (permis d'environnement ou permis unique d'environnement).

Article 2 : la taxe est due solidairement par toute personne physique ou morale ou par tous les membres d'une association qui exploite un établissement tel que défini à l'article 1er au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 3 : la taxe est fixée à 150,00€ par établissement de classe 1 visé à l'article 1er.

Article 4 : ne sont pas visés :

- les établissements exploités par des ateliers protégés;

- les établissements visés à l'article 16 du règlement général sur la protection du travail.

Article 5 : la taxe est recouvrée par voie de rôle. Le rôle de taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège communal.

Article 6 : l'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation et ce, au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraînent l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50 %.

Article 7 : les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

92. Finances communales. Règlement-taxi sur les panneaux publicitaires immobiliers. Exercices 2016 à 2019. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant que le territoire de la Ville de Tournai présente tantôt un caractère rural, tantôt, en son centre, un caractère de ville ancienne et historique;

Considérant la sensibilité importante de la population à son environnement;

Considérant qu'il y a lieu de limiter, autant que faire se peut, la pollution visuelle engendrée par les panneaux publicitaires immobiliers;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale annuelle sur les panneaux publicitaires immobiliers installés sur le territoire de la Ville. La taxe est due pour l'année civile entière, quelles que soient l'époque et la durée de l'installation des panneaux.

Article 2 : sont visés :

- a) tout panneau en quelque matériau que ce soit destiné à recevoir de la publicité par collage, agrafage, peinture, impression ou par tout autre moyen;
- b) tout dispositif en quelque matériau que ce soit destiné à recevoir de la publicité par collage, agrafage, peinture, insertion, intercalation, impression ou par tout autre moyen;
- c) tout support autre qu'un panneau publicitaire (mur, vitrine, clôture, colonne, etc. ou partie) employé dans le but de recevoir de la publicité (seule la superficie de l'espace utilisé pour recevoir de la publicité peut être prise en considération pour établir la base taxable).
- d) tout écran (toute technologie confondue, c'est-à-dire cristaux liquides, diodes électroluminescentes, plasma...) diffusant des messages publicitaires.

Article 3 : la taxe est due par le propriétaire du support ou des affiches visés à l'article 1er du présent règlement.

Article 4 : la taxe est fixée à 0,50€ par dm² ou fraction de dm² de superficie du panneau et par an et elle est portée à 1,00€ par dm² ou fraction de dm² de superficie lorsque le panneau est équipé d'un système de défilement électronique ou mécanique des messages publicitaires ou lorsque le panneau est lumineux ou éclairé.

Article 5 : exonérations : la taxe n'est pas applicable pour :

- les panneaux affectés exclusivement à un service public ou à une oeuvre ou un organisme sans but lucratif et ayant un caractère philanthropique, artistique, littéraire, scientifique, d'utilité publique
- les panneaux affectés à l'organisation par la Ville ou la régie communale autonome d'une activité à caractère sportif
- les panneaux qui, bien que visibles de la voie publique, sont placés sur les terrains de sport et dirigés vers l'endroit où s'exerce le sport
- les plaquettes ou panneaux de moins d'un m² reprenant les coordonnées du réalisateur d'un ouvrage.

Article 6 : la taxe est perçue par voie de rôle.

Article 7 : l'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation et ce, au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraînent l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50%.

Article 8 : les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L 1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

93. Finances communales. Règlement-taxe sur les logements loués meublés. Exercices 2016 à 2019. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant que la location d'immeubles meublés a connu un grand développement sur le territoire de la Ville de Tournai;

Considérant que les revenus d'immeubles meublés sont supérieurs à ceux des immeubles non meublés et constituent ainsi des ressources supplémentaires dans le chef de leurs propriétaires-bailleurs;

Considérant qu'il paraît ainsi raisonnable d'exiger de ces bailleurs un effort supplémentaire sous la forme d'une taxe, de nature à permettre à la Ville de Tournai d'assurer le financement de sa politique globale de logements;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1 : objet de la taxe.

Il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale sur les logements meublés destinés à l'occupation pour lesquels un bail était en cours au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Est qualifié de meublé, le logement qui est garni d'un ou de plusieurs meubles par une personne autre que l'occupant et même si une partie des meubles est la propriété de l'occupant ou pour lequel le locataire a la possibilité de bénéficier de l'utilisation de locaux ou pièces communs meublés.

Article 2 : taux de la taxe.

La taxe est fixée forfaitairement à la somme de 150,00€ par logement et par année.

La taxe est réduite de moitié pour les logements visés à l'article 1 soumis à la législation relative au permis de location et qui se trouvent en conformité avec cette législation.

Article 3 : redevable.

La taxe est due solidairement par les personnes qui offrent les lieux en occupation et celles qui en perçoivent les loyers.

Article 4 : non-redevable.

Ne sont pas soumis à l'impôt :

- les pensionnats et internats
- les établissements de soins de santé
- les maisons de repos et de repos et de soins
- les auberges de jeunesse.

Article 5 : perception.

La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 6 : dispositions relatives à la déclaration obligatoire.

§ 1. L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration qu'il est tenu de renvoyer ou de remettre, dûment remplie et signée, à l'agent préposé à cet effet avant l'échéance y mentionnée.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration avant le 31 décembre de l'exercice d'imposition est tenu de déclarer à l'administration communale les éléments nécessaires à la taxation.

§ 2. La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs.

§ 3. Le contribuable est tenu de déclarer, par l'envoi d'un nouveau formulaire de déclaration, les modifications nécessaires à la taxation dans les 30 jours de la survenance desdites modifications.

§ 4. Le titulaire d'un permis de location au 1er janvier de l'exercice pour un logement visé par la présente taxe est dispensé d'introduire la déclaration dont question au § 1, le permis de location valant déclaration.

Article 7 : taxation d'office

Le défaut de déclaration dans les délais prévus ou le cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise constaté par les agents assermentés spécialement désignés à cet effet par le Collège communal, entraîne l'enrôlement d'office de la taxe selon les dispositions de l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Une majoration de 100 % sera appliquée aux taxes enrôlées d'office.

Article 8 : les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

94. Finances communales. Règlement-taxe sur la délivrance d'un permis d'urbanisation. Exercices 2016 à 2019. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;
Vu les charges qu'entraîne pour la commune l'instruction des dossiers de permis d'urbanisation;
Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;
Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;
Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale sur la délivrance d'un permis d'urbanisation.

Article 2 : la taxe est due par la personne qui demande le permis.

Article 3 : la taxe est fixée à 120,00€ par logement.

Article 4 : la taxe est payable au comptant au moment de la délivrance du permis d'urbanisation.

Article 5 : lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

Le rôle de taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège communal.

Article 6 : les clauses relatives à l'enrôlement, au recouvrement et au contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale;

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

95. Finances communales. Règlement-taxe sur les commerces de frites et produits comparables. Exercices 2016 à 2019. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : Objet

Il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale sur les commerces de frites, hot dogs, beignets et produits comparables, susceptibles d'être consommés sur la voie publique.

La taxe est applicable tant aux commerces établis sur terrains privés qu'à ceux établis sur le domaine public.

Par commerces de frites (hot dogs, beignets, etc.) à emporter on entend les établissements dont l'activité consiste, exclusivement ou non, à vendre des produits de petite restauration communément destinés à être consommés avant de refroidir et dont les acheteurs sont amenés à se défaire de leurs emballages dans les récipients prévus à cet effet sur la voie publique.

Article 2 : La taxe est due par l'exploitant. En cas d'établissement sur un terrain privé appartenant à autrui, la taxe est due solidairement par le propriétaire du terrain.

Article 3 : La taxe est fixée à 50,00€ par commerce et par mois ou fraction de mois.

Article 4 : Il n'est accordé aucune exonération tant partielle que totale.

Article 5 : La taxe est recouvrée par voie de rôle. Le rôle de taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège communal.

Article 6 : L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation et ce, au plus tard le 30 octobre de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50%.

Article 7 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

96. Finances communales. Règlement-redevance sur la délivrance de récipients pour les résidus ménagers. Exercices 2016 à 2019. Approbation.
--

Madame la Conseillère communale Marie Christine MARGHEM rentre en séance.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient comme suit :

"La situation n'est pas anodine. Je pensais qu'il y aurait une explication du Collège. Tout cela n'est pas simple à expliquer.

Nous n'allons pas voter ce point. Nous ne sommes pas opposés à l'augmentation d'une participation à l'intercommunale IPALLE mais nous sommes opposés à l'augmentation du prix du sac-poubelle. Le prix du sac-poubelle va augmenter de pratiquement 50%. Donc, j'imagine que la recette va aussi augmenter de 50%. Pour nous, c'est tout à fait contre-productif. On connaît déjà toutes les difficultés

qu'on a à gérer les dépôts sauvages et déchets dans la nature. Le fait d'augmenter le prix du sac-poubelle pour le porter à environ 1 euro pièce n'est certainement pas bon signe pour la population. J'ai aussi été scandalisé ces derniers jours à la lecture de certains commentaires sur l'intercommunale IPALLE. On peut penser que ces nouvelles dispositions, qui vont s'appliquer aux citoyens, sont la conséquence d'une mauvaise gestion de l'intercommunale. Ce qu'il faut savoir, c'est que la cotisation du secteur déchets ménagers augmente alors que le coût du traitement des déchets diminue. Les cotisations des parcs à conteneurs augmentent parce que le coût du bois et des déchets verts augmente aussi. Mais, et c'est le plus important, les deux secteurs de l'intercommunale doivent assumer, ce que j'appelle de la fiscalité déguisée ou une pratique d'hypocrisie fiscale. Ces montants vont transiter par les finances de l'intercommunale pour repartir où ? En partie au fédéral pour payer l'impôt des sociétés. Quand nous avons voté, lors de la séance précédente, le principe de substitution, certains ont pensé qu'avec ce système, la Ville échapperait à l'impôt des sociétés. Il s'agissait, en fait, d'une toute petite partie de cet impôt. Il y a aussi la taxe sur l'incinération. Tous ces impôts et taxes prélevés sur le traitement des déchets vont transiter par l'intercommunale et être versés au fédéral et à la Région wallonne. Dès lors, que l'intercommunale IPALLE réclame plus de 6 euros d'augmentation de cotisation parce que les choses ne vont pas bien, c'est scandaleux, selon moi.

Si le cdH vote contre l'augmentation du prix du sac-poubelle, c'est parce que nous votons contre un principe qui ne nous agréé pas et qui ne correspond pas, selon nous, à une bonne gestion des déchets.

L'augmentation des cotisations par le biais d'une augmentation fiscale, nous sommes obligés de l'admettre."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient ensuite :

"Je ne comprends pas pourquoi on augmente de 50% le prix des sacs-poubelle. Quelle en était la motivation ? Il faudra qu'on m'explique cela lors du vote du budget."

L'Echevine PS, **Ludivine DEDONDER**, conclut les interventions comme suit :

"Je remercie le Conseiller communal Jean-Marie VANDENBERGHE. Nous avons été choqués des propos que nous avons pu entendre et lire après le Conseil communal à Chièvres. Ce sont des propos mensongers, erronés et insultants à l'égard du travail qui est mené par les équipes d'IPALLE. L'intercommunale veille à offrir le meilleur service au coût le plus faible. Ce sont de nombreux parcs à conteneurs avec des heures d'ouverture larges. Ce sont des outils d'incinération performants. Les missions sont vastes. Evidemment, tout cela a un prix. Le prix demandé annuellement était de 31,00€. Il passe à 37,00€ par habitant par an. C'est le prix à payer pour l'ensemble de ces missions. Il est largement inférieur à celui que vous pouvez trouver pour les mêmes services dans d'autres régions de Wallonie.

Cette augmentation de cotisation n'est pas un caprice d'IPALLE. Nous sommes en train de répercuter les mauvaises nouvelles que nous avons eues du Gouvernement fédéral, du Gouvernement wallon, suite à la double augmentation de la taxation sur l'incinération, au transfert des déchets spéciaux des ménages assumé avant par la Région wallonne, qui sont à présent pris en charge par l'intercommunale. Tous ces coûts sont in fine répercutés auprès de la Ville et des citoyens. Si l'intercommunale avait simplement appliqué une indexation de 1996 à aujourd'hui, elle aurait atteint les 20,00€ d'augmentation. Ici, nous sommes à moins de 20,00€."

Par 29 voix pour et 9 voix contre, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D.

CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.
Ont voté contre : MM. A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, M. B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, MM. X. DECALUWE, G. DENONNE, B. DOCHY.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

Par 29 voix pour et 9 voix contre;

ARRETE :

Article 1er : Il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une redevance sur la délivrance de sacs-poubelle.

Article 2 : La redevance est fixée comme suit :

- 10,50€ par liasse de 20 sacs d'une contenance de 30 l
- 19,00€ par liasse de 20 sacs d'une contenance de 60 l
- 38,00€ par liasse de 20 sacs d'une contenance de 120 l.

La redevance est due par la personne ou la société qui demande les sacs-poubelle.

Article 3 : La redevance est payable au comptant.

A défaut de paiement le recouvrement de la redevance sera poursuivi selon l'article L1124-40 § 1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

97. Finances communales. Règlement-taxi sur les terrains non bâtis. Exercices 2016 à 2019. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant que sur le territoire de la Ville de Tournai, il existe une pénurie certaine de logements de toutes qualités;

Considérant qu'une taxe sur les terrains non bâtis est de nature à encourager la vente de ceux-ci dans l'optique d'ériger des constructions;

Considérant, par ailleurs, que la taxe peut également réduire la spéculation immobilière;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la Commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier en date du 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : il est établi, pour les exercices 2016 à 2019 une taxe communale annuelle sur les terrains non bâtis situés dans les zones d'habitat, d'habitat à caractère rural ou de constructions prévues par un plan d'aménagement en vigueur et en bordure d'une voie publique suffisamment équipée en eau et électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante, compte tenu de la situation des lieux :

acquis depuis plus d'un an avant le 1er janvier de l'exercice d'imposition et sur lesquels, à cette date, une construction n'a pas été entamée.

Une construction est entamée lorsque les fondations émergent du sol.

Article 2 : la taxe est due par toute personne qui, au 1er janvier de l'exercice d'imposition, était propriétaire de plusieurs biens immobiliers.

S'il y avait copropriétaires, chacun d'entre eux est redevable de la taxe pour sa part virile.

En cas de mutation entre vifs, la qualité de propriétaire ou de copropriétaire au 1er janvier de l'exercice d'imposition s'apprécie au regard des mentions figurant au registre de la Conservation des hypothèques.

Article 3 : la taxe est fixée comme suit :

- à l'intérieur du périmètre culturel : 60,00€ par mètre courant de terrain à front de voirie, limité à 1.500,00€;

- à l'extérieur du périmètre culturel : 20,00€ par mètre courant de terrain à front de voirie, limité à 350,00€.

Lorsqu'un terrain touche à plusieurs rues, le développement à prendre en considération est celui qui donne lieu à la taxation la plus élevée.

Lorsque le terrain est situé dans un pan coupé à l'intersection de deux voies publiques, le développement taxable est égal au plus grand développement en ligne droite, augmenté de la moitié du pan coupé.

Article 4 : ne sont pas visés :

- les sociétés régionales et agréées ayant pour objet la construction de logements sociaux;
- les propriétaires de terrains sur lesquels il n'est pas permis de bâtir en vertu d'une décision de l'Autorité ou lorsqu'il n'est pas possible de le faire;
- les propriétaires de terrains utilisés professionnellement à des fins agricoles ou horticoles;
- les propriétaires de terrains exploités à des fins sportives;
- les propriétaires d'un seul terrain non bâti, à l'exclusion de tout autre bien immobilier.

L'exonération des personnes qui ne sont propriétaires, tant en pleine qu'en nue propriété, que d'un seul terrain non bâti n'est applicable que durant les cinq exercices qui suivent l'acquisition du bien.

Article 5 : la taxe est perçue par voie de rôle.

Article 6 : l'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation et ce, au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50 %.

Article 7 : les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

98. Finances communales. Règlement-taxe pour diverses prestations d'hygiène publique - Exercices 2016 à 2019. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Vu la circulaire du Ministre de l'agriculture, de la ruralité, de l'environnement et du tourisme de la Région wallonne relative à la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 dit "arrêté coût-vérité" en matière de déchets envoyée aux communes le 1er octobre 2008;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : Il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale sur les prestations diverses d'hygiène publique.

Article 2 : La taxe est due :

2.1. par ménage et solidairement par les membres de tout ménage qui, au 1er janvier de l'exercice d'imposition, est inscrit au registre de population ou au registre des étrangers, occupant tout ou

partie d'immeuble bâti sis sur le territoire de la Ville; par ménage on entend soit une personne vivant seule, soit la réunion de plusieurs personnes ayant une vie commune;

2.2. par toute personne physique ou morale gestionnaire d'un établissement hospitalier ou d'une maison de repos pour personnes âgées;

2.3. par toute personne exerçant une profession indépendante ou dirigeant effectivement une entreprise, un organisme ou un groupement quelconque, à la condition que l'activité se situe en un lieu distinct du domicile de ladite personne, pour chaque immeuble ou partie d'immeuble affecté à ces activités, à l'exception des gestionnaires d'établissements hospitaliers et de maisons de repos pour personnes âgées, par toute personne soumise à la taxe sur les secondes résidences, par la direction de communautés;

2.4. par toute association de fait culturelle, sportive ou sociale et toute ASBL culturelle, sportive ou sociale occupant de manière permanente tout ou partie d'un bâtiment et ce à titre exclusif.

Article 3 : La taxe est fixée à 50,00€ par immeuble bâti. Lorsque l'immeuble est un immeuble à appartements, la taxe est fixée à 50,00€ par appartement.

Article 4 : La taxe n'est pas applicable aux organismes dépendant de l'Etat, de la Province, de la Ville ou de l'autorité nationale d'un pays étranger. Si les immeubles abritant ces organismes contiennent des logements privés destinés à l'usage personnel ou professionnel de leurs agents et/ou, a fortiori, d'autres personnes, la taxe sera due par le ou les ménages ainsi logés.

L'exonération de la taxe sera accordée, sur production d'un document probant dans les 6 mois maximum de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle, aux contribuables bénéficiant du droit à l'intégration sociale sous forme d'un revenu d'intégration sociale (attestation du centre public d'action sociale) ou du revenu minimum garanti ou de revenus de remplacement similaires à justifier (justificatifs, attestation de l'office national des pensions ou assimilée).

Article 5 : Toute année commencée est due en entier.

Article 6 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 7 : Les contribuables visés à l'article 2.1 et inscrits au registre de population sont recensés et enrôlés sur base des données fournies par le registre national des personnes physiques.

Les autres contribuables visés à l'article 2 sont tenus de remettre une déclaration faite sur une formule délivrée par l'administration communale.

La formule certifiée exacte, datée et signée est remplie conformément aux indications qui y figurent. La déclaration doit être renvoyée ou remise au service comptabilité-recettes dans un délai de 15 jours ou dans le délai indiqué sur la formule.

Le contribuable qui n'a pas reçu la déclaration doit la réclamer au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50%.

Article 8 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Pour tout ce qui n'est pas prévu au présent règlement, les dispositions légales en vigueur s'appliquent.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

99. Finances communales. Règlement-taxe sur la force motrice. Exercices 2016 à 2019. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : il est établi, au profit de la Ville, pour les exercices 2016 à 2019, à charge de toute personne physique ou morale, ou solidairement par les membres de toute association exerçant, au cours de l'année qui précède celle qui donne son nom à l'exercice d'imposition, une profession indépendante ou libérale, exerçant une activité commerciale, industrielle, agricole, financière, artisanale ou de services sur le territoire de la Ville, une taxe sur les moteurs quel que soit le fluide ou la source d'énergie qui les actionne, de :

- 9,92 € par kilowatt lorsque la puissance force motrice globale est inférieure ou égale à 10 kilowatts;
- 21,07 € par kilowatt lorsque la puissance force motrice globale est supérieure à 10 kilowatts et inférieure ou égale à 1.500 kilowatts;
- 24,79 € par kilowatt lorsque la puissance force motrice globale est supérieure à 1.500 kilowatts.

La taxe est due pour les moteurs (fixes ou mobiles) utilisés par le contribuable pour l'exploitation de son établissement ou de ses annexes.

Sont à considérer comme annexe à un établissement, toute installation ou entreprise, tout chantier quelconque établi sur le territoire de la Ville pendant une période ininterrompue d'au moins 90 jours calendrier.

La taxe n'est pas due à la Ville, siège de l'établissement, pour les moteurs utilisés par l'annexe, définie ci-avant, dans la proportion où ces moteurs sont taxés par l'entité où se trouve l'annexe si ladite période de 90 jours consécutifs est atteinte.

Si un établissement ou une annexe utilise, de manière régulière et permanente, un moteur mobile pour le relier à :

- une ou plusieurs annexes;
- une voie de communication,

ce moteur donne lieu à la taxe dans l'entité où se trouve, soit le siège de l'établissement, soit l'annexe.

Lorsque l'utilisateur est une association non dotée de la personnalité juridique, la taxe est due solidairement par ses membres.

Tout détenteur d'un numéro d'entreprise est susceptible d'être imposable.

Est visée la puissance des moteurs utilisés à des fins autres que domestiques.

Ne sont pas portés au rôle les contribuables dont le montant de l'impôt n'atteint pas la somme de 12,40 € par lieu d'activité.

Article 2 :

Si l'installation ne comporte qu'un seul moteur, la taxe est établie d'après la puissance indiquée dans l'Arrêté accordant l'autorisation d'établir le moteur ou donnant acte de cet établissement (plaque signalétique).

Si l'installation de l'intéressé comporte plusieurs moteurs, la puissance taxable s'établit en additionnant les puissances indiquées dans les Arrêtés accordant les autorisations d'établir les moteurs ou donnant acte de ces établissements et en affectant cette somme d'un coefficient de simultanéité variable avec le nombre de moteurs. Ce coefficient, qui est égal à l'unité pour un moteur, est réduit de 1/100 de l'unité par moteur supplémentaire jusqu'à 30 moteurs puis reste constant et égal à 70 % pour 31 moteurs et plus.

Exemple : 1 moteur = 100 % de la puissance

10 moteurs = 91 % de la puissance

31 moteurs = 70 % de la puissance.

Les dispositions reprises aux littéras a et b du présent article sont applicables par la Ville suivant le nombre de moteurs taxés par elle en vertu de l'article 1er.

La puissance des appareils hydrauliques est déterminée de commun accord entre l'intéressé et le Collège communal.

En cas de désaccord, l'intéressé a la faculté de provoquer une expertise contradictoire.

Article 3 : ne donnent pas lieu à la perception de la taxe :

1° Le moteur inactif pendant l'année entière.

2° L'inactivité partielle, d'une durée ininterrompue égale ou supérieure à 30 jours consécutifs calendrier, donne lieu à un dégrèvement proportionnel au nombre de mois pendant lesquels les moteurs auront chômé.

Est assimilée à une inactivité d'une durée d'un mois, l'activité limitée à un jour de travail sur quatre semaines dans les entreprises ayant conclu un accord prévoyant cette limitation d'activité en vue d'éviter un licenciement massif du personnel.

Est également assimilée à une inactivité d'une durée d'un mois, l'inactivité pendant une période de quatre semaines suivie par une période d'activité d'une semaine, lorsque le manque de travail résulte de causes économiques.

En cas d'exonération pour inactivité partielle, la puissance du moteur exonéré est affectée du coefficient de simultanéité appliqué à l'installation.

L'obtention du dégrèvement est subordonnée à la remise, par l'intéressé, d'avis recommandés à la poste ou remis contre reçu, dans les huit jours calendrier, faisant connaître à l'administration, l'un la date où le moteur commence à chômer, l'autre celle de sa remise en marche, ainsi que les modifications ou déplacements éventuels apportés à son installation durant l'année, sauf dans le cas où il aurait opté valablement pour le régime prévu à l'article 6.

Le chômage ne prendra cours, pour le calcul du dégrèvement, qu'après la réception du premier avis. La période des vacances obligatoires n'est pas prise en considération pour l'obtention du dégrèvement prévu pour l'inactivité des moteurs.

Sous peine de déchéance du droit à la modération de la taxe, la mise hors d'usage d'un ou plusieurs moteurs, pour cause d'accident, doit être notifiée, dans les huit jours calendrier, à l'administration communale.

3° Le moteur actionnant un véhicule assujetti à la taxe de circulation ou spécialement exempté de celle-ci par la législation sur la matière.

Ne sont pas spécialement exemptés de la taxe de circulation, tous les outils industriels tels que broyeurs, grues mécaniques, rouleaux compresseurs, goudronneuses, chargeurs sur pneus, élévateurs à fourches, pelles hydrauliques, etc., ainsi que les camions de chantier et autres véhicules industriels qui, n'étant pas conçus pour effectuer du transport de personnes ou de marchandises sur la voie publique et servant uniquement sur chantier, tombent en dehors du champ d'application de la taxe de circulation.

Ceux-ci sont, par conséquent, imposables à la taxe sur les moteurs.

4° Le moteur d'un appareil portatif entrant dans la catégorie du petit outillage conçu pour être porté par l'homme lors de son usage, tel que foreuse à main, disqueuse à main, meuleuse d'angle, etc. Cette disposition n'a pas pour effet d'exonérer de la taxe sur la force motrice des engins ou outils industriels et/ou de manutention.

5° Le moteur entraînant une génératrice d'énergie électrique, pour la partie de sa puissance correspondant à celle qui est nécessaire à l'entraînement de la génératrice.

6° Le moteur à air comprimé.

Cette disposition n'a pas pour effet d'exonérer de la taxe sur la force motrice les moteurs qui fournissent l'air comprimé, tels que compresseur, mais bien ceux qui utilisent de l'air comprimé.

7° La force motrice utilisée pour le service des appareils d'épuisement des eaux (quelle que soit l'origine de celle-ci), d'éclairage, de ventilation exclusivement destinée à un usage autre que celui de la production elle-même.

8° Le moteur de réserve, c'est-à-dire celui dont le service n'est pas indispensable à la marche normale de l'usine ou de l'entreprise et qui ne fonctionne que dans des circonstances exceptionnelles; pour autant que sa mise en service n'ait pour effet d'augmenter la production des établissements en cause.

9° Le moteur de rechange, c'est-à-dire qui est exclusivement affecté au même travail qu'un autre qu'il est destiné à remplacer temporairement.

Les moteurs de réserve et de rechange peuvent être appelés à fonctionner en même temps que ceux utilisés normalement pendant le temps nécessaire à assurer la continuité de la production.

10° Les moteurs utilisés par un service public (état, communauté, région, province, ville/commune ou intercommunale, régie, etc.) ou considérés comme étant affectés à un service d'utilité publique.

11° Les moteurs résultant d'un nouvel investissement acquis ou constitué à l'état neuf à partir du 1er janvier 2006.

Sur base d'un dossier soumis à l'examen du Collège communal, l'exonération de l'impôt pourra être accordée pour les surplus aux entreprises qui ont obtenu soit une subvention, soit un prêt, dans le cadre des lois des 31 mai 1955, 30 décembre 1970 et 4 août 1978 organisant une aide financière de l'Etat en vue de favoriser l'éclosion d'industries nouvelles et l'expansion économique, ainsi que la politique économique régionale, mais aussi de la Loi du 15 février 1961 portant sur la création d'un fonds d'investissement agricole.

Cette exonération pourra être accordée pour une période entre 1 et 5 ans pour la mise en oeuvre, l'extension, la reconversion, le rééquipement ou la modernisation de l'entreprise sur base d'un dossier soumis à l'examen du Collège qui arrête le rôle de l'impôt. L'exonération sera interrompue au cas où l'entreprise bénéficiaire cesse ou modifie ses activités. En cas de reprise de l'exploitation, la nouvelle firme ne bénéficiera éventuellement de l'exonération que pour la durée non utilisée accordée initialement.

Cependant, l'obtention du dégrèvement, pour une extension ou rééquipement, ne peut entraîner une diminution du montant de la taxe enrôlée pour l'année précédant celle de la demande.

Article 4 : Si un moteur nouvellement installé ne fournit pas immédiatement son rendement normal parce que les installations qu'il doit activer ne sont pas complètes, la puissance non utilisée, exprimée en kilowatts, sera considérée comme étant de réserve pour autant qu'elle dépasse 20% de la puissance renseignée dans l'arrêté d'autorisation (plaque signalétique).

Cette puissance sera affectée au coefficient de simultanéité appliqué à l'installation de l'intéressé. Dans ce cas, la puissance déclarée exprimée en kilowatts ne sera valable que pour trois mois et la déclaration devra être renouvelée tous les trimestres, aussi longtemps que cette situation d'exception persistera.

Pour l'application de l'alinéa précédent, on entend par moteurs "nouvellement installés" ceux à l'exclusion de tous les autres dont la mise en activité date de l'année précédente ou de l'année pénultième.

Dans les cas spéciaux, ces délais pourront être élargis.

Article 5 : Les moteurs exonérés de la taxe en application des dispositions faisant l'objet des 1^oA, 2^o, 3^o, 4^o, 5^o, 6^o, 7^o, 8^o, 9^o, 10^o et 11^o de l'article 3 n'entrent pas en ligne de compte pour fixer le coefficient de simultanéité de l'installation.

Article 6 : Lorsque, pour une cause d'accident, les machines de fabrication ne seraient plus à même d'absorber plus de 80% de l'énergie fournie par un moteur soumis à la taxe, l'industriel ne sera imposé que sur la puissance utilisée du moteur, exprimée en kilowatts, à condition que l'activité partielle ait au moins une durée de trois mois et que l'énergie disponible ne soit pas utilisée à d'autres fins.

L'obtention du dégrèvement est subordonnée à la remise, par le contribuable, d'avis recommandés à la poste ou remis contre reçu, faisant connaître à l'administration communale, l'un la date de l'accident, l'autre la date de remise en marche. L'inactivité ne prendra cours, pour le calcul du dégrèvement, qu'après réception du premier avis.

Le contribuable devra, en outre, produire sur demande de l'administration communale tous les documents permettant à celle-ci de contrôler la sincérité de ses déclarations. Sous peine de déchéance du droit à la modération d'impôt, la mise hors d'usage d'un moteur pour cause d'accident doit être notifiée, dans les huit jours calendrier, à l'administration communale.

Des dispositions spéciales sont applicables, sur demande, à certaines exploitations industrielles.

Dispositions générales.

Article 7 : La taxe est recouvrée par voie de rôles. Les rôles de ces impositions sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège communal.

Article 8 : L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation, et ce, au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 à 8 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50 %.

Article 9 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Pour tout ce qui n'est pas prévu au présent règlement, les dispositions légales en vigueur s'appliquent.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

100. Finances communales. Règlement-taxe sur les parcelles non bâties situées dans un lotissement non périmé. Exercices 2016 à 2019. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège Communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale sur les parcelles non bâties comprises dans un lotissement non périmé. Sont visées les parcelles acquises depuis plus d'un an avant le 1er janvier de l'exercice d'imposition et sur lesquelles, à cette date, une construction n'a pas été entamée.

Une construction est entamée lorsque les fondations émergent du sol.

Article 2 : la taxe est due par le propriétaire au 1er janvier de l'exercice d'imposition. En cas de mutation entre vifs, la qualité de propriétaire s'apprécie à la date de l'acte authentique constatant la mutation. La taxe est due à partir du 1er janvier de la deuxième année qui suit celle de l'acquisition. En cas de copropriété, chaque copropriétaire est redevable pour sa part virile.

Article 3 : la taxe est fixée à 20,00€ par mètre courant ou fraction de mètre courant de longueur de la parcelle à front de voirie, réalisée ou non, figurée au permis de lotir, et limitée à 350,00€.

Lorsqu'une parcelle touche à plusieurs rues, la base de calcul de la taxe est le plus grand développement à front d'une de ces rues.

Lorsque la parcelle est située dans un pan coupé à l'intersection de deux voies publiques, la longueur taxable est égale au plus grand développement en ligne droite, augmentée de la moitié du pan coupé.

Article 4 : sont exonérés de la taxe :

- les personnes qui ne sont propriétaires, tant en pleine qu'en nue propriété, que d'une seule parcelle non bâtie, à l'exclusion de tout autre bien immobilier en Belgique ou à l'étranger;
- les sociétés régionales et agréées ayant pour objet la construction de logements sociaux;
- les propriétaires de parcelles qui, en vertu des dispositions de la loi sur le bail à ferme, ne peuvent être affectées actuellement à la bâtisse.

L'exonération des personnes qui ne sont propriétaires, tant en pleine qu'en nue propriété, que d'une seule parcelle non bâtie n'est applicable que durant les cinq exercices qui suivent l'acquisition du bien.

Article 5 : la taxe est perçue par voie de rôle.

Article 6 : l'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'administration

communale tous les éléments nécessaires à la taxation, et ce, au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50 %.

Article 7 : les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

101. Finances communales. Règlement-taxe sur les enseignes et publicités assimilées - Exercices 2016 à 2019. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant que le territoire de la Ville de Tournai présente tantôt un caractère rural, tantôt, en son centre, un caractère de ville ancienne et historique;

Considérant la sensibilité importante de la population à son environnement;

Considérant qu'il y a lieu de limiter, autant que faire se peut, la pollution visuelle engendrée par les enseignes de nature publicitaire;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : Il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale annuelle sur les enseignes et publicités assimilées, lumineuses ou non, installées sur le territoire de la Ville.

La taxe est due pour l'année civile entière quelle que soit l'époque et la durée de l'installation des enseignes.

Une publicité est assimilée à une enseigne lorsque, placée à proximité immédiate d'un établissement, elle promeut cet établissement ou les activités qui s'y déroulent et les produits et services qui y sont fournis.

Article 2 : Sont visés :

- a) tous les signes ou inscriptions quelconques existant au lieu même de l'établissement, visibles de la voie publique, pour faire connaître au public le nom de l'occupant, le commerce ou l'industrie qui s'exploite au lieu ou encore la profession qui s'y exerce;
- b) tous les signes ou inscriptions quelconques existant sur l'établissement ou à proximité immédiate, visibles de la voie publique, pour faire connaître au public les activités qui s'y déroulent ou encore les produits et services qui y sont vendus et fournis;
- c) tout objet visible de la voie publique servant à distinguer un immeuble à destination professionnelle;
- d) tout panneau, store, drapeau et dispositif de même type, même sans inscription, visible de la voie publique, permettant, par sa couleur, d'identifier l'occupant.

Est considérée comme enseigne lumineuse, l'enseigne illuminée par tout procédé d'éclairage, direct ou indirect, interne au dispositif ou externe à celui-ci (dont la projection lumineuse).

Article 3 : La taxe est due solidairement par toute personne physique ou morale qui exploite un établissement comprenant des enseignes et/ou qui bénéficie directement ou indirectement de l'enseigne et par le propriétaire de l'immeuble auquel est attachée l'enseigne.

Article 4 : La taxe est fixée à :

- 0,25€ par dm² ou fraction de dm² de superficie pour les enseignes et/ou publicités assimilées;
- 0,50€ par dm² ou fraction de dm² de superficie pour les enseignes et/ou publicités assimilées lumineuses.

La taxe est calculée sur la forme géométrique dans laquelle le dispositif est susceptible d'être contenu. Si l'enseigne ou la publicité assimilée comporte plusieurs faces, la taxe est calculée sur la surface totale de toutes les faces visibles sauf s'il s'agit d'un drapeau; dans ce dernier cas, une seule face est prise en compte.

Article 5 : Exonérations : la taxe n'est pas applicable pour :

- les enseignes et publicités assimilées rendues obligatoires par une disposition réglementaire (pharmacie, etc.);
- l'enseigne indiquant la raison sociale ou la dénomination de l'établissement pour autant qu'elle soit placée sur le bâtiment principal et à raison d'une seule enseigne par établissement.

Article 6 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 7 : L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation et ce, au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50%.

Article 8 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

102. Finances communales. Règlement-taxé sur l'utilisation de la voie publique à des fins de publicité commerciale. Exercices 2016 à 2019. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE

Article 1er : Il est établi, pour les exercices 2016 à 2019 :

- une taxe sur l'utilisation de la voie publique à des fins de publicité commerciale au moyen de véhicules, animaux ou personnes portant du matériel de publicité sonore;
- une taxe sur l'utilisation de la voie publique à des fins de publicité commerciale au moyen de véhicules automobiles et/ou remorques en circulation ou en stationnement sur la voie publique, essentiellement pour diffuser les éléments publicitaires non sonores dont ils sont porteurs.

Article 2 : La taxe est due solidairement par la personne (physique ou morale, ou solidairement par tous les membres de l'association) pour le compte de laquelle la diffusion publicitaire est effectuée et par celle qui l'effectue.

Article 3 : Les montants de ces taxes sont fixés comme suit :

- 60,00€ par jour et par véhicule, animal ou personne portant de la publicité sonore;
- 15,00€ par jour et par véhicule automobile et/ou remorque portant de la publicité non sonore.

Article 4 : La taxe est payable au comptant.

Article 5 : Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

Le rôle de taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège communal.

Article 6 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L 1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

103. Finances communales. Règlement-redevance sur l'occupation du domaine public. Exercices 2016 à 2019. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le Plan de Gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : Il est établi pour les exercices 2016 à 2019 une redevance communale sur l'occupation temporaire du domaine public à l'occasion :

1° d'activités commerciales ou publicitaires;

2° de travaux de construction, de démolition, de reconstruction ou de transformation d'immeubles.

Ne sont toutefois pas visées par le présent règlement les occupations du domaine public :

- à des fins commerciales par des terrasses, des étals de marchandises et des distributeurs;
- qui font l'objet d'une convention de concession domaniale.

Article 2 : Toute occupation du domaine public visée par le présent règlement est soumise à autorisation écrite et préalable délivrée par l'autorité communale compétente.

Article 3 :

La redevance visée à l'article 1-1° est due par le titulaire de l'autorisation. En cas d'occupation sans l'autorisation requise, elle est due par la personne physique ou morale qui occupe le domaine public. La redevance visée à l'article 1-2° est due par l'entrepreneur des travaux. Le propriétaire de l'immeuble est solidairement responsable du paiement. Cette solidarité de paiement est également applicable en cas d'occupation sans l'autorisation requise.

Article 4

La redevance visée à l'article 1-1° est fixée à 1,25 € par mètre carré et par jour.

La redevance visée à l'article 1-2° est fixée à 0,50 € par mètre carré et par jour, avec un minimum de 25,00 €. Elle n'est pas due si la durée d'occupation est égale ou inférieure à douze heures.

Il sera tenu compte, pour déterminer la superficie imposable, du quadrilatère fictivement inscriptible autour de l'objet ou du groupe d'objets qui occupent le domaine public.

En cas d'occupation du domaine public sans l'autorisation dont question à l'article 2, les taux ci-dessus seront triplés et ce, sans préjudice de l'obligation d'obtention de l'autorisation.

Article 5 : La redevance est payable préalablement à la délivrance de l'autorisation d'occupation du domaine public.

En cas d'occupation sans l'autorisation requise, elle est payable à la première injonction faite par l'administration de la Ville, selon les mode et délai fixés par celle-ci.

A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément à l'article 1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

104. Finances communales. Règlement-taxe sur les secondes résidences. Exercices 2016 à 2019. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant qu'elle peut tenir compte, à cette fin, des facultés contributives des personnes soumises à la taxe, que l'objectif de la taxe sur les secondes résidences est de frapper un objet de luxe dont la possession démontre dans le chef du redevable une certaine aisance et qui ne revêt pas un caractère de nécessité comme l'exercice d'une activité professionnelle ou la possession d'une première résidence (Conseil d'Etat, n°99.385, 2 octobre 2001);

Considérant que, dans la grande majorité des cas, les propriétaires et/ou occupants de secondes résidences ne sont pas domiciliés par ailleurs sur le territoire de la commune et qu'ils ne participent, dès lors, d'aucune manière au financement de la commune, alors même qu'ils bénéficient, comme les habitants domiciliés, des mêmes avantages découlant de l'exercice, par la commune, de ses missions;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE

Article 1er : Il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale sur les secondes résidences.

Est visé tout logement, existant au 1er janvier de l'exercice d'imposition, dont la personne pouvant l'occuper à cette date n'est pas, à la même date, inscrite, pour ce logement, au registre de la population ou au registre des étrangers.

Article 2 : La taxe est due par celui qui dispose de la seconde résidence.

En cas de location, elle est due solidairement par le propriétaire.

En cas d'indivision, la taxe est due solidairement par tous les copropriétaires.

En cas de démembrement du droit de propriété suite au transfert entre vifs ou pour cause de mort, la taxe sera due solidairement par l'usufruitier et le(s) nu(s)-propriétaires.

Article 3 : La taxe est fixée comme suit :

- 600,00€ par seconde résidence établie hors camping agréé
- 175,00€ par seconde résidence établie dans un camping agréé
- 87,50€ par logement pour étudiant (kot).

Article 4 : Ne sont pas considérés comme secondes résidences :

- le local dans lequel une personne exerce une activité professionnelle
- les tentes, caravanes mobiles et remorques d'habitation.

Article 5 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 6 : L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation, et ce au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50%.

Article 7 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

105. Finances communales. Règlement-taxe sur les clubs privés - Exercices 2016 à 2019. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : Il est établi, au profit de la Ville, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale sur les clubs privés.

Par club privé, il y a lieu d'entendre tout établissement affecté à une activité lucrative dont l'accès est réservé à certaines catégories de personnes ou subordonné à l'accomplissement de certaines formalités, que cette restriction résulte de la volonté de l'exploitant ou de l'application de dispositions légales.

Article 2 : Sont exonérés de la taxe :

- a) les clubs ou associations à but essentiellement culturel, politique, social, philosophique, sportif ou artistique pour autant que le but culturel, politique, social, philosophique, sportif ou artistique soit agréé par le Conseil communal et serve à l'objet social du club ou de l'association;
- b) les clubs ou associations qui, en raison du but poursuivi, sont subsidiés par les pouvoirs publics;
- c) les établissements installés sur des terrains concédés par la commune à l'occasion des foires et kermesses;
- d) les établissements visés par les règlements fiscaux spécifiques existants.

Article 3 : La taxe est due par l'exploitant du club privé.

A défaut de paiement, la taxe est due solidairement par le propriétaire des lieux où est située l'exploitation.

Article 4 : Le taux de la taxe est fixé à 7.500,00€ par établissement existant au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 5 : La taxe est recouvrée par voie de rôles. Les rôles de ces impositions sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège communal.

Article 6 : L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation et ce, au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 à 8 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 100%.

Article 7 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L 1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

106. Finances communales. Règlement-taxe sur les piscines privées. Exercices 2016 à 2019. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;
Considérant que la Ville de Tournai établit la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions;
Considérant qu'elle peut tenir compte, à cette fin, des difficultés contributives des personnes soumises à la taxe;
Considérant que l'objectif de la taxe sur les piscines privées est de frapper un objet de luxe dont la possession démontre dans le chef du redevable une certaine aisance et qui ne revêt pas un caractère de nécessité, pas plus qu'il ne participe des critères retenus pour assurer la sécurité, la salubrité et l'habitabilité, soit le confort normal d'une habitation;
Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;
Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : Il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale annuelle sur les piscines privées existant au 1er janvier de l'exercice d'imposition. Sont visées les piscines privées qui ne sont accessibles qu'à la personne qui en a la jouissance, aux membres de sa famille et aux personnes qu'elle invite.

Article 2 : La taxe est due solidairement par la personne qui a la jouissance de la piscine privée et le propriétaire de celle-ci.

Article 3 : La taxe est fixée comme suit :

- 250,00€ par année par piscine de moins de 100 m²
- 500,00€ par année par piscine de 100 m² et plus.

Article 4 : Sont exonérées de la taxe les piscines dont la surface est inférieure à 10 m² ainsi que les piscines ayant un caractère non permanent.

Article 5 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 6 : L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation et ce, au plus tard le 1er août de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 100%.

Article 7 : Les clauses relatives à l'enrôlement, au recouvrement et au contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de l'arrêté royal du 12 avril 1999 et de la loi-programme du 20 juillet 2006.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

107. Finances communales. Règlement-taxi sur les taxis. Exercices 2016 à 2019. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 relatif à la perception de taxes et à l'octroi d'une prime en matière d'exploitation de services de taxis, location de voitures avec chauffeur et taxis collectifs;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : Il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale sur les véhicules affectés à l'exploitation d'un service de taxis.

Article 2 : La taxe est due par le ou les titulaires du permis d'exploiter.

Article 3 : La taxe est fixée à 600,00€ par véhicule affecté à l'exploitation au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 4 : La taxe qui est prévue à l'article 3 est réduite de 30% en faveur des véhicules :

- qui sont aptes à utiliser 15% de biocarburant tel qu'il est défini dans la directive 2003/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2003 visant à promouvoir l'utilisation de biocarburants ou autres carburants renouvelables dans les transports;
- qui émettent moins de 115 grammes de CO2 par kilomètre;
- qui sont adaptés pour le transport de personnes véhiculées.

Article 5 : Les montants visés à l'article 4 seront réduits de moitié pour les taxis dont l'exploitation commencera après le 30 juin ou cessera avant le 1er juillet de l'exercice d'imposition.

Article 6 : La taxe est recouvrée par voie de rôle. Le rôle de taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège communal.

Article 7 : L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation et ce, au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50%.

Article 8 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté

royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

**108. Finances communales. Règlement-taxe sur les agences de paris aux courses.
Exercices 2016 à 2019. Approbation.**

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Vu les articles 66 et 74 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier en date du 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : Il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale sur les agences de paris sur les courses de chevaux.

Article 2 : La taxe est due par toute personne (physique ou morale) exploitant une ou des agence(s) de paris sur les courses de chevaux.

Article 3 : La taxe est fixée à 62,00€ par agence et par mois ou fraction de mois d'exploitation durant l'exercice d'imposition.

Article 4 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 5 : Ne sont pas visées les agences de paris sur les courses de chevaux qui acceptent exclusivement des paris sur les courses courues en Belgique.

Article 6 : L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation et ce, au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50%.

Article 7 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Pour tout ce qui n'est pas prévu au présent règlement, les dispositions légales en vigueur s'appliquent.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L 1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

109. Finances communales. Règlement-taxe sur les débits de boissons. Exercices 2016 à 2019. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier en date du 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale annuelle sur les débits de boissons fermentées et/ou spiritueuses exploités sur le territoire de la commune de Tournai à un quelconque moment de l'exercice d'imposition.

Article 2 : Il y a lieu d'entendre par "débit de boissons fermentées et/ou spiritueuses" tout endroit ou local, accessible au public, où des boissons fermentées et/ou spiritueuses telles que définies dans la loi du 7 janvier 1998 concernant la structure et les taux des droits d'accises sur l'alcool et les boissons alcoolisées sont vendues pour être consommées sur place.

Sont également visés les endroits ou locaux où des membres d'une association ou d'un groupement se réunissent uniquement ou principalement en vue de consommer des boissons spiritueuses et/ou fermentées ou de se livrer à des jeux de hasard.

Toutefois, ne sont pas considérés comme débits de boissons :

- les hôtels, les gîtes, les restaurants et autres établissements analogues pour autant que les boissons fermentées et/ou spiritueuses n'y soient pas servies sans repas. On entend par repas les plats chauds ou froids, les sandwiches, petits pains et tartines, à l'exclusion des pâtisseries, des biscuits et des

morceaux de fromage ou de charcuterie servis éventuellement avec des boissons fermentées et/ ou spiritueuses;

- les auberges de jeunesse ou les maisons de jeunes dont l'accès est réservé aux seuls affiliés;
- les maisons de pension exclusivement accessibles aux seuls pensionnaires;
- les mess et cantines des services publics ainsi que des établissements d'enseignement;
- les cantines et les restaurants d'usines, d'ateliers, de banques et d'autres établissements pour autant que ces cantines et restaurants ne soient accessibles qu'aux seuls membres du personnel pendant les heures où celui-ci peut interrompre son travail;
- les buvettes des associations sportives exploitées sans but lucratif;
- les buvettes sur la foire;
- les grands magasins, les petites et moyennes surfaces.

Article 3 : La taxe est due par l'exploitant du débit de boissons visé à l'article 2.

Est considéré comme exploitant d'un débit de boissons fermentées et/ou spiritueuses, quiconque, à titre d'activité principale ou accessoire, vend ou offre en vente, de façon continue ou non, dans un local accessible au public, des boissons fermentées et/ou spiritueuses à consommer sur place.

Si le débit est exploité pour le compte d'un tiers, l'exploitant du débit est le commettant. Il appartient au gérant ou autre préposé d'établir la preuve qu'il exploite le débit pour le compte d'un commettant. A défaut, la taxe sera mise à sa charge.

Lorsque le contribuable est une association non dotée de la personnalité juridique, la taxe est due solidairement par ses membres.

Article 4 : La taxe est fixée à 175,00€ pour les débits de boissons fermentées et/ou spiritueuses sis dans la partie intra-muros de la Ville de Tournai et en exploitation au 1er janvier de l'exercice d'imposition. La partie intra-muros se situe à l'intérieur des boulevards de ceinture de la Ville de Tournai et comprend ceux-ci.

La taxe est réduite à 100,00€ pour les débits de boissons fermentées et/ou spiritueuses autres que ceux visés à l'alinéa ci-dessus.

La taxe est réduite de moitié dans le cas où l'exploitation du débit de boissons débute après le 30 juin de l'exercice d'imposition ou dans le cas où il est mis fin à l'exploitation du débit avant cette date.

Article 5 : Est exonéré du paiement de la présente taxe :

le débit de boissons occasionnel, à savoir le débit préalablement déclaré comme tel et qui, à l'occasion d'événements passagers de toute nature, est tenu au maximum dix fois par an, chaque fois pendant une période ne dépassant pas quinze jours consécutifs par un cercle, une société ou une association particulière, à l'exception des sociétés commerciales et des associations de fait à but lucratif. Les débits tenus dans les expositions et les foires commerciales sont réputés occasionnels pour toute la durée de la foire commerciale ou de l'exposition quelle que soit la qualité de l'exploitant.

Article 6 : La taxe est recouvrée par voie de rôle.

Article 7 : Sur base des éléments dont elle dispose, l'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer avant l'échéance mentionnée sur ladite formule, datée, signée et dûment complétée avec tous les éléments nécessaires à la taxation.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de faire, par écrit, à l'administration communale, au plus tard le 30 septembre de l'exercice d'imposition, une déclaration datée, signée et contenant tous les éléments nécessaires à la taxation.

Article 8 : A défaut de déclaration dans les délais prévus à l'article précédent ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable, l'administration communale procède à l'enrôlement d'office de la taxe conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 50% du montant initialement dû. Cette majoration sera également enrôlée.

Article 9 : L'établissement, le recouvrement et le contentieux applicables au présent règlement sont réglés conformément aux articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale et communale.

Pour tout ce qui n'est pas prévu au présent règlement, les dispositions légales en vigueur s'appliquent.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

110. Finances communales. Règlement-redevance pour le traitement des dossiers de permis d'urbanisme, de lotir, de modification de permis de lotir et de certificat d'urbanisme - Exercices 2016 à 2019. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu les charges qu'entraîne pour la commune le traitement des dossiers de permis d'urbanisme, de lotir, de modification de permis de lotir et de certificat d'urbanisme;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une redevance pour les demandes de traitement des dossiers de permis d'urbanisme, de lotir, de modification de permis de lotir et de certificat d'urbanisme.

Article 2 : la redevance est due par la personne physique ou morale qui introduit la demande.

Article 3 : la redevance s'élève à :

- pour un dossier de permis d'urbanisme sans enquête publique : 100,00 €
- pour un dossier de permis d'urbanisme avec enquête publique : 175,00 €
- pour un dossier de permis d'urbanisme avec enquête publique avec ouverture de voirie : 175,00 €
- pour un dossier de permis d'urbanisation sans enquête publique : 100,00 €
- pour un dossier de permis d'urbanisation avec enquête publique : 120,00 €
- pour un dossier de modification de permis de lotir sans enquête publique : 70,00 €
- pour un dossier de modification de permis de lotir avec enquête publique : 120,00 €
- pour un certificat d'urbanisme n° 1 : 50,00 €
- pour un certificat d'urbanisme n° 2 sans enquête publique : 70,00 €

- pour un certificat d'urbanisme n° 2 avec enquête publique : 150,00 €

- indication sur place de l'implantation : 260,00 €.

Article 4 : la redevance est payable dès le moment où le demandeur reçoit l'accusé de réception communal précisant que sa demande est complète en vertu de l'article 116 paragraphe 1er.

Article 5 : à défaut de paiement le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement Wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

111. Finances communales. Règlement-taxe sur les commerces de nuit. Exercices 2016 à 2019. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le Plan de Gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale sur les commerces de nuit en exploitation à un moment quelconque de l'exercice d'imposition.

Il faut entendre par :

- "commerce de nuit" : tout établissement dont l'activité consiste en la vente au détail de produits alimentaires et autres, sous quelque forme ou conditionnement que ce soit et non destinés à être consommés sur place, qui ouvre ou reste ouvert, durant une période comprise entre 22 heures et 5 heures et ce, quel que soit le jour de la semaine;

- "surface commerciale nette" : la surface destinée à la vente et accessible au public y compris les surfaces non couvertes; cette surface inclut notamment les zones de caisses, les zones situées à l'arrière des caisses.

Article 2 : la taxe est due solidairement par toute personne physique ou morale ou par tous les membres d'une association qui exploite un magasin sur le territoire de la Commune ou par le propriétaire de l'immeuble ou partie de l'immeuble où se situe l'établissement.

Article 3 : le taux de la taxe est fixé à 21,50 € le m² de surface commerciale nette avec un montant maximum de 2.970,00 € par établissement de 50 m² et plus, et d'un montant maximum de 800,00 € pour les établissements d'une surface inférieures à 50 m².

Article 4 : la taxe est perçue par voie de rôle.

Article 5 : l'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation et ce, au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 100 %.

Article 6 : les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

112. Finances communale. Règlement-taxe sur les phone shops. Exercices 2016 à 2019. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : Il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale sur les phone shops en exploitation au cours de l'exercice d'imposition.

Par phone shop, il faut entendre tout établissement dans lequel, à titre principal, des prestations de service d'accès sur place à des outils de télécommunication tels que téléphonie ou Internet sont fournis.

Article 2 : La taxe est due solidairement par toute personne physique ou morale ou par tous les membres d'une association qui exploite un magasin sur le territoire de la commune ou par le propriétaire de l'immeuble ou partie de l'immeuble où se situe l'établissement.

Article 3 : La taxe est fixée à 21,50€ le m² avec un montant maximum de 2.970,00€ par établissement de 50 m² et plus, et d'un montant maximum de 800,00€ pour les établissements d'une surface inférieure à 50 m².

Article 4 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 5 : L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation, et ce, au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 100%.

Article 6 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

113. Finances communales. Règlement-taxe sur les inhumations. Exercices 2016 à 2019. Approbation.
--

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : il est établi pour les exercices 2016 à 2019 une taxe communale sur les inhumations, le placement d'urnes cinéraires au columbarium ou la dispersion de cendres.

Article 2 : la taxe est due par la personne qui demande l'inhumation, le placement de l'urne cinéraire au columbarium ou la dispersion de cendres.

Article 3 : la taxe est fixée à 300,00€ par inhumation, placement d'urne cinéraire au columbarium ou dispersion des cendres.

Article 4 : sont exonérés les indigents, les personnes inscrites dans les registres de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente de la commune.

Article 5 : la taxe est payable au comptant.

Article 6 : lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible.

Le rôle de taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège communal.

Article 7 : les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

114. Finances communales. Règlement-redevance sur les exhumations. Exercices 2016 à 2019. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la Commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier en date du 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : Il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une redevance communale sur les exhumations d'urnes cinéraires et de cercueils, soit en vue de leur transfert au sein du même cimetière ou vers un autre cimetière, soit en vue d'un rassemblement au même endroit. Constitue une exhumation, tout retrait d'un cercueil ou d'une urne cinéraire d'une sépulture.

Article 2 : La redevance est due par la personne qui sollicite l'autorisation d'exhumation de l'urne/des urnes cinéraire(s) et/ou du/des cercueil(s).

Article 3 : La redevance est fixée comme suit :

1) Exhumation de restes mortels (cercueil) :

- hors terre : 500,00€

- hors caveau/citerne : 250,00€

2) Exhumation d'urne cinéraire :

- hors terre : 300,00€

- hors caveau/citerne/cavurne : 250,00€

- hors cellule au columbarium : 250,00€.

Article 4 : Ne donnent pas lieu à perception de la redevance :

- si l'exhumation se fait hors caveau d'attente;
- si l'exhumation est ordonnée par l'autorité judiciaire sauf en matière de contestation civile;
- les exhumations de restes mortels et d'urnes cinéraires effectuées d'office par la Ville en vue d'un transfert vers l'ossuaire du cimetière.

Article 5 : La redevance est payable au comptant au moment de la demande de l'autorisation d'exhumation.

Article 6 : A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément à l'article L1124-40 § 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

115. Finances communales. Règlement-redevance sur l'occupation du domaine public à des fins commerciales par des terrasses, des étals de marchandises - Exercices 2016 à 2019. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu les dispositions du règlement général de police;

Considérant que l'occupation privative du domaine public à des fins commerciales représente un avantage pour ceux qui en font usage et qu'il convient que les bénéficiaires soient soumis à une redevance;

Considérant en outre que cette occupation entraîne pour la Ville des charges de surveillance, notamment en ce qui concerne la sécurité, la propreté, la salubrité et la commodité de passage sur le domaine public et qu'il est équitable d'en faire supporter les charges par les bénéficiaires;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une redevance annuelle pour l'occupation permanente du domaine public à des fins commerciales par des terrasses, des étals de marchandises. Ne sont toutefois pas visés par le présent règlement :

- les occupations du domaine public qui font l'objet d'une convention de concession domaniale;
- les étals de marchandises installés durant la braderie par un commerçant, au droit de la façade de l'immeuble dans lequel il exerce son commerce.

Article 2 : toute occupation du domaine public visée par le présent règlement est soumise à autorisation écrite et préalable du Collège communal.

Article 3 : la redevance annuelle est fixée comme suit :

- pour les étals de marchandises : 15,00€ par m² ou fraction de m²;
- pour les terrasses fermées : 25,00€ par m² ou fraction de m²;
- pour les terrasses avec tente ou marquise et plancher : 20,00€ par m² ou fraction de m²;
- pour les terrasses avec plancher seul ou avec tente ou marquise seule 20,00€ par m² ou fraction de m²;
- pour les terrasses ouvertes sans tente, marquise et plancher : 15,00€ par m² ou fraction de m².

Il sera tenu compte, pour déterminer la superficie imposable, du quadrilatère fictivement inscriptible autour de l'objet ou du groupe d'objets qui occupent le domaine public.

La redevance annuelle ne pourra être inférieure à 25,00€ quelle que soit l'étendue de l'occupation.

La redevance est établie comme il est dit ci-dessus, quelle que soit la durée d'occupation du domaine public.

Article 4 : en cas de reprise d'une exploitation commerciale, il ne sera pas perçu de nouvelle redevance pour l'année en cours.

Article 5 : la redevance est due par le titulaire de l'autorisation d'occuper le domaine public.

En cas d'occupation sans l'autorisation requise, elle est due par la personne physique ou morale qui occupe le domaine public à des fins commerciales.

Article 6 : la redevance est payable préalablement à la délivrance de l'autorisation d'occupation du domaine public. En cas d'occupation sans l'autorisation requise, elle est payable à la première injonction faite par l'administration de la Ville, selon les mode et délai fixés par celle-ci.

Article 7 : à défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi selon l'article L 1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L 1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

<p>116. Finances communales. Règlement-taxe sur les dépôts de mitrailles et de véhicules usagés. Exercices 2016 à 2019. Approbation.</p>

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier en date du 7 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1er : Il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale sur les dépôts de mitrailles et/ou de véhicules usagés.

Article 2 : La taxe est due solidairement par l'exploitant du ou des dépôts de mitrailles et/ou de véhicules usagés et par le propriétaire du ou des terrains.

Article 3 : La taxe est fixée à 7,50€ par mètre carré ou fraction de mètre carré de superficie destinée à l'exploitation du dépôt de mitrailles et/ou de véhicules usagés, avec un maximum de 3.800,00€ par installation.

Article 4 : Exonérations : la taxe n'est pas due pour :

- les voitures d'occasion exposées pour être vendues
- les véhicules immatriculés en attente de réparation
- les véhicules saisis, à la suite d'accidents, par décision judiciaire
- les dépôts invisibles de tout point de la voie publique, soit par leur situation, soit par le fait de murs ou plantations d'une hauteur suffisante.

Article 5 : La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 6 : L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation et ce, au plus tard le 30 avril de l'exercice d'imposition.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50%.

Article 7 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

117. Finances communale. Règlement-redevance sur le droit d'emplacement sur les marchés - Exercices 2016 à 2019. Approbation.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018) approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la Ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que le projet de règlement a été communiqué au directeur financier le 7 octobre 2015;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1 : Il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une redevance communale sur l'occupation du domaine public à l'occasion des marchés.

Article 2 : La redevance est due par l'occupant.

Article 3 : Le droit de place est dû par mètre carré avec un minimum de 4 mètres carrés de surface au sol, occupée de biens vendus ou exposés.

La redevance est fixée comme suit:

- 1,00€ par mètre carré et par jour pour les marchés du centre-ville
- 0,50 € par mètre carré et par jour pour les marchés tenus dans les districts
- 1,00 € par mètre carré et par jour pour les braderies des villages;
- 5,00 € par mètre carré et par jour pour les braderies de Tournai centre.

Les emplacements pour les marchés peuvent être concédés par abonnement, une réduction est octroyée comme suit :

- abonnements trimestriels : taux journalier x 13 semaines avec réduction de 7,5%;
- abonnements semestriels : taux journalier x 26 semaines avec réduction de 15%;
- abonnements annuels : taux journalier x 52 semaines avec réduction de 25%.

Article 4 : La redevance est payable au comptant.

A défaut de paiement le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation et sera publiée conformément aux articles L1133-1 et 2 du code de la démocratie locale et de la décentralisation.

118. Finances communales. Règlement-taxe sur les mâts d'éoliennes destinées à la production industrielle d'électricité. Exercices 2016 à 2019. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Benoît MAT sort de séance.

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31;

Vu les articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des bourgmestre et échevins contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant qu'il s'indique d'assurer le financement général de la commune;

Considérant le plan de gestion de la ville 2016-2020 soumis au Conseil communal du 26 octobre 2015;

Considérant que la commune établit la présente taxe afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions;

Considérant qu'elle peut tenir compte, à cette fin, des facultés contributives des personnes soumises à la taxe;

Que c'est en ce sens que sont seules visées les éoliennes destinées à la production industrielle d'électricité;

Considérant que la production électrique d'une éolienne, et donc sa rentabilité, dépendent directement de la puissance de sa turbine;

Considérant que si les objectifs poursuivis par l'établissement d'une taxe sont d'abord d'ordre financier, il n'est pas exclu cependant que les communes poursuivent également des objectifs d'incitation ou de dissuasion accessoires à leurs impératifs financiers; que, selon le Conseil d'Etat, "aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit à une commune, lorsqu'elle établit des taxes justifiées par l'état de ses finances, de les faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres" (arrêt n°18.368 du 30 juin 1977);

Considérant que les communes sont de plus en plus fréquemment sollicitées, notamment par des sociétés qui souhaitent implanter des éoliennes, portant atteinte à l'environnement dans un périmètre relativement important;

Considérant que le vent est une "chose commune" au sens de l'article 714 du Code civil, qu'il n'appartient à personne et dont l'usage est commun à tous;

Considérant qu'il paraît dès lors raisonnable qu'une part des recettes tirées de son exploitation profite à la collectivité;

Vu l'avis positif du directeur financier du 23 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ARRETE :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2016 à 2019, une taxe communale sur les éoliennes destinées à la production industrielle d'électricité.

Sont visées les éoliennes existant au 1er janvier de l'exercice, reliées au réseau public de transport, de transport local ou de distribution, qui injectent sur celui-ci la plus grande partie de leur production annuelle et qui présentent une puissance nominale unitaire supérieure à 100 kilowatts (kW).

[Concrètement, il s'agit de viser les éoliennes de classe 1, classe 2 et classe 3 au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement; cf. aussi l'Arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 fixant les conditions sectorielles pour les éoliennes et modifiant l'AGW du 4 juillet 2002 – Ne sont cependant pas visées les éoliennes majoritairement destinées à l'autoproduction/consommation.].

Article 2 - La taxe est due par le propriétaire de l'éolienne au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

En cas d'indivision, la taxe est due solidairement par tous les copropriétaires.

En cas de démembrement du droit de propriété, la taxe est due solidairement par le titulaire du droit réel démembré.

Article 3 - La taxe est fixée, pour une éolienne d'une puissance nominale unitaire :

- inférieure à 2,5 mégawatts (MW) : à 12.500,00€
- égale ou supérieure à 2,5 MW et inférieure à 5 MW : à 15.000,00€
- égale ou supérieure à 5 MW : à 17.500,00€.

Article 4 – La taxe est perçue par voie de rôle.

Tout contribuable est tenu de faire au plus tard le 31 mars de l'exercice d'imposition, à l'administration communale, une déclaration contenant tous les renseignements nécessaires à la taxation.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera égal au double de la taxe.

Article 5 - Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Article 6 - Le présent règlement sera publié tel que prévu dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (articles L1133-1 et L1133-2) et sera transmis au Gouvernement wallon pour approbation.

119. Finances communales. Tarifs 2016. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Benoît MAT rentre en séance.

Monsieur le Conseiller communal remplaçant ECOLO, **Benoît DOCHY**, intervient comme suit :

"Le Fort Rouge en est réduit à être une salle à louer. Or, il a été aménagé en tant qu'espace touristique. L'équipement, en partie haute, était utilisé par les guides touristiques pour expliquer le développement des enceintes militaires de la ville. Il se fait que les guides n'ont plus accès à la clef qui permettait d'y accéder. Le réduire à une salle à louer, c'est dommage eu égard au potentiel qu'il représente pour le tourisme à Tournai."

L'Echevine PS du tourisme, **Ludivine DEDONDER**, précise qu'il est toujours possible d'y accéder, dans le cadre de visites guidées, sur réservation.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, intervient ensuite :

"Nous allons nous abstenir. La liste des tarifs est énorme. Nous rappelons que l'année dernière, nous nous sommes opposés à l'augmentation irrationnelle de certains tarifs. Nous allons donc nous abstenir. Nous sommes d'accord sur certains tarifs. Pour d'autres, il y a une certaine exagération, selon nous."

Par 29 voix pour et 9 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Se sont abstenus : MM. A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, M. B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, MM. X. DECALUWE, G. DENONNE, B. DOCHY.

Considérant que le tarif des services rendus et des biens fournis par la Ville est arrêté annuellement;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

Par 29 voix pour et 9 abstentions;

DECIDE:

d'adopter pour l'exercice **2016** les montants ci-après pour la rétribution des services rendus et biens fournis par la Ville :

Occupation du domaine public :

1. Cirques sur la Plaine des Manœuvres et l'Esplanade du Conseil de l'Europe :

	2016
Cirques	450,00€/jour avec un minimum de 800,00€
Redevance supplémentaire dépassant la période autorisée (par jour)	416,00 €
Montant forfaitaire pour l'eau et l'électricité pour la semaine ou partie de semaine	520,00 €
Caution (à verser avant l'installation)	2.600,00 €
L'implantation des cirques est interdite pour la période du 1er décembre au 31 janvier. Les cirques devront fournir l'attestation officielle concernant le bien-être des animaux.	

2. Exploitation de friterie, hamburgers,... :

Marché aux Fleurs et autres manifestations publiques du Centre-Ville	110,00 €
Manifestations publiques dans les villages (ducasse,...)	55,00 €

Prestations des ouvriers communaux :

1. Prestations liées aux travaux de voirie :

Le m ² de pavage de trottoir	34,00 €
Le mètre courant d'abaissement de bordure	28,00 €
Le m ² de remise en état de trottoir	28,00 €
Le mètre courant de bordures en béton (fourniture et pose)	25,00 €
Le m ² de remise en état de tarmac	19,00 €

2. Prestations pour compte de tiers :

Manœuvre (par heure)	20,00 €
Ouvrier qualifié (par heure)	25,00 €
Brigadier (par heure)	30,00 €
Ouvrier en travaux insalubres ou dangereux (par heure)	30,00 €
a) Camion, chauffeur non compris	20,40 €
Km parcouru	2,55 €
b) Véhicule léger, chauffeur non compris	12,75 €
Km parcouru	1,55 €
c) Bulldozer, l'heure (chauffeur non compris)	67,30 €

d) Elévateur, l'heure (chauffeur non compris)	27,60 €
Transport aller et retour avec main-d'œuvre	Forfait de 135,00€

3. Prestation pour enlèvement de dépôt d'immondices ou affichage illicite sur la voie publique :

Forfait	62,00 €
---------	---------

Location de salles :

1. Hôtel de Ville :

a) En semaine	
Crypte (8 heures d'occupation)	470,00 €
Crypte avec la cuisine (par jour)	625,00 €
Salon de la Reine (8 heures d'occupation)	520,00 €
Salle des Mariages (cérémonie de renouvellement des vœux)	102,00 €
Les organismes ayant leur siège social à l'Hôtel de Ville de Tournai seront exonérés de ce paiement	
b) Vendredi, samedi, dimanche et jours fériés	
Crypte (8 heures d'occupation)	705,00 €
Crypte avec la cuisine (par jour)	1.060,00 €
Salon de la Reine (8 heures d'occupation)	750,00 €
Salle des Mariages (cérémonie de renouvellement des vœux)	153,00 €
Les organismes ayant leur siège social à l'Hôtel de Ville de Tournai seront exonérés de ce paiement	

2. Halle-aux Draps. Tables et chaises comprises dans la location :

a) Organismes n'ayant pas leur siège social à Tournai	
Rez-de-chaussée (8 heures d'occupation)	825,00 €
Etage (8 heures d'occupation)	365,00 €
b) Organismes ayant leur siège social à Tournai	
Rez-de-chaussée (8 heures d'occupation)	520,00 €
Etage (8 heures d'occupation)	315,00 €
Frais de fonctionnement	580,00 €
Frais de personnel chargé de la préparation	210,00 €
3. Fort Rouge : (8 heures d'occupation)	165,00 €

4. Diverses salles. Frais d'annulation :

* + de 60 jours (ouvrables) avant la date de location : 50 % du montant de la location

* Entre 60 jours et 8 jours (ouvrables) : 75 %

* Moins de 7 jours (ouvrables) : 100 %

a) Ecoles communales : local ou salle (par heure)	6,20 €
b) Académie des Beaux-Arts : local ou salle	6,20 €

(par heure)	
c) Conservatoire (par heure)	6,20 €
d) La salle de gymnastique de l'école communale de Warchin (par heure)	6,20 €
Elle sera réservée prioritairement aux groupements warchinois et autres clubs sportifs ou comités divers autorisés, la remise en ordre et le nettoyage de la salle étant obligatoirement effectués par les occupants, à savoir : Comité de la Rose; Comité de Quartier de Warchin; Ours Warchinois (football); Pensionnés de Warchin; Section Socialiste de Warchin; Section des Manilleurs de Warchin; Amicale des Ouvriers Communaux; Canne de Combat de Warchin; Les Flèches Folles de Warchin; Les Pêcheurs Napolitains; Groupe d'Equitation de Warchin; Cercle Royal de Natation de Tournai; Billard Club de Warchin; Les Rats d'Eaux t'Euh; Les Zézettes; Les Zombrés; l'ASBL Les Cabossés	
Ecole communale de Warchin	gratuit
e) La salle polyvalente de Barry (par heure)	6,20 €
Elle sera réservée prioritairement aux groupements de Barry-Maulde ou autres comités divers autorisés, la remise en ordre et le nettoyage de la salle étant obligatoirement effectués par les occupants, à savoir : Fédération Nationale des Combattants de Belgique; Amicale des Pensionnés de Barry La Familiale; Parti Socialiste; Amicale des Pensionnés Socialistes.	
Comité de Parents et de Soutien de l'Ecole	gratuit
f) La salle de Maulde	6,20 €
Autorisations aux groupements de Barry-Maulde ou autres comités divers autorisés + divers demandeurs (sociétés, particuliers), la remise en ordre et le nettoyage de la salle étant obligatoirement effectués par les occupants, à savoir : Fanfare Union Musicale de Maulde; Amicale des Pensionnés de Barry-Maulde; Jeunesse Mauldoise; Cercle Arts et Loisirs de Maulde; Les Archers Mauldois; Ecole Libre de Maulde.	
Société Les Carabiniers 1879 (salle à part)	gratuit
Opération TELEVIE	gratuit
Ping-Pong Maulde (salle à part)	gratuit
Autres demandeurs : - de 4 heures	78,00 €
Autres demandeurs : + de 4 heures	130,00 €
g) L'ancienne maison communale de Mont-	42,00 €

Saint-Aubert (par jour)	
h) La maison de quartier "L'Vint d'Bisse" de Chercq	260,00 €
i) Le Pas du Roc	260,00 €
Occupation par des associations ou des clubs sportifs de l'entité (par heure)	
grande salle et cafétéria	6,20 €
cafétéria	4,20 €
salle à l'étage	4,20 €
Occupation par des associations ou clubs sportifs hors entité (par heure)	
grande salle et cafétéria	8,20 €
cafétéria	4,20 €
salle à l'étage	4,20 €
Les associations ayant leur siège à Vaulx (1 fois par an)	gratuit
Home Valère Delcroix - Grande salle - vendredi de 9 h à 11 h 30	gratuit
j) Domaine des Eaux Sauvages (hors salle gérée par ACADES)	260,00 €
Associations de l'entité (par heure)	6,20 €
Associations hors entité (par heure)	8,20 €
k) Musée de la Tapisserie : salle du bas (par jour)	260,00 €
l) Office du Tourisme (en journée)	
m) Espace multiphilosophique du cimetière du sud - Mise à disposition	150,00€
Salle de réunion (8 heures d'occupation)	520,00 €
Par heure	78,00 €
Salle de projection (par heure)	78,00 €
m) Occupation du terrain de sport et des vestiaires (par occupation)	6,50 €

Location de matériel :

1. Matériel pour les fêtes et manifestations. Le matériel est prêté GRATUITEMENT aux associations de l'entité. Celles-ci sont chargées de retirer le matériel au Pont de Maire, moyennant caution (qui sera restituée lors de la réception du matériel en parfait état). Une caution sera due pour toute location de matériel de fête et divers. Les écoles pourront obtenir la gratuité totale pour leur fête annuelle ainsi que la Régie communale autonome du Stade Luc Varenne.

Les groupements, associations diverses (clubs sportifs, comités de quartier, etc.) HORS entité : voir prix 2016 + majoration de 20%. Frais de dossiers : 30,00€

Les manifestations à caractère commercial ne pourront faire l'objet d'aucune dérogation :

a) Par jour :	
Barrières NADAR, la barrière	1,50 €

Barrières HERAS, la barrière	5,00 €
Chaises normales, la pièce	1,50 €
Tables et tréteaux, la pièce	2,30 €
Chaise Halle-aux-draps, la pièce	5,00 €
Table rectangulaire Halle-aux-Draps, la pièce	2,50 €
Table ronde Halle-aux-draps, la pièce (le matériel de la Halle-aux-Draps est uniquement réservé pour des festivités organisées dans ces locaux en partenariat avec la Ville)	10,00 €
Table pliante, la pièce	4,00 €
Table mange-debout, la pièce	10,00 €
Portemanteaux, la pièce	4,10 €
Isoloirs, la pièce	50,00 €
Urnes, la pièce	5,00 €
Pupitres, la pièce	5,00 €
Amplification (micro, baffles, prestation d'un électricien) (ou ne plus prêter ce type de matériel vu la prestation d'office d'un électricien)	75,00 €
Mâts, la pièce	2,50 €
Drapeaux (2mx1m - avec responsabilité du locataire), la pièce	5,00 €
Conteneurs (110 L)	10,00 €
Goals minifoot	10,00 €
Spots	10,00 €
Projecteur éclairage	10,00 €
Coffret électrique (tableau, câbles)	50,00 €
Fût de lestage	20,00 €
Roulotte sanitaire	100,00 €
Banc	5,00 €
Escalier (en supplément lorsque chapiteau)	10,00 €
Panneaux d'interdiction de stationnement (réservés aux particuliers) si les demandeurs viennent chercher et reporter les panneaux eux-mêmes	6,00 €
Panneaux d'interdiction de stationnement (réservés aux particuliers) : si le personnel communal se déplace pour la pose et la reprise des panneaux	35,00 €
Caution au moment de l'enlèvement	50,00 €
(gratuité lorsque installé par mesure de sécurité)	

b) Par Week-end :	
Podium	
4m x 4m	50,00 €
6m x 4m	75,00 €
6m x 8m	150,00 €
12m x 4m	150,00 €
12m x 6m	220,00 €
Tribune/mobile	200,00 €
Piste de danse	
4m x 4m	50,00 €
6m x 4m	75,00 €
6m x 8 m	150,00 €
12m x 8m	290,00 €
Générateur à air chaud	300,00 €

2. Matériel informatique (à titre exceptionnel) :

Projecteur 3.000 lumens (par jour)	165,00 €
Caution	850,00 €
Projecteur 3.500 lumens (par jour)	245,00 €
Caution	1.150,00 €

3. Chapiteaux :

Les chapiteaux (avec transports, montage et démontage) seront exclusivement réservés aux écoles et accordés gratuitement. Associations conventionnées avec la Ville (accordé dans la limite des moyens disponibles en personnel et en matériel) Pas de location entre novembre et mars.	500,00 €
Plaine des Manoeuvres (16 m x 72 m)	850,00 €

4. Tonnelles : (mêmes conditions de location que pour les chapiteaux) 250,00€

Frais liés aux secteurs enseignement, jeunesse et sport :

1. Garderie dans les écoles communales maternelles et primaires :

Matin (par semaine)	1,00 €
Midi (par jour)	0,10 €
Mercredi après-midi	2,00 €
Soir (par semaine)	1,00 €

2. Repas dans les écoles communales maternelles et primaires :

Prix de base modulable en fonction des prix du marché	
---	--

Maternel (par repas)	2,89 €
Primaire (par repas)	3,02 €
Personnel enseignant (par repas)	3,29 €
Potage (par litre)	1,27 €

3. Frais de transports scolaires (bus communaux) :

a) dans l'entité	
Primaire	
Par enfant par année scolaire	10,00 €
Maternel	
Par enfant (arrivé entre le 1er septembre et le 31 décembre) et par année scolaire	6,00 €
Par enfant (arrivé entre le 1er janvier et le 31 mars) et par année scolaire	3,00 €
b) Hors entité	
Trajet entre 1 et 50 km	5,00 €
Trajet entre 51 et 250 km	10,00 €
Trajet entre 251 et 400 km	20,00 €
Sachant que, pour les trajets hors entité, le premier kilomètre commence à la limite du territoire communal.	

4. Location d'instruments de musique :

Location par instrument et par année scolaire	42,00 €
---	---------

5. Frais liés au cours de coupe et couture :

Photocopie	0,05 €
------------	--------

6. Frais liés à l'accueil extrascolaire :

Mercredi après-midi, par enfant	2,00 €
Accueil du soir, par enfant, par semaine	1,00 €
Stage organisé pendant les vacances scolaires, par enfant, par semaine	15,00 €

7. Stages et ateliers :

Semaine complète	15,50 €
------------------	---------

8. Plaines de jeux :

Plaines de jeux et écoles de sports, par enfant (maximum de 30,00 € par enfant pour la totalité des périodes de fréquentation des plaines de jeux et écoles de sports), par jour	2,00 €
--	--------

9. Activités sportives :

Je cours pour ma forme (droit d'inscription)	40,00 €
--	---------

Frais liés aux secteurs de la Culture et du Tourisme :

1. Accès aux infrastructures communales : Bibliothèque et Discothèque : droits d'inscription et prêts :

a) Bibliothèque
Droit d'inscription à la section "adultes" avec délivrance d'une carte passeport-lecture valable pour l'année en cours dans toutes les bibliothèques du Hainaut participantes :

- *du 1er janvier au 31 décembre 6,00 € (+ 30 %)
- *du 1er mai au 31 décembre 4,00 € (+ 30 %)
- *du 1er septembre au 31 décembre 2,00 € (+ 30 %)

Gratuité de l'inscription jusqu'à 17 ans accomplis et pour les détenteurs d'une carte passeport lecture validée, pour l'année en cours, par une autre bibliothèque du Hainaut participante :

Afin de favoriser les inscriptions multiples, malgré l'augmentation tarifaire, 2 inscriptions ou réinscriptions simultanées (par voie de parrainage) donneraient droit à une remise de 50 % sur la 2ème inscription, cette mesure étant de nature à encourager 2 membres d'une même famille à posséder 2 cartes personnelles.

Gratuité du prêt en section "jeunesse" en dessous de 15 ans :

- * indemnité de prêt par livre pour 3 semaines 0,30 € (+ 20 %)
- * taxe de retard par livre et par jour de retard 0,05 €
- * frais administratifs engagés pour leur recouvrement 1,00 €
- * duplicata carte d'inscription 2,00 € (+ 30 %)
- * abonnement donnant droit à 30 prêts 7,50 € (+ 20 %)
- * photocopies A4 noir/blanc 0,10 €
- * photocopies A3 noir/blanc 0,20 €
- * impression couleurs 0,60 €.

La gratuité du prêt des livres de la bibliothèque est accordée durant une semaine à l'occasion de la "fureur de lire" (mais pas les inscriptions, ni les amendes de retard, ni les frais de rappels).

b) Discothèque

- *inscription : toute carte passeport-lecture enregistrée à la section des adultes, de titulaire de plus de 15 ans, donne accès, ipso facto, à la discothèque. Le titulaire de la carte passeport lecture est responsable de tout retrait de CD, DVD, blu-ray disc, effectué en son nom
- *indemnité de prêt : l'abonnement ou la carte-réduction pour la location d'une semaine de 20 CD, DVD ou blu-ray disc est de 10,00 € (+ 25 %)
- *indemnité de prêt est de 0,60 € (+ 20 %) par CD, DVD ou blu-ray disc, pour une durée maximale d'une semaine. Elle est de 3,00 € (+ 20 %) par mois pour les cours de langues
- *taxe de retard : 0,15 € (+ 50 %) par CD, DVD et blu-ray disc par jour ouvrable.

2. Accès aux infrastructures communales : Piscines communales

a) Entité de Tournai	
Personnel communal	3,00 €
Adulte	4,00 €
Enfant de moins de 12 ans	3,00 €
Familles nombreuses, adultes	3,00 €
Familles nombreuses - 12 ans	2,00 €
Familles nombreuses - 21 ans	2,70 €
Ecoles primaires et maternelles	1,50 €
Ecoles secondaires	2,00 €
Ecoles supérieures	2,50 €
Groupes organisés	2,80 €
Clubs occupant Kain (par heure)	15,60 €
Cubs occupant Orient (par heure)	17,80 €

Aquagym	5,00 €
b) Hors entité	
Adulte	5,00 €
Enfant de moins de 12 ans	4,00 €
Familles nombreuses, adultes	4,00 €
Familles nombreuses - 12 ans	3,00 €
Familles nombreuses - 21 ans	3,50 €
Ecoles primaires	2,00 €
Ecoles secondaires	2,50 €
Ecoles supérieures	3,50 €
Groupes organisés	3,50 €
Clubs occupant Kain (par heure)	90,00 €
Clubs occupant Orient (par heure)	115,00 €
Aquagym	6,00 €
c) Abonnements	
10 bains adultes - abonnement (validité 3 mois)	36,00 €
10 bains enfants - abonnement (validité 3 mois)	27,00 €
30 bains - abonnement (validité 12 mois)	105,00 €
50 bains - abonnement (validité 12 mois)	150,00 €
100 bains - abonnement (validité 12 mois)	270,00 €
Persévérants - abonnement (mensuel calendrier)	40,00 €
Primaires entité – abonnement (validité 12 mois)	150,00 €
Secondaires - abonnement - primaires hors entité (validité 12 mois)	200,00 €
d) divers	
Camping - adulte	2,00 €
Camping - enfant	1,50 €
Visiteurs - divers	0,80 €
Carte d'accès (ce montant sera restitué en cas de remise de la carte en parfait état de fonctionnement)	2,00 €
<p>* Ce tarif est appliqué sur présentation d'une carte d'identité électronique e-ID ou autre preuve de domicile émanant d'une autorité officielle. Les groupes fourniront une preuve de localisation.</p> <p>Dans le cas contraire, le tarif «hors entité» est appliqué.</p> <p>Les droits d'entrées ne sont ni échangeables</p>	

<p>ni remboursables.</p> <p>La réduction «familles nombreuses» n'est pas cumulable (écoles, groupes,...). Elle sera accordée uniquement sur présentation de la carte d'identification personnelle délivrée par l'Administration communale de Tournai via son Service des piscines communales.</p> <p>Les personnes sollicitant cette carte de réduction de droit d'entrée devront fournir la preuve de l'appartenance à une famille nombreuse (à partir de 3 enfants, enfant présentant un handicap à 66% comptant pour 2) par le dépôt d'une attestation récente (maximum 3 mois) délivrée par le Service Population de la Commune et d'une photo d'identité par carte demandée.</p> <p>Cette carte de réduction est valable 5 ans : - pour les parents et renouvelable à vie; - pour les enfants et renouvelable avec comme date limite leurs 21 ans accomplis.</p>	
e) Cours de natation	
Particulier (½ heure)	9,00€ + entrée
collectif famille : minimum 2 personnes par moniteur (½ heure)	7,00€ + entrée/personne
collectif famille : maximum 3 personnes par moniteur	
collectif groupe : minimum 4 personnes par moniteur (45 minutes)	3,50€ + entrée/personne
collectif groupe : maximum 15 personnes par moniteur	
f) Cours de natation familles nombreuses	
Particulier (½ heure)	7,50€ + entrée
Collectif famille : minimum 2 personnes par moniteur (½ heure)	6,00€ + entrée/personne
Collectif famille : maximum 3 personnes par moniteur	
Collectif groupe : minimum 6 personnes par moniteur (45 minutes)	3,00€ + entrée/personne
Collectif groupe : maximum 15 personnes par moniteur Programme d'accoutumance à l'eau –Aqua Poussins	9,00 €/cycle/ personne
g) Location de lits de plage	
Lit de plage sans matelas : la demi-journée	2,00 €

3. Accès aux infrastructures communales : Bains/douches

Baignoire sans réduction	1,25 €
Baignoire avec réduction (pensionnés - familles nombreuses)	1,00 €
Douche sans réduction	1,00 €
Douche avec réduction (pensionnés - familles nombreuses)	0,75 €

4. Accès aux infrastructures communales : Camping

a) Passage, par nuitée :	
Enfant de moins de 6 ans	gratuit
Enfant de 6 à 12 ans	3,10 €
Adulte	3,70 €
Automobile	3,70 €
Tente	3,70 €
Caravane	4,70 €
Moto, mobylette, remorque	3,70 €
Mobilhome	6,70 €
Forfait nuitée toutes taxes comprises	16,10 €
b) Location	
Mensuelle : d'octobre à mars	120,00 €
Mensuelle : avril, mai, juin, septembre	155,00 €
Mensuelle : juillet, août	180,00 €
c) Utilisation des pédalos	
1/2 heure	3,70 €
d) Lessiveuse (programme complet)	3,00 €/jeton
e) Sèche-linge (programme complet)	2,00 €/jeton
f) Consommation électrique, par kWh	0,30 €

5. Accès aux infrastructures communales : Halte nautique

Eau/m ³	5,20 €
Electricité/kWh (pour maximum 4 ampères) - accostage et stationnement des bateaux: gratuité	0,60 €

6. Accès aux infrastructures communales : Musées

a) Droits d'entrée	
Musée - Individuel - Groupes (20 personnes) seniors, cartes seniors, jeunes de 6 à 18 ans - Groupes scolaires hors entité Beaux-Arts : 2,60 € - 2,10 € - 1,00 € Folklore : 2,60 € - 2,10 € - 1,00 € Histoire Naturelle : 2,60 € - 2,10 € - 1,00 € Tapisserie : 2,60 € - 2,10 € - 1,00 € Armes et Histoire Militaire : 2,60 € - 2,10 € - 1,00 € Arts Décoratifs : 2,10 € - 1,60 € - 1,00 €	

<p>Archéologie : 2,10 € - 1,60 € - 1,00 € Beffroi : 2,10 € - 1,10 € - 1,00 € Spectacle multimédia : 2,10 € - 1,10 € - 1,00 €</p>	
<p>- gratuité pour tous les premiers dimanches de chaque mois.</p> <p>- gratuité d'entrée aux membres du personnel communal et du Centre Public d'Action Sociale (C.P.A.S.). La carte d'entrée nominative sera délivrée aux membres du personnel qui en feront la demande auprès de l'assistante sociale.</p> <p>- gratuité d'entrée aux membres de diverses associations liées aux musées [CONSEIL INTERNATIONAL DES MUSEES (I.C.O.M.), ASSOCIATION EUROPEENNE DES ZOOS ET AQUARIUMS (E.A.Z.A.), MUSEES ET SOCIETE EN WALLONIE (M.S.W.), ASBL SOCIETE D'ENCOURAGEMENT DU MUSEE D'HISTOIRE NATURELLE DE TOURNAI (S.E.M.H.N.), ASBL TOURISME ET CULTURE, ATTRACTION TOURISME,...), sur présentation d'une carte de membre, aux enseignants préparant une leçon et sur présentation d'une carte attestant leur statut d'enseignant, aux enseignants accompagnant un groupe scolaire, à la Presse sur présentation d'une carte, aux groupes scolaires provenant des écoles de l'entité, aux guides de l'Association des Guides de Tournai.</p> <p>- tarif «groupe» accordé pour les détenteurs de la carte «Prof»</p> <p>Le PASS : passeport donnant droit à la visite du Beffroi, au spectacle audiovisuel "Le couloir du temps" et à trois musées au choix (valable 1 an) : 10,40 € (gratuit pour les enfants âgés de moins de 16 ans dont les parents ont payé chacun leur "Pass").</p> <p>Le tarif "groupe" est accordé aux personnes présentant un handicap et aux membres de l'ASBL Los Ninos De Gaïa, sur présentation d'un pass renouvelable tous les 5 ans, pour l'accès aux musées communaux, au Beffroi et aux spectacles multimédia de l'office du Tourisme.</p> <p>L'entrée dans les musées, au beffroi et pour les deux spectacles multimédia de l'office du tourisme est fixée à 1,25 € pour les titulaires d'un ticket "article 27".</p> <p>Location d'un appareil audioguide au Musée d'Histoire Naturelle : 2,00 €</p>	

b) Abonnements	
Passeport pour 10 entrées dans un musée uniquement	13,50 €
Passeport pour 10 entrées dans les 7 musées au choix	18,50 €
Ces abonnements seront valables durant 1 an, sauf en cas d'exposition temporaire (supplément d'entrée). Expositions temporaires : les tarifs pourront être adaptés par le Collège en fonction de l'importance des expositions.	

7. Vente de produits touristiques à l'Office du Tourisme : Audioguide, cd, dvd :

Audioguide	9,90 €
CD Cabaret Wallon	5,00 €
CD Christian Croain	10,00 €
CD Lundi Perdu	7,00 €
DVD Cathédrale (LADLC)	12,00 €
DVD Les 3 serments	15,00 €
DVD Roger De Le Pasture	10,00 €
DVD Roger De Le Pasture - tarif enseignement	5,00 €
DVD Roman de la Nef	18,50 €
Ecouleurs pour audioguide	1,00 €

8. Vente de produits touristiques à l'Office du Tourisme : CATALOGUES, GUIDES, JEUX :

Bande dessinée : La nuit des statuettes	8,00 €
Carnet du Patrimoine	6,00 €
Catalogue : 101 Chefs-d'œuvre	30,00 €
Catalogue : 250 ans de l'Académie des Beaux-Arts	25,00 €
Catalogue : Arbres remarquables	1,00 €
Catalogue : Archéologie Cathédrale	3,00 €
Catalogue : Architectures Rêvées	15,00 €
Catalogue : Au nom de tous les nôtres	8,00 €
Catalogue : Beffroi cartonné FR	15,00 €
Catalogue : Beffroi souple DE, EN, FR, NL	13,00 €
Catalogue : Campin in contexte	30,00 €
Catalogue : Châsse Notre-Dame	44,00 €
Catalogue : Château de l'Hermitage	10,00 €
Catalogue : Childéric Clovis Paris	5,00 €
Catalogue : Christian Croain	42,00 €
Catalogue : Cimetière du Sud	27,00 €

Catalogue : Découvrir Tournai EN, FR, IT, NL	12,00 €
Catalogue : Des Beffrois et des Hommes	30,00 €
Catalogue : D'Ici et d'ailleurs	30,00 €
Catalogue : Façades anciennes guide rouge	5,00 €
Catalogue : Façades anciennes guide vert	5,00 €
Catalogue : Géants de Tournai	10,00 €
Catalogue : Grands siècles	30,00 €
Catalogue : Gribouilles	10,00 €
Catalogue : Henry Lacoste	75,00 €
Catalogue : Histoire de l'aéronautique militaire belge dans le Tournaisis	27,00 €
Catalogue : La Mémoire du Temps	5,00 €
Catalogue : La Wallonie vue par écrivains	35,00 €
Catalogue : Le Calme avant la tempête	20,00 €
Catalogue : Le Carnaval de Tournai	10,00 €
Catalogue : Le Tournai militaire - Wapica	49,00 €
Catalogue : Les Ceux d'ichi	6,00 €
Catalogue : Les Wallons picards dans le Tour de France	49,00 €
Catalogue : L'Escaut mystérieux	20,00 €
Catalogue : Livret-souvenir Cathédrale EN, FR, NL	6,00 €
Catalogue : Marionnettes	42,00 €
Catalogue : Martine - Pâtisseries FR, NL	7,95 €
Catalogue : Martine - Sucré salé FR, NL	7,95 €
Catalogue : Moustaches de pierre	5,00 €
Catalogue : Musée des Beaux-Arts	15,00 €
Catalogue : Naïade	15,00 €
Catalogue : Patrimoine arboré	2,50 €
Catalogue : Patrimoine militaire belge	6,00 €
Catalogue : Patrimoine militaire médiéval	6,00 €
Catalogue : Patrimoine militaire sous Louis XIV	6,00 €
Catalogue : Patrimoine militaire tournaisien	12,00 €
Catalogue : Paul André	16,00 €
Catalogue : Petites fugues dans le Pays	10,00 €
Catalogue : Pasquier Grenier - Eglise Saint-Jacques	9,00 €
Catalogue : Pasquier Grenier - Eglise Sainte-Marguerite	9,00 €

Catalogue : Pasquier Grenier - Mont de piété	9,00 €
Catalogue : Pasquier Grenier - Ponts de Ty	9,00 €
Catalogue : Pasquier Grenier - Redécouvrir Ty	12,50 €
Catalogue : Pasquier Grenier - Tel Diogène	14,00 €
Catalogue : Pasquier Grenier - Tournai perdu, Tournai gagné	15,00 €
Catalogue : Pasquier Grenier - Vauban	9,00 €
Catalogue : Pont des Trous	6,00 €
Catalogue : Porcelaines et fleurs	25,00 €
Catalogue : Procession	4,00 €
Catalogue : Procession (cartonné)	12,00 €
Catalogue : Publications consacrées à la Cathédrale - volume 1	45,00 €
Catalogue : Publications consacrées à la Cathédrale - volume 2	35,00 €
Catalogue : Publications consacrées à la Cathédrale - volume 3 + annexes	25,00 €
Catalogue : Regards 2 x millénaire	44,00 €
Catalogue : Séminaire	75,00 €
Catalogue : Survol de la résistance dans le Hainaut Occidental	20,00 €
Catalogue : Tour Henry VIII	7,00 €
Catalogue : Tournai - Art et Histoire : Archives et manuscrits	24,00 €
Catalogue : Tournai - Art et Histoire : Cloches et société médiévale	20,00 €
Catalogue : Tournai - Art et Histoire : Inventaire des archives	23,00 €
Catalogue : Tournai 30 ans de fusion	25,00 €
Catalogue : Tournai Artistique	49,00 €
Catalogue : Tournai Jamart (cartonné)	25,00 €
Catalogue : Tournai Jamart (souple)	20,00 €
Catalogue : Tournai vers le futur	12,50 €
Catalogue : Tournai-Tournaisis	5,00 €
Catalogue : Voces intimae	42,00 €
Catalogue : Wapi Chef	7,50 €
Catalogue : Zingem	25,00 €
Guide : Beau Vélo de Ravel	14,95 €
Guide : Cathédrale DE, EN, FR, NL	5,00 €
Guide : Lonely Planet – EN, NL	13,20 €
Guide : Lonely Planet - FR	8,95 €

Guide : Musée des Arts décoratifs	7,50 €
Guide : Programme Les Inattendues	5,00 €
Guide : Roger De Le Pasture	2,50 €
Guide : Route des abbayes	15,00 €
Guide : Route des Beffrois	20,00 €
Guide : Tournai EN, FR, NL	5,00 €
Guide : Trésor EN, FR, NL	7,00 €
Guide : Wap aventures – Cathédrale, Circuit historique, Musée BA	1,00 €
Guide Casterman	5,00 €
Guide Petit futé : Autour de Lille	8,95 €
Guide Petit futé : Balades à vélo Nord-Pas-de-Calais	9,95 €
Guide Petit futé : Belgique	11,95 €
Guide Petit futé : Bières Belges	9,95 €
Guide Petit futé : Bonnes Tables Nord-Pas-de-Calais	6,95 €
Guide Petit futé : Carnet voyage Belgique	4,95 €
Guide Petit futé : Chocolat	11,95 €
Guide Petit futé : La Wallonie	12,95 €
Guide Petit futé : Lille Métropole	15,90 €
Guide Petit futé : Nord-Pas-de-Calais	20,00 €
Jeu Pion des Trous - bois	55,00 €
Jeu Pion des Trous - verre	129,00 €
Jeu Tournay	30,00 €
Kit carnaval	10,00 €
Kit lundi perdu	12,00 €

9. Vente de produits touristiques à l'Office du Tourisme : Souvenirs

Assiette 10 cm	5,00 €
Autocollant armoirie	0,50 €
Badge blason	3,00 €
Beffroi en terre cuite	2,00 €
Bloc-notes A6 argenté, bleu, noir, orange, vert	4,00 €
Bloc-notes A6 Beaux-Arts	4,00 €
Bloc-notes mini + bic bleu, noir	3,00 €
Bloc-notes mini argenté	3,00 €
Boîte à bijoux en étain	44,00 €
Boîte crayons rose	3,00 €
Bougie	3,00 €

Bourse nounours	2,50 €
Boussole orange	5,00 €
Boussole OT blanche	0,50 €
Cadre en bois + photo	8,00 €
Carte postale	0,50 €
Carte postale à colorier	2,50 €
Carte postale accordéon (10 pcs)	4,00 €
Carte postale aquarelle + enveloppe	1,50 €
Casquette blanche, bleue, noire	5,00 €
Céramique Cathédrale	15,00 €
Céramique Pont des Trous	10,00 €
Chronomètre rouge	8,00 €
Clip photo	2,00 €
Couteau suisse	5,00 €
Crayon enfant	1,00 €
Crayon noir Swarovski	1,00 €
Domino	2,00 €
Drapeau Belge	7,00 €
Drapeau Belge sur bâtonnet	1,50 €
Drapeau Tournai - blanc	12,00 €
Drapeau Tournai - rouge	12,00 €
Etui GSM bleu, rose	2,50 €
Etui make-up	6,00 €
Gourde orange + boussole	5,00 €
Gourde simple argentée, bleue	3,50 €
Horloge bureau	5,00 €
Lampe d'ambiance	8,00 €
Lampe de poche bleue	4,00 €
Livre à colorier	3,50 €
Magnet Beffroi-Cathédrale	3,00 €
Marque page T&C	1,00 €
Minuteur bleu, vert	5,00 €
Miroir 10x10cm + chevalet	10,00 €
Miroir 15x15cm + chevalet	12,00 €
Miroir de poche	3,00 €
Mug Cathédrale	6,00 €
Mug Beaux-Arts	7,00 €
Mug Logo bleu	6,00 €
Mug Logo vert	6,00 €

Ouvre-lettre	1,00 €
Parapluie bleu, rose	9,00 €
Parure stylo	18,00 €
Pins Tortue	2,00 €
Pinte en étain	53,00 €
Poncho boule blanc, bleu	3,50 €
Porte-bloc-notes A4	6,00 €
Porte-cartes de visite	5,00 €
Porte-clef 2 anneaux	4,00 €
Porte-clef Beaux-Arts	3,00 €
Porte-clef Logo Tournai	3,00 €
Porte-clef Ourson	3,00 €
Porte-clef plexi	3,00 €
Posters	2,50 €
Poster 101 chefs-d'œuvre - grand	10,00 €
Poster 101 chefs-d'œuvre - petit	2,50 €
Pot crayon coccinelle	4,00 €
Presse-papier en étain	29,00 €
Règle	1,00 €
Sac à dos enfant	3,50 €
Sac banane noir, orange	9,00 €
Sac shopping fuschia	4,00 €
Set de dessins + crayons	5,00 €
Set sel et poivre	4,00 €
Signet	1,00 €
Signet + crayon	2,00 €
Stylo 4 couleurs	2,00 €
Stylo Beffroi	1,50 €
Stylo enfant pirate, princesse	2,00 €
Stylo Beaux-Arts	3,50 €
Stylo mauve, orange	1,50 €
Tapis souris	2,00 €
T-shirt enfant	6,50 €
T-shirt femme	8,00 €
T-shirt homme	8,00 €
T-shirt Manet (homme, femme, enfant)	10,00 €
Valisette dessin	12,00 €
Verre dégustation	2,00 €
Verre long drink	5,00 €

Yo-yo	1,50 €
Forfaits, visites guidées	
Forfait de base "Low cost" ½ journée	23,50 €
Forfait de base "Low cost" 1 journée	33,00€ pp
Forfait de base "Classique" ½ journée	33,00 €
Forfait de base "Classique" 1 journée	38,00€ pp
Forfait «Hôpital Notre-Dame à la rose»	42,00€ pp
Visite guidée d'1 heure	41,00 €
Visite guidée de 2 heures	63,00 €
L'heure de visite guidée supplémentaire	32,50 €

10. Vente de produits divers dans les musées :

- Catalogue : Ensor 20,00 €
- Catalogue : Regards sur les faïences fines tournaisiennes, don Cosyns 15,00€
- Catalogue : Gallait (souple) 20,00 €
- Catalogue : Gallait (cartonné) 25,00 €
- Catalogue : Service Lecocq 15,00 €
- Catalogue : Stonehenge 3,00 €
- Catalogue : Tournai, 24 août 1914 12,00 €
- Catalogue : Tournai, Fontenoy 1745. Un siège, une bataille. 18,00 €
- Catalogue : Les animaux et la guerre 12,00 €
- Livre «Le patrimoine militaire tournaisien» 12,00 €
- Livre «La deuxième enceinte communale» 6,00 €
- Livre «Patrimoine militaire médiéval» 6,00 €
- Livre «Patrimoine militaire belge» 6,00 €
- DVD «Histoire de la Bataille de Fontenoy» 10,00 €
- Carte postale «minivitrine en 3 D» 4,00 €

Cimetières : concessions de terrains et de cellules :

1. Principes :

a) Occupation des caveaux d'attente communaux	
1ère période de 3 mois	52,00 €
2ème période de 3 mois	156,00 €
A partir de la 3ème période, tous les 3 mois	208,00 €
b) Fourniture et pose d'une plaquette commémorative pour la stèle de la parcelle destinée à la dispersion de cendres ou la stèle collective du souvenir	52,00 €
c) Concessions de cellules au columbarium - Octroi et renouvellement	
1 urne	285,00 €
2 urnes	520,00 €
Supplément d'urne : dans une concession accordée pour une durée de 25 ans	260,00 €
Supplément d'urne : dans une concession accordée initialement pour une durée de 50	520,00 €

ans	
d) Concessions de terrains destinés uniquement pour l'inhumation dans un niveau de plusieurs urnes	520,00 €
Supplément d'urne	260,00 €
e) Concessions de terrains destinés à l'inhumation de restes mortels et d'urnes cinéraires : Octroi et renouvellement	
1 niveau	565,00 €
2 niveaux	825,00 €
3 niveaux	1.105,00 €
4 niveaux	1.450,00 €
5 niveaux	1.770,00 €
6 niveaux	2.080,00 €
Supplément d'urne : dans une concession accordée pour une durée de 25 ans	260,00 €
Supplément d'urne : dans une concession accordée initialement pour une durée de 50 ans	520,00 €
Supplément d'urne : dans une concession accordée à perpétuité avant l'entrée en vigueur de la Loi du 20 juillet 1971 (à payer une seule fois, au moment de la demande)	520,00 €
f) Vente de monument de récupération	
Superficie : 1,44 m ² (1,80m*0,80m)	130,00 €
Entre 2,50 m ² (2,5m * 1m) ou de 3 m ² (3m*1m)	260,00 €
Autre superficie	2.600,00€ selon la décision du Collège Communal et sur avis du Conservateur du Patrimoine Architectural des Cimetières
Petit patrimoine (croix de fonte, en pierre, en bois, en ciment, stèle, balustrade, caisson funéraire, couronne, petit mobilier,...) :	Entre 20,00€ et 120,00€ selon la décision du Collège Communal et sur avis du Conservateur du Patrimoine Architectural des Cimetières
g) Utilisation de la morgue communale (occupation du local ainsi que la pose du sceaun communal par le préposé du cimetière	52,00 €
h) Pose d'une nouvelle plaque pour une cellule au columbarium	52,00 €
i) Vente de citerne de récupération destinée à l'inhumation de cercueil(s) et d'urne(s)	
1 niveau	160,00 €
2 niveaux	260,00 €
3 niveaux	370,00 €
4 niveaux	470,00 €

pour tout niveau supplémentaire à 4 niveaux	208,00 €
---	----------

2. Exonérations :

<p>a) Occupation du caveau communal</p> <ul style="list-style-type: none"> - Si le dépôt ou le maintien du corps ou de l'urne cinéraire dans le caveau communal est imputable à l'Administration Communale, notamment par suite de l'inachèvement du columbarium; - Lorsque les cendres n'ont pu être dispersées pour des raisons climatiques ou autres. <p>b) Fourniture et pose d'une plaquette commémorative pour la stèle de la parcelle destinée à la dispersion de cendres ou la stèle collective du souvenir</p> <p>Pour les plaquettes destinées à commémorer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un ancien combattant ou une personne assimilée dans le cimetière de la Commune dont il est originaire ou dans laquelle il a vécu au moins 10 ans; - un enfant de moins de 7 ans. <p>c) Concessions de cellules au columbarium</p> <p>Pour le placement des urnes cinéraires contenant les cendres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ancien combattant ou d'une personne assimilée dans le cimetière de la Commune dont il est originaire ou dans laquelle il a vécu au moins 10 ans; - d'un enfant de moins de 7 ans si la concession est octroyée pour deux urnes cinéraires. <p>d) Concessions de terrains destinés uniquement pour l'inhumation dans un niveau de plusieurs urnes cinéraires</p> <p>Pour le placement des urnes cinéraires contenant les cendres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ancien combattant ou d'une personne assimilée dans le cimetière de la Commune dont il est originaire ou dans laquelle il a vécu au moins 10 ans; - d'un enfant de moins de 7 ans si la concession est octroyée pour plusieurs urnes cinéraires. <p>e) Concessions de terrains destinés à l'inhumation de restes mortels et d'urnes cinéraires</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le renouvellement d'une concession accordée à perpétuité avant l'entrée en vigueur de la Loi du 20 juillet 1971; - du montant d'un niveau si celui-ci est occupé : <ul style="list-style-type: none"> * par un ancien combattant ou une personne assimilée dans le cimetière de la commune dont il est originaire ou dans laquelle il a vécu au moins 10 ans; * par un enfant de moins de 7 ans si la concession est octroyée pour plusieurs niveaux. - du montant correspondant à l'occupation d'une urne si celle-ci contient les cendres : <ul style="list-style-type: none"> * d'un ancien combattant ou une personne assimilée dans le cimetière de la commune dont il est originaire ou dans laquelle il a vécu au moins 10 ans; * d'un enfant de moins de 7 ans. <p>f) Vente de monument de récupération</p> <p>Dans le cas d'une reprise de concession, le prix du monument n'est pas dû si la demande a été introduite dans l'année qui suit l'expiration de la concession.</p>	
--	--

Divers :

Délivrance de photocopies par les services administratifs :

Photocopie (noir et blanc)	0,50 €
Photocopie (couleurs)	1,00 €

Atelier de réparation de vélos :

[Service d'Aide à l'Intégration Sociale (S.A.I.S.)] par réparation plus le prix coûtant pour les pièces neuves	2,00 €
--	--------

Intervention du personnel dans les frais de distribution de café :

Forfait annuel	10,40 €
----------------	---------

120. Tutelle centre public d'action sociale (C.P.A.S). Modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n° 1.

Messieurs les Conseillers communaux Briec LAVALLEE, Didier SMETTE, Jean-Michel DE PESSEMIER sortent de séance.

Le **Président** d'assemblée invite Madame la Présidente du CPAS, **Rita DESENCLOS-LECLERCQ**, à s'exprimer sur ce point :

"J'ai demandé à notre Président de m'exprimer sur les deux points budgétaires qui sont soumis à votre approbation ce soir, à savoir la modification budgétaire de l'exercice en cours et la présentation du budget 2016 du CPAS.

Chacun dans cette assemblée s'accordera à dire, je l'espère, que l'année que vient de vivre l'institution que je préside, a été une année horrible. Je ne pense pas ici à moi mais aux bénéficiaires de l'institution ainsi qu'à son personnel. En effet, en qualité de Présidente, pendant toutes ces années, j'ai mis en place des politiques d'accompagnement des plus démunis pour soutenir les plus faibles de notre société.

D'ailleurs, pendant toutes ces années, toutes familles politiques confondues, vous avez accordé un soutien inconditionnel à l'institution. C'est ainsi que nous avons pu mener des politiques d'insertion socioprofessionnelle, des politiques de soutien au vieillissement de la population, des politiques permettant aux familles d'accéder à l'emploi - je pense ici à la crèche du Clair Matin-des politiques de soutien aux enfants en difficulté. Bref des politiques conformes aux objectifs de l'institution.

Mais, pour ma part, je ne retiens qu'une seule chose, c'est le caractère humain des politiques menées.

Alors, oui, aujourd'hui, l'institution souffre. Elle est en difficulté. Le nier serait une erreur ! C'est pour cette raison que j'ai souhaité poursuivre en tenant le gouvernail, en menant à contrecœur et ceux, qui me connaissent bien, n'ont aucun doute là-dessus, un plan de restructuration que j'ai ressenti comme une violence, mais cette violence n'est rien au regard de la violence subie par le personnel. Le summum a été évidemment atteint avec le geste malheureux posé par Ariane RUFFELART. D'abord, nous avons dû surmonter ce drame humain, mais également nous étions bousculés par les accusations portées à son égard. J'insiste, d'ailleurs, sur le fait qu'aujourd'hui, nous ne connaissons pas le contexte de la fraude éventuelle et je ne dirai qu'une seule chose, je fais confiance au travail des enquêteurs.

Dans le contexte que je viens de décrire, et en tenant compte de l'impact des politiques décidées à d'autres niveaux de pouvoir; je pense ici à la réforme des allocations de chômage, au taux insurmontable des cotisations de responsabilisation de pension, à la diminution des moyens régionaux dans certains domaines. J'ai construit avec les conseillers de l'action sociale un plan de gestion réactualisé au travers de 5 mesures fortes :

1. En ce qui concerne la maison de l'enfant mise en place depuis plus de 15 ans, sans que la Fédération Wallonie-Bruxelles n'accorde les moyens budgétaires à son fonctionnement, nous avons négocié et nous avons été soutenus par notre Bourgmestre et Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles afin que, dans les années à venir, nous puissions atteindre des taux de subventionnement semblables aux autres dispositifs. C'est ainsi que, dès le dernier trimestre de cette année, nous obtiendrons des subsides de la Fédération. Ceux-ci augmenteront graduellement d'ici à 2019. Je remercie publiquement le Bourgmestre de son action.

2. Nous avons prévu des moyens budgétaires afin de rénover des logements de troisième âge qui sont actuellement inoccupés considérant qu'ils ne répondent plus aux normes de sécurité. Ces moyens permettront de rénover les logements et de les remettre en location faisant ainsi passer de 28.600,00€ en 2016 à 268.800,00€ en 2021 les recettes de location de ces logements rénovés.

3. Le prix de journée des maisons de repos rénovées sera revu à la hausse pour les nouveaux pensionnaires. Le prix de journée sera ainsi dans la moyenne des prix de journée des maisons de repos wallonnes du secteur public.

4. Le personnel partant à la retraite ne sera plus remplacé sauf dans les secteurs liés à une norme. Je pense aux maisons de repos et aux crèches. Pour le personnel quittant des fonctions qui peuvent faire l'objet de synergies avec la Ville, elles seront chaque fois étudiées.

5. Sur les frais de fonctionnement hors personnel, une économie de 50.000,00€ par an sera réalisée. D'une réunion avec le Centre régional d'aide aux communes (CRAC) le 20 octobre dernier, celui-ci a pu constater, selon ses termes, dans un courrier adressé au Collège communal le 21 octobre, que le CPAS avait réalisé de nettes avancées en termes de plan de gestion et de réduction des déficits. Cependant, il conseille d'autres mesures complémentaires :

- La reconstitution de la trésorerie extraordinaire;

- La mise à niveau de la provision dédiée à la couverture du surcoût lié au personnel statutaire mis à disposition du CHWAPI;

- Il a été convenu que la Ville serait autorisée à affecter les bonis liés à la liquidation du CHRT au CPAS considérant que celui-ci était le pouvoir organisateur de l'hôpital public.

Dans ce contexte, nous avons convenu avec le CRAC et la Ville de nous revoir d'ici décembre en vue de finaliser ce plan de gestion réactualisé.

D'autre part, j'ai voulu réserver le bénéfice de l'urgence visant à mettre en place la procédure nous permettant de désigner le nouveau directeur financier de l'institution. L'épreuve orale se tiendra d'ailleurs demain. Et c'est jeudi que le Conseil de l'action sociale prendra connaissance des résultats de cette sélection sur proposition du jury. Celui-ci est présidé par le professeur PAGANO qui est entouré de 4 directeurs financiers, dont le président de l'association des directeurs financiers wallons, Monsieur Jean-François HUART.

Dans l'hypothèse où le candidat proposé ne serait pas disponible au 1er novembre, nous avons convenu, lors d'une réunion chez le Gouverneur, que le 1er novembre, un directeur financier régional assurerait l'intérim pour donner au candidat désigné le temps de s'organiser pour sa prise de fonction.

Par ailleurs, lors de la même séance de jeudi, je proposerai au Conseil de l'action sociale de mettre en place la task-force qui devra permettre de dresser un état des lieux des missions exercées par le Directeur financier au regard du Décret du 18 avril 2013, de ses missions légales et éventuellement des autres missions qui lui ont été confiées; de cartographier la place du directeur financier et de son service au sein du CPAS de Tournai; d'en analyser les forces et les faiblesses.

Chers collègues, j'ai estimé utile de vous faire le point sur la situation de l'institution. J'ai voulu être totalement transparente comme je l'ai toujours été. A chaque fois, chacun a eu accès à l'ensemble des documents. Chacun a pu faire son analyse. Et je ne me départirai pas du choix de la transparence considérant qu'il est légitime au regard des enjeux de l'institution.

Je conclus en vous indiquant que toute mon énergie sera mise à remettre le CPAS sur les rails. Et je ne me laisserai pas distraire."

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, intervient ensuite :

"Plus d'1.500.000,00€ de déficit pour le CPAS ! Un déficit de plus !

La situation économique est difficile. La société devient de plus en plus duale et un fossé grandissant entre les Tournaisiens qui gardent la tête hors de l'eau et les autres...

Le budget reflète un cap, une intention pour les 12 mois à venir ! Oui, en théorie !

Malgré le déficit annoncé qui s'accumule aux précédents... le bateau coule un peu plus malgré les fermetures de services et les dizaines de licenciements... on ne voit toujours pas le cap ! Quel est votre projet global pour le CPAS ? Quelles sont vos intentions ?

On parle souvent des chiffres. Et c'est bien normal lorsqu'on discute et vote un budget. Mais au cdH, derrière la réalité des chiffres, il en est une autre qui nous inquiète... c'est l'humain !

La politique menée à la ville qui se transpose au CPAS consistant au remplacement d'un départ sur 3 est intenable ! Excepté les services normés (MR /MRS) qui, malgré tout, sont sur la corde raide, tous les autres services sont étranglés. Le personnel est à bout, au bord de l'explosion ! Nous vous mettons en garde, la colère monte.

La décision de fermer le service de médiation de dettes ne correspondait en rien à une mesure d'économie pertinente. Il s'agit d'un recul social. A chaque comité de l'action sociale, la fermeture de ce service impacte le budget de l'aide sociale. Les anciens bénéficiaires de ce service sont plus que jamais exposés à leurs créanciers. Il n'existe aucune mesure structurelle crédible qui permette d'encadrer ces personnes jusqu'à ce qu'elles puissent profiter de la législation sur le règlement collectif de dettes (+/- 9 mois d'attente). Ni l'associatif, ni l'ordre des avocats n'a pris le relais. Le budget consacré à l'aide sociale reste relativement stable (15.150.196,00€ de dépenses pour 2015 et 15.650.783,00€ de dépenses pour 2016). Aux mesures d'exclusions du chômage qui impactent déjà notre budget actuel, de nouvelles mesures prises par le gouvernement fédéral sont entrées en vigueur au 1er septembre 2015. Elles portent préjudice aux nombreux jeunes de moins de 25 ans qui ne pourront plus prétendre à une allocation d'insertion. Ces politiques de transferts de charges du Fédéral vers nos entités locales, auxquelles s'ajoutent d'autres problématiques sociales, viendront, selon nous, grever notre budget de façon bien plus importante.

Concernant l'aide sociale, une question majeure reste en suspens depuis de nombreuses années ! Il est impossible d'obtenir une réponse et pourtant celle-ci est cruciale.

Des milliers d'aides «dites récupérables» sont octroyées semaine après semaine. Celles-ci permettent à de nombreuses familles de garder la tête hors de l'eau. C'est très bien et nous nous en réjouissons. Mais où est l'argent que nous récupérons ? Ou se trouve-t-il dans le budget ? Quel est le pourcentage réellement récupéré ?

Rien pour améliorer structurellement et durablement la situation financière.

Rien pour améliorer les conditions de travail du personnel.

Nous demandons qu'on se penche de façon approfondie et indépendante sur le fonctionnement du CPAS en vue de l'améliorer.

Enfin, mes collègues regrettent de ne pas avoir eu les documents et les informations en section.

Nous soutenons le CPAS, mais pas la manière dont vous gérez l'institution !

Le cdH votera contre ce budget 2016 !"

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient ensuite :

"Je voudrais reprendre en partie les propos de notre représentant au Conseil de l'action sociale lors du vote du budget au CPAS. Ce n'est pas un secret, la décision de fermer le service de médiation de dettes ne correspond pas à une mesure économique pertinente. Pour nous, il s'agit d'un recul social et moral qui ne se justifie pas. Nous le voyons pratiquement à chaque comité. La fermeture de ce service impacte le budget de l'aide sociale. Néanmoins, nous restons confiants quant à la volonté politique de répondre favorablement à la demande posée par ECOLO en concluant un partenariat visant à assurer un service de médiation mobile dont le cadre de travail restera à définir. Mais en attendant, rien ne nous indique dans le budget que nous en prenons le chemin. A peu de choses près, nous constatons que le budget consacré à l'aide sociale reste relativement stable. On passe de 15.150.000,00€ à 15.650.000,00€ de dépenses pour 2016. Si nous comprenons cette prudence, nous ne partageons pas le même optimisme pour toutes les raisons qui ont été notamment évoquées par ma collègue Hélène CLEMENT-COUPLET, notamment les jeunes qui pourraient frapper de plus en plus nombreux aux portes du CPAS.

Quant à la vente de bâtiments, le budget est en baisse de plus de 1.600.000,00€ et quelle sera la politique en cette matière à l'avenir ? Matériellement, nous savons que le CPAS n'a pas les moyens d'entretenir de nombreux bâtiments qui, pour beaucoup, sont inoccupés faute de moyens. Lors de la commission financière qui s'est tenue pour le vote du budget communal et du CPAS, nous avons pu obtenir les chiffres quant au fonds de réserve. Nous nous rendons compte qu'il va bientôt toucher le fond. Il était de plus de 2 millions en 2015. Il passera ensuite, d'après les calculs, à 660.000,00€ en 2016 pour devenir nul en 2017. Ceci est interpellant. Le tableau du plan de gestion, qui nous a été remis sans explication, est encore plus interpellant. Nous avons l'impression que nous entrons dans un tunnel dont on ne sait pas si on en sortira un jour et comment on en sortira. Nous voudrions avoir des explications pour savoir où on va. Nous ne voterons pas ce budget, pour une question de gestion car on ne voit pas où on va avec les chiffres qui nous sont donnés aujourd'hui et qui sont interpellants."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Albert PESIN**, intervient à son tour :

"Il y a une explosion du nombre de RIS, ce qui témoigne d'une grande paupérisation de la population de notre ville. Nous avons donc des raisons d'être inquiets pour l'avenir. Sachant cela, le CPAS, pour éviter l'asphyxie financière, a pris des mesures structurelles difficiles, ce qui a exigé un certain courage politique. C'est pour cette raison que, même si l'avenir du CPAS reste précaire, Tournai Plus votera le budget 2016 du CPAS."

Monsieur le Conseiller communal MR, **Jean-Louis CLAUX**, intervient ensuite :

"Difficile d'aborder le budget du CPAS pour l'année 2016 sans avoir à l'esprit les événements qui ont secoué notre institution ces derniers mois et ces dernières années. Ces moments ont été extrêmement difficiles humainement pour le personnel du CPAS. Les mandataires du CPAS ont dû réorganiser cette institution à laquelle nous tenons tous. Le contexte économique ne nous facilite pas la tâche, nous en sommes tous conscients. Toutefois, plutôt que de nous lamenter sur cette situation, le MR pense qu'il faut poursuivre ce travail avec comme seul et unique objectif le soutien aux bénéficiaires de l'aide du CPAS. Le défi à relever est énorme, c'est une évidence. C'est pourquoi, plus que jamais, je pense que nous nous devons de rappeler à quel point il est important, pour l'avenir du CPAS, de collaborer avec celles et ceux qui travaillent au quotidien pour cette institution. Les agents du CPAS sont en effet une ressource précieuse pour nous aider dans la tâche qui est la nôtre. Je tiens ici à les en remercier. Je n'oublie pas également le rôle essentiel que doit jouer notre pouvoir de tutelle, la Ville de Tournai. Trop souvent, on est tenté d'opposer les intérêts de la Ville et du CPAS. Nous ne le pensons pas. Le CPAS de Tournai a besoin de la Ville de Tournai et surtout la Ville a besoin de son CPAS. Ensemble, nous devons réunir nos énergies pour travailler pour le bien de l'institution et ne pas nous diviser sur d'illusoires conceptions divergentes. Notre but est que le CPAS poursuive son action. Ces derniers mois, nous avons cherché des solutions pour pérenniser l'action du CPAS. Des mesures ont été prises. Seront-elles suffisantes ? Nous pensons que ces mesures ont, à tout le moins, le mérite de façonner le visage du CPAS de Tournai à l'avenir. Nous devons plus que jamais continuer à travailler ensemble. Ce budget 2016 n'est donc qu'une étape en avant pour le CPAS de Tournai. La volonté du groupe MR est donc de poursuivre ce travail et c'est pourquoi nous soutiendrons le budget 2016 par un vote positif."

Le Conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu l'article 88 de la loi du 8 juillet 1976, organique des centres publics d'action sociale;
Vu la délibération du conseil du centre public d'action sociale du 6 octobre 2015, arrêtant les modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n°1;
Considérant que ces modifications ont été soumises au Centre régional d'aide aux communes (CRAC) le 22 septembre 2015;
Vu le procès-verbal du comité de concertation Ville/Centre public d'action sociale du 16 septembre 2015;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal,

A l'unanimité,

DECIDE

d'approuver le rapport de la commission budgétaire du 1er octobre 2015, ainsi que les modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n°1 qui ont été arrêtées comme suit par le conseil du Centre public d'action sociale en séance du 6 octobre 2015 avec une intervention communale complémentaire de 300.000,00 € :

Budget ordinaire

Recettes : 54.575.078,19 €

Dépenses : 54.575.078,19 €

Résultat : 0,00 €

Budget extraordinaire

Recettes : 8.093.700,66 €

Dépenses : 8.093.700,66 €

Résultat : 0,00 €.

121. Tutelle centre public d'action sociale (C.P.A.S). Exercice 2016. Budget.

Monsieur le Conseiller communal Briec LAVALLEE rentre en séance.

Par 29 voix pour et 7 voix contre, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. A. PESIN, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Ont voté contre : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, MM. X. DECALUWE, G. DENONNE, D. DOCHY.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'article 88 de la loi du 8 juillet 1976, organique des centres publics d'action sociale;

Vu la délibération du Conseil du Centre public d'action sociale du 6 octobre 2015 arrêtant le budget 2016;

Considérant que le projet de budget a été soumis au Centre régional d'aide aux communes le 22 septembre 2015;

Vu le procès-verbal du comité de concertation Ville/Centre public d'action sociale du 16 septembre 2015;

Vu l'avis Positif avec remarques du Directeur financier du 23 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

- ce budget ne peut être accepté que si le plan de gestion adopté en accord avec le Centre Régional d'Aide aux Communes soit scrupuleusement mis en application;

Sur proposition du Collège communal;

Par 29 voix pour et 7 voix contre;

DECIDE

d'approuver

- le rapport de la Commission budgétaire du Centre public d'action sociale;

- le budget du Centre public d'action sociale de l'exercice 2016 aux montants ci-après :

1) au service ordinaire

Recettes : 54.603.060,92 €

Dépenses : 54.603.060,92 €

Résultat : 0,00 €

N.B. : l'équilibre est réalisé grâce à une intervention communale de 9.848.634,00 € (contre 9.455.524,00 € en 2015), hors modification budgétaire n°2 et frais de fourniture des repas aux crèches communales)

2) au service extraordinaire :

Recettes : 8.682.470,00 €

Dépenses : 8.682.470,00 €

Résultat : 0,00 €.

EMET

la réserve suivante:

le plan de gestion approuvé par le Conseil de l'action sociale en date du 6 octobre 2015 étant en cours de finalisation, il devra faire l'objet d'une concertation avec le Centre régional d'aide aux communes pour le 15 décembre au plus tard.

122. Finances communales. Exercice 2015. Modification budgétaire n°2. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Didier SMETTE rentre en séance.

Madame l'Echevine des finances PS, **Laetitia LIENARD**, intervient d'emblée :

"Je parlerai de 4 points :

- la modification budgétaire

- le budget 2016

- le plan d'embauche

- l'actualisation du plan de gestion 2011-2015 qui s'étalera de 2016 à 2020.

Avant d'entrer dans le vif du sujet de la présentation du budget 2016, il me semble utile de faire le rétroacte de ce qui nous a permis aujourd'hui de vous présenter un budget 2016 en boni.

Je reviens 2 ans et demi en arrière, au soir du 4 décembre 2012, lors de ma prise de fonction. De suite, j'observe un déficit structurel s'élevant à 3 millions d'euros, soit 3% du budget ordinaire de la Ville. La majorité précédente, déjà consciente de ce déficit, avait soumis au Conseil communal du 21 mars 2011, un plan de gestion réactualisé. Faut-il le rappeler, notre commune célèbre son vingtième

anniversaire sous plan de gestion. Je ne le perçois pas nécessairement comme un élément négatif; ce contexte présente des avantages et des inconvénients. Les inconvénients sont liés au manque de moyens. Les avantages sont de pouvoir accéder à des prêts exceptionnels à taux exceptionnels, moyennant l'obligation de mieux gérer.

Qui dit CRAC dit plan de gestion.

Je reviens au plan de gestion 2011-2015. Même si, d'un point de vue qualitatif, les mesures adoptées par cette assemblée en 2011, étaient intéressantes et permettaient de réaliser des économies, force est de constater qu'elles étaient insuffisantes.

Dans ce contexte, le Collège communal prend la mesure et, sans délai, s'emploie à mettre en œuvre les 76 mesures prévues. Brièvement, ce soir, je peux vous dire que 44 mesures ont été réalisées, 18 sont en cours et 14 sont, à ce stade, non réalisées.

Toutefois, sur base de ces éléments chiffrés, le Collège communal prend conscience que même si ces mesures sont utiles, elles ne permettent pas de ramener l'équilibre budgétaire nécessaire à la bonne santé économique de notre ville. Pire, chaque année, nous devons encore et toujours puiser dans nos réserves, en d'autres termes, dans notre épargne.

D'emblée, la majorité n'accepte pas cette situation, car elle crée un climat d'incertitude alors que nous avons besoin de stabilité. Dès lors, nous décidons de prendre 25 mesures additionnelles sur base de 3 principes :

1. assainir les finances de la Ville;
2. préparer la programmation FEDER;
3. mettre en œuvre notre projet décliné dans la déclaration politique communale.

C'est sur cette base que nous avons œuvré entre 2013 et aujourd'hui.

Ramener la masse salariale à un niveau supportable pour notre budget tout en continuant à rendre les services utiles à la population;

augmenter nos plans tarifaires qui n'avaient plus été revus depuis le passage à l'euro (soit plus de 12 ans);

diminuer nos frais de fonctionnement;

augmenter nos niveaux de taxation. En ce qui me concerne, ils étaient inévitables. En effet, le faible taux de densité de population n'est pas favorable à un rendement IPP d'un territoire de plus de 21.000 hectares. Ce qui explique nos taux de taxation que l'on peut considérer comme élevés; c'est dans ce contexte que nous avons pu trouver le plus juste équilibre entre la diminution de la dépense publique et la contribution supplémentaire.

Grâce à l'action menée depuis 2012, je vous présente, ce soir, un budget 2016 qui correspond à nos moyens.

Oui, l'équilibre recette-dépense est atteint et on remet de l'argent de côté qui permettra de faire face aux incertitudes. Dois-je rappeler, les variations IPP, le fonds des communes, Belgacom, la taxe sur les carrières, l'augmentation des cotisations de pensions, la cotisation de responsabilisation, les cotisations No Télé, l'évolution des points APE, les cotisations IPALLE ?

Ces incertitudes sont souvent le fait de décisions prises par d'autres niveaux de pouvoir.

Essentiellement le Fédéral et la Région. J'attire l'attention de ces niveaux de pouvoir sur le fait que la barque est pleine et «tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se brise».

A la lecture des chiffres annoncés, je suis satisfaite et non autosatisfaite de pouvoir, aujourd'hui, vous présenter un budget en boni, assaini, équilibré avec des projets d'investissements.

Sans stabilité, sans équilibre, pas de développement possible !

Ce soir, je peux aussi rassurer le personnel communal pour les années à venir. Lui aussi a besoin de stabilité.

Ce soir, les premiers objectifs de ma mission sont atteints (dans un contexte budgétaire tendu pour les communes): assainir les finances de cette ville, les remettre à l'équilibre et entrevoir une éclaircie.

D'aucuns me répliqueront, sans doute, dans le débat que l'équilibre est atteint mais qu'il aurait mieux valu que..., qu'il aurait fallu faire autrement,...

Aujourd'hui, j'assume la politique menée. Parce que j'aurais pu choisir la facilité : aller dans nos fonds de réserve jusqu'en 2018, ne pas diminuer la dépense publique, faire de la politique politicienne. Mais est-ce bien ce que les citoyens attendent de nous ? Non, ils attendent de nous que nous prenions nos responsabilités en termes de gestion, ce que j'ai fait. Mais ils attendent aussi de nous de l'anticipation et de la vision. C'est le sens de la DPC, c'est le sens de notre action sur le programme FEDER et je tiens, ici, à souligner l'investissement de notre Bourgmestre sur l'obtention de ces moyens.

Je reste, toutefois, prudente car je ne suis pas à l'abri, vous l'aurez constaté, d'une variation de chiffres.

Ce soir, c'est aussi de la politique d'investissement et donc de développement menée actuellement à Tournai.

Concrètement, ce budget, c'est la traduction de nos projets pour :

- la maison des associations;
- la maison de l'habitat;
- l'adhésion au PNPE;
- la maison de la culture (3.000.000€);
- la RUSTA (2.600.000€);
- le roller park (430.000€);
- la réfection de voiries (5.455.000€);
- les acquisitions des bâtiments du CPAS (5.600.000€) afin de permettre au CPAS de réaliser les investissements nécessaires dans le secteur des maisons de repos.

Un arrêt de quelques instants sur le CPAS. Une institution qui m'est chère.

Cette institution qui, au quotidien, crée les conditions afin d'atténuer la misère. Je vous ai parlé de développement, mais, pour ma part, la politique de développement, c'est un ensemble dont fait partie la prise en charge des plus précaires.

Comment créer les conditions du développement en laissant certains d'entre nous dans l'indifférence ?

Le CPAS de Tournai, comme vous l'a dit la Présidente, c'est une crèche afin de faciliter l'accès des familles à l'emploi, c'est un dispositif d'insertion professionnelle afin de remettre les bénéficiaires du RIS, devrais-je dire les victimes du RIS, à l'emploi. C'est plus de 300 lits en maison de repos. Quand on sait les chiffres du vieillissement de population, ne s'agit-il pas d'un de nos secteurs prioritaires ?

Je prenais ces quelques exemples pour montrer que nous sommes dans l'action sociale.

C'est pour ces raisons qu'en ma qualité d'échevine de tutelle, j'accorde une importance toute singulière au CPAS. L'année 2015 a été tragique pour l'institution; plan de restructuration difficile mais inévitable; drame humain lié aux circonstances du décès de la directrice financière; décès d'un agent durant ses heures de travail; enquête judiciaire en cours.

Admettons que ce contexte a rendu les choses difficiles. Je pense aux mandataires, mais surtout au personnel de l'institution.

Le contexte étant posé, et à partir des éléments factuels, qu'est-ce qui a été fait, qu'est-ce qui reste à faire ?

- le plan de restructuration, j'en ai parlé;
- les mesures d'économies, également;
- les synergies se développent, mais, selon moi, pas encore assez vite;
- la procédure de sélection du directeur financier s'achève;
- le plan de gestion. Le Conseil a validé une partie des mesures, mais le plan devra être finalisé pour le 15 décembre au plus tard.

Ces mesures répondent, en partie, à la demande de la Ville et du CRAC.

Mais, malgré les efforts conséquents, d'un point de vue strictement financier, la trajectoire budgétaire du CPAS n'est toujours pas stabilisée et les cotisations ONSS APL ne sont pas intégrées à cette trajectoire.

C'est pourquoi, au vu de ce qui précède, j'approuve, ce soir, le budget du CPAS avec les réserves du contexte exposé.

Je ne souhaite pas que cette réserve soit interprétée de manière négative, car je sais les efforts consentis.

Je sais aussi que nous sommes dans un processus de construction d'actualisation du plan de gestion. Au vu de ces efforts, je ne condamne pas l'institution, mais je suis consciente que, seule, elle n'en sortira pas, au même titre que tous les CPAS qui doivent faire face au même contexte.

Je vais maintenant conclure sans euphorie mais avec confiance.

Le budget a retrouvé des couleurs :

J'ai 101 millions de recettes, je dépense 99,5 millions, je mets 1,5 million de côté.

Et donc :

- sans faire appel à des artifices comptables;
- sans puiser dans nos économies.

Nous avons un budget en équilibre.

Vous comprendrez dès lors ma satisfaction. D'autant plus que cet objectif est atteint tout en assurant à Tournai son développement. Plus de 100 millions d'investissements publics. Ces 100 millions permettront à Tournai d'exister sur l'échiquier wallon. Conforteront sa position dans l'Eurorégion. Favoriseront la création d'emplois. Bref, en tant que mandataire publique, je suis contente de vous présenter ce budget, satisfaite du travail accompli en 2 ans et demi car conforme à la déclaration de politique communale à un moment où souvent les politiques sont décriés pour ne pas tenir leurs engagements.

Néanmoins, je serai heureuse d'entendre la réplique que nous aurons lors du débat dans quelques instants et je suis tout ouïe à toute proposition qui pourrait améliorer encore la situation budgétaire de notre ville."

Avant que d'autres Conseillers ne prennent la parole, l'Echevine des finances donne les précisions suivantes :

"Trois articles ont été modifiés dans le projet de modification budgétaire que vous avez reçu : 2 articles en dépenses et un article en recettes.

Dépenses : 145.000,00€ et 325.000,00€

Recettes : 470.000,00€."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, prend ensuite la parole :

"Nous avons pu, au cours de deux réunions de commission très denses, prendre connaissance, de manière approfondie, non seulement du projet de budget 2016 de la ville de Tournai mais aussi du plan d'embauche et des grandes lignes du plan de gestion actualisé.

Ces réunions, très constructives, se sont déroulées sous la houlette de notre échevine des finances qui, pour l'occasion, a à nouveau fait preuve de beaucoup de pédagogie tout en consacrant le temps nécessaire à une bonne compréhension. Elles ne furent, malheureusement, suivies que par un nombre très limité de conseillers (nous les avons terminées à 6 dont 4 membres de la minorité). Tout le monde a donc, en principe, tout compris à partir des documents diffusés ou, autre hypothèse, la plupart des membres du conseil considèrent que le vote du budget n'est qu'une étape obligée à franchir et, donc, à voter le plus rapidement possible pour satisfaire aux obligations. Si c'est le cas, qu'ils m'excusent de les retenir un peu.

Plus sérieusement, disons-le d'emblée, ce budget contient une série d'éléments qui nous agréent.

A l'ordinaire d'abord.

Oui, la constitution de provisions relève de la bonne gestion.

Oui, majorer le montant affecté à une politique de soutien du commerce sur toute l'entité tournaisienne est une bonne chose.

Oui, soutenir le grand atelier, financer la maison des associations, adhérer au parc naturel des plaines de l'Escaut sont des projets qui apporteront, du moins nous l'espérons, une vraie plus-value pour la ville.

Oui, financer les prémices de la maison de l'habitat est intéressant.

Oui, présenter, en complément, un plan d'embauche répond à l'une de nos demandes.

Une remarque, cependant, concerne la non-affectation d'un montant, habituellement récurrent, au fonds de réserve extraordinaire. Cela nous fait craindre, à court terme, un affaiblissement de celui-ci et un manque de moyens permettant de financer les petits investissements.

A l'extraordinaire

Nous soutenons la mise en œuvre d'une partie du plan d'investissement communal, les travaux à la RUSTA, la construction du skate park, les travaux à la maison de la culture et l'aménagement de locaux en vue d'héberger le service des espaces verts à Rumillies.

Nous pensons, également, que le rachat de biens du CPAS, déjà occupés de manière récurrente par la ville, est une bonne façon d'aider notre institution sociale à financer la mise en conformité de ses maisons de repos.

Nous soutenons, également, le dossier dit des Anciens Prêtres. A ce sujet, nous voulons, cependant, être prudents et nous demandons de voir rapidement clair dans la réflexion menée par le Collège dans le cadre de la restructuration de l'offre muséale. 253.000,00 € sont, en effet, affectés à des travaux dans divers musées. Ces moyens devraient, d'ores et déjà, être pensés en fonction d'une rationalisation inévitable.

Globalement, cependant, ce budget confirme malheureusement, à nouveau, la tendance du Collège à consacrer un maximum de moyens à la partie urbaine de l'entité : le tout à la ville. On peut considérer que près de 80% des moyens vont dans ce sens. Cela, nous ne pouvons le tolérer !!!!

Mais un budget, c'est aussi, au-delà de l'aspect comptable, un acte politique, un document au travers duquel nous pouvons suivre la concrétisation d'un programme de majorité et les voies et moyens affectés à cet effet.

On peut, aussi, y sentir, au travers de l'impôt et des subsides la part prise par le contribuable et l'affectation des montants prélevés dans sa poche.

La note de politique générale peut, en partie, nous éclairer à ce sujet.

Nous pouvons être d'accord avec une bonne partie du texte, peut-être un peu trop technique, mais mesuré qui la détaille.

Oui, le plan de gestion 2011-2015 dans l'élaboration duquel le cdH s'était fortement investi, a participé de manière importante à la stabilisation des finances communales.

Oui, il devait être réactualisé au regard des nouveaux paramètres à prendre en compte.

Oui, la maîtrise des dépenses en matière de coût salarial était nécessaire même si la réduction de l'embauche dans le secteur public participe à l'augmentation du nombre de situations de précarité. La diminution du nombre d'agents a, d'ailleurs, ses limites et peut mettre en péril un service public de qualité. A Tournai, nous assistons déjà, en partie à ce phénomène lorsque l'on constate, par exemple, la fermeture presque totale du district de Froidmont.

Oui, à la maîtrise des dépenses de fonctionnement. Attention, cependant, à ne pas atteindre un tel niveau de réduction que cela ne fonctionne plus. En commission, certains ont, d'ailleurs, reconnu que la limite critique était atteinte tant en volume d'emploi qu'en moyens à disposition.

Oui, la difficulté à obtenir des informations et paramètres fiables met en difficulté celles et ceux qui doivent se projeter dans l'avenir, raison pour laquelle nous continuons à penser que présenter un budget en octobre est prématuré et n'est pas la meilleure des choses.

Au travers de ce budget, quelques chiffres en trois commentaires.

Beaucoup d'approximations tant en dépenses qu'en recettes.

Dotation à la zone de secours : 4.456.000,00€ sans savoir où on en est.

Dotation à la zone de police : 10.693.000,00€ dont un des chiffres repris au budget 10.384.161,79€ (quelle précision) est le même depuis 2014. On annonce, pourtant, de bonnes nouvelles au travers des comptes déjà votés.

Un effort pour le CPAS : 9.848.000,00€ de dotation. Il le fallait. Entre-temps, les chiffres du budget du centre se seraient déjà améliorés de 140.000,00€.

Eclairage public : 1.120.000,00€ comme en 2015. A ce stade de l'année, il devrait, pourtant, être possible d'affiner les chiffres. De plus, le plan de gestion parle de prochaines économies.

Soit près de 26.000.000,00€ d'incertitudes en dépenses.

Fonds des communes : un courrier du 26 août 2015 annonce plus d'un million supplémentaire par rapport à 2015. En MB, nous avons pu constater ce qui est arrivé cette année. (- 455.000,00€). Or, les deux critères avancés pour expliquer cette baisse, inflation limitée et baisse des recettes de l'IPP, risquent de se reproduire en 2016.

Précompte immobilier : 21.669.531,00€, même chiffre qu'en 2015 faute d'infos.

IPP : 20.527.638,66€, même chiffre pour la même raison.

Pour ces deux derniers montants, la ville reçoit, habituellement, un courrier courant novembre.

Attendre un peu aurait permis d'être un peu plus précis.

Par contre, le montant relatif aux additionnels à la taxe auto est adapté en fonction, dites-vous, de la situation 2015. D'où provient cette approche différente ?

Dividendes IDETA : 1.481.162,00€, même chiffre faute d'infos.

Dividendes IPALLE, 98.825,00€ comme en 2015.

Soit près de 65.000.000,00€ d'incertitudes en recettes.

Une fiscalité débridée

Il est de bon ton, à notre époque et à tous les niveaux de pouvoir, de déclarer, lors de la présentation d'un budget, que «le contribuable ne sera pas touché, pas d'impôts en plus».

Dans certaines circonstances, cela deviendrait risible si cela ne touchait pas le citoyen de manière aussi directe. Vous avez cédé à cette mode. Il vous a fallu ensuite, bien malgré vous, prendre en compte la demande de l'intercommunale IPALLE.

Parler, à Tournai, de non augmentation de l'impôt, c'est de l'hypocrisie fiscale.

A Tournai, depuis la mise en place de votre majorité, le niveau d'imposition locale a véritablement flambé.

Deux chiffres simples, incontestables, clairs le soulignent. Il suffit de consulter une page du budget, une seule page qui représente 55% des recettes communales et qui comprend trois rubriques : les impôts, les taxes et redevances et les additionnels.

Le total des montants repris sur cette page représente, au budget 2016, la recette supplémentaire attendue de l'augmentation du prix des sacs-poubelle comprise, 55.500.000,00€. C'est cela la grande part de l'effort demandé aux Tournaisiens.

Par comparaison, les mêmes articles budgétaires représentaient au compte 2012 le montant de 48.700.000,00€. Le calcul est simple, en une seule page et en 4 années de gestion une augmentation de 6.800.000,00€. Je n'ai rien inventé, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Pour être tout à fait objectif, je n'ai tenu compte que des mêmes articles budgétaires et non des deux nouvelles taxes apparues entre-temps, à savoir celle sur les implantations commerciales et celle sur les éoliennes. Cela représente encore 237.000,00€ en plus.

Nous le redisons, comme en 2015, nous ne pouvons accepter le véritable piège fiscal que vous avez tendu aux Tournaisiens.

Comment, encore, oser dire et mettre en avant dans un tel contexte que la fiscalité n'augmente pas ?

L'oubli coupable ou, comme le dirait une certaine presse, le flop du budget

Le 22 septembre 2015, et ce afin de permettre aux communes de mener les travaux budgétaires dans de bonnes conditions, l'intercommunale IPALLE prévenait les communes qu'une augmentation des cotisations serait nécessaire en 2016.

Pour info, notre voisin le bourgmestre d'Estaimpuis décidait, immédiatement, d'en tenir compte et de prévoir 7,00€ de cotisation en plus par habitant dans le budget de sa commune. C'est dire si le message diffusé par l'intercommunale était clair.

Vous avez décidé de ne pas tenir compte de cette information et ce, malgré la présence de deux membres du Collège au sein du conseil d'administration d'IPALLE.

Il manque, donc, plus ou moins 450.000,00€ dans votre budget.

La situation méritait, pourtant, une réflexion de fond. Comment faire face à cette nouvelle dépense, comment la répercuter auprès du citoyen au regard de l'obligation d'appliquer le coût vérité, comment limiter l'impact fiscal supplémentaire sur le contribuable au travers, par exemple, de l'allègement d'une autre partie de l'impôt ?

Vous avez ignoré cette problématique, ce qui vous amène aujourd'hui à proposer une solution de raccroc au travers d'une augmentation, contre-productive, du prix du sac-poubelle. Bref, la pression fiscale augmente encore. Combien de déchets allons-nous encore retrouver en plus au bord de nos routes ?

Hypocrisie fiscale, encore et encore.

Ce budget contient donc toute une série d'éléments que nous approuvons.

Mais

Il comprend trop d'approximations.

Il est construit sur une fiscalité démesurée.

Il souffre d'un oubli coupable inadmissible.

Il ne colle pas à la réalité.

Nous ne voterons pas ce budget."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, prend ensuite la parole :

"En 2016, il y aura un anniversaire qu'on ne fêtera pas, en tout cas pas dignement. Cela fera 20 ans que notre Ville vit sous tutelle.

30 millions d'euros de prêt CRAC ont été injectés dans les budgets de notre commune en 20 ans pour la maintenir la tête hors de l'eau.

Heureusement, en partie, la Région wallonne assure la charge de ces emprunts successifs sauf deux emprunts : la charge de 350.000,00€ du prêt qui a été consenti pour le renflouement du Holding communal qui est en faillite, en liquidation.

Et maintenant 50.000,00€ pour rembourser Belgacom suite au litige du précompte immobilier. Soit en 10 ans, encore 4 millions d'euros entièrement à charge de la commune.

A cause de tous ces problèmes d'assainissement, la Ville reste corsetée par les plans de gestion successifs qui ont été imposés par le CRAC, en échange des prêts d'assainissement.

C'est le cinquième plan de gestion aussi strict, mais qui laisse entrevoir quelques perspectives en matière d'investissement et de gestion du personnel communal.

J'ai repris quelques éléments de dépenses ordinaires et recettes ainsi qu'à l'extraordinaire où nous avons des interrogations :

Le coût de nos déchets est en augmentation : 470.000,00€ en recette et 470.000,00€ en dépense.

C'est énorme surtout d'en arriver à augmenter de 50% le prix du sac-poubelle.

En matière de propreté publique, nous ne comprenons pas pourquoi le montant prévu pour le nettoyage des tags par IPALLE passe de 35.000,00€ à 65.000,00€ alors qu'il y a quelques mois, nous avons voté une convention qui disait purement et simplement qu'on s'arrêterait à 35.000,00€ par an. On prévoyait des prestations payées pour un montant annuel de 35.000,00€ et il nous semble indispensable d'évaluer la politique "en les nettoyant rapidement, on devrait en avoir moins". Or, on

double le montant, et si on double le montant chaque année, est-ce que la politique qu'on mène est vraiment efficace ? Puisqu'on doit intervenir de plus en plus.

Nous pensons que ce dispositif doit être accompagné d'autres mesures de prévention pour éviter de doubler chaque année ce budget.

Nous nous réjouissons de voir apparaître dans les frais de fonctionnement un montant de 126.000,00€ pour la future maison de l'habitat. Ce chiffre m'interpelle. Donc j'aimerais avoir une explication. Mais le chiffre de 40.000,00€ me semble plus raisonnable dans les propos que vous venez de tenir.

Le montant de la contribution de la zone de secours est identique à celle versée l'an dernier, soit 4.079.000,00€. Nous savons qu'il y a une situation conflictuelle qui persiste au sein de la zone de secours. Ce montant nous pose donc question. Je suppose qu'il sera à la hausse au cours de l'exercice budgétaire.

Un subside de 182.000,00€ va être assuré à l'ASBL centre-ville en 2016 pour lancer un projet de relance du commerce dans toute l'entité tournaïsiennne. Nous ne connaissons pas la teneur de ce projet. Par contre, ce que nous pouvons dire, c'est qu'il est urgent de se préoccuper du commerce au centre-ville, surtout au moment où la concrétisation de l'extension des Bastions se présente. Nous restons persuadés qu'il faut prendre des mesures pour ramener les personnes vers le centre-ville, comme ramener le marché au centre-ville.

Une grande inconnue pour l'année budgétaire 2016, ce sera la dotation que l'on devra verser au CPAS. Le montant de 9.948.000,00€ permettra-t-il à notre CPAS de remplir toutes ses missions d'aide sociale en 2016 alors que nous savons que beaucoup de personnes viendront demander de l'aide sociale ?

En ce qui concerne les recettes, une taxe nouvelle a été votée. Nous avons aussi des recettes qui jouent au yo-yo au cours d'un exercice budgétaire, comme les additionnels à l'IPP et le fonds des communes.

Quant aux investissements, nous nous réjouissons d'en voir apparaître en faveur des écoles, des salles culturelles, des salles de sport, notamment la RUSTA. Nous nous réjouissons aussi de voir que ces investissements sont faits pour des économies d'énergie.

Par contre, il y a un montant qui nous a un peu interpellés, c'est le montant de 84.000,00€ qui était prévu pour l'inventaire amiante. En commission, vous m'aviez dit que c'était la poursuite d'inventaire mais pourquoi n'est-il pas terminé ? Il s'agit quand même d'une mesure de sécurité importante.

La première phase de travaux à la maison de la culture se concrétise enfin et c'est très bien.

Les investissements en faveur du vélo passent également à un braquet supérieur.

Après plusieurs étapes laborieuses qui nous ont fait accuser un certain retard, ECOLO craignait que Tournai serait toujours lanterne rouge dans le peloton des villes cyclables. Mais, aujourd'hui, quelques projets prennent forme le long des quais, le long des avenues.

Nous regrettons toujours le manque de parkings vélos à des endroits stratégiques en ville ou à l'extérieur.

Il est grand temps également de tenir une politique de communication qui permette une vraie cohabitation dans la ville entre piétons, cyclistes et automobiles pour la sécurité de tous. Je rappelle notamment les SUL. Je rappelle aussi les traversées cyclo-piétonnes qui se révèlent parfois très dangereuses. Il faudrait une politique dynamique de campagnes de prévention comme elles sont menées dans beaucoup de villes flamandes.

Et nous regrettons aussi le manque d'ambition pour rendre nos parcs, jardins publics, espaces publics plus conviviaux. Un seul module de jeux est prévu au jardin de la Reine pour un montant de 9.000,00€, mais il y a bien d'autres endroits dans notre ville ou dans un quartier où l'on pourrait réaliser quelques aménagements légers. J'ajouterai également le manque de poubelles dans les espaces publics. Ça m'a été rapporté par beaucoup de Tournaisiens.

Il est important de mettre des poubelles en plus et de les vider régulièrement afin de maintenir la ville propre.

Suite à la participation citoyenne qui a été importante à notre consultation populaire, nous aimerions voir apparaître de nouvelles formes de démocratie participative à Tournai, notamment sous la forme d'un budget participatif. Nous pensons que la concrétisation par la maison des associations pourrait être un élément pour gérer un tel budget participatif dans le futur."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, prend ensuite la parole :

"Une fois encore, on constate que les villageois sont les parents pauvres de ce budget et que tous les Tournaisiens ne sont pas sur un même pied d'égalité.

Nous ne contestons pas que la gestion des finances est suivie de près et ce, rationnellement, que des efforts ponctuels et structurels ont été réalisés depuis l'entrée en fonction de votre majorité. Mais nous voulons que vous alliez plus loin encore.

Nous restons cohérents avec notre position de l'an passé : si vos hypothèses de travail se basent sur le même niveau de taxation que l'année dernière et notamment, et principalement, en ce qui concerne le pourcentage des taxes additionnelles au précompte immobilier et à l'IPP, nous ne voterons pas favorablement ce budget.

Demandez l'avis des Tournaisiens et Tournaisiennes autour de vous. Ce qu'ils en pensent et souhaitent avant tout, c'est une diminution du poids des taxes qui pèsent sur leur budget.

Vous avez compris, pour nous, tout préalable avant d'envisager d'approuver un budget est une diminution substantielle des taxes sur les citoyens de notre commune."

Monsieur le Conseiller communal remplaçant ECOLO, **Benoît DOCHY**, intervient ensuite :

"On comprend qu'il y aura des choix futurs pour l'offre muséale. Mais le constat est que certains musées peinent à avoir certains aménagements. Je cite le plan relief du musée de folklore. Cela fait 3 ans qu'il fallait revoir l'installation électrique. C'est seulement maintenant qu'on y travaille. C'est regrettable.

Pour la gestion en bon père de famille pour ce qui est du Mont de Piété, j'ai déjà eu l'occasion d'en parler, on s'est attaché à la préservation du mur de clôture pour lequel on a dépensé des moyens considérables parce qu'il était abîmé par du lierre. Par contre, pour le bâtiment en lui-même, on s'en occupera plus tard. Pourtant il faudrait aussi entretenir ce bâtiment.

Pour le futur, on attend beaucoup de la programmation Feder et de la valorisation de l'espace touristique autour des Anciens Prêtres. On espère qu'on sera dans une démarche qui fasse appel à l'ensemble des acteurs du patrimoine tournaisien d'une part, mais qu'on puisse aussi faire appel aussi à des acteurs extérieurs comme c'est le cas par exemple à Namur. Pour un musée, le Tréma, ils ont fait appel à des intervenants venant de musées extérieurs de l'Europe entière."

Monsieur le Conseiller communal MR, **Jean-Louis CLAUX**, intervient à son tour :

"Lorsque l'on procède à la lecture de ce budget 2016, un mot nous vient immédiatement à l'esprit et ce mot est «prudence».

Ne dit-on pas, d'ailleurs, que la prudence est la mère de toutes les sagesse ?

Par l'effet d'un retour sur un passé récent, comme vous l'avez dit, Madame l'Echevine, cela fait bientôt 20 ans que nous sommes sous la tutelle du CRAC. Face à un déficit récurrent de 3 millions d'euros, des mesures de bonne gestion ont, en effet, été nécessaires pour maintenir le cap de nos finances.

Le plan de gestion 2011-2015 arrive à son terme et l'occasion est belle de faire un premier bilan sur les mesures qui ont été prises par la majorité depuis le début de la législature.

Comme vous l'avez écrit, Madame l'Echevine, dans votre note de politique générale, les finances communales depuis 2013 se sont très certainement assainies.

Certaines mesures fiscales ne sont pas toujours faciles à accepter en cette période délicate, nous en sommes bien conscients. Mais la situation nous y oblige pour maintenir nos finances saines. D'autres mettent en avant le sens de la responsabilité que nous devons avoir vis-à-vis de cette même population.

Je mettrai en avant la maîtrise de notre charge salariale qui nous a permis d'économiser pas moins de 2 millions d'euros depuis le début de la législature.

Le MR est particulièrement ravi de cette gestion rationnelle et intelligente des ressources humaines. Elle vise non seulement à faire des économies, mais aussi à mieux cibler les recrutements à travers un plan d'embauche, ce qui nous permet de renforcer les besoins et la qualité de notre administration à l'avenir.

Le MR reste aussi attentif au respect du pacte pour une fonction publique, solidaire, responsable, et j'ajouterai, de qualité.

En ce contexte, le maintien à un taux de 43% des dépenses de personnel correspond à un équilibre très correct.

Je me souviens de la déviance vers 48-49% qui avait été dénoncée. Sauf erreur de ma part, c'était au moment où vous avez pris vos fonctions.

Pourtant des nominations ont été faites, des avancements en grade ont été réalisés, respectant en cela le pacte précité. Bien plus, des engagements nouveaux et importants à des postes clef parmi lesquels certains font même partie du CODIR ont été faits.

Cette prise de responsabilité de l'équipe communale paie donc et nous pouvons rétablir peu à peu notre situation financière. Nous ne pouvons que nous réjouir de cette gestion en bon père de famille. En opérant maintenant un certain retour vers le futur, stabiliser notre gestion financière, se montrer responsables et rigoureux dans celle-ci, nous permettra dans le futur de répondre au mieux au défi de demain pour notre commune.

C'est un budget prudent et les provisions substantielles faites à concurrence de 1,5 million en sont le plus bel exemple.

C'est un budget prudent, mais aussi raisonnable, lequel tient compte de certaines bonnes nouvelles. Le self-supporting de Gazebois en est une. La réévaluation à concurrence de 1 million d'euros de la future dotation du fonds des communes en est une autre, fort importante. La baisse des taux pour nos dépenses de dettes, l'opportunité éventuelle de disposition future de l'immeuble abattoir en sont d'éventuelles autres.

A l'extraordinaire, le budget se veut ouvert, tout d'abord ouvert sur le sport. Je mettrai en avant la mise en œuvre de la rénovation de la RUSTA qui permettra de doter ce club d'infrastructures dignes de ce nom et de valoriser leur travail vis-à-vis des jeunes. Nous poursuivons ainsi notre souhait de disposer d'infrastructures sportives et de qualité partout sur le territoire communal.

Un souhait qui doit être continué dans les prochaines années à Templeuve pour régler la situation de SATTA. Un effort sur les piscines est également prévu.

Ouvert sur la jeunesse également, relevons tout particulièrement la crèche des Chatons, les écoles et le roller-park.

Ouvert sur la culture également.

En matière culturelle, j'indiquerai le lancement des travaux de rénovation de la maison de la culture dans la deuxième partie de l'année 2016. Après de multiples rebondissements et difficultés dans ce dossier, nous pouvons débiter ce projet essentiel pour donner un outil de qualité à notre dynamisme culturel que nous connaissons et approuvons tous.

La rénovation de certains aspects dans nos musées n'est pas oubliée non plus.

De son côté, la Ville pourra ainsi poursuivre sa réflexion autour du pôle muséal, repris dans le cadre du programme FEDER 2014-2020 sur le site des Anciens Prêtres. Ce projet nous tient à cœur et nous espérons qu'un projet de qualité pourra y être imaginé.

Enfin, main ouverte et main tendue vers le CPAS.

En effet, la Ville de Tournai démontre le soutien dont elle fait preuve pour le CPAS. Je ne reviendrai pas sur la situation difficile de cette institution. Pour y parvenir, l'augmentation de la dotation communale et l'acquisition de plusieurs éléments du patrimoine immobilier permettront de garantir nos obligations vis-à-vis de la mise en conformité des maisons de repos.

N'oublions pas que le facteur humain doit rester essentiel par rapport à l'élément matériel. Budget extraordinaire aussi ouvert sur le vert et plus spécifiquement sur les espaces verts, à concurrence de 1.100.000,00€.

Enfin, ouvertes sont malheureusement trop souvent nos routes et voiries.

5.400.000,00€ seront consacrés à ces réfections et encore s'agira-t-il des priorités les plus importantes.

A cet égard, n'oublions pas que Tournai, c'est la Ville, mais également cette couronne verte que constituent ces 29 villages.

Le MR estime que c'est important, fondamental et capital de consacrer cet effort essentiel à nos villages. C'est important nos villages. N'oublions pas nos voiries dans les villages et nous nous y engageons.

Comme vous pouvez le voir, nous utilisons notre capacité budgétaire avec sérieux pour mener des actions d'avenir pour le développement de notre ville. A travers le plan de gestion actualisé pour la période 2016-2020, nous souhaitons faire des investissements durables. C'est ainsi que le MR soutiendra particulièrement les actions qui seront menées par la Ville pour diminuer notre facture énergétique communale, notamment en matière d'éclairage public. Une réflexion dans le domaine permettra sans aucun doute d'engranger de nouvelles économies financières à moyen terme.

C'est donc un budget essentiellement prudent, raisonnable et ouvert qui vous est présenté, empreint de responsabilité et de perspectives d'avenir, que le MR soutiendra sans la moindre réserve.

Un budget prudent, raisonnable et ouvert, et si vous me permettez un mot d'humour : P comme prudent, R comme raisonnable et O comme ouvert, un budget PRO en quelque sorte, un budget pro. Pro tout simplement comme notre échevine des finances, c'est mon avis personnel, mais également l'avis qu'exprime le groupe MR. Il n'y a pas de vague qui soit insurmontable et avec une bonne capitaine comme toi, Laetitia, avec une main ferme posée sur la barre et le gouvernail de nos finances, gageons, Laetitia, que ça ira, ça ira."

Monsieur le Conseiller communal PS, **Geoffroy HUEZ**, clôture les interventions des différentes familles politiques en s'exclamant : "Bon budget, sérieux, rigoureux et réaliste ! Les socialistes votent pour ! Merci."

Madame l'Echevine PS des finances, **Laetitia LIENARD**, répond comme suit à ces différentes interventions :

"Je vous remercie pour ces remarques. Les variations budgétaires et les variations de chiffres, c'est mon quotidien. Je vis en permanence avec ces modifications budgétaires qui ont un impact direct sur les finances communales.

Je peux comprendre les interpellations à propos de la présentation du budget. On peut en débattre longtemps. Mais vous devez avoir en tête que notre fil conducteur, c'est le travail, même si on a des incertitudes au niveau des chiffres, quand bien même nous disposerions de chiffres exacts comme, par exemple, celui du fonds des communes ! On nous a donné un chiffre en 2014 pour 2015 et finalement en cours d'exercice, on nous a dit que ce chiffre serait raboté de 500.000,00€.

Concernant le million qui sera transféré vers l'extraordinaire, Monsieur GLORIEUX a répondu en commission. Si nous ne le transférons pas aujourd'hui, c'est tout simplement parce que nous attendons d'avoir les chiffres actualisés. Nous le ferons en mai, lors de la première modification budgétaire.

Aujourd'hui, nous n'avons toujours pas reçu les chiffres de l'IPP (additionnels à l'impôt des personnes physiques).

Au sujet de la concentration urbaine de nos investissements et le fait que nous oublions les villages, je ne peux pas accepter les remarques sur les investissements que nous effectuons pour les voiries, 4 sont prévues cette année : 2 à Tournai, 1 à Blandain à la rue de l'Eglise Saint-Eleuthère et 1 à Lamain à la rue Haudion. Pour les écoles, des travaux sont prévus à Warchin, Froidmont, Vezon, Vaulx, Barry, Gaurain et Marquain. En ce qui concerne le sport, vous avez les infrastructures de la RUSTA où nous allons entamer les travaux de la structure d'accueil et au hall des sports. Vous avez les espaces verts à Rumillies, la salle culturelle d'Ere, le centre culturel de Vaulx, des investissements au centre culturel de Mourcourt, l'église de Thimougies et l'église de Froyennes. Donc, il y a beaucoup d'investissements dans les villages.

Pour le plan de gestion, on ne peut pas quantifier les 8 axes proposés à ce stade. Mais avant d'en arriver à l'actualisation de ces 8 axes, nous sommes passés par une phase d'assainissement de 76 mesures qui ont été prises sous l'ancienne législature et 25 mesures additionnelles qui ont été prises en plus à notre arrivée. On peut les qualifier de mesure de bonne gestion, de modification de nos comportements au travail, de changement d'attitude au travail et on peut qualifier ce plan de gestion avec une «green touch» en filigrane.

Le plan d'embauche a été présenté au CRAC. La condition pour pouvoir le présenter en 2016-2017-2018, c'est de ne pas dépasser un montant qui est de 43 à 43,5 millions d'euros.

Dès lors qu'on dépasse ce montant, le CRAC ne nous suivra plus. On a atteint nos limites dans le remplacement d'une personne sur trois et dans le non-engagement de personnel. Mais, aujourd'hui, on entrevoit une éclaircie.

Pour la zone de secours, on a inscrit, en effet, le même montant que 2015 soit 4.079.000,22€.

On a reçu un courrier de la zone de secours, le 8 octobre dernier, où on nous demandait 4.857.298,63€. Il y avait un conseil de zone aujourd'hui. Ce point a été reporté.

L'éclairage public augmente effectivement. Il s'agit d'une augmentation de 30% des frais de transport et d'une augmentation des frais d'entretien.

Pour la taxe auto, nous avons reçu un courrier du SPF finances. Celui-ci nous recommande d'appliquer le montant de 2014 assorti d'un coefficient forfaitaire.

L'augmentation des taxes était inévitable. C'est écrit.

Au niveau d'IPALLE, nous attendions la décision formelle. Le Conseil d'administration s'est positionné lundi et le Collège s'est positionné aussi, dès lors que nous avons eu une information officielle.

Pour les tags, on double effectivement le budget, tout simplement parce qu'à l'époque où la convention a été votée (en mai), on calculait sur une demi-année.

On a fait référence aussi aux augmentations de recettes entre 2012 et 2016. Je voudrais relativiser ces augmentations et tenir compte aussi des effets de yo-yo de l'IPP (impôt des personnes physiques).

La masse salariale passe de 49 à 43%. Je voudrais relativiser, car dans la diminution de ce pourcentage, il faut tenir compte des pompiers. Par ailleurs, pour la Ville, nous avons eu 42 départs à l'heure où je vous parle.

Pour les 126.000,00€, il faut reprendre la page 7 du budget (article 124-127-01). On passe de 85.500,00 à 126.000,00€. Mais ces 126.000,00€ ne concernent pas uniquement la maison des associations, il y a aussi une augmentation de 40.000,00€."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, demande une nouvelle fois l'inventaire amiante.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, précise à nouveau que le Collège a été informé le 22 septembre 2015 de l'augmentation des cotisations d'IPALLE.

Le **Président** d'assemblée précise à cet égard qu'il ne s'agissait pas d'une notification officielle.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, précise pour terminer que l'ASBL Ramdam recevra 20.000,00€. Il rappelle que d'autres communes se sont engagées également à aider ce festival l'an dernier, lorsqu'il a dû être interrompu pour des raisons de sécurité.

Par 34 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.
Se sont abstenus : Mme M.-C. LEFEBVRE, MM. G. DENONNE, B. DOCHY.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'il convient d'adapter une seconde fois certains crédits du budget ordinaire 2015 suite notamment aux diminutions du fonds des communes et des redevances pour l'occupation du domaine public, compensées partiellement par la récupération, auprès de la zone de secours, du loyer de la caserne des pompiers et par la transaction intervenue avec la société opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) ASSET SCRL, et du budget extraordinaire (divers avenants, dépassements de quantités présumées, travaux urgents, rectifications de subsides à recevoir...);
Considérant que deux crédits doivent également être adaptés dans cette modification budgétaire. L'un pour l'achat d'un bus suite aux offres reçues plus élevées que le crédit prévu (dépassement de 56.000,00€) et l'autre pour le décompte des honoraires du projet "Convergence" (dépassement du crédit de 130.000,00€)

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que l'avant-projet de modification budgétaire n°2 de l'exercice 2015 a été concerté en comité de direction, conformément à l'article L1211-3 § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le rapport favorable de la commission visée à l'article 12 du règlement général de la comptabilité communale;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que le Collège veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication de la présente modification budgétaire, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission de la présente modification budgétaire aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant la présente modification budgétaire;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 5 octobre 2015, et ce conformément à l'article L1124-40 § 1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 05 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

Par 34 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE

d'approuver, comme suit, la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2015 :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	104.726.102,15€	18.324.369,24 €
Dépenses exercice proprement dit	104.719.688,93€	21.309.683,60 €
Boni/mali exercice proprement dit	+6.413,22 €	-2.985314,36 €
Recettes exercices antérieurs	10.167.325,76 €	12.629.560,33 €
Dépenses exercices antérieurs	1.585.239,19 €	1.906.191,37 €
Prélèvements en recettes	0,00 €	3.634.030,73 €
Prélèvements en dépenses	1.500.000,00 €	5.481.938,00 €
Recettes globales	114.893.427,91 €	34.587.960,30 €
Dépenses globales	107.804.928,12 €	28.697.812,97 €
Boni	7.088.499,79 €	5.890.147,33 €

123. Année 2014. Rapport annuel sur l'administration et la situation des affaires de la Ville.

PREND CONNAISSANCE

du rapport annuel sur l'administration et la situation des affaires de la Ville pour l'année 2014.

124. Finances communales. Budget 2016. Approbation.

Par 28 voix pour, 6 voix contre et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, M. WILLOCQ, M. B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE

Se sont abstenus : Mme M.-C. LEFEBVRE, MM. G. DENONNE, B. DOCHY.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que l'avant-projet de budget a été concerté en comité de direction, conformément à l'article L1211-3 § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le rapport favorable de la commission visée à l'article 12 du règlement général de la comptabilité communale;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Attendu que le Collège veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, à la communication du présent budget, dans les cinq jours de son adoption, aux organisations syndicales représentatives ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales et avant la transmission du présent budget aux autorités de tutelle, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier faite en date du 5 octobre 2015, et ce conformément à l'article L1124-40 § 1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le plan stratégique 2014-2016 de l'intercommunale IPALLE (qui devra être adopté par son assemblée générale le 16 décembre 2015) reprenant les estimations de l'impact des mesures fédérales en matière d'impôt et régionales en matière de taxation sur les déchets et de réduction des subsides d'investissement;

Considérant que les cotisations annuelles envers l'intercommunale IPALLE seront revues à la hausse et fixées au montant de 2,06 € par habitant pour l'incinération des immondices et de 4,69 € par habitant pour les parcs à conteneurs soit un total de 6,75€ par habitant;

Considérant que ces majorations entraîneront une augmentation des crédits de dépense 8761/435-01 et 8762/435-01 pour un montant total de 470.000,00 €;

Considérant que cette majoration des crédits en dépense sera compensée par une augmentation du prix des sacs poubelle repris dans le règlement-taxi comme suit:

- 10,50 € par liasse de 20 sacs de 30 litres
- 19,00 € par liasse de 20 sacs de 60 litres
- 38,00 € par liasse de 20 sacs de 120 litres;

Considérant que l'augmentation du prix des sacs-poubelles ne suffira pas pour assurer dans le cadre du coût-vérité, la couverture à 100 % des frais de traitement des déchets ménagers comme imposé aux communes sous plan de gestion et rappelé par le Centre régional d'Aide aux Communes;

Vu l'avis Positif avec remarques du Directeur financier du 18 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que l'équilibre du budget communal de l'exercice 2016 est fragile et a dû être établi sans connaître entre autres et précisément certaines informations financières comme le montant des recettes à l'IPP et au précompte immobilier, le montant de la dotation communale à la Zone de secours;

Considérant qu'il faudra suivre scrupuleusement les mesures du plan de gestion adopté et accepté par le Centre Régional d'Aide aux Communes;

Sur proposition du Collège communal;

Par 28 voix pour, 6 voix contre et 3 abstentions;

DECIDE

d'adapter les chiffres du budget de l'exercice 2016 au service ordinaire comme suit:

<u>Dépenses</u>	<u>Montant initial</u>	<u>Modification</u>	<u>Montant final</u>
article 8761/435-01	1.085.000,00 €	145.000,00 €	1.230.000,00 €
article 8762/435-01	1.120.000,00 €	325.000,00 €	1.445.000,00 €
<u>Recettes</u>			
article 040/363-16	940.000,00 €	470.000,00 €	1.410.000,00 €

DECIDE

d'approuver, comme suit, le budget ainsi modifié de l'exercice 2016 :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	101.080.938,75 €	18.236.675,54 €
Dépenses exercice proprement dit	100.936.120,69 €	22.222.593,04 €
Boni/mali exercice proprement dit	+ 144.818,06 €	-3.985.917,50 €
Recettes exercices antérieurs	7.088.499,79 €	5.890.147,33 €
Dépenses exercices antérieurs	832.000,00 €	214.500,00 €
Prélèvements en recettes	0,00 €	4.200.417,50 €
Prélèvements en dépenses	0,00 €	0,00 €
Recettes globales	108.169.438,54 €	28.327.240,37 €
Dépenses globales	101.768.120,69 €	22.437.093,04 €
Boni	6.401.317,85 €	5.890.147,33 €

125. Finances communales. Réactualisation du plan de gestion pour la période 2016-2020. Approbation.

Par 34 voix pour et 3 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. A. PESIN, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et M. R. DEMOTTE, Président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mme M.-C. LEFEBVRE, MM. G. DENONNE, B. DOCHY.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que les articles L3311-1 à 3313-3 dudit code stipulent que toute commune (ou province) confrontée à un déficit structurel, ayant bénéficié ou sollicitant un prêt d'aide extraordinaire à long terme au travers du compte CRAC (centre régional d'aide aux communes), a été ou est tenue d'adopter par le Conseil communal (provincial) un plan de gestion (incluant les plans de gestion de ses entités consolidées) qui est d'application jusqu'à l'échéance initiale du dernier prêt octroyé (...);

Vu le décret du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux du plan de gestion des communes et des provinces, modifié par décret le 26 juin 1997;

Vu la circulaire du 19 novembre 2009 relative à la réactualisation des plans de gestion;

Considérant la délibération du Conseil communal du 21 mars 2011 par laquelle il a décidé, d'une part, d'arrêter le plan de gestion réactualisé 2011-2015 sur base des projections budgétaires de la Ville à l'horizon 2015, intégrées dans le tableau de bord; d'autre part, a approuvé les mesures proposées permettant d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2015;

Vu la circulaire du 16 juillet 2015 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, à l'exception des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2016;

Vu la circulaire du 16 juillet 2015 relative à l'élaboration et à l'actualisation des plans de gestion;

Considérant que le projet global de plan de gestion réactualisé pour la période 2016-2020 a été soumis au comité de direction en dates des 7 et 14 septembre 2015, conformément à l'article L1211-3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la décision du Collège communal du 2 octobre 2015 par laquelle il a marqué son accord sur le projet de plan de gestion réactualisé;

Considérant que le projet de plan de gestion réactualisé pour la période 2016-2020 a été présenté au Centre régional d'aide aux communes le 8 octobre 2015;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18 octobre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

Par 34 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE

de marquer son accord sur le plan de gestion réactualisé pour la période 2016-2020 annexé à la présente décision, et de transmettre la délibération et ses annexes au Centre régional d'aide aux communes ainsi qu'au Gouvernement wallon pour approbation (conformément à l'article L3312-3 du code de la démocratie locale et de la décentralisation).

Points complémentaires

178. Questions.

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour Monsieur le **Président** d'assemblée invite les Conseillers communaux à poser leurs questions :

1) Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE, à propos du rallye de Tournai :

"Rallye de Tournai des 10 et 11 octobre 2015 : information et sécurité des riverains, coût pour la ville ?

Les riverains du parcours sont très mécontents que, cette année encore, aucune information ne leur soit parvenue sur les heures de fermeture des rues, les itinéraires alternatifs à emprunter.

Pourtant, en lisant les impressions des organisateurs après le rallye, on découvre ceci sur internet : "Voir évoluer des voitures de rallye devant sa porte, en plus un dimanche, n'est pas forcément, et de manière compréhensible, du goût de tous les habitants. Et si certains prennent leur mal en patience avec philosophie et fair-play, d'autres réagissent violemment jusqu'à mettre en danger les équipages. Il est vrai que, de par leurs profils, certains sites tels que le Mont-Saint-Aubert sont régulièrement sollicités par les diverses disciplines sportives, le dialogue devant être plus que jamais privilégié. L'Eurométropole Position en est plus que jamais conscient et veut se montrer coopérant".

Lorsqu'il délivre l'autorisation, le Collège communal oblige-t-il les organisateurs du rallye à informer la population ? Quelles sont les obligations imposées par la Ville aux organisateurs ?

L'année dernière, je vous avais demandé le coût d'une telle organisation pour la Ville et je réitère ma question cette année. Pouvez-vous m'apporter le détail des coûts aujourd'hui ou par écrit ?

Les riverains s'inquiètent également pour la sécurité, notamment après l'incident du renversement d'un pylône électrique : Qu'en est-il des obligations imposées pour éviter le plus possible les incidents et accidents sur le parcours ?"

Monsieur l'Echevin PS, **Tarik BOUZIANE**, répond en ces termes à cette question :

"Décidément, nous n'avons pas les mêmes sources sur la question de l'information aux riverains. En effet, lors de la préparation de cette épreuve, nous avons indiqué aux organisateurs d'accorder une attention particulière à l'information des riverains qui seront impactés par cette manifestation. C'est ainsi que dès le mois d'août de cette année, les organisateurs ont fait déposer un courrier dans chaque boîte aux lettres se trouvant sur le parcours emprunté, en ce inclus les culs-de-sac et les zones enclavées.

En outre, plusieurs permanences d'information ont été tenues.

A Templeuve, le 2 septembre 2015 de 18 heures à 20 heures, selon mes informations, un seul riverain s'est présenté.

Pour Obigies et Mont-Saint-Aubert, deux séances d'information les 8 et 10 septembre 2015 au café Le Grand Salon à Obigies, là aussi, un seul riverain s'est présenté.

Et enfin deux séances d'information pour Havinnes, Béclers et Maulde les 3 et 9 septembre 2015 au café La Rotonde à Béclers, un seul riverain s'est présenté.

D'autre part, les organisateurs étaient joignables par téléphone du 20 août au 11 octobre.

En ce qui concerne le coût à charge de la Ville, tout le matériel loué par l'Eurométropole Position à la Ville de Tournai l'a été au tarif appliqué à tous les organisateurs d'événements. D'une vérification ce matin auprès des services financiers de la Ville, il ressort d'ailleurs qu'aucune créance n'est par ailleurs en souffrance.

Économiquement, cet événement a, par ailleurs, eu des effets positifs pour le développement touristique de notre Ville. Selon les informations obtenues auprès de notre office du tourisme, les chambres de type gîtes ont été toutes occupées, de même que les chambres d'hôtel. Notre auberge de jeunesse, d'une capacité de ± 100 lits, était également full grâce aux participants à cet événement. Plusieurs milliers de spectateurs provenant d'Anvers, Liège ou encore Boulogne-sur-Mer ont consommé dans le secteur horeca de la Ville.

Vous l'aurez compris, les retombées économiques sont présentes.

En matière de sécurité, et vous savez l'attention particulière que nous portons sur ces questions, tout est mis en place selon les dispositions réglementaires en cette matière. Le circuit est validé par les services de sécurité.

Mais, évidemment, ce type d'événements, comme beaucoup d'autres, ne peut se faire à risque zéro. Quoi qu'il en soit, le parcours a été délimité de manière précise et conformément aux arrêtés royaux

du 28 novembre 1997 et du 28 mars 2003 portant sur la réglementation de l'organisation d'épreuves ou de compétitions sportives pour véhicules automobiles disputées en totalité ou en partie sur la voie publique.

Afin d'objectiver les choses sur plusieurs années, je vous dirai :

- qu'en 2013, aucun sinistre n'a été signalé.

- qu'en 2014, une tache d'huile dans du gravier a été signalée. Celui-ci a été ramassé et remplacé par les organisateurs.

- qu'en 2015, une sortie de route a été enregistrée dans un champ de betteraves. Un arrangement a été trouvé avec le fermier propriétaire de ce champ, en l'occurrence Monsieur SAMAIN.

En ce qui concerne le pylône évoqué dans votre question, le site a été immédiatement sécurisé et le poteau remplacé. La police d'assurances des organisateurs prendra les frais en charge.

Je vous remercie pour votre question."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, réplique brièvement comme suit :

"Ce qui m'interpelle, c'est qu'aux réunions, il n'y avait qu'un seul riverain !"

2) Monsieur le Conseiller communal ECOLO, Guillaume DENONNE, à propos des nuisances causées par la société STAROUTE à Vaulx :

"Lors de notre dernière séance, le Conseil communal a pris une décision ferme à l'encontre d'une société dont le charroi de camions cause des nuisance aux riverains.

A Vaulx, les riverains subissent d'importantes nuisances dues à la société STAROUTE.

Les odeurs liées à leurs activités de productions d'asphalte inquiètent les riverains.

Mais les principales nuisances sont dues aux camions. Ils soulèvent beaucoup de poussière et font énormément de bruit.

Ils ne respectent aucun horaire. Les camions commencent à arriver la nuit, même le week-end. Les horaires, pourtant très souples imposés par le permis, ne sont pas respectés.

Les riverains ne savent plus quoi faire et de telles nuisances sonores nocturnes représentent une réelle nuisance pour la santé.

Il est temps d'agir. Pour commencer, le Conseil pourrait imposer à STAROUTE la construction d'un mur antibruit le long de la route et de réparer les trous dans la voirie (qui n'est empruntée que par leurs camions et augmentent encore le bruit des camions). Il faudrait aussi changer le nom de la rue où se trouve l'entreprise (Vieux chemin de Mons), car cette rue se prolonge également de l'autre côté de la N501 et de nombreux camions entrent dans le village en suivant leurs GPS."

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, répond en ces termes à cette question :

"Je suis bien au courant de la situation et je suis aussi régulièrement interpellé par le comité des riverains de Vaulx ainsi que par son président.

Je rappelle, avant tout, qu'il s'agit ici de mesures d'exploitation obtenues suite à un recours obtenu par la SA matériaux de Vaulx contre la décision du Collège communal du 17 mai 2013 qui avait imposé des conditions beaucoup plus strictes, notamment en termes d'horaire et de limitation de charroi.

Le Ministre HENRI n'a, à l'époque, malheureusement pas suivi le Collège.

Nous devons donc faire ici avec des conditions d'exploitation très souples, notamment par rapport aux horaires.

Rapidement, que dit le permis à ce sujet ? L'exploitation de la centrale est autorisée les jours ouvrables de 4 heures à 22 heures. L'exploitation nocturne est autorisée 60 jours ouvrables annuels, à

choisir entre le 1er mars et le 30 octobre, dont maximum 20 jours peuvent être répartis sur les deux mois de juillet et août. L'exploitation diurne et nocturne de la centrale est autorisée 15 samedis et 5 dimanches par an.

La Ville de Tournai a, dans ce cadre, mis en place avec la SA matériaux de Vault une procédure comprenant la tenue d'un journal de la production concernant justement cette dérogation horaire. Ainsi, nous sommes aujourd'hui à 158 jours ouvrables d'exploitation, 9 samedis, 2 dimanches et 36 productions de nuit.

En ce qui concerne la production de nuit, celle-ci prendra fin tout prochainement, c'est-à-dire dès le 1er novembre. Nous serons extrêmement vigilants à ce que cela soit respecté.

Il me revient aussi fréquemment que la SA matériaux de Vault commencerait à fonctionner avant 4 heures du matin, sous prétexte de préparer l'arrivée des camions.

Je trouve cela inacceptable et nous ne manquerons pas de le signifier à la direction de la société dès que nous en avons écho.

Concernant la problématique de la voirie, mon collègue Armand BOITE a tenu, il y a quelques semaines, une réunion avec la police et le SPW.

Un dossier lié à des travaux urgents sera proposé prochainement au Conseil communal du 23 novembre en vue de limiter la source principale des nuisances sonores au droit de ces voiries communales.

Cette option est privilégiée dans un premier temps par rapport à la mise en place d'un mur antibruit qui reste toujours une piste envisageable si les désagréments perdurent. Les études menées par les ingénieurs indiquent que la diminution des nuisances sonores serait finalement limitée par un mur antibruit à cet endroit, qui ne constituerait pas la solution idéale.

Précisons aussi que des camions autres que ceux de la SA matériaux de Vault empruntent cette voirie, peut-être dans une moindre mesure. C'est le cas notamment de SAGREX.

Concernant les problèmes de circulation, j'ai, il y a peu, envoyé un courrier à la SA matériaux de Vault et à SAGREX. Courrier que je tiens à votre disposition si vous le souhaitez, mais que j'ai communiqué au président de l'association des riverains, où je demandais de vérifier que tous les panneaux désignant l'itinéraire à emprunter pour accéder aux sociétés soient en nombre suffisant, que la propreté de ces mêmes panneaux soit assurée et de fournir à tous les chauffeurs un itinéraire détaillé, en indiquant de façon lisible l'interdiction de traverser le village de Vault.

Il a aussi été précisé que la position de la société est mal répertoriée sur Google Maps ainsi que tout autre site internet et qu'il fallait y remédier au plus vite. Je rencontrerai prochainement les responsables de ces deux sociétés pour faire le point sur cette situation.

Pour ce qui est de modifier la dénomination de la rue accédant à ces deux sociétés, la possibilité est en cours de réflexion si nos demandes ne sont pas respectées par rapport aux éléments que je viens de vous exposer à l'instant. Les riverains seront associés à cette réflexion.

Je vous remercie de votre intérêt et de votre attention."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, réplique brièvement comme suit :

"Les chiffres d'exploitation sont des chiffres enregistrés par la société ? Selon les riverains, ils travaillent alors que l'entreprise est fermée, en principe !"

179. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.
--

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 22 septembre 2015 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le **Président** d'assemblée clôture la séance publique à 23 heures 57, après avoir salué Benoît DOCHY, Conseiller communal remplaçant, dont c'est la dernière séance, pour sa motivation et son engouement.

Il précise également que la prochaine séance du Conseil communal aura lieu le 23 novembre 2015 à 19 heures 30.